

صوتنا من الداخل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15976 - 7 F

SAMEDI 8 JUIN 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

## Détente monétaire dans une Europe à faible croissance

LES BANQUES centrales du Danemark, de l'Angleterre et de la France ont décidé, jeudi 6 juin, de réduire leurs taux directeurs. Cette baisse de baisses a surpris les opérateurs des marchés financiers alors que la Bundesbank opte, depuis plusieurs semaines, pour le statu quo. Outre-Manche, la baisse d'un quart de point du taux de base est considérée comme un geste politique de la part du gouvernement de John Major, afin de regagner la confiance des électeurs. En France, la diminution de 0,10 % du taux des appels d'offres est intervenue au moment où le franc, affecté par les remous sociaux, donnait quelques signes de faiblesse. L'assouplissement de la politique monétaire reflète l'inquiétude de la Banque de France à propos de l'évolution de l'activité économique.

Lire page 16

## « Vache folle » : Matignon connaît depuis un mois les risques de transmission à l'homme

Les experts français avaient remis un rapport au gouvernement le 9 mai

UN RAPPORT du Comité d'experts français présidé par le docteur Dominique Dormont avait été remis dès le 9 mai aux services du premier ministre pour attirer l'attention des autorités sur la nécessité de prendre en compte le risque de transmission de la maladie de la « vache folle » à l'homme. Le gouvernement avait choisi de ne pas rendre public le contenu de ce rapport. Le Monde en révèle les conclusions. Les experts français, dont l'avis avait été réclamé quelques jours auparavant par le président de la République, Jacques Chirac, estiment que « dans (le) contexte d'incertitude, le principe de précaution implique que, dans les décisions à prendre en matière vétérinaire et de santé publique, l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine soit considéré comme transmissible à l'homme ».

En dépit de cet avis, Jacques Chirac, lors d'un voyage officiel à Londres, avait apporté, le 15 mai, son soutien au premier ministre anglais, John Major, qui réclamait un assouplissement de l'embargo



visant les produits dérivés des bovins britanniques. Les experts soulignent que « dans l'hypothèse d'une transmission bovin-homme et compte tenu de l'incubation très longue des encéphalopathies spongiformes transmissibles, il est vraisemblable que les patients recensés aujourd'hui aient été contaminés avant les mesures réglementaires récentes ».

« Dans la même hypothèse, ajoutent-ils, il reste malheureusement une incertitude majeure sur le nombre de sujets ayant été contaminés et pouvant être en phase d'incubation ».

L'Union fédérale des consommateurs-Que Choisir a lancé, jeudi 6 juin, un appel au boycott des aliments britanniques contenant des produits dérivés de la viande bovine, dont la gélatine.

L'embargo sur la gélatine britannique avait été levé le 5 juin, par la Commission de Bruxelles. Les Allemands ont fait savoir qu'ils n'appliqueraient pas la décision de la Commission, en attendant de nouvelles assurances.

Jacques Chirac s'est entretenu, le 6 juin, avec le Chancelier Kohl avant de recevoir les ministres britanniques des affaires étrangères et de l'agriculture.

Paris a réaffirmé que les exigences sanitaires constituent une priorité pour le gouvernement français.

Lire page 3

## Les projets militaires de M. Chirac sont contestés à l'UDF

LA MAJORITÉ de l'Assemblée nationale devait approuver, vendredi 7 juin en début d'après-midi, le projet de loi de programmation militaire qui détermine les moyens consacrés à la défense de la France entre 1997 et 2002. Une forte minorité de députés UDF, dont François Léotard, ont annoncé leur intention de s'abstenir pour manifester leurs inquiétudes devant le retard pris pour la réalisation de certains équipements et les conséquences pour l'emploi des restructurations dans les industries de l'armement. Plusieurs élus se sont plaints d'être placés devant le fait accompli de la professionnalisation des armées. L'UDF souhaite que le « rendez-vous citoyen », qui remplacera le service militaire obligatoire, soit d'au moins quinze jours, et non d'une semaine comme l'envisage le gouvernement.

Lire page 8

## Offensive CFPD sur la CNAM

La confédération de Nicole Notat veut rattrapper la FO la présidence de l'assurance-maladie. p. 8

## Trêve en Corse

Le FNC-canal historique confirme l'arrêt des attentats jusqu'à la fin de l'année. p. 7

## Doutes sur la mort de Pol Pot

Le décès du principal responsable du génocide cambodgien reste incertain. p. 5

## Les ennemis de Bernard Tapie

Le juge d'instruction Eva Joly a mis en examen Bernard Tapie et son épouse pour banqueroute. p. 10

## Drame familial au Havre

Enquête sur les meurtres, par un policier, de sa mère, son père et ses deux sœurs. p. 9

## Coup d'envoi de l'Euro 96

La phase finale du championnat d'Europe des nations de football s'ouvre samedi 8 juin en Angleterre. p. 20

## Rave à Bercy

Une vingtaine de stars de la dance music et des milliers de jeunes réunis samedi à Bercy pour une nuit rave. p. 24

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 16 Ptas; France, 5 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 200 Lira; Japon, 100 Yen; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Krona; Suisse, 100 Franc; Taiwan, 100 N.T.D.; USA, 1 Dollar, 1.00 \$.

M 0147 - 0608 - 7.00 F

## Les mystères de la chambre d'Ariane

QUI EST à l'origine de l'explosion en vol d'Ariane-5, mardi 4 juin ? Après plus de quarante heures d'interrogatoires préliminaires, les « témoins » commencent à parler. Le système de propulsion du lanceur, dont on aurait pu craindre la défaillance tant il était nouveau, est hors de cause. Les suspects sont ailleurs, « dans le soft ou dans le hard », dans le logiciel ou dans le matériel informatique. Ils ne sont plus que cinq, réunis dans une même « chambre close ».

L'enquête, précise Daniel Mugnier, directeur des lanceurs au CNES, se focalise « sur le système électrique et le logiciel » qui permet aux différents éléments d'Ariane-5 de dialoguer entre eux. Pour bien comprendre, il faut savoir que le lanceur est bardé de capteurs - l'équivalent de nos sens -, qui, en permanence, détectent ses mouvements ainsi que les accélérations auxquelles il est soumis.

Cette information précieuse est prise en compte par notre premier suspect, une centrale Inertielle (SRI) qui est le centre d'équilibre du lanceur. C'est elle, ou son double, qui calcule à partir de ces données la position

exacte du lanceur, sa vitesse ainsi que son accélération. Or, à ce stade de l'enquête, il apparaît que les capteurs qui transmettent leurs données à la fois vers les centrales inertielles et vers le centre de contrôle au sol soient « blanchis ».

Les centrales, en revanche, n'ont pas d'alibi solide. Des doutes persistent, même si le calculateur de bord (OCB) et l'unité de secours, cerveau de la machine, affirment avoir reçu les mêmes informations de la part de ces centrales. Cette cohérence dans les propos ne les raye pas pour autant de la liste des suspects. Comment ces deux appareils peuvent-ils être défectueux au même instant et de la même façon ?

Cette réflexion conduit à s'interroger sur le comportement des calculateurs de bord. « Ces ordinateurs disent avoir reçu des informations anormales de la part des centrales », affirme Daniel Mugnier, directeur des lanceurs du CNES. Qui croire ? Daniel Mugnier hésite à incriminer ce composant. Tout comme un autre, « le bus 1553 ». Ce troisième suspect est une sorte d'autoroute de l'information par la-

quelle transitent les ordres de pilotage donnés par le calculateur. « Ce bus, souligne un enquêteur, a fait ses preuves. Il équipe depuis longtemps tous les avions de chasse de l'OTAN... »

Restent deux autres suspects, et non des moindres : le programme de vol et le codeur. Le premier, longues lignes d'écriture informatique qui permettent de gérer le lanceur, comporte-t-il un « bug » ou une faille ? Le second, qui traduit le langage analogique des capteurs et des centrales en langage numérique à l'intention de l'ordinateur, a-t-il bafouillé ? Il n'est pas exclu que l'ordinateur ait créé lui-même les erreurs qu'il dénonce.

Les inspecteurs poursuivent leurs investigations, ainsi que les techniciens du CNES à Toulouse, d'Aérospatiale et de Matra-Marcoussis. Ils ont une obligation de résultat, pensent ficeler rapidement leur enquête, identifier le coupable et ses éventuels complices. Ils devraient rendre leur rapport le 15 juillet.

Jean-François Augereau

Lire page 6

## La révolution stratégique chiraquienne

EN UN AN, Jacques Chirac a provoqué le plus grand bouleversement de la stratégie française depuis la décision du général de Gaulle de construire une « force de frappe » puis de quitter les institutions intégrées de l'OTAN. En clôture, samedi 8 juin, la session annuelle de l'Institut des hautes études de défense nationale, le président de la République pourra tirer un premier bilan des décisions prises depuis son arrivée à l'Élysée. Elles n'ont pas encore toutes fait sentir leurs effets; certaines ne sont même pas entrées en vigueur; elles dessinent cependant un paysage totalement différent de celui dans lequel la France avait vécu depuis trente ans.

Le candidat s'était préparé. Avec ses conseillers, il avait conçu, avant même l'élection présidentielle de 1995, l'adaptation de l'outil de défense française aux conditions de l'après-guerre froide. Les quelques rares discours qu'il consacra à la politique étrangère pendant la campagne électorale en portent la trace. Quelques annonces symboliques marquent les grandes étapes du changement : 3 juin 1995, création de la Force de réaction rapide en Bosnie; 13 juin, série d'essais nucléaires; 5 décembre, normalisation des rapports avec l'OTAN; 22 fé-

vrier 1996, professionnalisation de l'armée; 3 juin, reconnaissance par l'OTAN de « l'identité européenne de défense ». Certaines décisions sont controversées : la suppression du service national n'emporte pas un soutien unanime, même dans la majorité; le président a écarté le recours au référendum pour des raisons constitutionnelles que ne partagent pas tous les juristes, alors que, selon les sondages, les Français sont majoritairement en faveur du référendum... et de la réforme.

La campagne d'essais nucléaires a jeté quelques dizaines de milliers de manifestants dans la rue, de l'Europe nordique aux antipodes. D'autres décisions ont ébranlé nos alliés : la fin de la conscription, la mise à plat des programmes communs d'armement, le changement des missions attribuées à Eurocorps ont pu de court les Allemands, et il a fallu tout l'enthousiasme communicatif de Jacques Chirac pour convaincre le chancelier Kohl que la réforme de l'armée française ne changeait rien aux bases de la coopération entre les deux pays.

Daniel Vernet

Lire la suite page 12

## Le négationnisme et l'ultra gauche

L'EXTRÊME GAUCHE libertaire et anarchiste est agitée depuis quelques semaines par les accusations de négationnisme lancées par l'écrivain Didier Daeninchx contre certains écrivains d'ultra-gauche, militants d'organisations antifascistes. Selon lui, les révisionnistes, qui contestent la réalité du génocide des juifs, trouvent des relais ailleurs qu'à l'extrême droite, jusque parmi ceux qui la combattent. L'écrivain Gilles Perrault, directeur de publication de *Ras l'Front*, revue de combat contre le Front national, tout en soulignant « l'irréductible singularité » du génocide, dénonce « un amalgame » et « une invention de type stalinien », dans un livre à paraître aux éditions Reflex.

Lire page 6

## La favorite des courts



STEFFI GRAF

ROLAND-GARROS. L'affiche de la finale des Internationaux de France évoque un grand classique du tennis féminin : Steffi Graf contre Arantxa Sanchez-Vicario. L'Allemande au sourire retrouvé défendra son titre en position de favorite. Elle a battu l'Espagnole lors de leurs deux dernières rencontres.

Lire page 21

International	2	Jour	22
France	6	Abonnements	23
Société	9	Météorologie	23
Horizon	11	Philosophie	23
Carnet	14	Culture	24
Entreprises	15	Communication	24
Finances/marchés	18	Radio-télévision	25
Aujourd'hui	20		



**BLOCAGE** Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a remis, jeudi 6 juin, sa démission au président Süleyman Demirel, sans attendre le vote, samedi, d'une motion de cen-

sure déposée par le Parti de la prospérité (Refah, islamiste), la première formation du Parlement. **LE FAIT** que le DYP de M<sup>me</sup> Tansu Ciller, membre de la coalition avec l'ANAP

de M. Yilmaz, ait décidé de s'associer à la censure rendait impossible la survie du gouvernement. **LES ISLAMISTES** ont immédiatement exigé d'être appelés à former le pro-

chain gouvernement, mais ils ne disposent pas de la majorité absolue, non plus, d'ailleurs, que les autres partis. Faute d'une solution dans les quarante-cinq jours, de nouvelles

élections devraient être organisées. **LA TURQUIE**, coincée entre les dogmes kémalistes et la tentation islamiste, ne semble pas près de sortir de l'impasse.

## La démission du gouvernement turc relance la crise politique

Après l'effondrement de la coalition de centre-droit, l'islamiste Necmettin Erbakan, qui dirige le Refah, premier parti au Parlement, revendique la formation du prochain cabinet

**ISTANBUL**  
de notre correspondant  
PLUTÔT que d'attendre le verdict du Parlement, qui devait se prononcer samedi 8 juin sur une motion de censure soumise par le Parti de la prospérité (Refah, islamiste), le premier ministre Mesut Yilmaz a préféré prendre les devants. Jeudi matin, il s'est rendu au palais présidentiel de Çankaya pour présenter sa démission au chef de l'État, Süleyman Demirel. « Une nouvelle situation légale s'est développée. J'ai fait mon devoir », a déclaré M. Yilmaz, se référant à la publication officielle, mercredi, de la décision de la Cour constitutionnelle qui invalide le vote de confiance de l'Assemblée natio-

nale. L'effondrement de la coalition, attendu dans les quarante-huit heures puisque le DYP de M<sup>me</sup> Ciller avait annoncé qu'il soutiendrait la motion de censure contre M. Yilmaz, n'a pas, en soi, causé beaucoup de remous. Paralyisée par des disputes internes et des accusations de corruption, la coalition formée en mars entre le Parti de la mère patrie (ANAP) et le Parti de la juste voie (DYP) ne méritait plus guère le nom de gouvernement.

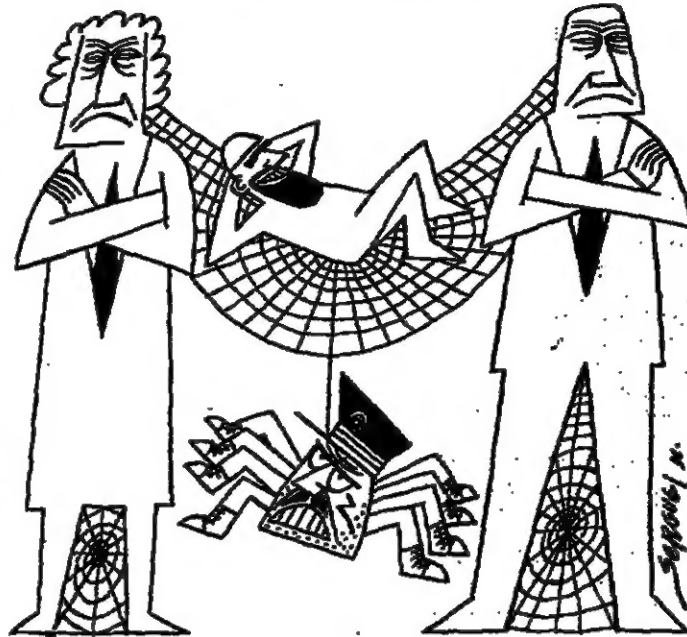
L'échec de cette alliance, qui devait renforcer la droite conservatrice et bloquer l'arrivée au pouvoir du Refah est patent. Les deux partis, loin de surmonter leurs différends, ont donné libre

cours à leur hostilité réciproque : insultes, accusations, documents compromettants discrètement transmis à la presse, tous les coups bas semblaient permis. Les divers partis se retrouvent dès lors à la case de départ et reprennent, affaiblis par leurs récentes querelles, le processus de formation d'un gouvernement qui doit être achevé dans les quarante-cinq jours à venir, sans quoi de nouvelles élections seraient nécessaires.

Le président Demirel s'entretiendra, dès vendredi, avec tous les chefs de partis qu'il a convoqués, séparément, pour évaluer leurs chances de former un gouvernement. Le dirigeant islamiste Necmettin Erbakan, visiblement impatient d'arriver au pouvoir, a déjà annoncé que le poste de premier ministre lui revenait de droit, compte tenu de la victoire électorale de son parti, et exige d'être nommé « dans la demi-heure qui suit ».

Mesut Yilmaz, de son côté, a rencontré dès jeudi après-midi les dirigeants des deux partis de gauche, qui pourraient jouer un rôle-clé dans les semaines à venir. Tansu Ciller, pour sa part, n'a pas caché qu'elle espérait négocier une nouvelle alliance entre les frères ennemis que sont son DYP et l'ANAP, auxquels elle souhaite ajouter une des deux formations de gauche pour obtenir un gouvernement majoritaire.

Avec ou sans les islamistes ?



Telle est la question centrale qui dominera cette quête gouvernementale. Les cercles institutionnels - l'armée, les milieux d'affaires - continuent de s'opposer à une participation islamiste au gouvernement, mais le spectacle affligeant des deux dirigeants laïques incapables de surmonter leurs querelles malgré les besoins pressants du pays n'a fait qu'ériger le pouvoir des partis du centre. Un sondage d'opinion dans le quotidien *Yeni Yüzyıl* ré-

vèle que 82 % des Turcs admettent que la confiance qu'ils accordent à la classe politique a diminué. L'irresponsabilité de celle-ci est devenue le sujet dominant de toutes les conversations, dans un pays pourtant habitué aux troubles politiques.

Loin de faire obstacle à la montée des islamistes, la coalition n'a fait que renforcer le désenchantement des laïques et augmenter l'attrait des islamistes aux yeux d'électeurs écoeürés. Discipliné et

professionnel, le Parti de la prospérité s'est révélé un adversaire redoutable, capable d'exploiter les faiblesses des partis de la coalition. Un nouveau gouvernement, composé de deux ou trois partis essouffés, pourra-t-il réellement faire face à l'assaut des islamistes et mettre en place les réformes nécessaires pour redresser l'économie, mettre fin au conflit kurde et remettre la Turquie sur les rails ? Calculatrice en main, les politiques font leurs additions parlementaires et envisagent toutes sortes de combinaisons politiques pour sortir de l'impasse, mais la plupart des échafaudages ainsi construits semblent peu susceptibles de résister à la pression de l'opposition.

Cette situation a récemment poussé l'industriel Sabanci à exprimer ses vœux sur le sujet. « Si nous croyons à la démocratie, nous devons essayer le Parti de la prospérité, puisqu'il est sorti vainqueur des élections », a-t-il déclaré. La participation d'un parti islamiste est exclue d'emblée par la plupart des Turcs, mais écarter le Refah du pouvoir, soit par des manœuvres politiques, soit par la force, risque de consolider leur influence. « Les cercles du pouvoir qui ont essayé d'empêcher l'avance du Refah ont, en fait, contribué à son succès », écrivait Ilmur Çevik, dans le quotidien *Turkish Daily News*.

Nicole Pope

### Neuf mois d'instabilité

● 20 septembre 1995 : la coalition, dirigée par Tansu Ciller, entre le Parti de la juste voie (DYP) et le Parti populaire républicain (CHP) s'effondre.

● 25 décembre 1995 : élections générales anticipées. Le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) obtient 158 des 550 sièges au Parlement, suivi par le DYP avec 135 sièges, et le Parti de la mère patrie (ANAP), 132 sièges.

● 3 mars 1996 : l'ANAP et le DYP mettent de côté leurs différends et forment une coalition. Mesut Yilmaz sera premier ministre jusqu'à la fin de l'année 1996, Tansu Ciller prendra la relève pendant deux ans.

● 24 avril-9 mai : le Parlement approuve l'ouverture d'enquêtes contre M<sup>me</sup> Ciller, accusée de corruption.

● 14 mai : la Cour constitutionnelle invalide le vote de confiance de l'Assemblée (décision annoncée officiellement le 5 juin).

● 24 mai : M<sup>me</sup> Ciller annonce que son parti retire son soutien à la coalition et demande la démission du premier ministre.

● 27 mai 1996 : le Refah dépose une motion de censure contre le gouvernement de Mesut Yilmaz.

● 6 juin 1996 : Mesut Yilmaz démissionne.

## Une démocratie paralysée par les structures vieilles du kémalisme

SIX MOIS après le succès remporté par les islamistes aux législatives en Turquie, la recherche d'un gouvernement viable confine à l'absurde. Il n'est pas sûr que de nouvelles élections, la constitution d'un gouvernement d'union nationale ou le rafistolage de l'ancienne coalition puissent mettre fin à l'instabilité politique dans laquelle la Turquie s'est installée.

Dans l'immédiat, la crise favorise les islamistes du Parti de la prospérité (Refah), qui ont habilement su tirer parti de la division, voire de la haine, existant entre les partenaires de la dernière coalition gouvernementale, le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller et la Mère Patrie, de Mesut Yilmaz. De conception laborieuse, leur mariage de raison aura duré moins de cent jours.

Car, malgré leur attachement commun au sécularisme, leur volonté d'ancrer la Turquie à l'Europe et leur choix de l'économie de marché, les deux dirigeants de centre-droit se livrent en permanence une guerre de coups bas, dont le feuilleton, scrupuleusement rapporté par la

presse quotidienne nationale, ne passionne guère les foules. Le quotidien *Hürriyet*, inconditionnel de M. Yilmaz, a ainsi récemment raconté avec forces détails comment, aux derniers jours de son mandat, Tansu Ciller s'était fait ouvrir en pleine nuit les coffres de la Banque centrale afin d'en retirer 6,5 millions de dollars sur ses fonds secrets de premier ministre.

### « POLICE ACADEMY »

La « dame de fer », honnie par la vieille garde de son parti - les « mangeurs de soupe » comme elle les appelle -, s'appuie désormais, au sein du DYP, sur d'anciens hauts responsables des services de sécurité, issus pour certains de l'extrême droite (MM. Ayvaz, Agar, Gökdemir) et qui valent à sa formation le surnom de « Police Academy ». Critiquée dans son propre camp, blâmée par les milieux d'affaires pour n'avoir pas effectué les réformes que l'on attendait d'elle, perçue par l'homme de la rue comme riche et corrompue, Tansu Ciller pourrait bien connaître une mise à l'écart aussi rapide que la fut son ascension. Les trois enquêtes ouvertes contre elle à l'initiative des parlementaires du Refah, épaulés par ceux de l'ANAP, pourraient lui valoir la Haute Cour de justice.

Enfin, la première femme devenue chef de gouvernement en Turquie - « Il nait une femme comme moi tous les mille ans », se vantait-elle un jour à Adana - risque de ne pas être réélue à la tête de son parti, le DYP, dont le congrès se tiendra prochainement.

A l'heure du rapprochement avec l'Europe et alors que la guerre du Golfe, la chute de l'URSS et la crise des Balkans n'ont fait que renforcer son rôle de puissance régionale, la Turquie n'a pas su procéder aux changements qui s'imposent. C'est ainsi que les priorités mises en avant par Mesut Yilmaz à son arrivée au poste de premier ministre - plus de pouvoir aux régions, reconnaissance des droits culturels de la minorité kurde, privatisation et redressement économique - étaient aussi celles de Tansu Ciller il y a trois ans, mais étaient restées lettre morte.

Engoncés dans le carcan du kémalisme, dépourvus de projet politique réel pour le pays, coupés de la population et parfois corrompus, les partis du centre-droit s'enfoncent dans la crise avec un acharnement suicidaire, faisant le lit des islamistes. Ces derniers viennent d'ailleurs de remporter, avec 34 % des voix, les municipales partielles du 2 juin, tandis que le DYP enre-

trait son plus mauvais score (12 %) depuis 1983, date de sa création. Organisés, disciplinés, proches de la population, ils éhrent de main de maître leurs municipalités - où ils n'ont pas imposé la charia - et leur dynamisme laisse à penser qu'il faudra tôt ou tard les associer à la gestion des affaires. Pour autant, les différents courants qui nourrissent le Refah et le flou artistique entretenus par ses dirigeants sur leurs réelles intentions n'apporteront pas plus de stabilité au pays au cas où, surmontant les réticences de l'armée, gardienne traditionnelle des valeurs kémalistes, ils parviendraient au pouvoir.

### OFFENSIVE AU KURDISTAN

Le véritable danger, pour la Turquie, ne réside pas tant dans le péril islamiste ou la fragilité des coalitions que dans son incapacité à sortir des dogmes de la première République, fondée il y a soixante-treize ans par Mustafa Kemal Atatürk. L'ancien président Turgut Özal avait compris qu'il fallait prendre des distances avec certains aspects du kémalisme. Il révéla ainsi un jour en public qu'il était kurde et que sa grand-mère ne parlait même pas turc, brisant ainsi un des tabous de l'État unitaire. Il tenta aussi de réconcilier le pays avec

son histoire ottomane et favorisa l'installation des islamistes. Si lui non plus ne put mener à bien ses projets (toujours les mêmes : décentraliser et donner l'autonomie culturelle à la minorité kurde), il eut le mérite d'avoir lancé le débat.

Politiques, intellectuels, hommes d'affaires, tous conviennent de ce que la Turquie a besoin d'une « véritable perestroïka », comme le dit Cem Boyner, un grand patron entré en politique. Car malgré quelques améliorations de façade, la situation des droits de l'homme est alarmante. Pour la douzième année consécutive, l'armée a lancé son offensive de printemps au Kurdistan. L'endettement et l'inflation obèrent l'économie, la fracture sociale s'accroît. Pour sortir de l'impasse, la Turquie doit trouver un homme politique assez courageux pour entreprendre des réformes profondes et amorcer un passage à une II<sup>e</sup> République. Pour résoudre ses contradictions, la « petite Asie » doit reconnaître la nature multi-ethnique de sa population, renouer avec les racines du passé et accepter le partage du pouvoir entre toutes les forces politiques, au gré du résultat des urnes.

Marie Jégo

## La presse iranienne se fait l'écho d'un débat d'idées animé entre intellectuels

**TÉHÉRAN**  
de notre envoyé spécial  
Au départ, ils étaient quatre intellectuels qui ont étudié en Occident et un cinquième qui n'a jamais quitté l'Iran. Ils sont aujourd'hui une dizaine environ, pour la plupart expatriés il y a quelques années encore, qui ont fait le pari de revenir dans leur pays, pour des raisons personnelles souvent, mais aussi parce qu'ils croient qu'un dialogue doit s'instaurer entre Iraniens d'abord, mais aussi entre l'Iran et l'Occident. *Goft-O-Gu* (« Dialogue ») est justement le nom de la revue trimestrielle qu'ils ont créée.

« Faire une revue qui exprime des opinions politiques et qui renouvelle constamment ses concepts (...). Essayer d'apporter des réponses aux problèmes de la société iranienne, mais aussi poser des questions à cette société, en y introduisant des concepts nouveaux, tels ceux d'espace public, de société civile, de démocratie, de participation des femmes, de liberté d'expression, de

justice, etc. » : tel est l'objectif, explique Ramin Jahanbegloo, un des fondateurs de *Goft-O-Gu*. Pour « la jeunesse de ce pays, qui se sent perdue, trahie, mais qui a un grand potentiel, la revue et son comité de rédaction peuvent apporter en quelque sorte un modèle : être attentif à la culture iranienne et parler politique sans être au pouvoir, sans se compromettre avec lui et sans être immoral », insiste cet intellectuel doté d'une solide formation de philosophe et très imprégné de culture occidentale.

Doux rêveur dans un système qui ne tolère que la pensée unique de l'islamisme au pouvoir ? Non, puisque, trois ans après sa fondation, *Goft-O-Gu* existe toujours, critiquée par les « durs » du régime, privée de papier à prix subventionné par l'État, obligée de biaiser parfois... mais n'en continuant pas moins de paraître, et d'intéresser une élite certes, mais une élite de jeunes, sur l'ensemble du territoire iranien. Tel ce lecteur, raconte M. Jahanbegloo, « qui a

téléphoné du Kurdistan pour suggérer que le prochain numéro comporte un entretien avec... Jacques Derrida ».

**ENTRETIENS**  
Des « entretiens », il y en eut, avec Alain Finkielkraut, Marc Ferro, Antoinette Fouque et d'autres. Paul Ricoeur a été invité à Téhéran pour une conférence sur le thème « Mémoire, oubli, Histoire », qui connut un grand succès. « Pour nous, c'était une aubaine, raconte Mourad Saghaï, rédacteur en chef de *Goft-O-Gu*. Des concepts qui sont à la base de la réflexion en Occident sont tout à fait applicables ici, si on se donne la peine de les comprendre (...). Ricoeur nous a parlé de l'oubli et du pardon. Ne pas oublier ce qui s'est passé (les moments les plus pénibles de la révolution et le comportement de ses principaux acteurs), pour pouvoir pardonner », ajoute-t-il, tirant son chapeau au philosophe non sans reprocher aux intellectuels occidentaux de s'être totalement

fermés à l'Iran à cause de l'affaire Salman Rushdie. *Goft-O-Gu* n'est pas une revue de luxe pour une poignée de lecteurs en mal de gymnastique purement conceptuelle. Elle est née dans un contexte où les Iraniens, y compris ceux qui gravitent autour du pouvoir, s'interrogent sur eux-mêmes. Et elle est une des rares revues laïques qui, depuis une cinquantaine d'années, se soit intéressée aux problèmes de religion. Ce qui distingue l'équipe de rédaction des autres intellectuels laïcs, munis dans leur refus de tout ce qui touche de près ou de loin au régime, c'est cette volonté de s'intéresser aux islamistes, souligne M. Saghaï, un polytechnicien de trente-neuf ans, dont la seule parenté avec l'imam Khomeini, fondateur de la République islamique, ne suffit pas à expliquer cette disponibilité d'esprit.

C'est parce que ceux qui furent le fer de lance de la Révolution se posent des questions aujourd'hui que « toute expérience de combat est importante », souligne le rédacteur en chef. « C'est le dégoût d'une société qui, il y a une vingtaine d'années, était révolutionnaire à mort. Alors à chacun de décider s'il veut et peut participer à la réflexion », ajoute-t-il. « Hier ce qui se passe, c'est aussi faux que de croire que c'est le paradis. »

On est bien loin du « paradis ». Mais l'esprit dans lequel les évolutions se font ne peut pas non plus être réduit à autant de tentatives de récupération. C'est pour répondre à des besoins que des initiatives sont prises, telle la création de centres culturels, ou de sports, dont le centre Bahman à Téhéran. A l'origine, un jour avait été réservé aux femmes et cinq aux hommes, le septième étant jour de congé hebdomadaire. Aujourd'hui, ce sont quatre jours qui sont réservés aux femmes et trois aux hommes. « Les femmes, pour la plupart (des quartiers pauvres) du sud de Téhéran, se sont précipitées pour aller nager, faire du sport, raconte M. Saghaï. N'importe quel

sociologue vous dira que faire du sport, c'est donner de l'importance à son corps, c'est le début d'un processus d'individuation. »

*Goft-O-Gu* n'est pas la seule revue qui pose désormais les problèmes de l'Iran. Dans un récent article sur « les intellectuels post-islamistes en Iran », Farahd Khosrokhavar, maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, énumère plusieurs publications, dont on retiendra *Djameh* (« La société saine »), *Negahé Now* (« Le regard neuf »), *Irané Farda* (« L'Iran de demain »), *Farhangé kowsheh* (« Culture du développement »)... Si paradoxal que cela puisse paraître, « à cause de la révolution, les intellectuels sont devenus sérieux, commente l'un d'eux. Avant la révolution, les marxistes tenaient le haut du pavé. Aujourd'hui, avec les jeunes, islamistes ou non, la production intellectuelle est très dense. »

Mouna Nafisi



صلى الله عليه وسلم

## « Vache folle » : les experts français avaient alerté le gouvernement sur les risques de transmission

Un rapport confidentiel lui avait été remis le 9 mai

Dans un avis remis au gouvernement français le 9 mai, le comité des experts sur les encéphalopathies spongiformes indiquait que compte tenu

des incertitudes, le principe de précaution devait être appliqué. Les autorités, ajoutaient-ils, doivent considérer l'agent de la maladie de la

vache folle comme transmissible à l'homme. Le gouvernement annonce ce 7 juin une série de mesures visant à intensifier la recherche.

**DANS CE CONTEXTE** d'incertitude, le principe de précaution implique que dans les décisions à prendre en matière vétérinaire et de santé publique, l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine soit considéré comme transmissible à l'homme : telle était, le 9 mai 1996, la conclusion à laquelle était arrivé le comité des experts français sur les encéphalopathies spongiformes. Cette conclusion, qui figure dans un document remis au gouvernement, était destinée à ne pas être rendue publique.

Ce groupe avait été constitué à la mi-avril, quinze jours après l'annonce par Londres d'une possible transmission de la maladie de la vache folle à l'homme. Quelques jours plus tard, le président de la République avait exhorté les ex-

perts à prendre leurs « responsabilités » et leur avait demandé « d'apporter une réponse claire » à la somme des questions soulevées par la crise de la vache folle. En dépit des conclusions du rapport du groupe d'experts présidé par le docteur Dominique Dormont - dont nous révélons le contenu -, Jacques Chirac avait le 16 mai apporté publiquement le soutien de la France à l'assouplissement de l'embargo frappant les produits bovins d'origine britannique (Le Monde du 17 mai).

Les propositions du groupe présidé par le docteur Dormont, officiellement retenues par le gouvernement ce vendredi 7 juin, sont de plusieurs ordres : renforcement des réseaux épidémiologiques existants pour l'homme et l'ani-

mal ; constitutions de « banques de cerveau, de tissu et de liquides biologiques » ; développement des études épidémiologiques moléculaires notamment chez l'animal et analyse des différentes souches ; renforcement de la recherche fondamentale sur la barrière d'espèce.

Ce groupe préconise d'autre part la mise en place d'une série de travaux visant à créer et à développer de nouveaux outils technologiques. Les mesures gouvernementales font suite aux déclarations de François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche, qui avait admis les carences de la recherche sur les maladies spongiformes (Le Monde du 13 avril).

Ainsi donc, en dépit de toutes les garanties de transparence affi-

chées par le gouvernement, l'avis des experts français daté du 9 mai est resté « bloqué » en haut lieu durant un mois, et il ne devait pas être rendu public. Plusieurs des membres du comité Dormont s'inquiétaient, ces dernières semaines de la non-diffusion de ce document. Ce dernier a-t-il été jugé trop alarmiste pour être rendu public à un moment où Paris s'engageait dans d'intenses tractations avec Londres et à Bruxelles ?

Si, comme tout le monde pense, tel a été le cas, l'effet produit n'en est que plus désastreux. Une telle attitude n'est pas de nature à rassurer quant à la manière dont le gouvernement gère politiquement de cette crise.

Jean-Yves Nau

## La Commission de Bruxelles tente de relancer le pacte européen pour l'emploi

M. Santer a présenté un projet protéiforme

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Jacques Santer, président de la Commission, ne semble pas découragé par l'accueil glacé que le patronat avait réservé, lors de la table ronde organisée les 28 et 29 avril à Bruxelles, à sa proposition de définir et de mettre en œuvre un « pacte européen de confiance pour l'emploi ».

« Je suis convaincu qu'il n'y a pas d'échappatoire et qu'une politique de l'emploi devant le problème essentiel de notre société qu'est le chômage serait catastrophique », a-t-il répété mercredi 5 juin en présentant au Parlement européen la communication approuvée par la Commission dans la perspective de la conférence tripartite (partenaires sociaux et ministres du travail) des 14 et 15 juin à Rome.

La Commission suggère d'agir de manière coordonnée, en mettant en œuvre une politique macroéconomique favorable à l'emploi, en exploitant davantage les potentialités du marché intérieur européen et en accélérant la réforme du marché de l'emploi. Elle espère que le conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin, appuiera cette approche et que celui de Dublin, en décembre, verra à ce que la démarche ainsi entreprise soit suivie de décisions concrètes.

Le pacte pour l'emploi tel que le conçoit Jacques Santer est protéiforme. Chacun doit y prendre des engagements concrets à son niveau. Sur le plan macroéconomique, il plaide pour une accentuation de l'effort de consolidation budgétaire, en expliquant que « les réductions de dépenses sont préférables aux augmentations d'im-

pôts ». Il insiste à nouveau sur l'urgence d'une réforme fiscale : « L'impôt sur le travail a augmenté de 20 % entre 1980 et 1993, alors que celui sur les autres facteurs de production a diminué de 10 % ».

Pour consolider le marché intérieur, la Commission invite les gouvernements à débloquent, d'ici à la fin de l'année, trois dossiers qu'elle juge prioritaires. Le premier est de doter l'Union d'un statut de société européenne, « dont l'absence coûte 30 milliards d'écus par an à l'économie européenne ». Le second est d'adopter un cadre légal pour les inventions biotechnologiques, « dont l'absence décourage les investissements dans ce secteur de pointe ». Le troisième est de bâtir enfin le marché intérieur de l'électricité.

L'amélioration de la compétitivité des entreprises passe par la modernisation des infrastructures, rappelle la Commission.

« Combien de fois les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont-ils pas chanté les louanges des réseaux transeuropéens (TGV, autoroutes...) ? » Les dépenses agricoles étant moins élevées que prévu, la Commission suggère d'affecter environ 1,3 milliard d'écus (8,3 milliards de francs) des économies ainsi faites à la ligne budgétaire concernant les réseaux transeuropéens. Jusqu'ici, une majorité des ministres des finances, dont Jean Arthuis, s'y opposent. Mérite aussi attention la proposition d'orienter de façon prioritaire les crédits considérables des « fonds structurels » européens à des projets impliquant des créations d'emplois.

Philippe Lemaître

## « Par précaution », considérer « l'agent de l'ESB comme transmissible à l'homme »

VOICI de larges extraits de l'avis émis par le comité d'experts présidé par le docteur Dominique Dormont sur les possibilités de transmission à l'homme de la maladie de la « vache folle ». Signé du docteur Dormont, il est daté du 9 mai.



**VERBATIM**  
Le comité a examiné le développement récent d'une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob en Europe. Il rappelle l'existence d'une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) documentée en Grande-Bretagne, actuellement en diminution.

« Douze cas de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob confirmés sont actuellement répertoriés (11 en Grande-Bretagne et 1 en France). Cinq cas sont survenus en 1994 et 7 en 1995. Ils répondent tous aux critères suivants :

1) L'âge des patients est inférieur à 40 ans, ce qui est exceptionnel dans les formes sporadiques de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

2) Les lésions neuropathologiques sont spécifiques, homogènes dans le groupe de patients et nettement différentes de toutes les formes antérieurement connues. (...)

3) Ces caractéristiques identifient clairement un nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (...). Elles obligent à prendre en considération l'hypothèse de l'expo-

sition de ces patients à un agent commun. Le comité a examiné les origines possibles. Il estime que :

1) L'existence d'une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine en Grande-Bretagne évoque un lien très probable entre ces deux événements. Toutefois, il n'existe à ce jour aucune preuve expérimentale d'un lien de cause à effet, et plusieurs experts indiquent que l'on ne peut exclure d'autres hypothèses.

2) Dans l'hypothèse d'une transmission bovin-homme et compte tenu de l'incubation très longue des encéphalopathies spongiformes transmissibles, il est vraisemblable que les patients recensés aujourd'hui aient été contaminés avant les mesures réglementaires récentes.

## L'Union fédérale des consommateurs appelle au boycottage

« IL FAUT que les consommateurs jouent le jeu ! On défend leur santé, qu'ils regardent les étiquettes, et si les produits contiennent de la gélatine ou du suif et sont britanniques, qu'ils n'achètent pas ! » Marie-José Nicoll, la présidente de l'Union fédérale des consommateurs-Que Choisir, n'en démont pas. Son organisation a lancé, jeudi 6 juin, un mot d'ordre de boycottage des produits en question pour répondre à la levée partielle de l'embargo, décidée la veille par la Commission européenne, contre les exportations de produits bovins britanniques. Les Verts n'ont pas encore franchi le pas. Mais ils menacent eux aussi d'appeler au boycottage et de porter plainte contre le gouvernement français devant la Cour européenne de justice. « Les responsables européens sacrifient la santé des populations aux intérêts de l'agro-business », a accusé jeudi le mouvement de Dominique Voynet.

Rappelant que les comités d'experts ont émis un avis défavorable à toute levée, même partielle, de l'embargo, l'Union fédérale des consommateurs estime que la décision de Bruxelles « rend la situation encore plus confuse ». Elle accuse les autorités britanniques de refuser de communiquer toute information garantissant l'innocuité des produits dérivés du bœuf. Consumer Association, l'homologue londonien de l'UFC, n'a « obtenu qu'une fin de non-rece-

voir » à ses demandes de renseignements, affirme M<sup>me</sup> Nicoll. Le suif entre dans la composition de certains gâteaux, la gélatine dans celle de nombreux desserts et confiseries. La gélatine peut être d'origine bovine, porcine ou végétale, sans que cela soit précisé sur l'étiquette des produits. « On en trouve dans presque tous les desserts lactés, dans beaucoup de bonbons et de biscuits, indique-t-on à l'UFC, or on n'est pas sûr qu'en Angleterre le processus de fabrication détruit les éventuels prions ; la gélatine est faite de carcasses et on ne sait pas si celles-ci sont mises dans des bains de soude, comme il se doit, et chauffées à une température suffisante. »

### CONTRÔLES

L'UFC dit s'être renseignée auprès des douanes françaises pour savoir si les produits comme les biscuits, contenant des dérivés bovins, étaient contrôlés à la frontière. La réponse a été négative : l'embargo ne s'applique concrètement qu'aux viandes et aux produits dérivés en tant que tels. Les fabricants français ne peuvent plus utiliser de la gélatine ou du suif d'origine britannique, qui ne passent plus officiellement la frontière. En revanche, les produits britanniques contenant l'un de ces dérivés ne sont pas soumis à contrôle.

M.-P. S.

## Jacques Chirac demande aux Britanniques de coopérer avec leurs partenaires européens

MALCOLM RIFKIND et Douglas Hogg, ministres britanniques des affaires étrangères et de l'agriculture, qui effectuent une tournée européenne pour défendre la position de Londres sur la crise de la « vache folle », ont été reçus, jeudi 6 juin à l'Elysée, par le président Chirac. Les deux ministres ont dû patienter devant les portes du palais en attendant la fin de l'entretien que le chef de l'Etat français y avait avec le chancelier Kohl. Les deux responsables étaient rentrés ensemble, la veille, à Paris, après le sommet franco-allemand de Dijon. Leur entretien s'est prolongé de manière inhabituelle, la conversation durant près de trois heures.

Selon Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, le chef de l'Etat a expliqué à Malcolm Rifkind que la crise de la « vache folle » est avant tout pour la France une « question de santé publique », et qu'il faut « en cas de doute choisir

la rigueur ». Jacques Chirac a également rappelé la Grande-Bretagne, qui a adopté une « politique de non-coopération », à ses devoirs européens. « Nous considérons que l'esprit de coopération et de compréhension doit être partagé par tous », a indiqué le porte-parole. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, qui a rencontré lui aussi les deux ministres britanniques, leur a demandé de mettre au point « un dispositif convaincant et rassurant pour l'opinion publique et les consommateurs ».

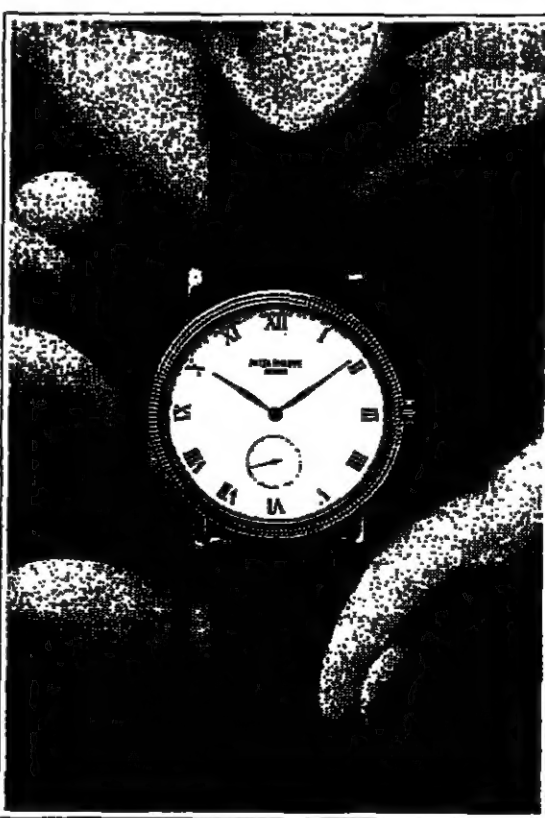
### COMPROMIS

Malcolm Rifkind a exprimé l'espoir que la crise se dénoue avant le sommet européen de Florence des 21 et 22 juin. « Le sentiment croît à travers l'Europe que nous pourrions conclure un compromis sur cette question afin de mettre fin à la crise. J'espère que c'est une question de semaines. La Grande-

Bretagne veut mettre fin à sa politique de non-coopération dès que possible », a déclaré le ministre britannique.

A Bonn, nous indique notre correspondant, Lucas Delattre, le gouvernement a fait savoir qu'il ne s'associerait pas dans l'immédiat à la levée partielle de l'embargo. Les autorités allemandes, soutenues par leur opinion publique, estiment ne pas disposer de garanties assez solides. Avant de prendre la moindre décision, Bonn attendra de connaître les conclusions de l'étude scientifique actuellement menée par un comité interdisciplinaire mandaté par le conseil des ministres européens de la santé et de l'agriculture. Les nouvelles modalités du plan britannique d'abattage ont été examinées jeudi par le comité vétérinaire permanent de l'Union européenne. La position adoptée par Londres reste très éloignée des conclusions des experts non britanniques.

Voici plus d'un siècle et demi que les montres Patek Philippe sont reconnues comme les meilleures du monde. La raison en est simple. Elles sont fabriquées différemment. Avec des techniques et toute l'habileté que d'autres ont perdues ou oubliées. En s'attachant au moindre détail que peu auraient remarqué. Nous les réalisons. Il faut l'avouer, sans nous soucier du temps. Et si



Calatrava Homme - Réf. 3910

un mouvement particulier de Patek Philippe nécessite quatre années de travail pour atteindre la perfection absolue, nous prendrons les quatre ans. Le résultat : des montres pas comme les autres. Dont la qualité apparaît au premier coup d'œil et au premier toucher. Des montres uniques, portées de génération en génération, aimées et collectionnées par ceux dont les exigences sont difficiles à satisfaire. Ceux qui n'adoptent que le meilleur. Parce que le jour où vous recevrez votre Patek Philippe, vous aurez en main ce qui se fait de mieux. Votre montre, véritable chef-d'œuvre, sera le reflet de vos propres valeurs. Une montre destinée à être conservée précieusement.



**PATEK PHILIPPE**  
GENEVE

Magasin Patek Philippe, 10 place Vendôme, 75001 Paris, Tél. (1) 42 44 17 77.



## Le président du Tribunal de La Haye demande le rétablissement de sanctions contre les Serbes

Garants des accords de Dayton, Américains et Européens sont réticents

Le président du Tribunal pénal international pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie fait monter la pression sur les puissances qui ont par-

raîné les accords de Dayton, en leur demandant le rétablissement des sanctions économiques contre les Serbes de Bosnie et contre la Serbie.

Dans le but d'accroître cette pression, le Tribunal entendra à partir du 27 juin les témoins à charge contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic.

ANTONIO CASSESE, le président du Tribunal pénal international pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie (TPI), a annoncé, jeudi 6 juin lors d'une visite à Sarajevo, qu'il demanderait la réintroduction des sanctions contre les Serbes de Bosnie en raison de leur manque de coopération.

Une réunion au niveau ministériel est prévue les 13 et 14 juin à Florence pour faire un premier bilan de la mise en œuvre des accords de Dayton, six mois après leur signature. C'est là qu'Antonio Cassese fera valoir ses arguments. Un processus de rétablissement automatique des sanctions économiques contre les Serbes de Bosnie ou contre la Serbie a été prévu par l'ONU dès lors que Carl Bildt, responsable de

l'application des aspects civils des accords de Dayton, ferait un rapport aux Nations unies disant que les engagements pris ne sont pas respectés.

Le TPI s'est plaint à plusieurs reprises du refus des autorités serbo-bosniaques de lui livrer les personnes inculpées de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, parmi lesquelles Radovan Karadzic et Ratko Mladic. Antonio Cassese s'est plaint également du comportement de la Serbie, qui ne fait rien non plus pour livrer les inculpés ni faciliter le travail du Tribunal. Prê de dire s'il était favorable à la réintroduction de sanctions contre Belgrade, le président du TPI a répondu: « Oui, probablement, pourquoi pas ? », et confirmé que le

TPI entendra, à partir du 27 juin, les témoins à charge contre M. Karadzic et Mladic.

Carl Bildt et le département d'Etat américain ont réagi prudemment à ces pressions du Tribunal. « Si je voyais que nous sommes face à un effondrement imminent du processus de paix, en raison d'un non-respect délibéré et important, dans ce cas nous avons un instrument massif à notre disposition », a expliqué M. Bildt, sous-entendant qu'il estime qu'on n'en est pas là. « Notre tendance actuelle est de laisser le temps à M. Milosevic », a indiqué pour sa part le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. « Il est trop tôt pour prendre maintenant ce genre de décision à la hâte, nous ne sommes pas prêts » à la fois,

a-t-il ajouté, en rappelant que Washington gardait le rétablissement des sanctions « comme option ».

D'autre part, le Pentagone a créé la surprise en annonçant jeudi le remplacement du commandant de la force de l'OTAN en Bosnie (IFOR), l'amiral Leighton Smith, par le vice-amiral Joseph Lopez. Le vice-amiral Lopez, cinquante-six ans, remplacera « d'ici quelques semaines », aussi bien à la tête de l'IFOR qu'à la tête des forces de l'OTAN en Europe du Sud, l'amiral Smith, qui devrait partir en retraite. Le Pentagone a présenté ces changements comme faisant partie d'une série de promotions et de nominations dans les échelons supérieurs de l'armée américaine. (AFP, Reuters)

## La BBC révèle les noms des dirigeants de l'IRA

LONDRES. Les noms des six dirigeants de l'IRA (armée républicaine irlandaise) ont été révélés pour la première fois par la BBC, jeudi 6 juin. La liste, fondée sur les informations des services de renseignement, mentionne les noms de Martin McGuinness, le numéro deux du Sinn Féin, et de Gerry Kelly, élu la semaine dernière à Belfast nord, et condamné en 1970 pour avoir déposé une bombe à Londres. Selon la BBC, le membre le plus influent de l'IRA est Kevin McKenna, emprisonné à trois reprises. Sont également cités, Brian Keenan, Joe Cahill, et Sean Murray, qui serait le chef militaire de l'IRA. Par ailleurs, l'ancien sénateur américain George Mitchell a été désigné pour présider les négociations de paix en Irlande du Nord, qui s'ouvrent lundi à Belfast. (AFP)

## Nouvelle offensive de la junte birmane contre l'opposition

RANGOON. La junte militaire au pouvoir en Birmanie a menacé, vendredi 7 juin, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) du Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, d'interdiction et ses membres d'incarcération, et l'opposition maintenait son projet de rédaction d'une nouvelle Constitution. Si la LND maintient son projet, « elle joindra automatiquement les rangs d'autres organisations hors-la-loi (...) qui avaient préparé de telles prétendues Constitutions », a averti la presse officielle.

Selon l'opposition, la junte a interdit de nouvelles réunions publiques devant le domicile à Rangoon de M<sup>me</sup> Suu Kyi. Ce nouveau durcissement du régime intervient deux semaines après l'arrestation de 262 militants de la LND afin d'empêcher la célébration du sixième anniversaire de la victoire de l'opposition aux élections de 1990. Cent quarante-quatre ont ensuite été relâchés. (AFP)

### AFRIQUE

■ BURKINA-FASO: le Burkina-Faso a retiré « sa reconnaissance de la République arabe sahraoui démocratique » (RASD) à partir du 5 juin, a annoncé, vendredi 7 juin, le ministre burkinabé des affaires étrangères. Ce retrait a été motivé par « un souci de clarification du processus d'autodétermination », a déclaré M. Abdou Ouédraogo. La décision de reconnaître la RASD avait été prise en 1984. (AFP)

■ BURUNDI: les organisations humanitaires internationales ont décidé de suspendre leurs activités au Burundi à compter de vendredi 7 juin, pour une durée d'une semaine, protestant contre l'assassinat, mardi, de trois délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a déjà annoncé la suspension de ses interventions pour une durée indéterminée, en attendant notamment le résultat des enquêtes exigées des autorités locales. (AFP)

■ ZAIRE: huit membres d'équipage sont morts dans l'accident d'un avion cargo, un Ilyouchine 76, qui s'est écrasé, jeudi 6 juin, sur l'aéroport de Kinshasa. Le 8 janvier, un autre avion cargo, un Antonov 32, s'était écrasé sur un marché de Kinshasa, faisant 300 morts. (AFP)

### AMÉRIQUE

■ ÉTATS-UNIS: le président Bill Clinton a nommé l'amiral Jay Johnson, ancien chef d'état-major de la marine américaine, en remplacement de l'amiral Jeremy Borda, qui s'était suicidé le 16 mai à Washington. (AFP)

### ASIE

■ TAIWAN: le gouvernement a réitéré, vendredi 7 juin, sa proposition d'une rencontre au sommet, en Chine, entre le président Lee Teng-hui et les dirigeants pékinois. Le président Lee avait déjà émis ce souhait, le 20 mai, lors de son investiture, mais Pékin n'a jusqu'à présent donné aucune suite à sa proposition. (AFP)

### EUROPE

■ ITALIE: l'ancien SS Karl Hass, qui devait témoigner vendredi 7 juin au procès de l'ancien nazi Erich Priebke, s'est jeté de la fenêtre de son hôtel romain au petit matin, se brisant le bassin. Il avait reçu des menaces par téléphone durant la nuit, a indiqué le procureur militaire Antonio Intelisano. Le magistrat, qui avait interrogé jeudi Karl Hass (quatre-vingt-quatre ans) à son arrivée à Rome, a déclaré que « son témoignage était très important et que l'on ne pouvait y renoncer » et demandé un renvoi de l'audience. (AFP)

■ EUROPE CENTRALE: neuf chefs d'Etat d'Europe centrale, dont les présidents allemand, italien et ukrainien, se sont retrouvés vendredi 7 juin à Lancut, dans le sud-est de la Pologne, pour une rencontre de deux jours destinée à donner une nouvelle impulsion au processus d'intégration du continent européen. (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ALGÉRIE: un accord bilatéral de rééchelonnement de la dette publique a été signé, jeudi 6 juin, entre l'Algérie et l'Italie. Il porte sur un montant de 1,7 milliard de dollars (8,8 milliards de francs), a annoncé la Banque d'Algérie (BA). Avec l'ensemble de ses créanciers étrangers, publics ou privés, l'Algérie a négocié le rééchelonnement de près de 15 milliards de dollars de dettes (près de 31 milliards fin 1995) et réussi à faire baisser le service de sa dette de 85 % à 43 % de ses exportations. (AFP)

■ JAPON: l'indice de confiance dans l'industrie manufacturière (jugements des entreprises sur l'état de l'économie) est remonté à -3 en mai, contre -12 lors de l'enquête précédente en février, selon la revue de conjoncture de la Banque du Japon, publiée jeudi 6 juin, confirmant ainsi une reprise modeste. (AFP)

■ CUBA: un décret-loi permettant la création de zones franches commerciales et industrielles à Cuba a été signé lundi 2 juin, a annoncé le ministre cubain de l'investissement étranger, Ibrahim Ferradaz. Quatre zones sont prévues pour l'instant. (AFP)

## Les bénéfices de la Banque de Russie financeront des dépenses budgétaires

MOSCOU. Boris Eltsine a signé, mercredi 5 juin, une loi prévoyant le transfert de 5 trillions de roubles (1 milliard de dollars) des bénéfices de la banque centrale, qui seront consacrés à un fonds pour les enseignants non payés et à des achats d'armements. Le vice-président de la banque centrale, Sergueï Alekachenko, s'est déclaré opposé à cette décision, indiquant que la banque devait pouvoir mener une politique indépendante. Les dépenses sociales et le paiement des salaires en retard sont devenus un thème central de la campagne pour l'élection présidentielle du 16 juin. Un ancien conseiller de M. Eltsine, Pavel Medvedev, de passage à Paris, a confirmé que l'argent du Fonds monétaire international (FMI) - qui a approuvé mercredi le versement à la Russie de 380 millions de dollars en vertu de l'accord signé fin février - servirait à payer les salaires et les commandes passées par l'Etat aux entreprises privatisées. (AFP, Reuters)

## Les négociations russo-tchétchènes sont dans l'impasse

### MOSCOU

Trois jours de pourparlers russo-tchétchènes, menés en Ingouchie à la suite de l'accord de cessez-le-feu signé le 27 mai, au Kremlin, se sont achevés, jeudi 6 juin, sans résultats. Des accrochages restaient signalés en Tchétchénie, au rythme « habituel ». Mais à dix jours du premier tour de l'élection présidentielle en Russie, l'impasse est malenconceuse pour Boris Eltsine, qui se doit d'offrir aux électeurs un semblant de « paix » dans ce conflit. La tâche de la délégation russe consiste donc à prolonger les discussions jusqu'au scrutin, alors que les Tchétchènes espèrent, eux, obtenir des garanties quant à la volonté russe de poursuivre le processus de paix après l'échec électoral.

Jeudi soir, la délégation tchétchène, conduite par le chef d'état-major Aslan Maskhadov, s'est montrée pessimiste. Elle a indiqué qu'un accord général avait été trouvé à propos des prisonniers, dont certains pourraient être échangés dès dimanche. Mais elle

a refusé de signer le protocole qui le matérialise tant qu'un accord plus large n'aura pas été trouvé sur le mécanisme d'application du cessez-le-feu convenu au Kremlin.

## Moscou refuse toujours de discuter sur le statut futur de la République

La délégation tchétchène a proposé un calendrier de retrait de quelques unités russes qui devraient quitter la région entre le 1<sup>er</sup> juillet, soit avant le second tour de l'élection présidentielle, et la fin du mois d'août, c'est-à-dire avant toute éventuelle passation de pouvoirs entre l'ancien et le nouveau président russe. La délégation russe aurait refusé d'aborder « concrètement » cette question. Une vague promesse avait pourtant été faite par le président russe, après l'accord du Kremlin.

Mais d'autres déclarations faites par le chef de l'Etat, au lendemain de la réception au Kremlin des chefs indépendantistes, laissent supposer qu'il s'agit surtout d'une manœuvre destinée à calmer l'ennemi, en le dissuadant de lancer de nouvelles actions « terroristes » néfastes à la réélection du président sortant.

Ni Boris Eltsine, ni son entourage, n'ont en effet changé de discours après cette rencontre, qualifiée de « tournant » dans la guerre. Le président russe continue à affirmer, comme il l'a fait jeudi lors d'une tournée électorale à Tver, que la guerre qui n'a pourtant jamais officiellement commencé, est désormais « finie » et que la tâche des troupes qui y resteront est « comme dans toute la Russie, la lutte contre le banditisme ».

Par ailleurs, les négociations en cours ont montré que le Kremlin refuse toujours de discuter sur l'essentiel: le statut futur de la Tchétchénie. Le point crucial discuté en Ingouchie était celui de l'élection présidentielle russe, que Moscou veut également organiser

en Tchétchénie, le 16 juin, pour bien montrer que « la Tchétchénie restera en Russie », comme l'avait affirmé Boris Eltsine au lendemain de sa rencontre avec les indépendantistes. Ces derniers avaient pourtant accepté de reporter la discussion sur le statut. Mais les déclarations de Boris Eltsine les poussent à vouloir, dès à présent, aborder un sujet inséparable des autres questions.

Leur délégation en Ingouchie aurait ainsi accepté que les soldats et les autres Russes qui le veulent puissent voter, le 16 juin, en Tchétchénie pour l'élection présidentielle. Mais ils refusent l'organisation d'une élection parlementaire locale que Moscou prépare le même jour. En décembre dernier, c'est l'organisation par les troupes russes d'élections en Tchétchénie qui avait remis le feu aux poudres. « Impossible d'organiser des élections avant le retrait des troupes russes », a déclaré vendredi, le chef d'état-major tchétchène, Aslan Maskhadov.

Sophie Shihab

## Le censeur des Clinton pris dans un scandale financier

### WASHINGTON

C'est une variante de l'histoire de l'arroseur arrosé: Alfonso D'Amato, sénateur républicain de New York, est président de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Whitewater. Dans les rangs démocrates, il fait figure d'ennemi irréductible de Bill et Hillary Clinton. Outre que le rapport sénatorial - attendu pour le 17 juin - risque de ne pas être tendre pour le chef de la Maison Blanche, le sénateur D'Amato, il y a quelques temps, avait personnellement mis en cause la First Lady, l'accusant d'avoir profité de la position de son mari, alors gouverneur de l'Arkansas, pour réaliser de fructueux bénéfices boursiers.

Las! C'est aujourd'hui la même suspicion qui pèse sur le sénateur. Les révélations du Wall Street Journal, jeudi 6 juin, semblent en effet accablantes. Détail piquant: le quotidien des milieux d'affaires poursuit une campagne insistante pour dénoncer le rôle de M. Clinton dans

l'affaire Whitewater. Selon un rapport confidentiel de la Commission des opérations boursières (SEC) obtenu par les avocats du journal, les profits réalisés en 1993 par le sénateur de New York, grâce à Stratton Oakmont Inc., maison de courtage à la réputation controversée, étaient « atypiques ».

En une seule journée, M. D'Amato, à l'époque membre de la commission boursière du Sénat, a gagné 37 125 dollars (environ 186 000 francs), achetant, puis revendant aussitôt, 4 500 actions de la société Computer Marketplace. Or Stratton Oakmont était dans le collimateur de la SEC. En 1994, la firme a été obligée d'acquiescer 2,5 millions de dollars pour éponger des accusations de fraude. L'année suivante, elle a reçu une nouvelle amende de 1 million de dollars.

Lorsque M. D'Amato y ouvre un compte, en avril 1993, il n'ignore rien de tout cela. En témoignage sa conversation avec John Belfort, président de Stratton, dont des extraits, publiés

par le Wall Street Journal, figurent dans le rapport de la Commission des opérations boursières. « Pouvez-vous me faire gagner de l'argent ? », demande le sénateur. « Êtes-vous sûr de le vouloir », répond M. Belfort; ils [la SEC] me surveillent ! » Réponse de M. D'Amato: « Depuis quand est-il illégal de gagner de l'argent en bourse ? ». En 1994, lorsque la presse suggéra que le sénateur de New York avait indûment utilisé ses relations politiques pour s'enrichir, ce dernier avait démenti, ajoutant: « Je ne suis pas Hillary Clinton ! »

Aujourd'hui, la SEC estime que M. D'Amato n'était pas un client suffisamment important pour acheter autant d'actions en même temps. Les journaux télévisés ont tous relaté, jeudi soir, les mésaventures de M. D'Amato. La Maison Blanche, elle, n'a fait aucun commentaire. On peut seulement imaginer que les conseillers présidentiels ne sont pas mécontents...

Laurent Zecchini

## Controverse sur le « droit au logement » à la conférence d'Istanbul

### ISTANBUL

Banderolles multicolores sur fond de mosquées, gong coréen face au Bosphore, une manifestation inattendue a réveillé de sa torpeur, jeudi 6 juin, la conférence de l'ONU Habitat II. Quelque cinq cents militants brésiliens, mexicains, coréens, philippins et turcs ont répondu à l'appel de l'association française Droit au logement (DAL) pour réclamer la mise en œuvre universelle de ce droit et sa reconnaissance par le « programme mondial d'action » discuté à Istanbul. L'initiative tombait à pic, au moment précis où la question du droit au logement fait l'objet d'une controverse internationale qui donne un peu de relief à une conférence dont les débats officiels se diffusent entre les innombrables thèmes - environnement, développement, logement, transports... - liés à l'urbanisation galopante du monde.

Sous le regard stupéfait mais amusé des badauds turcs, les porte-parole des mal-logés du monde entier ont donc défilé, nouant tous, en signe de solidarité, leurs banderoles réclamant la fin des expulsions et la reconnaissance par les Etats du droit au logement pour les plus pauvres. Une fois traversé le pont de Galata, le cortège s'est heurté à un barrage de police et a dû se disperser après de vaines palabres. Les autorités ne souhaitent visiblement pas qu'une manifestation de rue s'approche de la zone où la conférence se tient sous haute surveillance policière et militaire.

Ce revers relatif n'empêchait pas les responsables du DAL, Jean-Baptiste Ayrault en tête, de célébrer « la naissance d'un mouvement international des pauvres organisé en dehors des partis et des Eglises et centré sur le logement et la famille », et de demander à la France de « mettre ses actes en accord avec

ses déclarations ». Lundi 3 juin, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, qui représentait le gouvernement français à la conférence, avait en effet vigoureusement plaidé en faveur d'un « véritable droit à la ville incluant le droit au logement ». M<sup>me</sup> Lepage avait aussi célébré « l'égalité entre les hommes et les femmes », sujet de controverse avec une bonne partie des pays musulmans, qui dénuient aux femmes un droit égal à la propriété foncière et à l'héritage, et donc souvent l'accès au logement.

### UN « ABRI ADEQUAT »

L'insistance française sur le droit au logement se heurte au refus des Etats-Unis d'inscrire ce principe dans le texte final d'Habitat II. Dans l'esprit des Américains, énoncer un tel droit amènerait à l'inclure dans les lois nationales, obligeant les Etats à fournir effectivement un toit à chacun, alors que, selon eux, la responsabilité

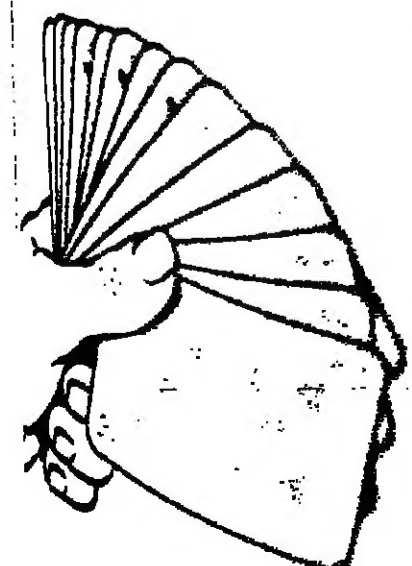
est partagée avec le secteur privé, les associations et les collectivités locales. En France, en revanche, le « droit au logement » des plus démunis est un principe inscrit dans la loi, traduisant l'engagement de l'Etat à tendre vers la mise en œuvre de ce droit fondamental de la personne humaine.

Cette conception, ardemment défendue par les pays du tiers-monde, devrait être soutenue à Istanbul par l'Union européenne. Déjà, une déclaration franco-allemande proclame le « droit au logement ». Les Etats-unis viennent d'y répondre par une proposition de compromis mentionnant « l'engagement des gouvernements » à faciliter l'accès de tous à un « abri adéquat ». La rédaction de ce paragraphe lourd de symboles n'a pas fini d'occuper l'énergie des 3000 délégués nationaux réunis à Istanbul.

Philippe Bernard

Cartes du jeu politique  
sont devenus des b

Un projet d'intérêt  
les essais nucléaires





## Ecartés du jeu politique, les Khmers rouges sont devenus des bandits de grand chemin

L'incertitude demeure sur la mort de Pol Pot annoncée par les services de renseignement cambodgiens

La mort du chef des Khmers rouges, Pol Pot, annoncée par les services de renseignement cambodgiens et confirmée, jeudi 6 juin, par un haut

cadre de la guérilla, demeure incertaine, vendredi en fin de matinée. Quel qu'il en soit, la capacité de nuisance du mouvement s'est trouvée

nettement réduite dans les années 90 : les rebelles n'auraient plus que trois mille combattants privés de toute coordination nationale.

A LA FIN d'avril, quelques semaines avant le début des pluies, le commandement de l'armée royale cambodgienne a renoncé à continuer son offensive de saison sèche contre les Khmers rouges de Pailin et de Phnom Malai, dans l'extrême ouest du pays. Pour la troisième fois en trois ans depuis la restauration de la monarchie, les Khmers rouges ont donc réussi à défendre leurs bastions sur la frontière thaïlandaise. En quatre mois d'attaques, l'armée royale a perdu quelque centaine d'hommes, morts ou grièvement blessés, dont l'un de ses chefs.

Ce relatif succès des Khmers rouges ne peut cependant faire illusion. Il en dit davantage sur les faiblesses d'une armée royale à peine renaissante, à l'équipement encore réduit et sans chasse aérienne, que sur la capacité de survie des rebelles. Les deux tiers des pertes gouvernementales sont survenues non pas lors de combats mais des suites de l'explosion de mines, disposées pour interdire l'accès à des zones de forêts reculées et souvent frontalières de la Thaïlande.

En outre, faute de moyens, les Khmers rouges ont abandonné toute coordination de leurs actions à l'échelon national. Quelques bandes survivent dans le nord-est et le sud-est du pays. Un noyau dur existe encore, selon Phnom Penh, à la limite des provinces de Kompong Speu et de Kompong Som, au sud-ouest de la capitale. Mais leur organisation dans le centre du Cambodge s'est désintégrée, depuis la mi-1993, après

les élections supervisées par l'ONU, au fil de défections d'unités, de taille toujours réduite, qui assuraient les communications. Les derniers bastions des rebelles sont situés dans la zone de Pailin-Phnom Malai, sous la responsabilité de Ieng Sary et de Son Sen, ou

de 1970, ils avaient affirmé se battre au nom de Norodom Sihanouk, qui venait d'être renversé par Lon Nol. Une fois ce dernier remonté sur son trône, en septembre 1993, les Khmers rouges se sont lancés dans une campagne quasi hystérique contre le gouver-

### Silence et confusion

Une certaine confusion entourait toujours, vendredi 7 juin, en fin de matinée, l'information selon laquelle Pol Pot aurait succombé à une crise de paludisme en début de semaine. Les premières spéculations sur son décès ont pour origine des indications fournies à l'AFP, jeudi, par les services de renseignements cambodgiens qui affirmaient que le chef khmer rouge était mourant, voire même serait déjà décédé. Cette information a ensuite gagné en crédibilité quand l'AFP a obtenu la confirmation de la mort de Pol Pot auprès d'un commandant en second de la « 320 division » de la guérilla.

Toutefois, le ministre cambodgien de l'Information, Ieng Mouly, ainsi que le chef d'état-major de l'armée, Ke Kim Yam, n'étaient toujours pas en mesure, vendredi, de confirmer le décès de Pol Pot. Quant aux services de renseignements thaïlandais cités par Reuters, ils considéraient que Pol Pot est « toujours vivant » et mettent l'annonce de sa disparition sur le compte soit de l'erreur d'un informateur des services de Phnom Penh, soit d'une manœuvre de désinformation émanant d'une faction du pouvoir cambodgien. Le département d'Etat américain s'est montré, lui aussi, sceptique quant à la fiabilité de l'information.

dans celle d'Anlong Veng, dans le nord de la province de Siem Reap, sous le commandement de Ta Mok. Ces noyaux ne grouperaient plus, au total, que de deux à trois mille combattants.

En débouchant sur la restauration de la monarchie, les élections organisées par l'ONU en 1993 - que les Khmers rouges ont boudées -, ont privé ces derniers de tout message politique. A partir

nement, l'accusant d'être à la botte des Vietnamiens. Mais cette propagande a fait long feu : même leurs partisans ont pu constater que les rebelles se battaient désormais contre des Khmers et non, comme autrefois, contre des soldats du Vietnam voisin.

Les fidèles de Pol Pot ont semblé miser sur une désintégration du gouvernement. Sur ce plan-là aussi, ils se sont trompés. Même si

Phnom Penh est actuellement le théâtre d'une sérieuse crise au sein d'un gouvernement « à deux têtes », les Khmers rouges n'ont aucune prise sur ce qui aurait pu constituer, de leur point de vue, une aubaine. La lutte contre les « hors-la-loi » - leur statut aux termes d'un vote unanime de l'Assemblée en juillet 1994 - n'est même plus la priorité affichée par les autorités de Phnom Penh.

Avec ou sans Pol Pot, les jeux sont donc faits depuis quelque temps déjà : faute de projet, l'avenir des Khmers rouges tient donc sans doute davantage du banditisme de grand chemin que de quoi que ce soit d'autre. Ils ont encore les moyens de faire dérailler un train ou de couper momentanément une route entre Battambang et Phnom Penh. Ils ont capturé, en 1994, trois otages occidentaux, dont un Français, qu'ils ont sauvagement assassinés.

Mais leurs « faits d'armes » en principe s'arrêtent là. Isolés, les rebelles pourront sans doute encore survivre des années dans des forêts dont l'accès est d'autant plus difficile que de six à sept millions de mines sont encore enfouies au Cambodge. Mais, au fil de la disparition d'une poignée vieillissante de chefs historiques, le mouvement devrait finir par s'étendre, laissant toutefois en redoutable héritage l'angoisse d'une communauté qui se sent menacée jusque dans son existence, après la sanglante tragédie qu'il lui a imposée.

Jean-Claude Pomonti

## La nomination du premier ministre centrafricain répond aux vœux de Paris

M. Ngoupandé formera un gouvernement d'union

COMME on le prévoyait depuis plusieurs jours, tant à Bangui qu'à Paris, Jean-Paul Ngoupandé, quarante-sept ans, ambassadeur de la République centrafricaine en France, a été nommé, jeudi 6 juin, au poste de premier ministre par le président Ange-Félix Patassé. M. Ngoupandé, qui doit prochainement rejoindre Bangui, non sans avoir pris « quelques contacts » au préalable, a confirmé sa volonté de former un gouvernement d'union nationale, conformément au protocole d'accord conclu, mercredi, à Bangui, entre le pouvoir, les partis d'opposition et des représentants de la « société civile ». La désignation de M. Ngoupandé, qui doit disposer de pouvoirs étendus, a été provoquée par le soulèvement d'une partie de l'armée centrafricaine, du 18 au 27 mai, et l'intervention militaire française qui y a mis fin.

Le nouveau premier ministre, dont le « profil » correspond tout à fait aux souhaits des dirigeants français - dont l'influence a été déterminante, ces dernières semaines, à Bangui -, a fait savoir qu'avant d'accepter sa nomination il avait reçu des assurances de M. Patassé sur la marge de manœuvre dont il pourra disposer. Sollicité une première fois, le 28 mai, il avait posé des conditions qu'il jugeait nécessaires pour sortir son pays d'une crise profonde.

Evitant les risques de « violences inter-ethniques » et de « guerre civile », il avait répondu à M. Patassé, qu'« il n'y aura pas de place pour les faux-semblants et les demi-mesures ». Il préconisait enfin

la remise en état progressive d'une administration « digne de ce nom, fondée sur la compétence, la rigueur, l'intégrité, le souci du bien public et la concorde nationale (...), la déliquescence de l'Etat étant apparue au grand jour ». Puis il prévenait que le futur gouvernement devrait disposer « de la marge de manœuvre nécessaire », ajoutant : « Rien ne devra donc interférer qui puisse contrecarrer cette action ». Sans réponse de M. Patassé, M. Ngoupandé lui a adressé une deuxième lettre, insistant sur la réalisation préalable d'un consensus national.

Ouvertes, il y a une semaine, les consultations entre la majorité présidentielle et les partis d'opposition ont porté principalement sur les pouvoirs du premier ministre. L'opposition souhaitait pour cela une révision de la Constitution, mais M. Patassé s'y refusait. Finalement, le président a dû déclarer, mercredi, que le chef du gouvernement disposerait « d'une grande liberté d'action ».

Titulaire d'un doctorat de philosophie après des études à l'université de Caen, M. Ngoupandé a été ministre de l'éducation puis secrétaire général du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC), créé par l'ancien chef de l'Etat, le général André Kolingba, aujourd'hui dans l'opposition. Il a été ensuite ambassadeur à Abidjan où il devait nouer des liens d'amitié avec son homologue français, Michel Dupuch, maintenant conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines.

F. C.

## Pékin propose d'interdire pour dix ans les essais nucléaires « pacifiques »

GENÈVE

de notre correspondante  
Bien que l'ambassadeur chinois, Sha Zukang, ait annoncé, jeudi 6 juin, à la conférence du désarmement à Genève que les négociations pour le traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) atteignent le stade final, ses propos n'ont pas créé la surprise. Afin de faciliter la conclusion du traité en temps voulu, a dit le diplomate, la délégation chinoise est disposée à accepter une interdiction de dix ans - jusqu'à la réunion de la conférence d'examen du traité CTBT - des explosions « pacifiques ». Mais les autres Etats nucléaires - Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Russie - ont accueilli sa déclaration avec prudence, sinon scepticisme.

On observe en effet au Palais des Nations que l'acceptation de la décision de Pékin - certes positive par rapport à de précédentes prises de position - signifierait que la conférence d'examen de l'application du traité devra se pencher de nouveau, dans une décennie, sur le

problème de l'interdiction totale des essais et que, dans le pire des cas, les négociations seraient à recommencer puisque la Chine ne s'engage à rien au-delà de cette échéance. On note, d'autre part, que, vu les lenteurs de la ratification d'un traité de cette importance, des années peuvent s'écouler jusqu'à son entrée en vigueur, pendant lesquelles la Chine pourrait garder toute liberté d'action. On ne saurait, au surplus, dissimuler le risque de voir des Etats ne possédant pas encore la bombe mettre à profit ces dix ans pour se préparer à acquérir un tel armement et trouver les arguments pour légitimer ces préparatifs.

PRÉCÉDENT

Nombreux sont donc ceux ici qui, comme Simon Carrol, s'exprimant au nom de Greenpeace, estiment que les conditions posées par Pékin risquent d'affaiblir l'interdiction des essais. Selon M. Carrol, ces propositions sont aussi dangereuses en ce qu'elles pourraient créer un précédent, en dotant les

essais dit pacifiques d'un statut spécial.

Tandis que la délégation chinoise clame qu'elle vient de faire une « concession majeure », on fait remarquer que son ambassadeur n'a rien cédé dans le domaine fondamental de la vérification sur place. Pékin estime que toute requête pour aller sur le terrain devrait être approuvée par les deux tiers du conseil exécutif.

Il est indéniable pourtant qu'on se rapproche du but, à la satisfaction notamment de la France, qui a œuvré en faveur d'une interdiction de tous les essais. C'est ce que Jacques Chirac devrait rappeler aux négociateurs, qu'il rencontrera, le 11 juin, à Genève. Le président français ne manquera pas de rappeler que Paris, pourtant récemment montré du doigt pour son ultime série de tirs dans le Pacifique, est la première capitale à s'être ralliée à l'option zéro, c'est-à-dire l'interdiction sans exception des essais.

Isabelle Vichniac

VIENNE

de notre envoyé spécial

Sauf coup de théâtre de dernière minute, les onze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis à Vienne, devaient se séparer sur un accord, vendredi 7 juin. La veille, à l'issue de discussions au cours desquelles avaient été traités le gros de l'ordre du jour, la tendance était à la reconduction des quotas de production actuels : seul, l'Irak, privé de quota depuis la guerre du Golfe, bénéficierait d'une « allocation temporaire » de 700 000 barils par jour conformément à l'accord « nourriture contre pétrole » conclu récemment entre Bagdad et l'ONU. Ce statu quo, préconisé par l'Arabie saoudite et anticipé depuis plusieurs semaines par les marchés, l'emportait sur la thèse défendue par l'Iran, favorable à un retour aux quotas d'avant la guerre du Golfe qui auraient contraint les Saoudiens à réduire leur production.

Pendant que ces deux rivaux traditionnels de l'OPEP occupaient le

devant de la scène en bloquant les discussions et que des efforts étaient déployés pour trouver une issue, l'Irak a fait l'objet de toutes les sollicitudes de la part des représentants des compagnies pétrolières, grandes et petites.

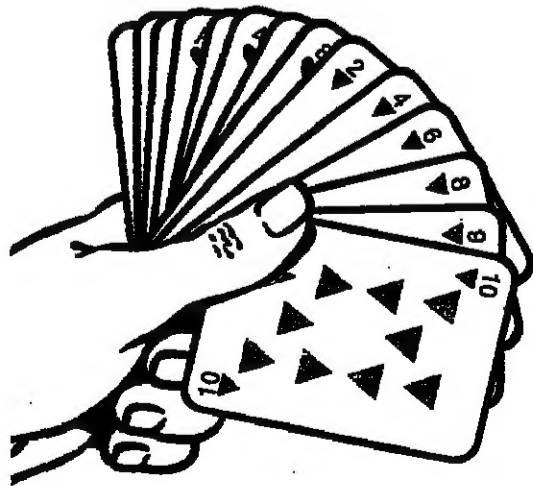
### Une délégation irakienne très courtisée

« Il y avait la queue dans le couloir de l'hôtel pour voir le ministre, constatait un connaisseur du milieu. Ce sont principalement les Américains qui ont fait le voyage car là, à l'abri des regards, ils peuvent négocier et ne risquent pas de se faire taper sur les doigts par leur administration. » Un autre expert a même croisé de « drôles d'affairistes » qui se proposaient de jouer les entremetteurs auprès des dirigeants irakiens. « Après les ventes d'armes, ils cherchent à se

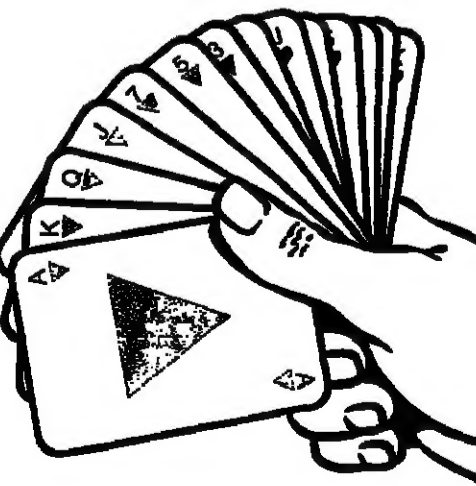
reconvertir dans le pétrole. » Dans ce climat, chaque propos du général Amer Mohammed Rasheed, ministre du pétrole irakien, n'a fait que renforcer l'importance accordée à la présence de sa délégation.

Devant des journalistes, il a affirmé que son pays signerait les premiers contrats avec des acheteurs étrangers d'ici à dix jours. Le ministre a bon espoir que son pays puisse remplir les conditions imposées par l'ONU pour une levée totale de l'embargo : « Cela peut mettre six mois », a-t-il dit, estimant, peut-être en exagérant un peu, qu'à la fin de l'année son pays sera en mesure de produire trois millions de barils par jour et d'en exporter 2,5 millions. « C'est une perspective plutôt qu'une prévision », a-t-il ajouté devant le scepticisme de certains observateurs. Dans l'immédiat, même si l'Irak veut aller vite pour vendre sa production, il est totalement dépendant des décisions des Nations unies.

Dominique Gallois



**Pour être de bons partenaires  
il faut pouvoir bien communiquer.**





**POLÉMIQUE** Après la controverse déchaînée par la publication d'un livre de l'ancien dirigeant communiste Roger Garaudy et le soutien apporté par l'abbé Pierre à sa

mise en cause de l'extermination des juifs durant la seconde guerre mondiale, les entreprises des révisionnistes sont l'objet d'une polémique à l'extrême gauche. L'écrivain Didier

Daeninckx accuse certains de ses collègues, de sensibilité ultra gauche, de dériver négationniste. ● **ENGAGÉ** DANS LA LUTTE contre le Front national, Gilles Perrault prend la défense,

dans la préface d'un livre à paraître, de ses amis mis en cause par Didier Daeninckx. Selon lui, des « dérapages sur la forme n'impliquent pas un dévoiement quant au fond ». ● **L'AF-**

**FAIRE GARAUDY** est analysée dans le numéro de mai de la revue catholique *Golias* magazine, qui révèle comment elle avait été minutieusement préparée par les négationnistes.

## La querelle du négationnisme rebondit à l'ultra gauche

L'écrivain Didier Daeninckx met en cause la dérive de certains intellectuels libertaires et militants antifascistes, qui versent, selon lui, dans la négation des crimes commis par les nazis contre les juifs. Gilles Perrault dénonce un amalgame.

UN VENT DÉVASTATEUR souffle, depuis quelques semaines, sur la petite communauté des écrivains de romans policiers et, au-delà, sur les milieux de la gauche anarchiste, libertaire et autonome. L'un d'eux, Didier Daeninckx, avait mis à nu, entre 1989 et 1993, la collusion discrète existant entre certains « rouges » (gauche communiste) et « bruns » (droite fasciste). Ces révélations, suivies d'une série de mises au point, avaient permis d'isoler et de neutraliser ces dérives.

Depuis quatre mois, l'écrivain, troublé par certains faits, s'est attaché à l'itinéraire de quelques membres de l'ultra gauche, qu'il accuse d'être des révisionnistes. Ses accusations que, dans une suite de

courriers, il a portées à la connaissance des auteurs incriminés, mais aussi d'un certain nombre de responsables d'organisations d'extrême gauche, dont il sollicite l'avis et la collaboration, provoquent de vives querelles.

Alors que l'écrivain n'avait pas décidé de livrer publiquement ses observations, parait dans quelques jours, aux éditions Reflex, un ouvrage collectif intitulé *Libertaires et ultra gauche contre le négationnisme*. Serge Quadrupiani et Gilles Dauvé, mis en cause par Didier Daeninckx, ainsi que François-Georges Lavacquerie, s'y défendent par avance. Dans la préface de ce livre, l'écrivain Gilles Perrault répond, sans le citer, à Didier Daeninckx.

Les interrogations de ce dernier ne concernent qu'une « minorité dévoyée » d'une autre minorité : l'ultra gauche, implantée à Lyon et à Paris. Ses adeptes ont fréquenté *La Guerre sociale*, puis d'autres revues confidentielles. Anonymement ou sous pseudonymes, ils y ont produit de nombreux écrits. Serge Quadrupiani ne cherche pas à nier les faits. Son ami Gilles Dauvé, « inépuisable parce que dans un état dépressif », n'a pu répondre à nos questions.

Pour divers historiens, comme Pierre Vidal-Naquet ou Philippe Viellard, qui consacrent un article au négationnisme dans *Le Monde diplomatique* de juin, Gilles Dauvé est un théoricien de ce groupe. Dans un livre intitulé *Bilan. Contre-révolution en Espagne* (collection 10-18), il écrit, sous le pseudonyme de Jean Barrot : « Identité que nous confions Serge Quadrupiani », une préface qui débute ainsi : « Les horreurs du fascisme n'étaient ni les premières, ni les dernières, ni, quoi qu'on en dise, les pires. Elles n'avaient rien à envier aux massacres "normaux" des guerres, famines, etc. » Les appels de nos font référence à Auschwitz ou le grand alibi et aux livres de Paul Rassinier.

Autour d'une dizaine de romans policiers (*La Forcenée*, chez Métailié, 1994), directeur de collection, traducteur (*Le Cahier noir* de Jirinski, Albin Michel, 1994), Serge Quadrupiani écrit dans diverses re-



vue de l'ultra gauche. Dans *Le Catalogue du pré-20e siècle français* depuis 1968 (Balland, 1984), il consacre quelques pages à Robert Faurisson. Pierre Vidal-Naquet qualifie ce livre de « discrètement révisionniste » dans *Les Assassins de la mémoire* (collection Points, Seuil, p. 220).

Dans le premier numéro de *La Banquise*, en 1983, on peut lire un chapitre non signé, rédigé par Serge Quadrupiani et Gilles Dauvé, intitulé : « L'honneur est humaine », et

sous-titré : « Les camps de concentration sont l'enfer d'un monde dont le paradis est le supermarché ». « Le déporté [y] devenait un numéro, est-il écrit. Mis en fiches et cartés par la Sécurité sociale et tous les organismes sociaux et para-sociaux, l'homme moderne juge particulièrement horrible et barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés. Il est pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordinateur ».

« Je n'écrirais plus de cette manière-là, dit aujourd'hui Serge Quadrupiani. Même dans le catalogue, j'ajoute-t-il, je perdrais moins de temps à critiquer les bouffonneries d'un Jean Daniel et à consacrerai davantage à analyser le délire révisionniste. Reste que Didier Daeninckx nous fait un procès déformé. Quadrupiani explique qu'il n'avait fréquenté La Vieille Taupe « qu'entre 1970 et 1972 », bien avant qu'elle ne devienne le relais des négationnistes. Il déclare cependant : « Nous avons trop fait confiance à nos amis et pas assez aux experts quand nous refusions d'entrer dans la discussion sur l'existence des chambres à gaz ».

Pour preuve d'une lucidité retrouvée, Quadrupiani et ses amis citent un texte devenu de référence. Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis, rédigé en 1992. On y lit en effet : « Que les faiblesses propres au milieu ultra gauche aient pu conduire certains à de telles dérives nous amène à réaffirmer quelques principes qui ne devraient pas avoir besoin d'être rappelés : on ne dialogue pas avec des gens qui s'acquiètent avec l'extrême droite, même si leurs ennemis officiels, familiers des racailles humanitaires, sont nos ennemis réels ».

Gilles Dauvé, « qui s'était éloigné de la politique et n'avait pas été sollicité », n'avait pas signé ce texte.

Ar. Ch.

### La Vieille Taupe

La Vieille Taupe est aujourd'hui une maison d'édition et une revue. Créée en 1965 par Pierre Guillaume, la librairie La Vieille Taupe, spécialisée dans les publications d'ultra gauche et installée rue des Fossés-Saint-Bernard, à Paris, ferme en décembre 1972. Un an plus tard, Gilles Dauvé, un assidu, édite un bulletin confidentiel, *Mouvement communiste*, et republie un texte anonyme, *Auschwitz ou le grand alibi*, qui circulait depuis les années 60. Autour de Pierre Guillaume, les réseaux de la librairie perdurent.

La Vieille Taupe réapparaît en 1979 comme éditeur. Ses thèses sont diffusées par la revue *La Guerre sociale*, née en 1977 et qui devient, dès l'année suivante, ouvertement négationniste. La librairie ouvre de manière éphémère, au début des années 90, rue d'Ulm. Au printemps 1995, une revue *La Vieille Taupe* paraît. Le livre de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, est publié comme numéro 2.

Didier Daeninckx, écrivain et éditeur

### « Ils veulent faire sauter le verrou d'un "mythe" génocidaire »

« L'affaire Garaudy » témoigne à nouveau que le négationnisme ne s'alimente pas seulement dans les formations et la tradition de l'extrême droite.

« C'est une particularité française. Le négationnisme français s'ancre dans la figure de Paul Rassinier, décédé en 1967 - déporté à Buchenwald, communiste, socialiste, anarchiste, avant une dérive à l'extrême droite dans les années 50 -, qui publie des textes mettant en doute l'existence des chambres à gaz.

« En France, le négationnisme n'a pas de réels théoriciens. Robert Faurisson a rencontré, au début des années 70, des groupes d'ultra-gauche. Certains, parmi ces derniers, se sont appuyés sur ses écrits et sur ceux de Rassinier. Alors qu'en Italie et en Allemagne, le négationnisme s'est fondé sur une dérive antisémite, via notamment le soutien à la cause palestinienne, cette dernière n'a été pour les négationnistes français qu'un argument supplémentaire.

« En 1993, vous aviez dénoncé la collusion « rouges-bruns » et la tentation « nationale-communiste », notamment au sein du PCF. Aujourd'hui, vous travaillez à pointer les dérives révisionnistes de certains éléments de l'ultra-gauche.

« Je ne connaissais pas l'ultra-gauche. Cette

mouvance, née à Lyon et à Paris, dénonce avec la même violence le système capitaliste, dont le nazisme et le fascisme seraient des formes particulières, et le système stalinien. Pour elle, il n'y a pas de différences à établir entre toutes ces formes : d'où la tentation d'en banaliser certaines, comme la barbarie nazie, quitte à nier certains faits historiques.

« Pourquoi cet intérêt soudain pour cette

minorité ?

« J'ai d'abord été alerté par la parution, en janvier 1992, au Dilettante, maison d'édition d'apparence anarchiste, des écrits de l'ultra-nationaliste russe, Edouard Limonov, proche de Vladimir Jirinovski, en même temps que des *Lettres de prison*, inédites, de Lucien Rebatet, figure de la collaboration durant l'Occupation.

« Je me suis lancé dans l'étude des réseaux de l'ultra-gauche parce que j'ai failli moi-même me faire piéger par quelques personnes. Je collabore, pour les éditions de la Baleine, à la collection Le Poulpe, qui affiche clairement son ambition antifasciste et fait courir, d'un titre à l'autre, le personnage d'un détective libertaire. Fin janvier, un écrivain que je connais bien, Serge Quadrupiani, a recommandé à la maison d'édition un « jeune auteur », Gilles Dauvé, qui nous a adressé un

manuscrit. Je me suis aperçu que Gilles Dau-

vé, ex-collaborateur de toute une série de parutions - *La Guerre sociale*, *Le Fronteur*, *La Banquise*, *Le Brise-glace* - est en vérité un théoricien de la pensée négationniste, comme Pierre Guillaume.

« Son manuscrit défendait-il ces thèses ?

« Ce manuscrit était parfaitement anodin : il s'agissait seulement de remettre cet homme dans le circuit. C'est ainsi que les révisionnistes travaillent : on « chauffe » les gens, on les rapproche, on surgit par bonds dans les endroits les plus surprenants, en faisant des « coups » médiatiques, tels que le soutien apporté par l'abbé Pierre à Roger Garaudy.

« Comment s'effectue le passage de l'ultra-gauche au négationnisme ?

« Par la lutte contre l'antifascisme et contre l'idéologie des droits de l'homme. Selon eux, on oppose toujours au malheur du monde (la colonisation, les massacres au Rwanda) un malheur plus grand, qui serait le fascisme et l'anéantissement des juifs. Faire sauter le verrou d'un « mythe » génocidaire et concentrationnaire leur permet de redonner sa juste importance à la lutte contre l'exploitation capitaliste et socialiste. C'est ainsi qu'ils souhaitent réhabiliter la révolution.

Propos recueillis par Ariane Chemin

Gilles Perrault : « Le ventre

### toujours fécond, c'est le système social »

MIS EN CAUSE par Didier Daeninckx (lire ci-contre), Gilles Dauvé et Serge Quadrupiani signent, avec le réseau autonome Reflex, un livre intitulé *Libertaires et ultra-gauche*

contre le négationnisme, à paraître dans quelques jours. L'écrivain Gilles Perrault, directeur de publication de la revue *Ras l'front*, qui anime le combat militant contre le Front national, a préfacé cet ouvrage.

« L'ultra-gauche ne brille pas toujours par le bon goût, écrit notamment l'auteur du Pull-over rouge. Ce n'est point, il est vrai, son objectif premier. Aussi le chasseur de sorcières est-il assuré de trouver son miel en épluchant les textes publiés depuis dix ou vingt ans. L'amour du paradoxe propre aux minorités infimes, l'assurance que la formule choc, sinon chic, n'épatera que les cinq cents lecteurs d'une publication aussi éphémère que confidentielle, une tendance désolante à passer le réel à la moulinette de la théorie : tout se conjugait pour encombrer de fâcheuses scories une production intellectuelle par ailleurs excitante dans l'année générale. [...]

« Des réquisitoires diffusés dans l'extrême gauche (visent) aujourd'hui à ranger [certains] auteurs dans la clique négationniste. L'amalgame n'est pas acceptable. Que certains sujets imposent un devoir de prudence dans leur traitement, c'est pour nous l'évidence même. Que telle proposition ou formulation de l'ultra-gauche essayée, voire indigne, accordé ! Mais ces dérapages sur la forme n'impliquent pas un dévoiement quant au fond. Avant de fulminer l'anathème, et à moins de s'abandonner aux délires d'une inquisition de type stalinien, l'honnêteté intellectuelle et politique exige d'y regarder de plus près.

« Cette honnêteté réclame d'abord le respect de la chronologie. On avait le droit de fréquenter La Vieille Taupe avant qu'elle ne devint officine négationniste, de même qu'on pouvait être l'ami de Pierre Guillaume avant qu'il ne se fit, comme l'écrit Serge Quadrupiani, « supplé- tif pittoresque et clown ultra-gauche

de l'extrême droite ». Sous prétexte que Roger Garaudy est devenu ce que nous savons, va-t-on reprocher à tel ou tel de l'avoir platement écouté au temps où il était un membre respecté du comité central du PCF ?

« La pitoyable dérive d'un abbé Pierre ne nous empêchera pas de penser, avec la majorité des historiens, que les négationnistes ont reçu avec la loi Gayssot un inappréciable cadeau. De même, peut-on garder intacte la mémoire de la tentative d'extermination des juifs, avec son irréductible singularité, sans accepter pour autant qu'elle vaille amnistie instantanée pour tous les crimes de masse perpétrés depuis dans le monde, au motif qu'ils se situeraient à un échelon inférieur sur un ne soit quelle échelle de Richter de la barbarie ?

« On peut évidemment professer un avis différent, mais penser cela, est-ce du négationnisme ?

« L'ouvrage qu'on va lire fait le point sur le parcours politique des auteurs et d'un certain nombre de leurs camarades. Il se signale aussi par une propension à l'auto-critique qu'on souhaiterait trouver chez ceux qui se veulent leurs procureurs. Erreurs, imprudences et outrances sont par eux-mêmes soulignées et analysées. Mais qu'on les assimile à la crapule négationniste, voilà qui leur fait à juste titre horreur. Ont-ils jamais témoigné de l'antisémitisme rabique, qui est le signe distinctif de la secte ? Faurisson bénéficie-t-il de leur soutien ? Les a-t-on pris à fricoter avec l'extrême droite ?

« Pour ceux qui les connaissent, poser ces questions est déjà outrageant, s'agissant de militants qu'on retrouve depuis des années au premier rang du combat antifasciste. Non point de cet antifascisme péri de bons sentiments et peu avare de discours moraux et de dissertations éthiques, producteur de consensus commodes où les politiciens de la gauche pourrie trouvent leur profit électoral, mais d'un antifascisme qui sait que le ventre toujours fécond, c'est le système social dans lequel nous sommes, et que la bête ne sera terrassée qu'à condition de briser ce système inique.

« Navrante querelle ! Comment ne pas voir qu'elle doit faire bien rire au spectacle de la zizanie prospérant dans notre camp ! [...]

### Ainsi parlait l'abbé Pierre

Michel-Antoine Burnier et Cécile Romane, qui avaient, en 1993, recueilli et mis en forme les dialogues du livre d'entretiens de l'abbé Pierre avec Bernard Kouchner (*Dieu et les Hommes*, Laffont), révèlent dans un petit ouvrage (*Le Secret de l'abbé Pierre*, Ed. Mille et une nuits) que le fondateur d'Emmaüs défendait alors des idées déjà assez proches de celles qui s'expriment dans sa lettre de soutien à Roger Garaudy (*Le Monde* du 20 avril). L'abbé Pierre disait par exemple : « Quand on relit le livre de Josué, c'est épouvantable ! C'est une série de génocides, groupe par groupe, pour en prendre possession ! Alors, foutez-vous la paix avec la parole de Terre promise ! » Les auteurs justifient l'omission de ces passages et de l'échange assez vif qui s'en était suivi avec Bernard Kouchner par l'admiration qu'ils éprouvaient pour le « courage de l'abbé Pierre dans la Résistance, pour son action en faveur des sans-logis, l'appel de 1954 et les combats de toujours ».

### L'offensive menée autour du livre de Roger Garaudy

LA REVUE CATHOLIQUE *Golias* magazine, qui se consacre particulièrement, depuis plusieurs années, à la lutte contre l'extrême droite et contre les diverses résurgences du fascisme et du nazisme, publie un « dossier », dans son numéro de mai, sur l'offensive négationniste menée autour de la parution du livre de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*.

Golias rappelle les contours de la petite nébuleuse des négateurs, avec ses deux versants spécifiques à la France : l'un situé, comme ailleurs dans le monde, à l'extrême droite, mais l'autre à l'ultra gauche. Le magazine révèle que la publication du texte de M. Garaudy sous la forme du numéro 2 de la revue *La Vieille Taupe* avait été préparée par des circulaires adressées aux correspondants de ce groupe à partir de l'automne 1995. Édité en décembre, le texte de l'ancien député communiste fait l'objet de poursuites pour infraction à la loi sur le racisme.

Le Père Jean Cardonnel, prêtre dominicain engagé, dans les années 60 et 70, dans les combats anticoloniaux, raconte, comme il l'avait fait dans *Le Monde* du 31 mai, la tentative de M. Garaudy de le convaincre de présider une conférence de presse au cours de laquelle il entendait présenter sa défense. Ami de longue date de l'ancien membre du bureau politique du Parti communiste, comme l'abbé Pierre, le Père Cardonnel avait refusé après avoir pris connaissance de son écrit. L'avocat Jacques Vergès, défenseur de Klaus Barbie après avoir été, pendant la guerre d'Algérie, celui du FLN, était au côté de M. Garaudy pendant cette conversation téléphonique et y était intervenu pour faire pression sur le Père Cardonnel.

Golias reproduit, aussi, des textes de la revue *Nationalisme et République*, organe d'une dissidence du Front national, dans lequel on trouvait, au début des années 90, des articles signés du promoteur de la Vieille Taupe, Pierre Guillaume,

ainsi que d'un ancien responsable des Verts, Jean Brière, et de M. Garaudy. Y était dénoncé notamment, en juin 1992, un « racisme juif », dont l'origine était située dans l'épisode biblique de « l'extermination des peuples cananéens » (la même référence à l'Ancien Testament a été utilisée par l'abbé Pierre dans son soutien à M. Garaudy).

Golias publie, d'autre part, des extraits d'une conférence prononcée à Evian, le 22 novembre 1988, par un universitaire négationniste, à l'invitation de l'Alliance savoyarde. Le conférencier déclare notamment : « Les chambres à gaz (...) c'est le pilier central de la religion de l'Holocauste. Si vous n'avez pas ce pilier, vous n'avez plus ni génocide, ni Holocauste, ni extermination ».

Dans un article de présentation de ce dossier, Alain Bihl, Didier Daeninckx et Pierine Piras expriment leur inquiétude car, écrivains, « si la secte négationniste est hors la loi, elle trouve dans la bonne société bien des complaisances ».



صلى الله عليه وسلم

## Le FLNC-canal historique confirme le maintien de sa trêve jusqu'en octobre

Le mouvement nationaliste revendique les actions contre des gendarmeries

Dans un communiqué authentifié, diffusé jeudi 6 juin, le FLNC-canal historique (bras armé de la Cumcolta nazionalista), confirme la suspension de ses « actions militaires » jusqu'en octobre. L'organisation clandestine avait déjà annoncé ce calendrier, mais avait lancé, récemment, un « ultimatum » au gouvernement.

LE JOUR MÊME où, à Paris jeudi 6 juin, les sénateurs dressaient un tableau plutôt désespérant de la Corse - meurtres, attentats, racket, fraudes en tout genre - le FLNC-canal historique confirmait par communiqué la suspension de ses actions « militaires » jusqu'en octobre. Le 12 avril, l'organisation clandestine avait déjà annoncé qu'elle prolongeait pour six

mois la trêve instaurée en janvier. Pourtant, le 13 mai, un communiqué signé FLNC-canal historique avait lancé un « ultimatum » à l'Etat, lui enjoignant de faire un geste « concret » dans les quinze jours pour démontrer sa volonté d'un règlement politique. Immédiatement commençaient une série de mitraillages d'édifices publics, essentiellement des gendarmeries, que le FLNC-canal historique revendique dans son communiqué. Près de deux semaines se sont écoulées entre la date théorique d'expiration de l'« ultimatum » et la confirmation de la trêve, alors même qu'Alain Juppé a rejeté par deux fois, pendant cette période, les revendications institutionnelles du mouvement clandestin.

### Le communiqué de l'organisation clandestine

Dans un communiqué authentifié, diffusé jeudi 6 juin à l'AFP, le FLNC-canal historique affirme notamment que le « processus de paix » entamé en janvier continue « conformément à la suspension des actions militaires, reconduite jusqu'au mois d'octobre ». L'organisation clandestine ajoute : « Pour autant, (...) nous (...) ne renoncerons jamais à nos revendications essentielles : reconnaissance officielle du peuple corse et accession par étapes à la souveraineté nationale. » Le communiqué sur le débat au Parlement affirme : « Le ton méprisant des intervenants - dont le premier ministre de la France - révèle le peu d'estime qu'ils portent à notre peuple et s'accorde bien mal avec la poursuite du dialogue entrepris. »

fraction à la législation sur les armes. L'ensemble des dirigeants de la Cumcolta se sont ralliés publiquement à cet « ultimatum ». Pourtant, l'affaire embarrassait une organisation qui, selon toute vraisemblance, ne souhaite pas interrompre le « processus de paix », mais ne peut pas négliger l'état d'esprit de ses militants, dont certains n'ont pas effectué le cheminement politique de leurs dirigeants. Le Canal historique - sans doute au terme d'une négociation interne ardue - a donc finalement annoncé le maintien de la trêve, en l'assortissant de considérations au ton offensif et de la revendication des mitraillages de gendarmeries.

Jean-Louis Andreani

## Le gouvernement tente d'unifier son discours sur la Corse

Au Sénat, Alain Juppé a associé à son diptyque sécurité publique-développement économique la notion de dialogue avec ceux qui respectent les élections, défendue par Jean-Louis Debré

LE DÉBAT sur la Corse à l'Assemblée nationale avait donné l'impression que le gouvernement ne parlait pas d'une seule voix sur ce sujet ; ou, plus précisément, que le premier ministre et son ministre de l'Intérieur défendaient deux politiques différentes (Le Monde du 30 mai). Jeudi 6 juin, au Sénat, Alain Juppé et Jean-Louis Debré, qui se retrouvaient - comme dix jours auparavant au Palais-Bourbon - avec Jacques Toubon, ministre de la Justice, se sont employés à effacer cette impression, sans vraiment y parvenir. Le gouvernement n'a pas deux discours. (...) pas deux politiques (...), [il veut] « rétablir la paix publique tout en favorisant le développement de l'île (...). Il n'y a pas une politique qui serait différente de son discours et sa main droite ne saurait ignorer, à fortiori

contredire, ce que fait sa main gauche », a lancé M. Juppé, en développant de nouveau son diptyque « sécurité publique-développement économique ». Contrairement à ce qu'il avait fait à l'Assemblée nationale, M. Juppé a prononcé le mot « dialogue » à destination de toutes les « parties prenantes qui respectent les élections ». Mais il a de nouveau fermé, encore plus sèchement que devant les députés, la porte aux revendications des nationalistes en matière institutionnelle. De son côté, M. Debré, qui s'en est tenu à son propre diptyque, a fait un effort visible pour renforcer dans son discours la part réservée à la « fermeté », tout en plaçant longuement, une nouvelle fois, pour le « dialogue », en particulier celui

« des Corses avec l'Etat ». M. Debré a d'ailleurs renouvelé sa mise en garde sur les risques du « tout-répressif » et réitéré son espoir qu'une situation nouvelle soit en train de se créer en Corse. Enfin, M. Juppé s'est démarqué du mouvement d'« humeur » de Raymond Barre, qui avait évoqué l'indépendance de la Corse, aussi bien que de Charles Pasqua, qu'il n'a pas ché, mais dont il a écarté la suggestion - dissoudre l'Assemblée territoriale (Le Monde du 4 juin) - en faisant référence de façon explicite à 1998 comme date des prochaines élections territoriales. Le premier ministre a par ailleurs annoncé qu'il effectuerait un déplacement en Corse en juillet.

J.-L. A.

## Fin de la crise à la Fédération des fonctionnaires CGT

BERNARD LHUBERT a été élu secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF-CGT), à l'unanimité des voix de la commission exécutive, jeudi 6 juin, lors du 21<sup>e</sup> congrès de cette organisation au Cap-d'Agde (Hérault). La commission exécutrice est passée de vingt-cinq membres à quarante-cinq, « pour mieux prendre en compte la diversité du terrain », selon Bernard Lhubert. Chaque membre a été élu avec un fort pourcentage de voix (entre 85 % et 100 %). L'UGFF est donc sortie de la crise qui s'était installée en octobre 1992, avec le départ de Thérèse Hirsberg, communiste orthodoxe contestée pour sa gestion autocratique. Il avait été alors impossible de lui trouver un successeur. Une direction provisoire collective avait donc été mise en place, pilotée par M. Lhubert. Le rapport d'activités de celui-ci et ses orientations ont été approuvés par 80 % des cent cinquante militants réunis en congrès. L'UGFF, qui n'a signé aucun accord dans la fonction publique depuis trois ans, a prévu d'organiser une manifestation nationale à Lyon, le 25 juin, pendant la tenue du G 7, ainsi qu'un « grand mouvement d'action » en septembre.

### DÉPÊCHES

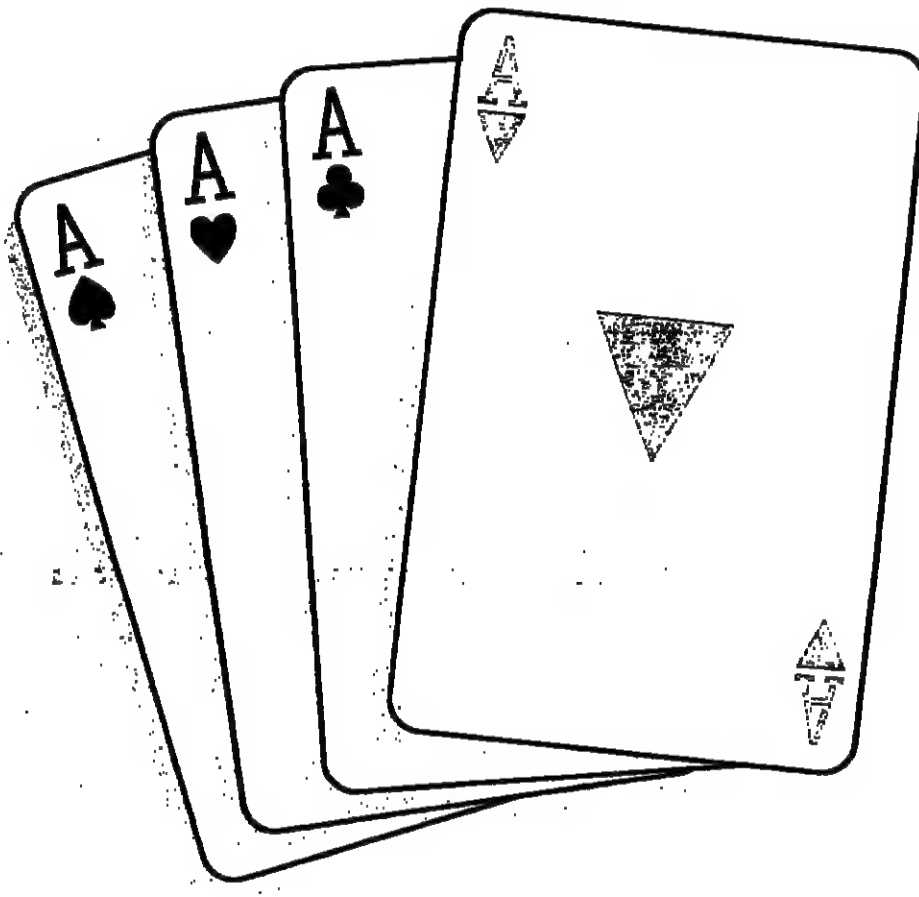
■ EMPLOI : au cours du premier trimestre 1996, l'emploi salarié n'a pas varié par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de stagnation. Ce chiffre est le résultat de pertes dans l'industrie (-0,4 %, soit 18 000 emplois) et dans le bâtiment (-1,4 %, 16 000 emplois) qui ont été compensées par des créations dans le tertiaire (+0,4 %, 34 000 emplois). Les statistiques provisoires de l'Unedec sont légèrement plus optimistes et indiquent une augmentation de l'emploi de 0,1 %, soit 10 300 emplois. En un an, l'économie française reste créatrice nette de près de 100 000 emplois (+0,7 %), essentiellement dans les services.

■ OFFICES PARLEMENTAIRES : le Parlement a approuvé définitivement, jeudi 6 juin, la création de deux offices parlementaires, l'un d'évaluation de la législation, l'autre d'évaluation des politiques publiques. Au terme de près d'une année de discussions et de désaccords entre Sénat et Assemblée nationale, les députés RPR et UDF ont finalement voté, en troisième lecture, les deux propositions de loi dans une version conforme à celle des sénateurs, qui s'étaient prononcés le 21 mai. Le PS a voté contre, le PCF s'est abstenu.

■ UNION EUROPÉENNE : une délégation de la Cour de justice des Communautés européennes a effectué, mercredi 5 et jeudi 6, un voyage d'études à Paris. Elle a été reçue par le ministre des affaires étrangères, à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat. Conduite par son président, Gil-Carlos Rodríguez Iglesias, elle a participé à une séance de travail au Conseil constitutionnel. Le président de celui-ci, Roland Dumas, s'est félicité de cette « grande première », au cours de laquelle ont été étudiées les garanties apportées par la jurisprudence de la Cour européenne en matière de liberté et de droits fondamentaux et les relations entre le droit constitutionnel interne et le droit communautaire dérivé.

■ JEUNES : Jacques Barrot, ministre du travail, s'est félicité, le 6 juin, de la campagne Cap sur l'avenir 96 lancée par le CNPF en faveur de l'emploi des jeunes qui est « la priorité des priorités » du gouvernement. Il a estimé que, « dans la tête des Français, l'apprentissage [devait être] reconnu comme une filière de qualité, à parité avec la formation initiale de l'éducation nationale ». Le sommet social du 13 juin devrait ouvrir deux chantiers : celui des jeunes diplômés qui seraient conviés à des stages d'entreprise dans le cadre du cursus universitaire, celui des jeunes en grande difficulté pour lesquels serait construit un « parcours d'insertion ».

■ FINANCES LOCALES : Jean Arthuis, ministre de l'économie, a annoncé jeudi 6 juin au Sénat qu'un projet de loi révisant la valeur des bases cadastrales serait soumis au Parlement à la fin de l'année pour une entrée en application au début de 1998. Ce projet risque de bouleverser, par des transferts entre contribuables, la fiscalité locale (Le Monde du 7 juin). Inquiet devant ses conséquences, le comité des finances locales, présidé Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine, auquel le projet a été soumis, jeudi, a décidé de ne se prononcer que lors de sa réunion du 9 juillet.



## Votre atout.

Nos systèmes équipent les grands réseaux internationaux de communication qui permettront à plus de 140.000 joueurs de près de 100 pays de se confronter en temps réel, les 7 et 8 juin 1996. Ces deux jours là, le 11<sup>ème</sup> Simultané Mondial de Bridge sera le tournoi le plus important du monde. Avec chacun de nos clients - exploitant de réseaux, société internationale, artisan... - nous développons des solutions de télécommunications clés-en-main. De la qualité de ce partenariat dépend le succès de l'entreprise. Il en va de même d'un tournoi mondial ou d'une paire au bridge. Alcatel Télécom est donc le partenaire idéal et souhaite bonne chance à tous les participants. Comme si la chance avait quelque chose à voir là-dedans !



World Bridge Federation

Alcatel est le partenaire exclusif du 11ème Simultané Mondial de Bridge.



## Une forte minorité de l'UDF conteste le projet de programmation militaire

Les députés devaient approuver, vendredi 7 juin, le texte fixant la doctrine de défense de la France jusqu'à 2002. De nombreux « frondeurs » de l'UDF étaient tentés de s'abstenir

COMBIEN, parmi les « frondeurs » de l'UDF, allaient franchir le pas de l'abstention ? Cette question agita plus que jamais les couloirs du Palais-Bourbon, jeudi 6 juin, à la veille du vote sur le projet de loi de programmation militaire. Ironie de la vie parlementaire, il se pourrait bien qu'aucune réponse précise ne lui soit jamais apportée : bien que le PS ait l'intention de demander un scrutin public, les traditionnelles déflections du vendredi devraient empêcher tout calcul de l'ampleur du mouvement.

L'incertitude a permis à chacun d'y aller de son pronostic : président du groupe UDF, Gilles de Robien a fourni l'estimation à minima en assurant que « ça ne dépassera pas les doigts d'une ou deux mains ». Sous couvert d'anonymat, un responsable du Parti républicain a affirmé que l'on attendait une « centaine » d'abstentionnistes. « Un quart et peut-être un tiers » des effectifs du groupe (206 députés), a prédit de son côté Ladislav Poniatowski, porte-parole du PR.

Avant de se résigner à l'incertitude, les députés UDF avaient procédé à des simulations de vote, mercredi matin, lors des traditionnelles petits-déjeuners de leurs principales composantes. Du côté du Parti républicain, quinze députés sur une quarantaine de présents ont déclaré vouloir s'abstenir. A Force démocrate, les abstentionnistes faisaient jeu égal avec les votes favorables.

Une chose est certaine, en revanche : toutes tendances confondues, les députés ont bien du mal à avaler la potion amère du texte

gouvernemental. L'opposition a rappelé, jeudi, qu'elle s'y refusait. Tout en soulignant – plus spécialement à l'adresse de ses propres amis politiques – l'« irréversibilité » de la professionnalisation des armées, Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine) a dénoncé les « incohérences » du projet de loi. La conclusion de son intervention s'apparentait à un réquisitoire : « Force est de constater que (...) la défense européenne est sacrifiée à une logique d'interventions extérieures qui vont flatter quelques temps les tendances nationalistes avant de sombrer sous l'hégémonie américaine, et que la diminution des crédits de la défense (...) prépare un drame social comme notre pays n'en a pas connu depuis longtemps ».

« Peut-on affirmer que toute attaque frontale est à jamais exclue ? »

En dénonçant notamment la constitution d'un pilier européen de l'OTAN qui « apparaît comme un abandon de la souveraineté de la France et un facteur d'aggravation des tensions », les pertes d'emplois prévues dans les industries d'armement, ainsi que l'abandon de la conscription, Paul Mercieca (PCF, Val-de-Marne) a annoncé que son groupe s'opposerait au texte : « Ce n'est pas une politique de désarmement qui est au cœur de ce projet », a-t-il souligné.

### M. Léotard veut allonger le « rendez-vous citoyen »

Après avoir montré plus que des réticences dans la discussion sur le projet de loi de programmation militaire, l'UDF entend se préparer au débat de l'automne sur la réforme du service national. La courte durée du « rendez-vous citoyen » proposé par le président de la République est loin de faire l'unanimité à l'UDF. Beaucoup de ses membres, à l'image de son président, François Léotard, souhaitent la voir portée à quelques semaines. Cette question sera débattue au prochain bureau politique de la confédération, le 12 juin. Relevant que, sur ce sujet, il est « très difficile » d'avoir une position commune, l'ancien ministre de la Défense estime personnellement qu'« au-dessous d'un mois », cette période « ne sert pas beaucoup ». Il souhaite qu'elle comporte notamment des éléments d'histoire civique, des rudiments sur le maniement des armes et le fonctionnement de la défense française.

En dépit du soutien sans faille affiché par Pierre Lellouche, orateur principal du groupe RPR, les élus de la majorité n'ont pas été en reste, transformant la fin de la discussion générale en une longue litanie d'« inquiétudes » et autres « incertitudes ». Evoquant « les graves menaces qui risquent de peser (...) sur notre appareil de défense », Olivier Darrason, député UDF des Bouches-du-Rhône et rapporteur de la mission Séguin sur le service national, a affirmé, dans une intervention très critique, que « les moyens risquent de ne pas être au rendez-vous ».

Didier Bariani (UDF, Paris) a fait part de ses inquiétudes quant à la préservation de la sécurité du territoire : « Peut-on affirmer que toute attaque frontale est à jamais exclue ? (...) J'ai du mal à imaginer une défense qui ne tiendrait pas compte de certains risques du seul fait qu'ils semblent aujourd'hui dépassés. » Bertrand Cousin (RPR, Finistère) et Yves Bonnet (UDF, PPDF, Manche) se sont inquiétés du sort de la marine, le premier voulant s'assurer de la présence de deux porte-avions à l'horizon 2015.

Jean Diebold (RPR, Haute-Garonne) a évoqué quant à lui le programme de l'aviation de transport militaire : « Ce programme s'intègre parfaitement à la dimension européenne que vous souhaitez. (...) Vous ne pouvez pas faire un cadeau inespéré à l'industrie américaine ! », a-t-il lancé. Au chapitre de la reconversion du personnel des armées, Charles Cova (RPR, Seine-et-Marne) a invité le ministre de la Défense à être « cohérent » : « Les cadres de l'armée française accompliront leur devoir, mais ils attendent de vous le courage et la détermination de défendre leurs droits ».

Les élus de la majorité n'ont pas manqué d'appeler également l'attention de M. Millon sur les conséquences de la réforme pour les conscriptions. Certains « petits soucis locaux », selon le deux étoiles éphémère employé par Raoul Béteille (RPR, Seine-Saint-Denis), ont le mérite de faciliter l'évaluation des frondeurs : les six députés UDF de la Loire avaient prévenu à l'avance de leur intention de s'abstenir.

Jean-Baptiste de Montvalon

## M. Jospin met en cause M. Chirac au sujet des affaires parisiennes

Le premier secrétaire du PS parle de « corruption généralisée »

Les développements des enquêtes menées sur les HLM de Paris ont amené Lionel Jospin et les socialistes à hausser le ton, jeudi 6 juin, en mettant en cause, au

déjà du maire, Jean Tiberi, son prédécesseur, Jacques Chirac, ainsi qu'Alain Juppé, ancien premier adjoint, et Jacques Toubon, maire du treizième arrondissement.

L'AFFAIRE des HLM de Paris a pris une nouvelle dimension politique, jeudi 6 juin, avec la violente mise en cause du président de la République et du premier ministre par Lionel Jospin. « On peut être inquiet de voir cette équipe politique à la tête de la France quand on découvre, jour après jour et malgré des tentatives d'étouffement, ce qu'elle a fait pendant des années à la tête de la Ville de Paris », a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste à Nantes, où il présidait dans la soirée un banquet républicain.

« Corruption généralisée, ristournes sur les marchés publics, caisses noires pour les partis politiques, prébendes pour les élus et leurs familles, passe-droits », a énuméré M. Jospin, avant de s'interroger : « Qui était le maître de Paris pendant cette période, qui était l'adjoint aux finances, qui était le maître délégué au treizième arrondissement et secrétaire général du RPR ? », en visant MM. Chirac, Juppé et Toubon. Soulignant que « ce n'est pas une personnalité en particulier », mais bien « l'ensemble du système qui est en cause », M. Jospin a demandé « solemnellement au premier ministre et au garde des sceaux de cesser d'enrayer l'action de la justice ».

Interpellé dans l'après-midi, au Sénat, par Bertrand Delanoë (PS, Paris), Jacques Toubon avait déjà répliqué à ces accusations. « Je

n'ai jamais empêché une poursuite, alors que, vous (...), vous avez soutenu des gouvernements qui ont, à plusieurs reprises, interrompu des poursuites dans certaines affaires, soit par le classement sans suite, soit par l'amnistie », a-t-il déclaré, en faisant notamment allusion à la disposition d'amnistie contenue dans la loi sur le financement des partis politiques du 15 janvier 1990. « La justice s'exercera comme elle le doit dans le cadre des lois, mais pas sur la place publique et pas pour être (...) une justice politique », a ajouté M. Toubon.

### L'OUTRANCE DE LA VERTU

Le maître de Paris, Jean Tiberi, qui s'affirme « tout à fait serein et détendu », n'aurait selon lui, « rien à se reprocher », a indiqué, pour sa part, jeudi, qu'il préparait « des éléments de réponse complets ». Il a reçu le soutien du secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, qui, dénonçant « les ragots, affirmations rancunières, règlements de comptes, intérêts partisans », s'est interrogé sur « une espèce d'outrance de la vertu ».

« Cela commence à bien faire, il faut avoir le courage de dire qu'il faut arrêter. Il y a des limites à jeter l'anathème en permanence à la face des gens », a déclaré M. Mancel. Critiquant une « dérive délinquante » de la justice, il a ajouté : « Que la justice fasse son métier avec toute la sévérité nécessaire

quand c'est justifié, mais que cela ne porte pas atteinte, par des fuites, par des violations du secret de l'instruction, à la dignité et à la liberté des gens ! »

Au sein de la majorité, on distille toutefois quelques critiques sur le rôle de l'exécutif dans la conduite des affaires politico-judiciaires. En privé, certains responsables de l'UDF, dont son président, François Léotard, s'indignent que la magistrature ne paraisse pas toujours en mesure d'exercer ses missions comme elle le devrait.

La délivrance par le parquet de Paris, le 5 juin, d'un réquisitoire suppléant invitant le juge d'instruction Mireille Filippini à poursuivre ses investigations dans l'affaire de la villa tropézienne de Gérard Longuet, président du conseil régional de Lorraine, même si elle a été accueillie « avec sérénité » par l'intéressé, contribue sans aucun doute à alimenter l'irritation de ses amis du Parti républicain à l'endroit du gouvernement.

Quant à la fédération de Paris du Front national, elle a demandé, jeudi 6 juin, la démission de M. Tiberi, en s'appuyant sur « des révélations concordantes sur la mise en place d'un gigantesque système mafieux et de corruption à l'office HLM de la Ville de Paris ». « L'urgent de la corruption doit être remboursé », a déclaré Martine Lehideux, vice-présidente du Front national.

## « Plus de 200 000 francs » de peinture chez le fils de M. Tiberi

LE JUGE D'INSTRUCTION de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, ne pourra vraisemblablement pas enquêter sur les faits dénoncés devant lui, le 30 mai, par l'ancien directeur général-adjoint de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris, François Colinas. Sur procès-verbal, ce dernier avait relaté au juge, outre l'organisation d'un système de contournement des procédures d'appel d'offres, la mise en œuvre d'importants travaux dans l'appartement loué par l'OPAC au fils du maire de Paris, Jean Tiberi (Le Monde du 4 juin). Non directement saisi de ces faits, le juge pourrait bientôt communiquer ces éléments au parquet de Créteil, qui devrait alors les remettre au parquet de Paris.

Dépêchés mercredi au siège de l'office par le juge, les policiers du 9<sup>e</sup> cabinet de délégations judiciaires n'ont pas retrouvé toutes les factures relatives à ce chantier. Le montant des seules factures retrouvées – celles des travaux de peinture – s'élèverait à « plus de 200 000 francs », a indiqué au Monde une source proche de l'enquête. « M<sup>me</sup> Tiberi me convoquait toutes les se-

maines dans l'appartement, comme un simple chef de chantier, nous avait déclaré M. Colinas. Il a fallu refaire trois fois la peinture car elle n'était pas soignée de la couleur ! » Ces travaux furent effectués par la Société d'investissement et de revêtement, dont le dirigeant est Francis Poullin, ancien policier devenu chef d'entreprise, qui fut l'une des premières personnes mises en examen par M. Halphen dans le dossier des fausses factures de la région parisienne. Selon M. Colinas, la facture totale des travaux dans l'appartement de Dominique Tiberi se serait élevée à 1,5 million de francs. Les factures relatives à la pose de marbre dans ce logement ne semblent pas avoir été retrouvées par les policiers. L'actuel directeur de l'OPAC, Yves Laffont, explique dans Le Figaro du 7 juin que le matériau utilisé n'était « pas du marbre, mais du combanchant ». Or le prix de ce matériau est sensiblement plus élevé que celui du marbre.

Hervé Gattégno

## La CFTD souhaite remplacer FO à la tête de l'assurance-maladie

NICOLE NOTAT, une fois de plus, tiré la première. En approuvant le plan sur la réforme de l'assurance-maladie présenté le 15 novembre 1995 par Alain Juppé, la secrétaire générale de la CFTD avait provoqué une onde de choc syndicale, déclinant par cette approbation publique la fureur de Marc Biondel, secrétaire général de FO. Avant même que FO se soit prononcé sur son éventuel retrait de la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts), M<sup>me</sup> Notat a récidivé, jeudi 6 juin, en annonçant la candidature de sa centrale à cette fonction, qui devrait être pourvue par le nouveau conseil d'administration avant le 15 juillet (Le Monde du 7 juin).

Les logiques antagoniques de FO et de la CFTD sont arrivées à leur point de rupture. M. Biondel, qui a fait de l'opposition à la réforme de la Sécurité sociale le moteur de son action ces six derniers mois, ne peut conserver la présidence de la Cnamts, sauf à y « faire de la résistance », comme il l'avait logiquement admis dans un entretien à La Croix du 24 mai. M<sup>me</sup> Notat, qui avait d'abord fait savoir que la CFTD ne serait pas candidate, a révisé son jugement à la lumière de cet aveu. La CFTD soutient le plan de réforme de M. Juppé, tout échec dans sa mise en œuvre entacherait sa crédibilité.

Partage des présidences

LE PATRONAT et les syndicats se partagent les présidences des caisses du régime général de la Sécurité sociale. Les régimes d'assurance-chômage et de retraite complémentaire sont alternativement présidés par un représentant patronal ou syndical.

● La Caisse nationale d'assurance-maladie est présidée, depuis sa création en 1967, par un représentant de FO. Jean-Claude Maillet a succédé en 1991 à Maurice Derlin.

● La Caisse nationale

d'assurance-vieillesse a longtemps été détenue par la CFE-CGC. Elle est présidée depuis 1991 par Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFTD.

● La Caisse nationale des allocations familiales est présidée par Jean-Paul Probst (CFTC).

● L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, qui fédère les 105 Urssaf et gère la trésorerie du régime général, est présidée par Jean-Luc Cazettes, responsable de la protection sociale à la CFE-CGC.

● L'Union des caisses nationales de Sécurité sociale,

qui gère les carrières des 180 000 agents de la « Sécu », est présidée par Hubert Maigret (CNPF).

● L'Unedic est présidée par Denis Gautier-Sauvagnac (CNPF), délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières. Nicole Notat (CFTD) devrait lui succéder en septembre.

● L'Arroc (retraite complémentaire des salariés) est présidée par Antoine Faesch (FO). Un représentant patronal devrait lui succéder en 1997.

● L'Agirc (retraite des cadres) est présidée par Emile-Yves Rio (CNPF). La CFE-CGC devrait en reprendre la présidence en 1998.

La CGC, qui préside l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos), la « banque de la Sécu », s'est déclarée jeudi « prête à s'investir » dans l'assurance-vieillesse laissée libre par la CFTD.

En revanche, M<sup>me</sup> Notat a formellement démenti les rumeurs sur un possible retrait de la candidature de la CFTD à la présidence du régime d'assurance-chômage (Unedic), qui doit revenir à un syndicat en septembre. Secrétaire de l'Unedic, M<sup>me</sup> Notat a assuré qu'elle serait « candidate au renouvellement de la présidence », où le représentant du CNPF, Denis Gautier-Sauvagnac, doit céder la place. Au CNPF, certains envisageaient, pourtant, de confier cette responsabilité à FO, pour ménager une sortie honorable à M. Biondel.

De Bordeaux, le secrétaire général de FO a vivement réagi en déclarant que M<sup>me</sup> Notat était « bien placée pour essayer de détruire le régime de la Sécurité sociale que nous connaissons ». « M<sup>me</sup> Notat continue son travail. Elle a acquis, ce à la réforme. Maintenant, qu'elle soit candidate pour continuer, c'est son problème, pas le mien », a souligné M. Biondel, qui venait de participer à Hourtin (Gironde) au congrès national FO du secteur de la défense. Il a ajouté, sur France-Info : « Si j'étais méchant, je dirais qu'elle veut être l'exécutrice des basses œuvres » des pouvoirs publics. Le secrétaire général de FO a annoncé qu'il donnerait la position de son organisation « vraisemblablement le 13 juin, au cours d'une conférence de presse ».

Alain Beuve-Méry

**“GRAND JURY”**  
**RTL-Le Monde**

**LOUIS VIANNET**

ANIMÉ PAR  
**OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC  
**ALAIN BEUVE-MÉRY (LE MONDE)**  
ET  
**JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)**

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**



**FAIT DIVERS** Luc Héricher, un policier stagiaire de vingt-trois ans, a tué, dans la nuit du 3 au 4 juin, ses deux sœurs et ses parents qui vivaient dans un F3 d'une cité du

Havre. ● **INTERPELLÉ** mercredi 5 juin dans un hôtel des environs par le commissaire Pascal Augrain, responsable de la brigade criminelle, le jeune homme a invoqué,

pour expliquer son geste, une forme de « saturation » due aux handicaps de ses parents : son père était sourd-muet, et sa mère, également sourde, souffrait de difficultés

d'élocution. « J'y pensais depuis un moment, a-t-il confié aux policiers. ● **CONSIDÉRÉ** par sa hiérarchie comme un « bon élément », Luc Héricher devrait être mis en examen

dans la journée du 7 juin. Selon le procureur de la République, Marc Gaubert, « il s'agit à l'évidence d'un drame familial, qui n'a aucun lien avec le métier exercé ».

## Une énigme familiale au cœur de l'enquête sur les quatre meurtres du Havre

Un policier stagiaire de vingt-trois ans a reconnu avoir tué, dans la nuit du 3 au 4 juin, ses parents et ses deux sœurs. Les enquêteurs tentent de comprendre les raisons d'un tel geste, venant d'un fonctionnaire considéré par sa hiérarchie comme un « bon élément »

**LE HAVRE**  
de notre envoyé spécial  
Dans le petit immeuble de briques rouges, ils étaient « ceux du troisième ». Une famille particulière et banale à la fois. Le père, André Héricher, était sourd et muet. Il travaillait chez Renault, à l'atelier de peinture. Le matin, à cinq heures, il partait en car vers l'usine de Sandouville. Le soir, il promenait son yorkshire en sautant les voisins. On le disait gentil mais secret, enfermé dans son monde de silences.

Sa femme Nicole, ancienne ouvrière de la Régie, souffrait également de surdité. Elle avait en outre des difficultés d'élocution. Dans cette cage d'escalier où les claquemements de portes et les éclats de voix résonnaient plus que partout ailleurs, elle passait même pour être « dérangée de la tête », au point de suivre un traitement. Ses volets étaient souvent clos ; par peur, sans doute, car elle se prétendait « poursuivie », « persécutée » même. Un jour, elle offrait des fleurs à tout le monde ; un autre, elle déboulait en hurlant : « A peur moi ! A peur ! Pas pique ! Pas pique ! »

Chez « ceux du troisième », il y avait deux filles : Karine, quinze ans, et Rosalie, dix-sept ans. Au contraire de leur mère, elles étaient « souriantes » et « pleines de vie », à en croire l'attentive M<sup>me</sup> Isidor, la voisine de palier, porte gauche. Rosalie aimait les boums, le groupe de rock Nirvana et surtout Tony, son premier flirt.

Karine, elle, s'était amourachée de Sébastien, le frère de Tony. Elle voulait « faire coiffeuse ou vendeuse », elle hésitait encore.

Au collège Marcel-Pagnol, toutes deux étaient dans la même classe, la 3<sup>e</sup> B, parce que Rosalie avait redoublé. Le principal, Philippe Lecoq, se souvient d'élèves « sans histoire, appréciées de leurs professeurs ». Les filles Héricher n'étaient peut-être pas très brillantes mais elles ne faisaient pas problèmes, nombreuses dans ce quartier de misère où un tiers des parents sont au chômage.

« J'y pensais depuis un moment. J'ai aussi tué mes sœurs pour qu'elles ne restent pas sans parents »

André et Nicole Héricher avaient aussi un fils. L'aîné, Luc, vingt-trois ans, « celui de Paris » comme l'appelaient les gamins. De ce jeune homme discret, les voisins ne savaient pas grand-chose. Qu'il était policier stagiaire dans la capitale, qu'il disposait d'une arme de service (357 Magnum), qu'il conduisait une Peugeot 106 bleue et revenait régulièrement en Nor-

mandie. En fait, il faisait office de chef de famille, chargé des démarches administratives, du suivi des comptes, du règlement des dettes chez les commerçants. Quand il était de passage dans le F3 familial, une fois tous les dix jours environ, il surveillait ses sœurs. D'après leurs copines, elles le trouvaient d'ailleurs « un peu chiant », toujours à leur faire la morale. Et puis, il n'aimait guère Tony et Sébastien, les frères aux cheveux courts.

L'autre vendredi, Luc Héricher est arrivé de Paris pour une semaine de congé. Dans la soirée du lundi 3 juin, il a regardé la télévision seul, jusqu'à quatre heures du matin. Ensuite, il a marché vers la chambre des filles, au fond du couloir. Elles dormaient dans leurs lits superposés. Il a d'abord tué Karine, d'une balle dans la tête, puis Rosalie, de la même manière. Il s'est ensuite dirigé vers la chambre de ses parents, sur la gauche en entrant dans l'appartement. Il les a tués, d'une balle chacun. Alors seulement, sans même fermer à clef la porte de l'appartement, il est sorti de l'immeuble pour aller dans sa voiture. C'est en tout cas la version des faits qu'il a donnée aux policiers venus l'arrêter mercredi soir, dans le hall d'un hôtel des environs.

Il a cherché à résister, à sortir son arme, avant d'être maîtrisé par le commissaire Pascal Augrain, responsable de la brigade criminelle. Durant deux jours, mardi et mercredi, il avait été dans la ré-

gion, au Havre, à Dieppe, au pont de Tancarville, sans but précis, son 357 Magnum à la ceinture. Placé en garde à vue, il a raconté aux « collègues » sa vie parisienne, cette police qu'il a dit « aimer comme une deuxième famille ». Après avoir suivi une formation de gardien de la paix, il était en poste depuis quelques mois au commissariat central du 13<sup>e</sup> arrondissement, au sein de la cinquième

### Le port d'armes chez les policiers

Qu'ils soient titulaires ou stagiaires, tous les policiers sont dotés du revolver Mammouth 357 « spécial police » depuis la fin des années 80. Comme tous les gardiens de la paix, Luc Héricher avait, après une première année de formation, été affecté au titre de stagiaire dans un service actif de la préfecture de police de Paris : une compagnie d'intervention basée au commissariat central du 13<sup>e</sup> arrondissement. Au moment du drame, il effectuait son année de stage, qui suit la sortie de l'école et précède la titularisation.

Au cours de cette année, le stagiaire exerce en fait son métier dans les mêmes conditions que ses collègues titulaires. S'agissant de l'armement, il doit respecter les mêmes règles. En service, chaque policier doit ainsi porter son arme de dotation. Il en va de même lorsqu'il se rend de son domicile à son service, ou en revient. Hors service, à l'inverse, le policier est seulement autorisé à porter son arme dans le ressort de sa circonscription.

compagnie d'intervention. Il vivait au Kremlin-Bicêtre, dans un foyer ; on ne lui connaissait pas de petite amie.

Interrogé sur ses mobiles, le jeune homme a invoqué une forme de « saturation », due aux handicaps de ses parents, à ce huis-clos du troisième étage qu'il ne supportait plus... « J'y pensais

depuis un moment, a-t-il confié, j'ai aussi tué mes sœurs pour qu'elles ne restent pas sans parents. » Il n'a pas pour autant fourni d'explications précises sur le déclic intime qui l'a poussé à agir.

Dans la cité, les jeunes avançaient déjà leurs explications. Certains, qui ne l'aimaient guère, se souvenaient soudain de sa nervosité, de ses brusques accès de colère, de sa propension à s'amuser avec son

compagnie à une « fête » dans la journée du lundi, quelques heures avant le drame. L'enquête devra déterminer s'il s'agit d'un fait avéré ou d'une simple rumeur dans une affaire qui ne manque déjà pas de témoignages contradictoires.

Ainsi, concernant la personnalité du policier, les avis sont pour le moins partagés. Certaines personnes dépeignent en effet un homme réfléchi et calme. « Il avait la tête sur les épaules, il était charmant » assure M<sup>me</sup> Isidor, la voisine de palier, porte gauche. Quant à sa hiérarchie, à Paris, elle le considérait comme un « bon élément ». Le juge d'instruction havrais Christian Balayn, qui devait lui signifier sa mise en examen dans l'après-midi du vendredi 7 juin, devra affiner ce portrait contrasté. « Il s'agit à l'évidence d'un drame familial qui n'a aucun lien avec le métier exercé », estime d'ores et déjà le procureur de la République, Marc Gaubert.

Devant l'immeuble, les adolescents parlent sans émotion de « ceux du troisième ». On raconte qu'ils s'approprièrent à démolir, qu'ils faisaient construire un pavillon « quelque part », « ailleurs », loin du quartier de l'Eure. Dans un jour de calme, Nicole Héricher avait même montré des plans à l'amie de ses filles. « Vous savez, estime pourtant une voisine, elle s'inventait tant d'histoires qu'on a jamais su s'ils allaient vraiment partir d'ici, ils faisaient partie du décor. »

Philippe Broussard

**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 8 (SAUF EN RÉGION ÎLE-DE-FRANCE)**

# DU 6 AU 10 JUIN

## INVITATION A CHOISIR

**TWINGO**  
À PARTIR DE 46.300\*

Twingo (prix conseillé au 3/06/96 : 59 300 F), déduction faite de l'aide de Renault de 8 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 5 000 F.

**CLIO**  
À PARTIR DE 49.600\*

Clio RL 1.2, 3 portes (prix conseillé au 3/06/96 : 62 600 F), déduction faite de l'aide de Renault de 8 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 5 000 F.

**ESPACE**  
À PARTIR DE 132.900\*

Espace Cyclade 2.2i (prix conseillé au 3/06/96 : 151 900 F), déduction faite de l'aide de Renault de 12 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 7 000 F.

**MÉGANE**  
À PARTIR DE 68.900\*

Mégane 1.4 (prix conseillé au 3/06/96 : 85 900 F), déduction faite de l'aide de Renault de 10 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 7 000 F.

**SAFRANE**  
À PARTIR DE 136.000\*

Safrane 2.0i (prix conseillé au 3/06/96 : 158 000 F), déduction faite de l'aide de Renault de 15 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 7 000 F.

**LAGUNA**  
À PARTIR DE 91.400\*

Laguna RN 1.8 (prix conseillé au 3/06/96 : 108 400 F), déduction faite de l'aide de Renault de 10 000 F et de la Prime Qualité Automobile de l'Etat de 7 000 F.

**CAPITAL REPRISE JUSQU'À 22.000 F\***

\*Offre non cumulable, réservée aux particuliers, subordonnée à la reprise d'un véhicule de plus de 6 ans et valable de 6 à 100000.

**DANS LE RÉSEAU RENAULT**

Concessionnaires et Agents participant à l'opération



## M. Tapie et son épouse ont été mis en examen pour « banqueroute » par le juge Eva Joly

Deux anciens dirigeants de la SDBO sont également en cause

Le juge d'instruction parisien Eva Joly a mis en examen, mercredi 5 juin, Bernard Tapie et son épouse, ainsi que deux anciens dirigeants de la

Société de banque occidentale (SDBO), filiale du Crédit lyonnais, Michel Gallot et Pierre Despes-

saillies. Ces mises en examen, notifiées par lettres, marquent le lancement véritable de l'in-

DANS SON ARTICLE 177, la loi du 25 janvier 1985 régissant les procédures collectives dispose qu'en cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, sont coupables de banqueroute les personnes (...) contre lesquelles a été relevé le fait, notamment, d'avoir, dans l'intention d'éviter ou de retarder l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire, soit fait des achats en vue d'une revente au-dessous du cours, soit employé des moyens ruineux pour se procurer des fonds ou d'avoir détourné ou dissimulé tout ou partie de l'actif du débiteur.

Le 30 novembre 1994, le tribunal de commerce de Paris avait placé en redressement judiciaire la société Groupe Bernard Tapie (GBT), qui coiffait l'ensemble de son groupe financier et industriel, ainsi que la société Financière et Immobilière Bernard Tapie (FIBT), chargée de la gestion des filiales patrimoniales du député-homme d'affaires. Principal créancier de M. Tapie, le Crédit lyonnais avançait alors le chiffre de 1,3 milliard en guise d'estimation de sa créance globale à l'égard de son client impécunieux.

MM. Gallot et Despesaillies, respectivement ancien président et ancien directeur général de la

SDBO, qui fut l'indéfectible soutien de M. Tapie durant plus de dix ans, se voient reprocher une « complicité de banqueroute par fourniture de moyens ruineux ». En clair, il leur est reproché d'avoir continué à financer les sociétés de M. Tapie, par crédits et avances successifs, alors que celles-ci se trouvaient manifestement hors d'état de se redresser.

Conséquence lointaine – quoique directe – de la déconfiture de ces deux sociétés, la mise en cause de M. Tapie dans cette épaisse procédure pourrait être lourde de conséquences. La loi prévoit en effet, pour les auteurs de ce délit et leurs complices, des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende, éventuellement assorties d'une série d'interdictions diverses dont celles « d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise » pour une durée de cinq ans au plus, ainsi que la privation des droits civiques. Le tribunal correctionnel de Paris a déjà condamné M. Tapie pour « banqueroute », le 31 mai, dans la gestion d'Alain Colas Tahiti (ACT), la société qui gère le volier Phocée (Le Monde du 2 juin).

Les époux Tapie se voient en outre reprocher un « détournement d'actifs », eu égard aux conditions rocambolesques dans lesquelles ils avaient précipitamment démantelé une partie de leur mobilier, le 20 mai 1994, pour le soustraire à une « saisie conservatoire » effectuée par le Crédit lyonnais. Prévenu de l'arrivée des camions de la banque, le député des Bouches-du-Rhône avait organisé, dans la nuit précédente, le transfert de certains meubles jusqu'à un entrepôt de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), où un semi-remorqueur était ensuite venu en embarquer une partie vers une destination inconnue. Le tout sous les yeux des « espions » du Crédit lyonnais... (Le Monde daté 22-23 mai 1994).

### MEUBLES MANQUANTS

En dépit de longues et nombreuses recherches, les enquêteurs du lyonnais, conduits par l'ancien chef de la brigade financière de Paris, Pierre Martinez, alors détaché auprès de la banque, n'ont jamais retrouvé les meubles manquants. A la télévision, M. Tapie avait pourtant expliqué que son épouse avait simplement fait transporter « chez sa mère quelques meubles auxquels elle est personnellement attachée ».

Dressée par M. Tapie, la liste des objets disparus se limitait à « deux

meubles bas, deux commodes, un tapis, des gânes et un lustre ». En comparant l'inventaire des meubles saisis et l'expertise de son mobilier commandée auparavant par M. Tapie à l'expert Jean-Pierre Dillée, les responsables du Crédit lyonnais avaient toutefois noté l'absence d'un tableau de Fragonard (L'Orage), d'un bronze de Jean de Bologne, d'un secrétaire en citronnier de l'époque Louis XVI, d'une porcelaine de la Compagnie des Indes, etc. Ces objets disparus représenteraient, selon l'expertise de M. Dillée, environ 70 millions de francs sur les quelque 350 millions attribués à l'ensemble du mobilier des époux Tapie.

Interrogé par Le Monde, vendredi matin 7 juin, M. Tapie a affirmé que « la valeur de [son] mobilier est restée inchangée » et que « tout ce qui s'est passé avant la saisie de ces meubles par les huissiers ne regarde que moi, et strictement pas le Crédit lyonnais ». Il nous a par ailleurs indiqué n'avoir « pas reçu » sa mise en examen, dernière laquelle il assure voir « la preuve de la collusion du parquet, du juge et du Crédit lyonnais ». « On veut aujourd'hui s'en prendre à ma femme, a conclu M. Tapie, parce qu'on voit qu'on ne peut pas m'abattre ».

Hervé Gattegno

## Le commissaire Féval a reçu le soutien de plusieurs responsables policiers

« Il avait la confiance de ses chefs »

« DURANT trente-cinq ans passés au sein de la police judiciaire, je me suis retrouvé plusieurs fois à cette barre ou à celle des cours d'assises, à la requête du ministère public. Pour la première fois, je suis là à la demande de la défense. J'ai le cœur serré. » La voix de Claude Canès, inspecteur général à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), la « police des polices », ce jeudi 7 juin, le traduit fort bien. Ancien directeur de la police judiciaire parisienne, l'homme impose tant le respect que la plupart des prévenus du trafic international de cannabis et de cocaïne jugés par la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, se sont accoudés au rebord de leur box pour mieux écouter ce grand flic et le fixer du regard.

Toute sa vie, explique ce haut fonctionnaire aux magistrats, a été marquée par l'éducation « manichéenne » qu'il a reçue de ses parents, par cette volonté de tuer le bon grain de l'ivraie. Et au sein même de la police, explique-t-il, il lui est arrivé maintes fois de chasser des « brebis galeuses ». Mais là, s'agissant de Philippe Féval, l'ancien chef adjoint de la brigade de répression du banditisme accusé de complicité de trafic de drogue (Le Monde du 7 juin) : « Je suis intimement convaincu que s'il a pu commettre des imprudences, s'il a involontairement mordu la ligne jaune, Philippe Féval ne l'a jamais franchie. »

Et les éloges pleuvent. « Il avait la confiance de ses chefs », dit Claude Canès, qui précise qu'il n'est pas venu pour effectuer « un témoignage de complaisance ». « Sur l'affaire, il m'a donné sa parole. Je l'ai cru et je le crois. » « C'est un honnête homme », dit à son tour l'ancien chef de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), le commissaire Jean-Marc Bloch, qui raconte ses heures de planque dans la même voiture que Féval, « ce qui ne peut pas tromper ».

C'était « un policier particulièrement doué pour la recherche de renseignements », précise maintenant le

commissaire Georges Nicolai, qui présidait le bureau de liaison (BDL) entre les différents services de police, auquel participait notamment l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (Ocris) qui a démantelé le réseau en 1993.

Le commissaire Nicolai affirme d'ailleurs qu'à aucun moment, au cours des réunions du BDL en 1992, l'Ocris n'a indiqué que Roland Piégat, l'informateur de Féval, faisait l'objet d'une enquête. Il abonde donc dans le sens de l'ancien responsable de la BRB, qui soutient qu'il ne connaissait ni les activités délictueuses de Piégat ni l'enquête en cours sur celui-ci, lorsqu'il a commis ce qu'il appelle son « erreur » : révéler à son indic qu'il était sur le point de se faire piéger par deux informateurs de l'Ocris, venus lui proposer 20 kilos de cocaïne à la vente.

### « ÊTRE PLUS CRÉDIBLE »

La présidente, Béatrice de Beaupuis, enregistre, ne pose pas de questions. Quant à l'inspecteur Thierry Pentz, également poursuivi pour complicité, mais aussi pour usage de cocaïne, il a nié « formellement » toute consommation privée de drogue et expliqué que les traces de cocaïne retrouvées dans ses cheveux à l'issue des expertises étaient dues au fait que, jouant les acheteurs lors des flagrants délits montés par la BRB, il essayait réellement la marchandise « pour être plus crédible » face aux revendeurs. Un détail qu'il avait cependant omis de préciser à ses collègues lors de sa garde à vue.

Après le réquisitoire et les plaidoiries, il appartiendra désormais au tribunal de juger si le rôle des deux policiers s'est effectivement borné à l'« erreur » reconnue. Et, à minima, si celle-ci a valeur de « complicité de trafic de stupéfiants ». Le commissaire Féval, lui, l'a martelé une dernière fois à la barre : « Je n'ai jamais été complice d'un quelconque trafic de drogue ».

Jean-Michel Dumay

## Le poids des immigrés dans la population française stagne depuis vingt ans

SI LE TERRAIN de l'immigration était un peu moins passionnel, ce mois de juin pourrait être à marquer d'une pierre blanche. Dans le premier numéro de sa revue Insee Première, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) publie une étude qui, en toute logique, devrait mettre tout le monde d'accord. Elle rappelle que, loin d'être un phénomène récent, l'immigration est une tradition qui remonte au moins au début du siècle. Mais, surtout, elle indique que, depuis le milieu des années 70, la proportion d'immigrés dans la population résidant en France est restée bel et bien stable.

Immigrés... Tout l'intérêt de cette étude tient dans ce simple mot. Pour la première fois, en effet, l'Insee quitte le seul champ de la nationalité et s'intéresse à tous les individus vivant en France et nés à l'étranger de parents étrangers. La différence est de taille : à ceux qui affirmaient que la proportion d'étrangers en France n'augmentait plus depuis longtemps, les partisans d'un bouclage total des frontières rétorquent que l'« invasion » continuait, mais que nombre d'étrangers disparaissaient des statistiques en devenant français.

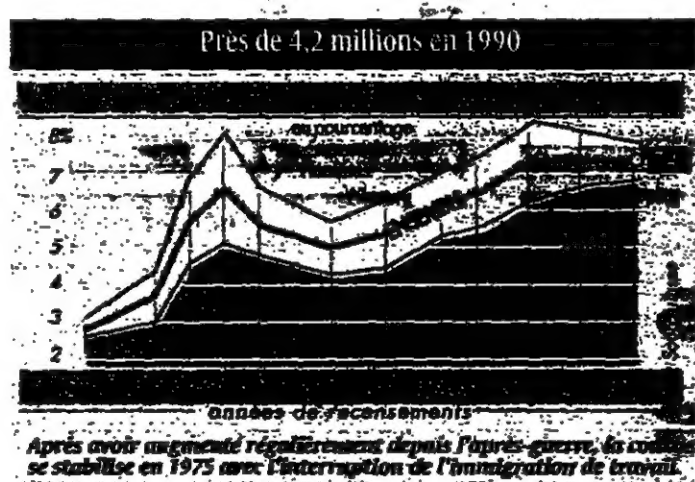
De nombreux chercheurs avaient donc opté pour une étude des populations « immigrées ». Il y a un an, une longue enquête de l'Institut national d'études démographiques (INED), dirigée par Michèle Tribalat, avait ainsi examiné à la loupe la composition et les comportements des différents groupes « immigrés », y incluant

même la seconde génération née en France (Le Monde du 23 mars 1995). Mais jamais un examen systématique, portant sur les douze recensements réalisés en France depuis 1911, n'avait pu être effectué.

En menant à bien ce travail, Fabienne Daguet et Suzanne Thave, du département de la démographie de l'Insee, viennent confirmer que l'immigration est une « vieille histoire ». Du boom migratoire des années 20 et 30 aux entrées massives des années 50 et 60, elle répond souvent à des situations politiques particulières dans les pays d'origine. Mais elle tire surtout sa vigueur des besoins démographiques français. Nul hasard, donc, si la saignée de la première guerre mondiale, puis l'essor économique des « trente glorieuses » ont favorisé successivement les vagues venues de Pologne, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, du Maghreb, et plus récemment d'Afrique noire et d'Asie. Rien d'étonnant non plus à découvrir une évolution avec ses hauts et ses bas.

### ORIGINES EUROPÉENNES

Mais ces variations rendent plus étonnante encore le premier constat des chercheurs de l'Insee : la proportion d'immigrés dans l'ensemble de la population totale de la France était à peine plus importante lors du recensement de 1990 (7,4 %) qu'en 1931 (6,6 %). Chez les hommes, le chiffre est même en légère baisse, passant en soixante ans de 8,2 % à 7,9 %. L'observation détaillée des origines géographiques laisse apparaître qu'au-



jourd'hui encore, plus de la moitié des immigrés sont d'origine européenne. La Pologne, qui caracolait en tête du palmarès en 1931, a simplement été remplacée par le Portugal, suivi par l'Algérie, l'Italie, le Maroc et l'Espagne.

C'est cependant sur la période récente que l'étude de l'Insee apporte les résultats les plus étonnants. Avec des chiffres indiscutables : après avoir cru régulièrement depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la part immigrée de la population française s'est stabilisée en 1975 avec l'interdiction de l'immigration de travail. Des étrangers ont certes continué à entrer sur le territoire, dans le cadre du regroupement familial, en vertu du droit d'asile, ou par le biais de demandes spécifiques d'employeurs. Mais le nombre d'immigrés a progressé au même rythme que les autres, pas-

sant, en quinze ans, de 3,9 à 4,2 millions, alors que la population totale croissait de 52,6 à 56,6 millions.

Immigrés, comme avant, donc. Mais aussi de plus en plus français. En effet, près du tiers des immigrés ont acquis la nationalité française. C'était déjà le cas au début des années 50, lorsque leur nombre était au plus bas. Mais, aujourd'hui, ils représentent 23 % de la population générale du pays. Un niveau jamais atteint, et qui, selon l'Insee, constitue « un indicateur de l'insertion et de la stabilité de ces populations ». La conclusion est sans doute optimiste. Mais du moins vient-elle contrecarner un discours ambiant volontiers alarmiste. En s'appuyant, une fois n'est pas coutume, sur des réalités statistiquement établies.

Nathaniel Herzberg

## Des réfugiés basques menacés d'expulsion vers l'Espagne

INSTALLÉS depuis plusieurs jours dans la cathédrale de Bayonne (Le Monde du 5 juin), une trentaine de réfugiés basques ont été, jeudi 6 juin dans la soirée, bloqués dans l'édifice par les forces de l'ordre. Dix de ces réfugiés, expulsés de France vers l'Afrique et l'Amérique latine pour leur appartenance présumée à l'ETA, viennent de rentrer à nouveau sur le territoire national. Sans papiers, ils réclament la régularisation de leur situation administrative.

Si l'évêque de Bayonne, Mgr Molle, s'est déclaré totalement opposé à une intervention des forces de l'ordre, on indiquait, de sources policières, que le ministre de l'Intérieur était décidé à faire sortir de la cathédrale les personnes en situation illégale et à les expulser vers leur pays d'origine, l'Espagne. « Les formalités administratives sont en cours », précisait sur place un responsable de la Dilect (ex-police de l'air et des frontières), alors que la tension montait, vendredi 7 juin au matin, dans le centre de Bayonne, avec l'arrivée des sympathisants de la cause nationaliste basque. (Corresp.)

■ IMMIGRATION : 41 ressortissants zairais en situation irrégulière ont été reconduits, jeudi 6 juin, à Kinshasa lors d'une opération menée conjointement par la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Sept d'entre eux venaient d'Allemagne, 10 des Pays-Bas, les 24 autres venaient de France. Depuis le mois de juillet 1995, c'est le 18<sup>e</sup> charter d'étrangers organisé par le ministère de l'Intérieur, le 5<sup>e</sup> en coopération avec d'autres pays européens.

■ VILLE : en application du Pacte de relance pour la ville annoncé le 18 janvier par le gouvernement, un protocole a été signé, jeudi 6 juin, entre l'Etat et l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (Unafom). Sur les 100 000 emplois de ville destinés aux jeunes résidant dans les quartiers en difficulté qui doivent être créés, à raison de 25 000 par an pendant quatre ans, 4 000 seront mis à disposition des organismes HLM. Ces emplois, subventionnés par l'Etat à hauteur de 55 %, s'adresseront à des jeunes de 18 à 25 ans et devront déboucher sur une « formation qualifiante » dans le gardiennage, l'animation, l'entretien, etc.

■ EDUCATION : Les évaluations nationales de CE 2 et de sixième auront lieu désormais alternativement une année sur deux, selon le Bulletin officiel du 6 juin. Pour l'année scolaire 1996-1997, l'évaluation se déroulera en sixième entre le 5 et le 14 septembre. Cependant, les académies qui le souhaitent pourront organiser l'évaluation de CE 2, le ministère tenant à leur disposition un protocole d'évaluation « à utiliser selon leur choix ».

■ JUSTICE : l'ancien PDG de l'AFP, Lionel Henry, et l'ancien PDG d'Infomatin, André Rousselet, ont été condamnés, jeudi 6 juin, par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, à la suite de la plainte pour diffamation déposée par le commissaire Joël Cathala, chargé de la lutte antiterroriste au Pays basque français au cours des années 80. Jugés coupables d'avoir reproduit sans vérification des informations publiées en septembre 1995 par le quotidien espagnol El Mundo, mettant en cause le policier pour sa collaboration avec les groupements antiterroristes de libération (GAL), ils ont été respectivement condamnés à 25 000 F d'amende et 58 000 F de dommages-intérêts, et 20 000 F d'amende et 38 000 F de dommages-intérêts.

Béatrice Gurrey

## Le plan de lutte contre la violence à l'école est en phase de lancement

PAS À PAS, depuis l'annonce par François Bayrou d'un plan de lutte contre la violence à l'école (Le Monde du 19 mars), les mesures proposées se précèdent. Deux textes sont déjà parus au Journal officiel : le décret instituant une contravention d'infraction dans les établissements scolaires (J.O. du 8 mai) et la circulaire sur la coopération éducation-justice-police, mettant en place notamment les « classes-ss » (J.O. du 25 mai). Avec la parution au Bulletin officiel du 6 juin de huit autres circulaires ou notes de service, ainsi que le rappel de ces deux textes, le dispositif semble complètement bouclé.

Chefs d'établissement, enseignants, administration, élèves et parents, chacun a son lot. Les premiers se voient rappeler quelques règles juridiques. Ainsi, ils sont en droit de

demandar aux personnes qui désirent entrer dans l'établissement, en dehors du public habituel, de justifier de leur qualité. Mais, relève le ministère, les établissements ne sont pas protégés par les dispositions du code pénal réprimant la violation de domicile (sauf pour les parents d'élèves).

Si les chefs d'établissement sont dans « l'obligation légale de faciliter l'action des forces de police agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction » ou dans le cadre d'une enquête de flagrant délit, ils « n'ont pas à constater les infractions à la loi pénale ou à en rechercher les auteurs ».

Les enseignants, désemparés devant les phénomènes de violence, devraient y être mieux formés, avait préconisé François Bayrou. Dès la rentrée prochaine, dans les instituts

universitaires de formation des maîtres (IUFM), la formation devra obligatoirement aborder ces questions pendant « au minimum vingt-cinq heures à trente heures, soit l'équivalent d'une semaine de formation, hors temps de stage ». Toutes les dispositions retenues par les IUFM doivent être communiquées au ministère « pour le 20 juin prochain ».

### INFORMATION POUR LES PARENTS

Les affectations dans les établissements sensibles reçoivent un coup de pouce supplémentaire, sous forme d'une extension des « bonifications spécifiques » déjà en place. Cela suffira-t-il à combler les 380 postes restés vacants à la rentrée 1995-1996 ?

Une place particulière est réservée aux parents : une journée d'accueil doit leur être consacrée lorsque leur

enfant entre en système, afin de rencontrer les professeurs, d'expliquer le règlement intérieur, etc. Enfin, une série de textes précise le cadre des innovations pédagogiques, conduites « sans affectation de moyens particuliers », à l'exception de 3,5 heures supplémentaires par an par enseignant pour les projets retenus, ou tente de révaloriser l'insertion civique.

Sur le papier, tout semble parfait. Mais au collège Jean-Vilar des Mureaux (Yvelines), les enseignants sont en grève depuis mardi 4 juin, pour protester contre l'« insécurité croissante ». Ils avaient pourtant mis en place une structure particulière au sein de l'établissement pour accueillir les 15 à 20 élèves « les plus difficiles ».

Béatrice Gurrey



HORIZONS

ENQUÊTE

# Le prix de la paix en Nouvelle-Calédonie

**A**UTOUR du four, creusé dans la terre, où cuit le bougna, tous sont venus en amis. C'est jour de deuil à la tribu de La Conception. Quelques jours plus tôt, Geoffrey, un gamin de sept ans, s'est fait renverser par une voiture, conduite par un élu du Mont-Dore. Le maire de la commune, Pierre Frogier, président (RPCR) du Congrès du territoire, est venu aux obsèques. Mais, pour la cérémonie de levée du deuil, quand le moment est venu de planter la croix sur la tombe, parce qu'il est sûr, désormais, que le défunt a quitté son propre corps, il n'y a plus là, avec la famille, que les amis, pour assister au repas, aux chants, aux danses et à la coutume : trois ou quatre vieux caloches mangés par le soleil, un jeune Martiniquais resplendissant de santé, un Ni-Vannuati édenté et un métropolitain, né en Tunisie, que tout le monde appelle « l'Arabe », pour plaisanter. Entre le poisson cru et l'igname, le chef, Joseph Pidot, lui-même fils d'un ancien député et président du conseil coutumier de Nouvelle-Calédonie, affirme d'une voix basse : « Les relations entre les différentes communautés se sont bien améliorées. Avec les Wallisiens, les Polynésiens, ça va. Avec les Européens, c'est un peu différent. Chacun reste dans son coin. Nous, les Kanaks, nous sommes chez nous. C'est à eux de faire l'effort. On dirait qu'ils ne savent pas toujours comment s'y prendre. »

La suspension, le 19 avril à Paris, des négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, a déchiré un coin du voile. Plus personne n'a, « la », solution. Depuis huit ans que, grâce aux accords de Matignon, la paix est revenue sur le « Caillou », chacun s'obligeait à croire qu'elle y avait déjà pris racine, pour toujours. Mais voilà, le temps file, l'échéance approche du référendum d'autodé-

termination de 1998, et la méfiance est toujours là, qui rôde. Quand près de dix mille jeunes se rassemblent, à la veille de la Pentecôte, sous la haute protection des gros bras du syndicat indépendantiste, pour un concert de reggae au stade de Rivière-Salée, un quartier populaire de Nouméa, il n'y a pas plus d'une centaine d'Européens. Cinq jours plus tard, en revanche, il n'y a guère que des Blancs pour aller écouter la chanteuse noire Rhonda Scott au théâtre de l'île.

**« Il y a trop d'argent ici. Tout le monde a profité de la paix pour s'enrichir : les Blancs, mais aussi les élus kanaks. C'est pour ça qu'ils ont été mis de côté »**

« L'autre jour, rapporte un pasteur helvétique, la femme d'un militaire est venue me voir en pleurant, à la fin de l'office. C'était la première fois, après deux ans et demi de séjour, qu'elle s'était retrouvée assise à côté d'un Kanak, dans le temple. » La paix est là, mais, comme en une danse trop subtile, les deux principales communautés de Nouvelle-Calédonie, l'euro-péenne et la mélanésienne, continuent, le plus souvent, de s'éviter.

Le 18 mai, réuni à huis clos à Ouata, une tribu de la côte ouest, le comité directeur de l'Union calédonienne (UC), principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), a soudain rappelé à l'ordre trois de ses principaux responsables. Jugés plus proches de Jacques Lafleur, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), que de leur propre base, François Burck, président de l'UC, Léopold Jorédié, président de la province nord, et Roch Wamytan, président du FLNKS, se sont vu interdire de participer, à l'avenir, aux négociations avec l'Etat et le RPCR. Seul le dernier des trois, au titre de ses fonctions de premier responsable du front indépendantiste, est parvenu peu après à contourner cette sanction. Le feu couvait, à

son frère Charles, dirigeant de l'UC, a été le premier à avoir quitté la table des négociations, le 19 avril à Paris. Pour Jacques Lafleur, la comarçonnisation est évidente. « Ce que je leur ai donné, un Chinois est en train de le reprendre », accuse-t-il.

En 1990, le président du RPCR avait, en effet, vendu la SMSP pour 99 millions de francs à la province nord. Depuis, le chiffre d'affaires de la société et le nombre de ses salariés ont doublé. Ses parts de marché, à l'exportation, sont passées de moins de 20 % à plus de 70 %. Une partie de ses bénéfices sont réinvestis dans le tourisme et l'aquaculture, pour contribuer au

développement économique du nord. Depuis deux ans, la SMSP a noué des relations avec le numéro deux mondial dans la production du nickel, le canadien Falcon Bridge, pour créer une usine dans le nord et traiter le minerai sur place plutôt que de l'exporter. Le projet, évalué à 6 milliards de francs pour une production annuelle de 54 000 tonnes de ferro-nickel, a été soumis au gouvernement au mois d'avril. La réalisation de l'usine du nord est en effet conditionnée par la mise à disposition d'importants gisements. Ce n'est pas que la Nouvelle-Calédonie en manque - le

« Caillou » recèle 30 % des réserves mondiales -, mais une bonne part d'entre eux sont sous le contrôle de la SLN, filiale d'une société, Eramet, où l'Etat est majoritaire. Propriétaire de l'usine métallurgique de Doniambo, près de Nouméa, la SLN n'a évidemment pas l'intention de favoriser l'arrivée d'un concurrent. Qu'à cela ne tienne ! « L'Etat n'a qu'à donner des instructions à Eramet », affirme Raphaël Pidot. « Nous sommes en mesure de racheter les parts que détient l'Etat dans cette société, au prix du marché », ajoute M. Dang.

Tout au contraire, la SLN vient d'annoncer son intention d'enga-

ger des investissements sur le gisement de Tiebaghi, vital pour l'usine du nord. Considéré comme « extrêmement maladroite » par Jacques Lafleur, ce geste a été dénoncé comme « de la pure provocation » par le FLNKS. « Cette décision appellera, dans les semaines qui viennent, une contre-attaque du peuple kanak », a annoncé le front indépendantiste. Au siège du haut-commissariat, on redoute un prochain blocage des mines. Car l'affaire n'est pas qu'économique. Elle rejoint la volonté du FLNKS de retrouver la maîtrise de la terre de « Kanaky ». En posant comme revendication la reconnaissance par la France du « fait colonial », les plus modérés des indépendantistes se seraient sans doute contentés d'excuses publiques. Ce n'est pas le cas de la majorité. « L'événement a déjà fait des excuses au nom de l'Eglise catholique, mais ça n'a pas changé grand-chose », ironise Paul Néaoutyine.

Paradoxalement, pourtant, le contentieux sur le nickel pourrait donner l'occasion à deux des trois « partenaires historiques » des accords de Matignon, l'Etat et le FLNKS, de renouer les fils de la négociation. Comme il s'y est engagé dans une lettre adressée à Léopold Jorédié, le premier ministre, Alain Juppé, doit, en effet, donner une réponse définitive sur le projet d'usine du nord avant la fin juillet. « Plus généralement, explique Raphaël Mapou, un autre dirigeant du Palika, l'Etat doit nous dire quels intérêts il entend conserver en Calédonie. La voie de la négociation est là. »

**B**IEN décidés à attendre, aussi longtemps qu'il le faudra, un geste du gouvernement, les indépendantistes ne veulent pas pour autant « laisser pourrir la situation ». Sur le plan international, ils ont décidé d'entreprendre une double tournée d'explication, dans les pays riverains du Pacifique et en Europe, et de saisir à nouveau l'ONU, où la Nouvelle-Calédonie figure sur la liste des pays non auto-

nomes. Certains d'entre eux ont, d'autre part, imaginé une solution, distincte d'une reprise pure et simple de la négociation, pour témoigner de leur bonne volonté : une délégation composée de responsables politiques, mais aussi de représentants des Eglises, des syndicats, des chefs coutumiers, trait dire au président de la République que la revendication du peuple kanak demeure l'indépendance. Cette proposition, qui n'a pas encore été avalisée par le bureau politique du FLNKS, vise à réengager la négociation autour de l'idée d'indépendance, fût-elle sous la forme d'un Etat associé.

Sur le fond, un tel concept n'est pas très éloigné de la proposition de large autonomie, avancée en avril par M. Juppé. Sauf que ce mot d'autonomie est rejeté par tous en Nouvelle-Calédonie : pour Jacques Lafleur, il renvoie au statut de la Polynésie concocté par son vieux rival du Pacifique-Sud, le député (RPR) Gaston Flosse ; pour les indépendantistes, il évoque un retour au passé, au temps où l'Union calédonienne se réclamait de l'autonomie. « Le premier ministre a commis une erreur », convient Didier Leroux, le rival chiracien de M. Lafleur au sein du camp dit « loyaliste ». « Notre vocabulaire est assez étroit pour évoquer ces notions. Mais les Kanaks ne peuvent pas renoncer à l'expression de leur revendication d'indépendance », souligne un observateur métropolitain.

« On a déjà mis un bâton dans la revendication du début des années 80, en estimant que l'Etat associé correspond le mieux à la double légitimité du peuple kanak et des autres communautés à vivre dans ce pays. C'est minable de nous répéter que cela n'est pas inscrit dans la Constitution française », affirme Bernard Lapeu, l'un des trois nouveaux négociateurs de l'Union calédonienne. Descendant de Breton et noir comme l'ébène, il ajoute en riant : « C'est à la France de savoir si elle veut enfin réussir un processus de décolonisation ! »

Jean-Louis Saux  
Dessin : Marc Daniau

**Les accords de Matignon, en 1988, n'ont pas estompé la méfiance entre les communautés européenne et mélanésienne. Paradoxalement, le contentieux sur l'exploitation du nickel pourrait renouer les fils de la négociation sur l'avenir institutionnel du « Caillou »**





**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Jean-Marie Colombani.  
Directeur de la rédaction : René Pélissier.  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Robert Solé.  
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Baudouin, Bruno de Carle, Pierre Gaspard, Laurent Goussier, Daniel Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Pierre Lhonnau, Manuel Luchet, Luc Rosenzweig.  
Directeurs adjoints : Dominique Boyette.  
Rédacteur en chef technique : Eric Vignat.  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment.  
Directeur adjoint : Eric Pélissier. Directeur adjoint : Anne Chausson.  
Conseiller de la rédaction : Alain Kollat. Directeur des relations internationales : Daniel Vermet.  
Médiateur : André Lemaire.  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Miffaut, vice-président.  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Milly (1944-1967), Jacques Fauret (1967-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lemaire (1991-1994).  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904.  
Capital social : 100 000 francs. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Vignat Beau-Milly, Société anonyme des Lettres du Monde, Association des Écrivains, Le Monde Éditions, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Privé.  
RÉCESSION : 21 rue du Commerce - 75002 PARIS CEDEX 05.  
Tél : (1) 47 47 47 47. Télécopieur : (1) 47 47 47 47. Télex : 208 806 F.

## Paris-Alger, la tragique méfiance

L'ENLEVEMENT et la fin tragique des sept otages de Tibérius n'auront rien fait pour améliorer les relations de la France avec les autorités militaires algériennes accusées par Paris d'avoir surtout tenté de préserver leurs propres intérêts plutôt que de chercher à sauvegarder la vie des otages. Rarement, et jusque dans les plus hauts cercles du pouvoir, Paris n'aura manifesté autant de méfiance à l'égard des autorités algériennes. Plusieurs jours après l'épilogue du drame, certains des hauts responsables qui ont eu à connaître le dossier se disaient encore « incertains » du rôle joué par ceux qui, à Alger, sont en principe les alliés de la France. Cette méfiance, palpable dès l'annonce de l'enlèvement des otages par le Groupe islamique armé (GIA), explique une bonne part des difficultés rencontrées dans la gestion de l'événement.

Les Français, il est vrai, étaient échaudés. En décembre 1994, déjà, Paris et Alger s'étaient violemment heurtés sur la façon de faire face au détournement de l'A380 perpétré, sur le tarmac de l'aéroport d'Alger, par le GIA. Particulièrement sourcilieux quant à l'usage de l'honneur national, les Algériens entendaient régler la question eux-mêmes, sur leur territoire, en dépit des pressions des autorités françaises qui, peu confiantes dans les capacités opérationnelles de la police algérienne, craignaient les conséquences qu'entraîneraient sur les otages un éventuel assaut. Un système d'écoute sophistiqué, mis en place par la France, a permis d'acquiescer à la conviction que les Algériens ne disaient pas tout à leurs homologues, voire leur cachaient l'essentiel. Il fallut une vive intervention de M. Balladur, alors premier ministre, pour qu'Alger consente enfin à laisser partir l'avion vers Marseille, où les ravisés furent finalement neutralisés par les gendarmes du GIGN (Le Monde du 7 janvier 1995).

Pour les Français, il s'agissait avant tout de sauver la vie des otages, quitte à faire – ou à faire faire – par les Algériens – les concessions demandées par les ravisseurs.

L'affaire laissa des traces. Lorsque, en août 1996, une première bombe éclata dans le RER parisien, les services de sécurité, presque naturellement, envisagèrent l'hypothèse qu'elle pouvait avoir été posée par leurs homologues d'Algérie, soucieux de camoufler, ou de crédibiliser, une obscure manipulation. Même si, aujourd'hui, la responsabilité du GIA et du groupe de Khaled Kelkal dans les attentats qui suivirent ne fait plus de doute, certains demeurent toujours perplexes quant aux circonstances de celui qui ouvrit la série.

Dans un tel contexte, il était inévitable que l'enlèvement des otages ravive immédiatement des soupçons réciproques. D'autant que les services algériens avaient cette fois à traiter avec la DGSE qu'ils estiment hostiles, plutôt qu'avec la DST, jugée, à tort ou à

raison, plus réceptive à leurs analyses du phénomène islamiste et de la façon de le traiter.

En fait, l'affaire a imposé aux uns et aux autres les mêmes contraintes que lors du détournement de l'A380. Pour les Français, il s'agissait avant tout de sauver la vie des otages, quitte à faire – ou à faire faire – par les Algériens – les concessions demandées par les ravisseurs. Pour les Algériens, il s'agissait plutôt de retrouver et d'exterminer les islamistes, sans rien céder à leurs exigences. A elles seules, ces divergences d'intérêts suffisent à expliquer la collaboration distante qui fut, une fois de plus, celle des services algériens et français.

Soupçonnant que Paris, qui clamaient haut et fort ne pas vouloir négocier, était en réalité prêt à toutes les compromissions pour sauver la vie de ses concitoyens, et estimant qu'il s'agissait, avant tout, d'une affaire intérieure, Alger s'est bien gardé de montrer ses cartes à son allié, au demeurant plus que suspicieux lorsque, d'aventure, la sécurité militaire algérienne lui confiait une information. Craignant, inversement, qu'Alger prenne des initiatives non souhaitées, les Français ont jalousement gardé par dévotion eux ce qu'ils jugeaient en Algérie ou en France. « Combien de fois, en utilisant une information que nous leur avions transmise, la sécurité militaire algérienne a mené à la hâte une opération et massacré cent personnes, sans même récolter de nouveaux tuyaux », explique un officier français du renseignement pour illustrer les réticences de son service à collaborer avec ses homologues d'outre-Méditerranée.

C'est donc instruits par l'expérience que les services secrets français ont refusé à transmettre à leur allié une copie de la bande magnétique remise aux autorités françaises, le 30 avril, par un émissaire du GIA. Ramenée immédiatement à Paris, et traitée par les techniciens de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la bande apportait, pour la première fois, la preuve que les moines étaient toujours vivants le 20 avril, date où le journal paré du jour était enregistré en fond sonore de leurs déclarations.

Pour les mêmes raisons, Alger ne fut pas informé du dispositif mis en place par la DGSE après le premier contact avec le GIA : un combiné téléphonique auprès duquel se tenait en permanence, à Alger, un fonctionnaire arabisant prêt à nouer la négociation que semblait promettre le reçu demandé par l'émissaire islamiste en échange de la bande magnétique. Il n'y eut, malheureusement, aucun autre contact. Pour une raison inconnue, le téléphone demeura muet, la DGSE tentant de renouer la négociation en approchant des groupes islamistes en Europe. Avec guère plus de succès.

Lorsque, le 23 mai, par un communiqué lu à la radio marocaine de Tanger, Média 1, le GIA fit savoir qu'il avait assassiné les religieux, Paris était déjà au courant, via la DGSE, de l'issue tragique. Les services secrets français avaient en effet appris que, quelques jours auparavant, au cours d'une opération de rattachement dans les monts de Média, les forces de sécurité algériennes avaient retrouvé, posées sur le bord du chemin, les dépouilles des sept religieux. Transmise à Paris, une bande vidéo témoigne de la macabre découverte mais n'explique rien de ce qui s'est réellement passé entre les belligères et leurs victimes.

Georges Marion

## Le Monde

ÉDITORIAL

## Misogynie et politique

L'adoption d'un système de quotas est-il un bon remède à la version détestable de « l'exception française » que constitue la trop faible place accordée aux femmes par le monde politique ? Défendue depuis quelques années par des femmes excédées de cet état de fait, cette proposition trouve aujourd'hui un nouvel écho à la faveur de la publication du « Manifeste des Dix pour le parité », signé par des élues, ou anciennes élues, de la majorité comme de l'opposition. Alain Juppé se déclare aujourd'hui ouvert à cette idée de quotas, tandis que Lionel Jospin estime venu « le temps de la contrainte ».

La France, le constat n'est pas neuf, détient en Europe d'affligeants records en la matière. Avec 5,5 % de femmes à l'Assemblée nationale, et 4,9 % au Sénat, le Parlement français arrive bon dernier, après le Portugal (8,2 %) et la Grèce (6,3 %). Leur représentation n'est guère plus forte dans les mairies (5,4 %), les conseils régionaux (12 %) et les conseils généraux (20 %). Le nombre des élues ne progresse que très lentement. Les femmes parlementaires sont même moins nombreuses au-

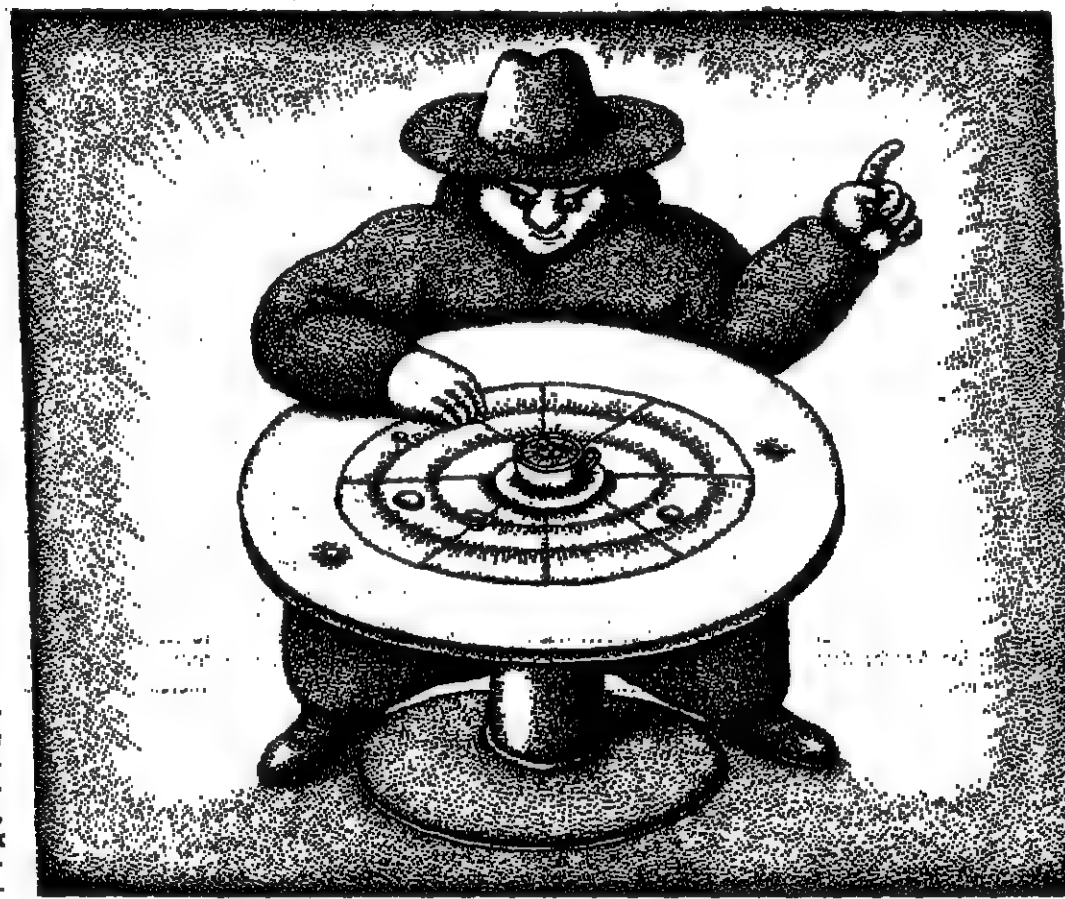
jourd'hui qu'à la Libération. Devant cet état de fait, l'instauration de quotas et les mesures coercitives à l'égard des partis politiques possèdent, selon la formule d'Eveline Pissier, « la force d'un slogan », et apparaissent aux yeux de certains comme un mal nécessaire seul à même de permettre aux femmes de forcer la porte souvent bûchée du monde politique.

L'adoption d'un mécanisme de quotas soulève cependant de sérieuses objections. Outre qu'il est pratiquement inapplicable dans le cadre du scrutin majoritaire, sa mise en œuvre constituerait une entorse au droit constitutionnel français, qui interdit à une section du peuple de « s'attribuer l'exercice de la souveraineté ». En 1982, le Conseil constitutionnel avait d'ailleurs rejeté, à ce titre, un article de loi

prévoyant que les listes aux élections municipales ne pouvaient comporter plus de 75 % de candidats du même sexe. En outre, au nom de quoi pourrait-on réserver par la suite cette forme de « discrimination positive » aux seules femmes ?

Ces objections perduraient de leur force et la faible place faite aux femmes dans la vie politique relevait d'une pure et simple misogynie de la société française. La condition féminine est souvent plus enviable dans notre pays que chez beaucoup de nos voisins. Mais l'incapacité du monde politique à faire place aux femmes est aussi un symptôme éloquent de son exceptionnelle fermeture sur lui-même. La longévité des carrières politiques, la faible représentation de certaines catégories sociales en son sein en témoignent. Pour mettre fin à ce mal, il faudrait commencer par s'en prendre à d'autres constituants de l'exception française. La France est la seule grande démocratie à tolérer le cumul des mandats. Si les mêmes hommes cessaient de truster tous les éléments du pouvoir politique, des places pourraient se libérer pour les femmes, comme pour d'autres exclus de la vie politique.

## Philosophie par Peter Sis



## La révolution stratégique chiraquienne

Suite de la première page

Des initiatives ont été justement saluées, comme la création de la FRIR, qui a écarté un des obstacles à l'engagement américain sur le terrain en Bosnie, seul argument permettant d'amener les belligères à composition. D'autres, enfin, n'ont pas suscité le débat attendu : malgré quelques salves de l'opposition socialiste et les critiques nostalgiques du dernier carré de vieux gaullistes, le rapprochement avec l'OTAN a été édicté par les inquiétudes pour les villes de garnison et pour l'industrie de l'armement, condamnée à une cure d'amalgamation.

Malgré les inévitables difficultés de mise en œuvre, ces décisions ont une cohérence. Elles se fondent sur une analyse des rapports stratégiques depuis l'effondrement du bloc communiste. De bipolaire, le monde est devenu multipolaire. Si l'Europe veut jouer un rôle au côté des États-Unis, face à la Russie – à laquelle le président voue un intérêt particulier –, à l'Asie et à l'Amérique latine, elle doit s'organiser. C'est pourquoi le gouvernement français a pris grand soin de replacer sa démarche dans une perspective européenne. Non sans contradiction parfois. Il est raisonnable de tirer les leçons du fait que nos partenaires n'ont aucune intention de lâcher la proie atlantique pour l'ombre européenne ; le lien de la coopération européenne sera donc l'Alliance atlantique. Pour autant, ainsi Jacques Chirac proclame-t-il que les essais nucléaires français sont bons pour l'Europe, sans avoir échangé un mot à ce sujet avec ses partenaires. Et ceux qui se permettent la moindre critique sont immédiatement classés « mauvais Européens ». On ne re-

nonce pas du jour au lendemain à faire le bonheur des Européens malgré eux !

La dimension européenne est aussi présente dans le choix d'une armée professionnelle. Les menaces pesant sur la sécurité de la France ne concernent plus ses frontières ; en revanche, la stabilité du continent peut être troublée par des conflits locaux, ethniques ou religieux, à la périphérie. D'où la nécessité de posséder des forces extrêmement mobiles, bien équipées et bien entraînées, facilement « projetables » sur des théâtres extérieurs et pouvant assumer aussi bien des missions humanitaires à dominante politique que des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix.

### « PERSUASION CONCENTRÉE »

De telles actions seront éventuellement menées avec nos partenaires européens qui le voudront et qui le pourront, avec si possible le soutien de l'OTAN, et si besoin est, la participation des Américains. En rompant avec un tabou du gaullisme strictement observé par son prédécesseur à l'Élysée, Jacques Chirac a engagé un pari : que les États-Unis honorent leur rapprochement avec l'OTAN et reconnaissent enfin, dans les faits, « l'identité européenne de défense ». Le résultat du Conseil atlantique de Berlin montre que ce pari peut être gagné, pour peu que Washington joue le jeu... et que les Européens s'attachent sérieusement à la tâche. La France pourra alors retrouver toute sa place au sein de l'OTAN renouée ; ce n'est pas un retour, dira-t-on, puisque l'OTAN qu'elle rejoindra ne sera pas tout à fait la même que celle qu'elle avait quittée. Et elle sera en mesure d'y jouer un rôle particulier, aux côtés des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, dans une sorte d'avant-garde du droit que de Gaulle avait réclamé en vain dès 1958.

Suivant Alain Juppé quand il était encore ministre des affaires étrangères, Jacques Chirac a avancé un autre pion européen : la « dissuasion

concertée ». Il ne s'agit pas d'élargir le parapluie nucléaire français à nos voisins, encore moins de leur mettre le doigt sur le bouton rouge ; il s'agit dans un premier temps d'ouvrir une discussion sur la signification actuelle de l'arme nucléaire. Avec les Britanniques, qui disposent aussi d'une force de dissuasion, ce dialogue a bien avancé depuis trois ans. Avec les autres, c'est plus difficile, car l'opinion y est souvent répandue que la disparition des blocs a rendu superflue l'arme nucléaire. Ayant montré sa bonne volonté, d'une part, en mettant fin à son cavalier seul, d'autre part, en soutenant l'interdiction totale des essais, la France va pouvoir reprendre des initiatives afin que le nucléaire ne soit pas absent des débats européens, non seulement comme garantie de sécurité, mais comme élément essentiel de la politique de désarmement, de la lutte contre la prolifération, qui va devenir une des préoccupations majeures des prochaines années.

Ainsi va la « révolution stratégique » chiraquienne. Des prémisses étaient visibles dans le Livre blanc sur la défense produit en 1994 par la France cohabitationniste, mais ni François Mitterrand ni Edouard Balladur n'étaient en situation d'en tirer – l'eussent-ils voulu – toutes les conséquences. Dans le débat au Parlement sur la loi de programmation militaire, des élus de tous bords se plaignaient d'être placés devant des faits accomplis. Sans doute un tel bouleversement de traditions si accrues que, depuis vingt-cinq ans, elles fondaient un des rares consensus de la vie politique française, mériterait-il un débat prolongé. Certains choix sont contestables au nom des principes républicains ; d'autres sont critiquables à cause de leurs coûts économiques ou sociaux. Force est cependant de constater qu'ils reposent sur un diagnostic de la situation internationale auquel personne n'a opposé jusqu'à maintenant une analyse plus pertinente.

Daniel Vermet

## DANS LA PRESSE

### EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Un geste symbolique, fort soigneusement mis en scène, c'est sans doute ce qu'il fallait pour relancer le mouvement en faveur de la parité hommes-femmes. Qu'il ait sur ce plan un archaïsme français massif, c'est bien connu. La France est, avec la Grèce, le plus mal placé des États membres de l'Union européenne, et toujours ex aequo avec la Grèce, la nation industrielle démocratique la plus calamiteuse. Notre pays compte 52 % de femmes. Le Parlement en admet à peine 5 %. Il y a là un anachronisme et un déficit absurde (...).

Plus de 70 % des Français veulent mettre fin à cette situation. Alain Juppé, Lionel Jospin, Edouard Balladur, les dirigeants de la gauche en général (les communistes et les écologistes mettant mieux leurs principes en action que les socialistes) se déclarent favorables à ce changement. En fait, Jacques Chirac tient la clé. S'il est convaincu par les arguments du manifeste des Dix, l'introduction des quotas peut se faire avant la grande séde d'élections de 1998 (législatives, cantonales, régionales, sénatoriales). Ce serait légitime, et de surcroît, populaire. Alors, pourquoi pas ?

### SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Stefan Kornelius

■ Le tournant français en matière de défense a, en fait, surpris son principal partenaire en Europe. L'adieu de Chirac à l'esprit de de Gaulle, son rapprochement avec l'OTAN, lié à la décision de supprimer la conscription ont modifié les coordonnées géostratégiques, sans que l'on ait pu d'emblée saisir les buts de l'opération. (...) Au-delà du mélange de pragmatisme et de précipitation, reste la question de l'objectif réel des réformes françaises. A propos des satellites espions, par exemple : ce projet de prestige est considéré par les experts allemands comme un projet parmi d'autres. La priorité reste pour eux de loin l'hélicoptère et l'avion de transport. Chirac, en revanche, confère au satellite une importance primordiale, peut-être parce qu'il veut libérer les Européens de la tutelle américaine...

## RECTIFICATIFS

### ARIANE-5

C'est par erreur que nous avons annoncé en première page du Monde du 7 juin la parution d'un article sur les causes de l'explosion d'Ariane-5. Les contraintes de l'actualité nous ont conduits à la dernière minute à reporter la publication de ces informations.

### BACCALAURÉAT

Dans l'article consacré au baccalauréat (Le Monde du 1<sup>er</sup> juin), nous indiquions que 20 000 candidats devaient passer la nouvelle épreuve de langues vivantes en série technologique. Ce chiffre ne concerne que les académies de la région parisienne : au total, 89 000 candidats sont inscrits à cette épreuve, organisée à titre transitoire pour les sessions 1996 et 1997.

### PARIS

Dans l'article sur « La lente et laborieuse mise à nu du système RPR dans la capitale » (Le Monde du 7 mai), nous avons attribué quatre sièges de sénateur à l'opposition de gauche à Paris, alors qu'elle en a obtenu cinq (quatre pour le PS, un pour le PC).



صحنات الامل

# L'enlèvement russe

par Viatcheslav Syssioïev

**A**U cours de la dernière décennie, le Parti communiste a perdu, dans tout l'espace qui fut soviétique, le droit de décider sans partage des destinées nationales. On a assisté à une désidéologisation complète suivie d'un effondrement économique et de la rupture des liens entre les régions et les entreprises. L'appareil d'Etat n'est plus que l'ange à laquelle se nourrissent des fonctionnaires corrompus. Les structures coercitives - ministère de l'intérieur, FSB-KGB, armée, gardes-frontières - sont affaiblies ou décomposées, et elles aussi corrompues.

La paupérisation ou l'existence indigente de la plus grande partie de la population par suite des réformes de l'économie, de l'inflation, de la libération des prix, du vol généralisé et de la mise en coupe réglée du patrimoine national ont amené le pays au bord de l'abîme. Personne n'est plus en charge de la gestion, du paiement des salaires, de la sécurité des citoyens.

Deux principes prévalent. Le premier est : enrichissez-vous comme vous le pouvez et tant que vous le pouvez. Le deuxième vaut pour ceux qui ne savent ou ne peuvent s'enrichir : survivez comme vous pouvez. Le vieux principe des camps de la Kolyma triomphe : crève plutôt aujourd'hui, si moi je dois crever demain.

La machine totalitaire formait ses sujets à la docilité, récompensant leur loyauté par un salaire ou une retraite qui suffisait pour se nourrir, boire un coup et se procurer des articles de consommation courante. Le logement, les services de proximité, les transports, les médias, tout cela appartenait au système, qui répartissait les biens à son gré.

Présentement, d'abord par la simple élimination physique de millions de réfractaires ou d'hésitants, puis par la robotisation idéologique générale des populations, ce système s'est attaché à sélectionner une espèce nouvelle : l'homme soviétique, le « sov », le citoyen de la nouvelle société socialiste. Une espèce qui se distingue par une mentalité d'assistant.

L'homme soviétique est ainsi fait qu'il ne se reconnaît jamais coupable de ses maux - vie misérable, ivrognerie et lâcheté -, car l'ennemi est désigné afin de servir de bouc émissaire pour tous les échecs et frustrations. En fonction des pressions de l'Etat, de la période historique, de la situation politique dans le monde et à l'intérieur du pays, la nature de l'ennemi ne cesse d'évoluer, avec néanmoins certaines récurrences : l'Entente, les

popes, les saboteurs, Pilsudski, les koulaks, les impérialistes britanniques, Hitler, Truman, les zazous, les parasites, les sectaires, les revendeurs de fringues, les peintres abstraits, les Chinois, la CIA, les juifs, les dissidents, les transfuges.

Dans la période de quasi-désintégration de la société, cette sélection d'ennemis était devenue complètement arbitraire, mais seulement vue de l'étranger. Après la perestroïka, la liste s'est allongée avec les apparatchiks, Gorbatchev lui-même, à cause de sa campagne anti-alcoolique, les coopérateurs enrichis et, plus tard, les habiles nomenklaturistes autoproclamés « démocrates », les hauts fonctionnaires nouvelle manière, les « personnalités d'origine caucasienne », les journalistes, les réfugiés des anciennes Républiques de l'ex-URSS, les réfugiés des pays pauvres pour qui même le niveau de vie actuel en Russie semble paradisiaque, les

l'autre s'est ralliée aux mutins, leur fournissant armes, tabac et dope. Les détenus sont les patrons du camp où il n'y a plus de loi, même mauvaise ; d'où on ne peut toujours pas sortir car les barbelés sous tension sont intacts et d'ailleurs le tondeur extérieur épouvanté ne reçoit pas les mutins, observant à distance respectueuse les scènes d'anarchie sauvage débridée.

Si l'on pousse cette comparaison de l'Etat actuel avec un camp peuplé d'esclaves insurgés, perturbés par leur « liberté » interne, il faut reconnaître que pour rétablir l'ordre (totalitaire, car le système en déliquescence ne peut en proposer d'autre), il conviendrait de prendre telle ou telle des mesures suivantes :

- 1) détruire entièrement le site sans pourparlers ni recherche de compromis, et ceci par tous les moyens disponibles ;
- 2) par ruse et tromperie, captu-



« nouveaux Russes », ainsi que ceux qui ont émigré ou s'apprentent à le faire. Et maintenant, grâce à une propagande d'Etat toujours efficace, et selon les régions : les Russes, les Baltes, les Ukrainiens, les Moldaves, les musulmans d'Asie centrale, les Azerbaïdjanais, les Tchétchènes.

Pour créer cette nouvelle espèce, il a fallu faire des essais sur trois générations d'êtres humains. La guerre civile, la famine, la terreur, la guerre, une nouvelle diète et une nouvelle vague de terreur ont cédé la place, après la mort de Staline, à des expériences plus douces. Comme les visviseurs en chef étaient désormais plus des courtisans que des bourreaux, l'expérience finale est restée inachevée.

Aujourd'hui, la situation dans le pays peut être comparée à un camp de détenus de droit commun où les prisonniers cobayes se sont révoltés. Une partie des gardes a fui et

rer et liquider les meneurs, brisant ainsi la volonté de résistance des autres insurgés ;

- 3) accepter des pourparlers, promettre aux esclaves un assouplissement du régime pénitentiaire, une amnistie, etc. User de la provocation pour attirer des luttes intestines parmi les esclaves ;
- 4) attendre qu'ils s'entrement ou meurent de faim et d'épidémies ;
- 5) accepter pleinement le fait accompli de l'insurrection et élargir tous les prisonniers sans poursuites ni représailles.

Ce n'est qu'une allégorie, mais certains de ses aspects méritent peut-être attention. Ainsi, il est clair que pour établir un ordre nouveau ou, du moins, résumer partiellement l'ordre ancien, les thèses 1, 4 et 5 sont inacceptables, car l'Etat cesserait purement et simplement d'exister.

Les thèses 2 et 3 sont partiellement applicables sous réserve de

considérer les « démocrates » autoproclamés comme les chefs de l'insurrection. La mise en œuvre de ces deux mesures peut conduire à une grande effusion de sang, à la création de nouveaux moyens de dissuasion, au renforcement de la machine d'Etat. A cette fin, on verrait accéder au pouvoir un puissant groupe organisé s'appuyant sur des structures coercitives, sur les individus effrayés à l'extérieur du camp. Grâce à une souplesse apparente du nouveau pouvoir - en réalité un camouflage politique -, il faudrait faire intervenir dans le « show » des transfuges du camp.

A l'heure actuelle, il n'existe en Russie qu'une force réelle toujours opérationnelle : la machine communiste d'action totale, apte à l'auto-apprentissage et programmée pour la survie dans des conditions limites.

Comme toute machine qui se respecte, elle ignore les naïfs préjugés « humanistes » que sont la conscience, l'honneur, la dignité, la pitié. Elle les laisse à ses ennemis. Mais elle a eu des ratés et on la croit déjà vouée aux poubelles de l'histoire. Fort malheureusement, et par définition, les sujets de la machine totalitaire sont incapables aussi bien de fabriquer une nouvelle machine que de réparer correctement l'ancienne. On pourrait en acheter une, mais à quel prix ? Le capitalisme ne vend que ses produits. Mais la machine, le sait-elle ? Son constructeur, celui qui a écrit son logiciel, est mort depuis longtemps. Pourtant la machine survit. Elle est conçue pour cela. Personne ne peut dire quand elle se dégradera définitivement. Pas de notre vivant, en tout cas.

Nous ne pouvons quitter nos immensités, mais elles vont devenir invivables. Car voilà ce que nous dictera l'ordre nouveau : fermer les frontières, ne plus importer d'articles de consommation. Nourrir les dociles et ceux qui « votent bien » exclusivement de son et d'abats, extraire les dernières réserves de charbon et de pétrole, couper les dernières forêts (on a gardé le coup de main !), ne boire que du tord-boyaux national. Bref, on se repaiera de ce qu'on nous donnera et on se cherchera de nouveaux ennemis. Et puis, on construira, on n'arrêtera plus de construire ! A nouveau, des chars, des roquettes, des « zones » pénitentiaires, des cités-dortoirs... Pour que tout soit tranquille. Comme avant.

Viatcheslav Syssioïev est illustrateur et caricaturiste. Dessin de l'auteur. (Traduit du russe par Galia Ackerman.)

## Pour une Union européenne transparente

par Laila Freivalds

**C**HACUN le sait : c'est dans la mesure où l'Union pourra se rapprocher de ses citoyens que dépend le succès futur de l'intégration européenne. Cela exige, entre autres, davantage d'ouverture et de transparence au sein de l'Union.

La Suède possède à cet égard une expérience unique, du fait de sa longue tradition d'accorder au public un droit d'accès aux documents détenus par les organes de décision et l'administration. Transposé dans le système de l'Union européenne, un tel principe rendrait à l'évidence les affaires de l'Union plus accessibles et plus compréhensibles pour ses citoyens. C'est pourquoi la Suède entend plaider à la Conférence intergouvernementale pour que des principes similaires soient introduits dans les traités fondamentaux.

Le principe du libre accès aux documents est inscrit depuis des siècles dans la Constitution suédoise. En tant que concept majeur de l'âge des Lumières, ce principe a été un facteur vital pour assurer la confiance du public dans l'administration. Ce fut un moyen de changer le statut des habitants du pays pour en faire, de sujets de la couronne qu'ils étaient, des citoyens du royaume de Suède.

Le principe du libre accès aux documents garantit aux citoyens la possibilité de suivre les discussions relatives aux décisions que doivent prendre les institutions politiques et l'administration, et d'y participer. Il ne suffit pas que l'administration fournisse une information détaillée sur ce qu'elle est en train de faire. Les activités du secteur public doivent être transparentes pour les citoyens et les médias, de sorte que ceux-ci puissent choisir de manière indépendante l'information qu'ils veulent obtenir, sans dépendre des services d'information officiels.

Ce dernier point est crucial, dès lors que la discussion est aujourd'hui centrée sur la question du type d'informations que la Commission ou le Conseil devraient fournir aux citoyens pour garantir que ceux-ci sont informés des activités des institutions européennes - livres blancs, livres verts, etc.

Mon sentiment est qu'il est plus important encore que les citoyens aient eux-mêmes la possibilité de présenter des demandes concernant les documents auxquels ils désirent avoir accès. Pour permettre de telles demandes, un enregistrement officiel des documents s'impose. Ce qui inclut aussi bien les documents établis au sein des institutions que ceux qui leur ont été adressés.

La raison d'être essentielle du principe de libre accès aux documents est qu'il permet aux individus et aux médias de discuter les décisions officielles avant qu'elles ne soient prises, ce qui offre un moyen de donner aux décisions

adoptées une plus grande légitimité démocratique.

Seconde raison pour le libre accès aux documents : il rend l'administration plus efficace. La transparence signifie que les fonctionnaires savent que le public les surveille. Cette conscience est un facteur important. La corruption dans l'administration, par exemple, est chose rare en Suède.

Cependant, et il convient d'insister là-dessus, on doit toujours prévoir des exceptions au principe de l'ouverture. En Suède, celles-ci sont précisées dans la loi sur le secret. Des exceptions ne sont possibles que si elles sont nécessaires eu égard à certains intérêts spécifiques : sécurité de l'Etat, secret des affaires, ou encore situation personnelle ou financière des personnes.

**Renforcer le contrôle démocratique sur le travail de l'Union donnerait une légitimité accrue à ses décisions**

Pourquoi, dans ces conditions, la Suède plaide-t-elle pour un régime fondé sur le traité en matière d'accès aux documents détenus par les institutions ? D'abord et surtout, parce qu'un tel principe serait une manière de renforcer le contrôle démocratique sur le travail de l'Union, ce qui donnerait une légitimité accrue à ses décisions.

En deuxième lieu, les raisons pratiques de l'attachement à ce principe en Suède - contrôle de l'administration par le public et plus grande efficacité administrative - valent aussi pour les institutions de l'Union.

En troisième lieu, dans un système légal fondé sur la primauté du droit, il est essentiel que l'on dispose de règles claires, inscrites dans le traité, concernant les moyens d'assurer au public l'accès aux documents. Aujourd'hui, il n'est pas rare que des documents classés « secrets » circulent dans certains milieux intéressés à Bruxelles, ce qui crée des situations où des personnes peuvent disposer d'informations au détriment d'autres.

Notre ambition est d'accroître l'ouverture et la transparence dans les institutions au niveau de l'Union. Bien entendu, les Etats membres devraient rester compétents pour décider comment il conviendrait de traiter ces questions au niveau national. La Suède ne saurait soutenir un régime qui affecterait la législation interne dans les Etats membres.

Laila Freivalds est ministre de la justice de Suède.

## Les sept dormants de Tibéhirine

par Patrick Prado

**L'**ASSASSINAT des sept moines de Tibéhirine n'est pas seulement resenti comme un acte de barbarie tant par les chrétiens que par les musulmans. Il est aussi intimement, chez beaucoup de ces derniers, comme un sacrilège. En effet, une des plus célèbres sourates du Coran, la sourate XVIII, intitulée « la Caverne », raconte une histoire qui se serait passée entre le deuxième et le quatrième siècle de notre ère, avant donc la révélation de Mahomet.

Ce récit narre la disparition, puis la mort en un long sommeil - de trois cent neuf ans selon le Coran, de trois cent soixante-douze ans selon la tradition chrétienne - en fin la résurrection, de sept jeunes chrétiens d'Ephèse qui refusèrent d'obtempérer au décret de l'empereur païen Dèce contraignant toute la population de l'Empire à adorer les idoles.

Or cette sourate a une double signification et une double importance. Elle traduit d'abord pour les musulmans, comme pour les chrétiens, la vérité du dogme de la résurrection des morts, souvent contestée au cours de l'histoire des monothéismes. Ensuite, le Coran prend, comme ailleurs dans le texte sacré avec les traditions chrétiennes et juives, mais jamais aussi nettement qu'ici, la tradition chrétienne comme tradition commune, et le massacre de ces sept chré-

tiens martyrs comme référence commune du courage, de la foi, de la résurrection des morts et de la vérité de Dieu.

C'est donc là un passage essentiel de la reconnaissance de la fraternité des deux religions. Ailleurs dans le Coran, le Christ est reconnu non comme Dieu, mais comme prophète (« Je suis le serviteur de Dieu, Il a fait de moi un prophète », XIX, 30), la Vierge Marie est reconnue, et c'est la seule femme citée dans le Coran,

**Les assassins, lecteurs assidus et dévoyés du Coran, ont trouvé un lien insupportable de fraternité entre les deux religions au cœur de leur propre Livre saint**

comme Vierge et comme mère du prophète, et la sourate XIX, qui suit celle de « la Caverne », s'intitule précisément « Marie ».

Il y a là, autour de ces deux sourates, un ensemble chrétien qui n'a échappé, bien sûr, à aucun docteur ni à aucun fidèle. Et lorsque l'on parle dans tous les journaux et sur toutes les télévisions du monde musulman des sept de Tibéhirine, ce qui peut être entendu est aussi : les sept dormants de Tibéhirine.

En dehors de leur âge - ceux

d'Ephèse étaient de jeunes gens -, il y a beaucoup d'éléments dans la mémoire collective pour faire coïncider les deux images : ils croient en un Dieu unique et méritent, ils se réfugient dans la montagne (ceux d'Ephèse sur le mont Sion), ils donnent tous leurs biens aux pauvres, on les enferme, on les emprisonne, on les tue.

On peut penser que les assassins, lecteurs assidus et dévoyés du Coran, ont trouvé là un lien insup-

portable de fraternité entre les deux religions au cœur de leur propre Livre saint, et - fanatisme ou provocation - ont voulu le briser d'une façon qui n'a jamais été accomplie au cours de treize siècles d'histoire de l'islam.

On bien les assassins des sept dormants de Tibéhirine ne peuvent être considérés par la loi coranique que comme des hérétiques, des apostats et des renégats de l'enseignement de Mahomet. On bien ceux qui ont commis cet acte ont pu croire que son

énormité permettrait de retirer toute légitimité aux combattants qui se réclament de l'islam.

Un ultime indice, par la négative, serait le suivant. Les signatures du meurtre ont invoqué la sourate IX, la bien-nommée - pour eux -, celle de « l'immunité ». Dans cette sourate, ils citent les versets 29 et 30 qui demandent de combattre et d'humilier ceux qui ne pratiquent pas la vraie religion. Ces versets sont suivis de deux autres qui attaquent directement les juifs et les chrétiens qui prétendent qu'Uzair ou le Messie sont « fils de Dieu » : « Que Dieu les anéantisse ! sont tellement stupides ».

Très habilement, ces mots ne sont pas cités par le groupe signataire, mais tout bon musulman se sera reporté auxdits versets et suivants. Or ces mots, très rares dans le Coran, sont l'exacte inversion des sourates XVIII et XIX.

Les sept dormants d'Ephèse sont les seuls saints communs honorés par l'islam et la chrétienté dans un culte rétabli par Louis Massignon, sur la margelle de la fontaine du Vieux-Marché, à Plouaret, dans les Côtes-d'Armor, où chaque année prêtres et imams se rendent pour prier Dieu ensemble.

Patrick Prado est chargé de recherche au CNRS.

Népal, Bhaktapur, Porte de Lion.  
28 mai. 10h45.  
Chemise en lin à col mao (710 frs)  
sur pantalon à devant plat et poche  
« cavalier » (615 frs).  
Sac à dos « Paco Pack » (460 frs).



**paco**  
paco rabanne

7 RUE DU CHERCHE-MIDI PARIS 6<sup>e</sup> TEL. 1/40 49 01 53







سكنا من الالهي

# ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 8 JUIN 1995

**AUTOMOBILE** L'affaire Valeo connaît de nouveaux rebondissements. Le ministre de l'Industrie Franck Borotra cherche des repreneurs français, mais affirme, dans un

entretien accordé aux Echos, être opposé à la reprise par Framatome de l'équipementier automobile. ● LA CANDIDATURE de l'américain TRW apparaît aujourd'hui la plus sérieuse

et ne rencontrerait pas d'opposition radicale de la part des constructeurs automobiles français. ● LE PASSAGE de Valeo sous contrôle étranger suscite toutefois la crainte de voir la re-

cherche et l'emploi français affectés. ● LES INQUIÉTUDES sont industrielles : les équipementiers sont de plus en plus à l'origine des innovations technologiques. En s'opposant

au passage de Valeo sous la bannière d'un concurrent étranger, les constructeurs français craignent d'être marginalisés sur le marché mondial de l'automobile.

## Franck Borotra cherche une solution de reprise nationale pour Valeo

Alors que l'américain TRW, numéro un mondial des « air bags » semble plus que jamais favori pour le rachat de l'équipementier automobile, le ministre de l'Industrie s'oppose à la candidature de Framatome, jugeant qu'elle ne correspond pas à un projet industriel

LE MINISTÈRE FRANÇAIS de l'Industrie, PSA Peugeot-Citroën et Renault cherchent depuis plusieurs mois un investisseur susceptible de racheter l'équipementier automobile Valeo. Son actionnaire principal, Cerus, holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, a en effet mis en vente sa participation de 28 % dans Valeo. Pour préserver leurs intérêts, les constructeurs français veulent éviter que celle-ci ne soit reprise par des étrangers, surtout si ceux-ci dépendent de constructeurs automobiles américains.

Cette affaire a beau être privée, le gouvernement français ne se prive pas d'intervenir. Il a d'abord découragé l'américain Delphi, filiale de General Motors et premier équipementier mondial, en lui faisant savoir qu'une reprise serait considérée comme inamicale. Il tente surtout de susciter des voca-

tions françaises pour acheter Valeo. « Le ministère est en contact permanent avec les acteurs français pour essayer d'aider à trouver une solution », a déclaré Franck Borotra, ministre de l'Industrie, dans un entretien paru dans Les Echos du vendredi 7 juin.

Plusieurs candidats français se sont dévoilés. Pierre Faure, président de Sagem, connu du grand public pour ses télécopieurs, a fait savoir à plusieurs reprises qu'il cherchait des partenaires financiers pour récupérer la participation de Cerus. Cette solution, qui a la faveur des constructeurs, permettrait d'exploiter les compétences de Sagem dans l'électronique, un des points faibles de Valeo.

Le deuxième candidat à sortir du bois a été Jean-Claude Leny, le président de Framatome, spécialiste des chaudières nucléaires. Il trouvait ainsi un moyen d'investir

la trésorerie considérable que reçoit Framatome (8 milliards de francs). Cette initiative n'est pas du goût des actionnaires principaux du constructeur nucléaire, Alcatel Alsthom et l'Etat.

### PROX PROHIBITIF

M. Borotra a torpillé cette offre dans Les Echos : « Je ne suis pas très favorable au rachat de Valeo par Framatome. Je crois que, dans ce type de dossier, il faut avoir un projet industriel ». Le ministre, qui ne veut pas entendre parler de diversification industrielle, souhaite que Framatome « conforte sa position d'opérateur sur le marché énergétique pour les vingt-cinq ans qui viennent ».

D'autres sociétés comme le groupe pétrolier Total, ont approché le dossier, mais aucun n'a fait d'offre ferme, au grand regret de Michel Ciccurel, le patron de Cerus. Valeo coûte cher : la société vaut

en Bourse près de 20 milliards de francs et Michel Ciccurel en exige 11.

C'est à cause de ce prix prohibitif que les constructeurs, Renault et PSA, qui capitalisent respectivement 34 et 37 milliards de francs, ne peuvent pas songer à investir eux-mêmes dans Valeo. Au-delà des contraintes financières, l'heure n'est pas, pour les constructeurs, à la réintégration de leurs fournisseurs : les coûts de recherche et développement des composants automobiles ne sont plus amortissables sur un seul client.

Une cession en Bourse de la participation de Cerus dans Valeo n'est pas non plus envisagée. M. De Benedetti renoncerait alors à valoriser sa prime de contrôle, ce qu'il n'est pas disposé à faire.

Aujourd'hui, la solution la plus probable et qui rallie le plus de suffrages serait un rachat par l'américain TRW, numéro un mondial des coussins gonflables de sécurité (air bags). Franck Borotra n'y mettrait pas son veto. Cette solution « est certainement moins

### COMMENTAIRE

#### NATION ET MONDIALISATION

La mondialisation efface-t-elle la nation ? Le débat - crucial pour savoir ce qui restera comme autonomie dans un univers de libre-échange - trouve une application concrète dans le cas de Valeo. Une fois écartés les a priori idéologiques, libéraux ou nationalistes, le passeport du propriétaire de l'équipementier a-t-il de l'importance pour les constructeurs Peugeot et Renault ? Et pour les Français ? N'ont-ils pas avantage à acheter n'importe où, à meilleur prix, grâce à la concurrence mondiale ?

L'examen du cas Valeo donne raison à MM. Calvet et Schweitzer, et au ministre de l'Industrie, lorsqu'ils

en appellent à une « solution française ». La propriété de Valeo importe parce que le prix n'est pas le seul critère qui préside aux relations clients-fournisseurs dans l'automobile, contrairement aux principes de l'économie de marché.

L'innovation intervient presque autant, dès lors que le développement de nouveaux produits est confié par les constructeurs à leurs équipementiers avec lesquels ils doivent tisser une relation de confiance à long terme. Peut-on avoir un même partenariat avec une firme dont les centres de recherches et de décision sont à Detroit ou à Tokyo plutôt qu'à Paris ? Aujourd'hui à l'évidence, non. Les liens de dépendance réciproque sont tels que laisser filer un bout de la filière menace l'ensemble de l'industrie automobile française.

Eric Le Boucher

## Une levée de boucliers injustifiée ?

JACQUES CALVET a-t-il toujours tort ? Le patron médiatique de PSA Peugeot-Citroën a le don d'énervier son auditoire en lui racontant les mêmes rengaines. La perte par la France de ses entreprises, qui passent sous pavillon étranger, fait partie de ses dadas.

L'éventuel rachat de Valeo par un étranger n'a pas manqué de relancer son enervement à l'égard d'un pays qui ne sait pas conserver ses richesses.

Cerus - la holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti - a en effet récemment mis en vente sa participation de 28 % du capital qu'il détient dans l'équipementier automobile Valeo, spécialiste des embrayages et des phares, avec 25 milliards de francs de chiffre d'affaires pour 29 600 salariés. En l'occurrence, seuls des industriels étrangers, notamment américains, disposent de la vingtaine de milliards de francs nécessaires. Les noms de Delphi, filiale de General Motors, et de l'américain TRW, numéro un mondial des coussins de sécurité gonflables (air bags), sont avancés.

TRANSFERT DE LA RECHERCHE L'affaire a provoqué une levée de boucliers de Renault, PSA Peugeot-Citroën et même Volkswagen, qui représentent à eux trois plus de 40 % des ventes de Valeo. « Je ne laisserai pas Valeo passer sous contrôle étranger », martèle Jacques Calvet, qui, comme Renault, a menacé d'asphyxier Valeo en coupant ses commandes. Le gouvernement s'en est ému et a nommé un « M. Valeo » pour trouver des repreneurs français. Sagem, connu pour ses télécopieurs, Framatome, fabricant de chaudières nucléaires, et le pétrolier Total ont manifesté un intérêt et étudient le dossier. Mais une « solution nationale » sérieuse peine à se dégager.

M. Calvet et ses confrères craignent que le changement de propriétaire de Valeo ne les fragilise face aux constructeurs étrangers. Leurs arguments, qui mêlent nationalisme et considérations industrielles, sont-ils solides ?

Une vente à un étranger représenterait une menace pour l'emploi en France, disent-ils. C'est oublier que Valeo réalise 63 % de son chiffre d'affaires hors de France et que la moitié de ses effectifs sont à l'étranger. Dirigé d'une main de fer par Noël Goutard, le groupe localise sans état d'âme ses usines (au nombre de quatre-vingt-deux, réparties dans vingt pays), avec la compétitivité pour seul critère. Comme tous les fabricants d'équipements, Valeo doit accompagner les constructeurs partout dans le

monde pour les livrer en « juste à temps ».

Valeo passerait-il sous contrôle étranger ? La firme l'est depuis dix ans, date de l'entrée - déjà houleuse à l'époque - de l'italien Carlo De Benedetti à son capital. Depuis, Cerus est l'actionnaire qui dirige Valeo avec 28 % de ses actions mais 42 % de ses droits de vote.

Y a-t-il un risque de déplacement de la recherche française à l'étranger ? Sans aucun doute. Mais encore faut-il relativiser cette remarque en soulignant que Valeo, entreprise décentralisée, a déjà installé trois centres d'études et de recherche sur treize hors de France (Allemagne, Suède, États-Unis). L'an dernier, il en a ouvert un quatrième en Grande-Bretagne, spécialisé dans l'électronique, secteur stratégique s'il en est.

PSA, Renault et Volkswagen seront-ils fragilisés ? Au fil des ans, les sous-traitants sont devenus des acteurs clés du secteur automobile. Les constructeurs leur ont transféré une grande partie de leur travail, notamment celui d'élaborer des systèmes entiers (freins, batteries, sièges, démarreurs, tableaux de bord...), qui représentent aujourd'hui jusqu'à 70 %

ils maîtrisent une part toujours plus restreinte de l'innovation technologique, même s'ils conservent l'assemblage final. Pour obtenir les équipements de dernière cri, ils établissent avec les équipementiers des liens de partenariat de recherche-développement. Sur le futur centre de recherche de Renault à Guyancourt, en région parisienne, mille postes de travail seraient réservés aux équipementiers.

D'où le veto de Jacques Calvet : si Valeo passe sous contrôle de Delphi, comment collaborer en totale confiance avec ce sous-traitant propriété de General Motors ?

### UNE FILIÈRE FRAGILE

L'argument n'est pas convaincant. La plupart des sous-traitants, qui ont besoin de plusieurs clients pour vivre, élèvent des « murailles de Chine » entre eux et se dotent de fermes règles déontologiques. Révéler à General Motors les projets de Peugeot serait une erreur suicidaire. D'ailleurs, PSA dispose d'une filiale d'équipements, Ecla (7 500 salariés), qui travaille pour d'autres constructeurs, à commencer par Renault, à hauteur de près de 40 % de son chiffre d'affaires.

Une autre crainte concerne l'innovation : Valeo une fois américanisé, les constructeurs européens deviendraient-ils petit à petit des clients de second rang ? Les équipementiers réservent naturellement la prime de leurs découvertes à leurs meilleurs clients. « Nous aurions systématiquement deux ans de retard par rapport à la concurrence », craint Jacques Calvet. Un tel risque, réel, serait toutefois moindre dans le cas d'un rachat par TRW, qui n'est adossé à aucun groupe automobile et qui fait figure de favori.

Reste l'argument non énoncé mais fondement de tous les autres : à une époque où les constructeurs français doivent réduire de 20 à 30 % le prix de revient de leurs automobiles face à une concurrence redoublée, c'est toute la filière automobile française qui se révèle fragile. Hier, les constructeurs maintenaient les équipementiers dans une semi-dépendance afin de leur imposer des baisses de prix. Aujourd'hui, ils sont pris en tenaille entre leur volonté de favoriser l'émergence d'équipementiers mondiaux, partenaires à long terme, et la crainte de traiter avec des interlocuteurs devenus trop puissants pour continuer à leur imposer des baisses de tarifs.

La menace qui pèse sur Valeo est d'autant plus symptomatique des faiblesses françaises qu'il ne s'agit pas du sauvetage d'une entreprise bancaire mais de l'un des joyaux de l'industrie nationale.

Arnaud Leparmentier et Virginie Malingre

## Un groupe rentable

● Valeo est le 17<sup>e</sup> équipementier automobile au monde. Les trois premiers sont dans l'ordre l'américain Delphi, le japonais Nippondenso et l'allemand Bosch. Le deuxième français Bertrand Faure est quarantième. ● Le chiffre d'affaires en 1995 de Valeo : 25,2 milliards de francs, en hausse de 25 % par rapport à 1993. ● Résultat net 1995 : 1,01 milliard de francs, en hausse de 43 % par

rapport à 1993. ● Dépenses de recherche et développement en 1995, 1,505 milliard de francs, en hausse de 42 % par rapport à 1993. Soit 6 % du chiffre d'affaires contre 5,2 % deux ans avant. ● Les effectifs au 31 décembre 1995 étaient de : 29 600 personnes, contre 25 400 au 31 décembre 1993. ● Le groupe a 92 usines réparties dans vingt pays.

Une star de la cote

Le graphique illustre la position de Valeo sur le marché boursier. L'axe vertical représente la cote, et l'axe horizontal le temps. Valeo est représentée par une ligne en escalier qui monte constamment, indiquant une forte performance boursière. Elle est comparée à d'autres entreprises du secteur automobile, dont les cotes sont représentées par des lignes plus plates ou descendant.

Un nom qui se porte bien.

LANVIN PARIS

15, rue du Faubourg Saint-Henri, Paris 8<sup>e</sup>.

Cette publicité pour Lanvin Paris présente une robe de soirée élégante et sophistiquée. Le texte souligne la réputation de la marque et fournit l'adresse de son magasin principal à Paris.



## La détente monétaire reprend son cours en Europe

La Banque de France a réduit, jeudi 6 juin, de 0,10 % son principal taux directeur

Les banques centrales du Danemark, du Royaume-Uni et de la France ont assoupli, jeudi 6 juin, leur politique monétaire. Cette salve de baisses a sur-

pris les opérateurs, la Bundesbank optant, depuis plusieurs semaines, pour le statu quo. Le geste de l'institut d'émission français reflète son inquié-

tude concernant l'évolution de l'activité économique. Les statistiques de croissance au deuxième trimestre s'annoncent médiocres.

**MALGRÉ L'IMMOBILISME** de la Bundesbank, la détente monétaire a repris son cours en Europe. Les banques centrales de Suède et d'Espagne avaient, mardi 4 juin, abaissé leurs taux directeurs. Jeudi 6 juin, les instituts d'émission du Danemark, du Royaume-Uni et de la France ont pris le relais et assoupli leurs conditions de crédit.

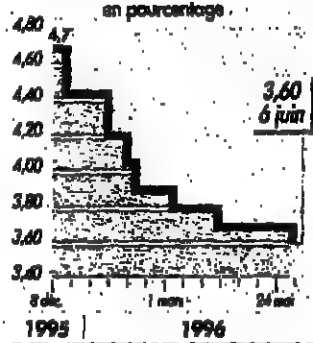
Le premier a réduit de 0,10 % le niveau de ses prises en pension. Un peu plus tard, dans la matinée, la Banque d'Angleterre a annoncé une réduction d'un quart de point de son taux de base, ramené à 5,75 %. Enfin, le conseil de la politique monétaire de la Banque de France a abaissé de 0,10 %, à 3,60 %, le niveau de ses appels d'offres. La Bourse de Paris a accueilli favorablement cette déci-

sion, gagnant 0,84 %. Cette salve de baisses a surpris les opérateurs des marchés financiers. Au Royaume-Uni, l'économie reste dynamique et continue à progresser à un rythme nettement supérieur à celui de ses homologues continentales. Le produit intérieur brut britannique devrait augmenter de 2,5 % en 1996 (contre 1,3 % en France et 0,75 % en Allemagne), ce qui permet au taux de chômage de baisser régulièrement. Même le marché de l'immobilier, longtemps sinistré, donne des signes de re-

### Une baisse surprise

TAUX D'APPELS D'OFFRES DE LA BANQUE DE FRANCE

en pourcentage



Source : Bloomberg

L'institut d'émission français a légèrement assoupli sa politique monétaire afin de donner un petit coup de pouce à l'économie.

prise. La société Halifax, spécialisée dans la distribution de crédits hypothécaires, a revu à la hausse (de 2,5 % à 5 %) ses prévisions de l'accroissement des prix des logements pour l'année. « Le fait est que nous avons une très bonne situation sur le front de l'inflation et que le peu, en conséquence, faire ce petit ajustement sans danger », a expliqué le

chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke. Le parti libéral a, au contraire, estimé que « l'objectif gouvernemental en matière d'inflation a été remplacé par un objectif de réélection ».

La surprise a été plus grande encore en France, étant donné le lien très étroit qui unit les politiques monétaires française et allemande. Or, malgré la faiblesse de l'économie outre-Rhin, la Bundesbank opte, depuis plusieurs semaines, pour le statu quo. Le niveau de ses prises en pension hebdomadaires (REPO), essentiel car il détermine directement le niveau des rendements sur le marché monétaire allemand, n'a plus été modifié depuis le début du mois de février. Il se situe à 3,30 %.

### COUP DE POUCE

La Bundesbank se trouve gênée, dans sa politique, par la progression trop rapide de sa masse monétaire, qui constitue son principal indicateur. L'agrégat de monnaie M3 a progressé de 11,2 % en avril (après 12,5 % en mars), bien au-dessus de l'objectif (compris entre 4 % et 7 %) que s'est fixé la Bundesbank pour 1996. Cette anomalie gêne la banque centrale allemande, qui peut craindre de perdre une partie de sa crédibilité auprès des investisseurs en agissant trop hâtive-

ment. Une défiance accrue des opérateurs se traduirait par une remontée des taux d'intérêt à long terme, pénalisant pour le financement de l'économie allemande.

Les analystes estimaient, dans ces conditions, qu'il était vain d'attendre un geste de la Banque de France tant que la Bundesbank n'abaissait pas son REPO. Les faits leur donnaient raison : depuis le 11 avril, l'institut d'émission français n'avait plus abaissé le taux de ses appels d'offres. A quoi attribuer ce changement soudain d'attitude alors même que le franc, affecté par les remous sociaux, donnait, jeudi matin, quelques signes de faiblesse face au deutschemark ?

Les experts rejettent catégoriquement l'idée selon laquelle la Banque de France cherche à s'affranchir de la tutelle monétaire allemande. Ils estiment, en revanche, que son geste reflète l'inquiétude d'une majorité des membres du conseil concernant l'évolution économique. Après un premier trimestre meilleur que prévu (+ 1,2 % de croissance du PIB), le second trimestre s'annonce, en revanche, très médiocre. La Banque de France cherche à compenser, par un petit coup de pouce monétaire, ce net ralentissement de l'activité.

Pierre-Antoine Delhommeaux

## Le loyer de l'argent devrait encore rester très bas au Japon

TOKYO

de notre correspondant

L'enquête trimestrielle de la Banque du Japon (*tankan*), baromètre du climat des affaires, qui a été publiée vendredi 7 juin, confirme à la fois une amélioration de la perception de la situation économique et une prudence expectative des industriels. Une incertitude qui ne devrait pas inciter la Banque du Japon à relever les taux d'intérêt, qui sont à leur niveau historique le plus bas (le taux d'escompte a été ramené à 0,5 % en septembre dernier).

De l'enquête de la banque centrale, qui reflète les opinions positives et négatives des dirigeants d'entreprise, se dégage le sentiment qu'en dépit d'indices favorables la reprise reste fragile et que la confiance, quoique plus grande qu'en février, n'est pas encore vraiment revenue.

Après une vague de rumeurs sur la possibilité d'un relèvement des taux au cours des dernières semaines, les déclarations du gouverneur de la Banque du Japon, Yasuo Matsuura, puis du secrétaire du cabinet, Sotoku Kajiya, partisans de la prudence, ont jeté de l'eau sur le feu, et s'est établi une sorte de consensus qu'il faudra attendre le prochain *tankan*, en septembre, pour que la reprise ait des effets tangibles sur les taux.

A la veille du sommet des pays industrialisés de Lyon, et alors que les États-Unis insistent auprès de

Tokyo sur la nécessité de soutenir la conjoncture (la hausse des taux japonais pourrait, en outre, affecter le marché américain par des mouvements de retrait des investisseurs), il est peu vraisemblable que la banque centrale soit incitée à durcir sa politique monétaire.

La baisse des taux a, notamment, permis aux banques d'accroître leurs marges d'intermédiation afin de faire face à l'apurement des créances douteuses dont de récentes faillites d'institutions financières laissent

Washington insister auprès de Tokyo sur la nécessité de soutenir la conjoncture, et la reprise qui s'amorce ne semble pas comporter un risque de surchauffe

craindre que leur niveau soit encore une fois supérieur au montant officiellement annoncé. La reprise qui s'amorce ne semble, en outre, pas assez soutenue pour qu'elle comporte un risque de surchauffe.

Le maintien du différentiel des taux entre les États-Unis et le Japon conjugué à un relatif déclin de l'excédent commercial nippon joue, également, en faveur du dollar face au yen. Ils rendent moins probables une éventuelle remontée du yen alors que, depuis quel-

ques semaines, en quête de signaux d'une intervention de la banque centrale, les opérateurs ont « broyé de la rumour », accordant à la moindre déclaration d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires des finances ou de la banque centrale une importance souvent disproportionnée.

Dénonçant « Monsieur Yen » par le *New York Times*, le directeur général des affaires internationales du ministère des finances, Etsuke Sakakibara, est l'un de ces « gourous ». La rumour selon laquelle

conformiste, M. Sakakibara jouit d'un poids psychologique particulier auprès des cambistes. Il est l'auteur de livres tels que *Le Japon au-delà du capitalisme* et *Le capitalisme japonais comme forme de civilisation*, dans lesquels l'approche « culturaliste » des valeurs communautaires asiatiques opposées à l'individualisme occidental et l'identité du « modèle » nippon perçu comme alternative au « modèle » néo-américain, thèmes qui font toujours recette tant au Japon même qu'auprès des étrangers, lui ont valu d'être considéré par ces derniers comme l'un de ces « visionnaires » dont le Japon aurait tant besoin.

M. Sakakibara a certainement à son crédit la baisse du yen, qui, voilà un an, était monté au zénith, atteignant 80 yens pour un dollar, provoquant un vent de panique chez les industriels exportateurs. Son action concertée avec les autorités financières des autres pays, conjuguée à un sens certain des relations publiques (« confidences » ciblées à certaines agences de presse), a été payante : le yen fluctue actuellement à 109 yens pour un dollar. L'effet Sakakibara est, en tout cas, un signe supplémentaire des attentes se manifestant sur un marché des changes qui tend, peut-être en raison de la stabilisation relative du yen, à s'ennuyer.

Personnalité perçue par les médias étrangers comme peu orthodoxe et par conséquent « gênante » pour une bureaucratie

Philippe Pons

## Les scientifiques envahissent la City

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Longtemps, dans la City, le terme « intellectuel » a conservé un sens péjoratif, évocateur d'abstractions fumeuses et de dilettantisme éclairé. Or voilà que les scientifiques bardés de diplômes, maniant avec virtuosité des modèles mathématiques complexes, envahissent les salles de changes. Une révolution ! Les banques rémunèrent grassement les maîtres d'études pour qu'ils leur trouvent les forts en thème, particulièrement les docteurs en physique, mathématiques et statistiques. Les unes après les autres, les universités, les célèbres comme les moins célèbres, créent des centres de recherche financière pour les intégrer au département des mathématiques appliquées, avec l'aide du secteur privé.

« Les anciens chercheurs font désormais partie intégrante de la vie financière du même titre que les traders. Les chiffres imprègnent tous les métiers de la banque. La finance est devenue une discipline de premier plan », déclare Rudi Bogni, ex-directeur général pour l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique, de la Swiss Bank Corporation (SBC), qui est actuellement en congé sabbatique de deux ans à l'Imperial College de Londres pour étudier la mystérieuse

« théorie des options ». « La revanche des scientifiques de l'espace » (*rocket scientists*), titrait récemment l'hebdomadaire spécialisé *The London Financial News* devant l'importance des salaires payés par la City aux nouveaux venus, comparés aux maigres traitements versés par des universités en crise. Avec le boom des produits dérivés et les risques qu'ils font courir aux sociétés, celles-ci ne peuvent plus se contenter, comme auparavant, de généralistes formés à l'école du « P.P.E. » (philosophie-politique-économie), chère aux universités d'Oxford et de Cambridge.

### LA CRAVATE N'EST PLUS OBLIGATOIRE...

Dans un monde qui subit la pression simultanée de la concurrence à couteaux tirés et de l'évolution technologique accélérée, le contrôle des accidents potentiels prend une extrême importance : la banqueroute de la Barings, l'an dernier, provoquée par les malversations d'un « broker », l'atteste. La présence d'un « rocket scientist » peut rassurer un client perdu devant des données statistiques sophistiquées sur les monnaies et les taux défiant toute imagination.

Ces « petits génies » venus d'ailleurs, partis à

l'assaut de ce sanctuaire du capitalisme européen, ont bouleversé la culture ambiante. Dans cette énorme entreprise de matière grise qu'est devenue la firme SBC-Warburg, la cravate n'est plus obligatoire sauf pour les rendez-vous extérieurs. « L'atmosphère est plus calme, plus informelle. En revanche, le travail est plus rigoureux », note un R.M.A., c'est-à-dire un *risk management advisor*, ingénieur informaticien de formation, le cheveu en bataille, la chemise ouverte.

Pourtant, si nécessaires soient-ils, le défi intellectuel et l'esprit méthodique et conceptuel ne font pas obligatoirement un bon professionnel. Habités à cogiter seuls, de nombreux scientifiques ont du mal à s'adapter au travail en commun, considéré par la City comme une vertu cardinale. Ils éprouvent de grandes difficultés à trouver un langage commun avec les financiers plus traditionnels. « Je les trouve niais en affaires, souvent incapables d'expliquer simplement leurs produits à l'acheteur potentiel », insiste un responsable du recrutement. Comme on le voit, les jours des humanistes ou des sans-diplôme ne sont pas tout à fait comptés.

Marc Roche

## Les cours du cuivre s'effondrent sur le marché londonien

LE PRIX DU CUIVRE s'est effondré, jeudi 6 juin, sur le marché londonien des métaux. En milieu de séance, les cours sont tombés en dessous de 1910 dollars la tonne, soit 337 dollars de moins que la veille (- 15 %). Après l'intervention des autorités de marché, le prix du métal rouge s'est repris et a terminé autour de 2110 dollars la tonne, soit son plus bas niveau depuis deux ans. Dans la foulée, tous les autres métaux cotés au London Metal Exchange (LME) se sont inscrits en baisse.

Ces dernières semaines, le marché du cuivre était soutenu par des rumeurs d'achats massifs de la part de la Chine, qui ne se sont pas concrétisés. Les investisseurs s'inquiètent, désormais, de la surproduction mondiale et liquident leurs positions. En six séances, le cuivre a perdu 25 % de sa valeur. Des fonds d'investissement, dont celui de Georges Soros, sont suspectés de spéculer à la baisse.

### DÉPÊCHES

■ **ATT** : le géant américain des télécommunications a annoncé, jeudi 6 juin, la cession de sa filiale ATT Capital Corporation, spécialisée dans les crédits d'équipements (leasing) pour 2,2 milliards de dollars (11,4 milliards de francs) à un consortium financier constitué autour de GRS Holding Company et Babcock and Brown, spécialisés dans les activités de leasing.

■ **TELECOMS** : le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 6 juin, la suppression, à partir du mois de juillet, des avantages accordés aux deux principaux opérateurs de télécommunications du pays, British Telecommunication (BT) et Mercury, pour la fourniture de services internationaux. Les autres compagnies peuvent présenter des candidatures selon les mêmes termes que BT et Mercury.

■ **THOMSON** : Arthur Paecht, rapporteur de la commission des finances sur le projet de loi de la programmation militaire, a estimé, dans un rapport publié cette semaine, « qu'il ne paraît pas essentiel d'exiger une privatisation en bloc, au profit d'un seul et unique repreneur... » de Thomson ». Le député du Var (UDF-PR) préconise que l'État conserve une participation minoritaire assortie d'une *golden share* (action spécifique).

■ **FERRI** : la Banque Bruxelles Lambert (BBL) France, filiale de la banque belge Bruxelles Lambert, vient de racheter les participations détenues par le Crédit foncier de France, la Caisse des dépôts et PUP dans le capital de la société de bourse Ferri SA. La famille Ferri reste actionnaire à hauteur de 40 % dans le capital de la société de bourse.

■ **PILKINGTON** : le groupe verrier britannique a annoncé, jeudi 6 juin, une perte nette de 73 millions de livres (582 millions de francs), incluant 155 millions de livres pour frais de restructuration, pour son exercice clos au 31 mars 1996. Hors éléments exceptionnels, Pilkington affiche un résultat avant impôts de 212 millions de livres, en hausse de 47 %.

■ **MESSIER-BUGATTI** : la firme américaine BF Goodrich aurait proposé, selon *La Tribune* du vendredi 7 juin, entre 800 et 900 millions de francs pour le rachat de la filiale de la Snecma spécialisée dans les freins pour avions. La Société européenne de propulsion, autre filiale de la Snecma, devrait déposer une offre concurrente.

■ **SMITHKLINE BEECHAM-GLAXO WELLCOME** : les deux premiers groupes pharmaceutiques britanniques ont annoncé, jeudi 6 juin, un accord de collaboration sur le séquençage de micro-organismes, responsables de maladies infectieuses.

■ **KIMBERLY-CLARK** : la filiale française du papeterier américain a annoncé, jeudi 6 juin, un plan de licenciement concernant 33 personnes au sein des services commerciaux et administratifs.

■ **DOUBLET** : la société française a annoncé, vendredi 7 juin, qu'elle avait remporté le contrat de fourniture de tous les drapeaux pour les Jeux olympiques d'Atlanta.

**Black Atlanta, vitrine du « Nouveau Sud »**  
SUI FRANCE CULTURE

Dans *L'Echappée belle*, Marie-Hélène Fraissé poursuit l'exploration d'Atlanta engagée dans *Terres d'Amérique*. A l'écoute des mots et des musiques qui dressent l'espoir et l'inquiétude des Noirs, dans la ville natale de Martin Luther King.

**vendredi 7 juin de 15 h 30 à 17 heures**

**L'Echappée belle**  
le magazine voyage de France Culture, chaque vendredi à 15 h 30

Le Monde

France 3 Ile-de-France

Samedi 8 juin à 11 h 50

**TÉMOINS**  
Le magazine de Paris - Ile-de-France

**Michel PÉRICARD**  
président du groupe RPR à l'Assemblée nationale

sera interrogé par  
**Jean-Jacques CROS (France 3)**  
et  
**Serge BOLLOCH (Le Monde)**

Le Monde

CTIONNAIRES

**elf**

Compte rendu de l'Assemblée



5011 من الاموال

## L'inquiétude souriante des cheminots

Cinquante mille salariés de la SNCF, selon les organisations syndicales, ont manifesté à Paris, jeudi 6 juin, pour peser sur les prochaines décisions gouvernementales

Six mois après la fin du conflit de l'hiver 1995, les cheminots ont voulu rappeler au gouvernement qu'ils étaient « toujours présents » et qu'ils exigeaient « la reprise de la dette par l'Etat, le développement

du service public, la défense de l'emploi et du statut des cheminots, l'abandon des filialisations ». Les cheminots avaient reçu le matin même un encouragement inattendu du groupe RPR du Sénat qui,

refusant de « se contenter de bricoler, ou de maintenir le statu quo », réclame dans un rapport sur l'avenir du ferroviaire « la reprise totale de l'endettement de la SNCF par l'Etat ». Le président de la SNCF,

Loïc Le Floch-Prigent, auditionné mercredi par la commission des finances de l'Assemblée nationale, a fustigé la « dérive bureaucratique » de la SNCF, où « seulement un salarié sur six est en contact di-

rect avec le public ». Le gouvernement, qui a lancé le « débat national sur l'avenir du ferroviaire », rendra ses arbitrages à l'issue des discussions qui auront lieu au Parlement les 11 et 25 juin.

SIFFLETS, CALICOTS et ballons rouges ; torches d'urgence allumées sur le bitume, plantées comme autant de jalons entre la cour de Rome et la rue du bac : les cheminots ont recréé mercredi 6 juin l'ambiance des grands jours aux cris joyeux repris de « tous ensemble, tous ensemble, ouais ! ».

En première ligne, épaules soudeuses d'un pack entrant en melle, la CGT faisait masse. On repérait les tee-shirts blancs des cheminots de Paris-Nord, l'un des piquets de grève phares du mouvement de décembre. « Si le gouvernement et la direction de la SNCF nous présentent le même contrat de plan que cet hiver, avec des ajustements de façade, on repartira. Ouf, on recommencera la grève », affirmait un cégétiste. « Nous voulons des assurances sur notre statut et sur l'avenir du service public », ajoutait un autre avant qu'une pétarade ne couvre sa voix. A quelques mètres, Louis Vianet apparaissait en tête de cortège, rapidement entouré par les équipes de télévision. La défense du service public était sur toutes les lèvres. Le speaker annonçait triomphalement l'arrivée des cheminots de Sotteville : « Ils sont plus de cinq cents ! ».

### « C'EST PAS NOTRE DETTE »

Tout en retrait, fermant la marche, derrière une énorme inscription à la craie, « FO, grosse colère », les militants de Force ouvrière attendaient sous le soleil que le long ruban humain se déroule enfin. « Jusqu'à présent, on a préservé le statu quo sur la caisse maladie et sur les retraites. S'ils touchent à ça, ils vont remettre le

feu aux poudres », expliquait Roger, du dépôt de Villeneuve-Saint-Georges. « Nous, poursuivait-il, on veut l'arrêt de toutes les filialisations. » Un de ses collègues approuvait : « Maintenant, on ne fait plus le wagonnage (entretien des wagons), ni l'impression des titres de chemin de fer. Tout ça, c'est passé au privé. »

Un troisième s'élevait un peu d'entendre parler de la dette de la SNCF : « C'est la dette du gouvernement, du Parlement, de l'Etat,

mais c'est pas notre dette. Quand on décide de construire des autoroutes, on ne demande pas aux routiers de payer ! » Un peu plus loin, Alain Faurie, responsable CFDT de la Dordogne, voyait midi à sa porte. « Dans mon département, le chemin de fer est vital pour le désenclavement et l'emploi. Nous sommes cent cheminots. La SNCF est le premier employeur industriel. Après l'hiver, nous avions obtenu le gel des suppressions d'effectifs. Maintenant les

budgets se resserrent et les suppressions d'emplois vont reprendre. » Et d'évoquer les poursuites judiciaires qui guettent le président de la SNCF, M. Loïc Le Floch-Prigent : « On ne sait pas si on va le garder longtemps à la tête de l'entreprise... »

### L'ALLIANCE QUE SUD REFUSE

Sous un gros ballon vert s'étaient regroupés les bataillons de SUD-Cheminots, le petit dernier des syndicats du rail, encore

boudé par les autres syndicats et par la direction qui refuse de le reconnaître comme interlocuteur. Bernard Bouché, l'un des responsables de SUD-Cheminots, dénonçait le discours sur un prétendu « consensus entre les syndicats et la direction ». « L'objectif de Le Floch-Prigent, explicitait un tract de son organisation, est d'obtenir une sorte d'union sacrée derrière sa politique. (...) C'est le tous-ensemble-patron-syndicats-personnel qui est recherché. »

Une alliance que SUD refuse radicalement tant que « nous n'aurons obtenu aucune mesure susceptible de nous faire croire en l'avenir », poursuivait Bernard Bouché. Un de ses amis confirmait que la direction de la SNCF envisageait de supprimer 4 500 postes en 1997. Un drôle d'avenir. « Le climat est un peu explosif. Nous sommes sur le fil du rasoir, reprenait le responsable de SUD. Les cheminots sont prêts à repartir dans la rue. Même pendant l'été. Aujourd'hui il fait beau, mais en réalité nous sommes dans le brouillard. »

## Les syndicats ont réussi leur « débarquement revendicatif »

PRUDENTES sur la détermination de leurs troupes à se remobiliser à peine six mois après le long conflit de l'hiver dernier (Le Monde du 7 juin), les fédérations de cheminots pouvaient être relativement satisfaites à l'issue de la manifestation parisienne du 6 juin. « Les cheminots ont répondu », constatait Bruno Dalberto, le secrétaire général de la CFDT-cheminots. « Nous avions dit à la fin de la grève que le mouvement était suspendu. Six mois se sont écoulés, nous rappelons que nous sommes toujours présents », a sursauté le secrétaire général de la CGT-cheminots, Bernard Thibault. Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianet, présent dans le cortège, s'est empressé de tirer des conclusions politiques de cette mobilisation : « le gouvernement doit savoir que le rapport de forces qui s'exprime aujourd'hui saura s'exprimer encore dans les semaines et les mois qui viennent, avec encore plus de force. »

Les fédérations CGT, CFDT, FO

et CFCT ont expliqué leurs exigences aux groupes parlementaires du Palais-Bourbon, qui les recevaient à quelques jours du débat prévu mardi 11 juin à l'Assemblée nationale : « La reprise de la dette par l'Etat, le développement du service public, la défense de l'emploi et du statut des cheminots, l'abandon des filialisations. » Le matin même de la manifestation, les cheminots avaient reçu un en-

couragement inattendu du groupe RPR du Sénat qui, refusant de « se contenter de bricoler ou de maintenir le statu quo », réclame, dans un rapport sur l'avenir du ferroviaire, « la reprise totale de l'endettement de la SNCF par l'Etat ».

Le président de la SNCF, Loïc Le Floch-Prigent, auditionné mercredi par la commission des finances de l'Assemblée nationale, a rappelé qu'il voulait que « le client de-

viennne la raison d'être de l'entreprise ». Fustigeant la « dérive bureaucratique » de la SNCF, où « seulement un salarié sur six est en contact direct avec le public », il a annoncé une nouvelle organisation qui permettra de « responsabiliser » les cheminots « sur des objectifs précis et de dégager des indicateurs de performance incontestables ». M. Le Floch-Prigent a voulu rassurer les cheminots en expliquant que les économies de gestion n'impliquaient pas des fermetures de lignes. Il est plus utile, selon lui, de « savoir comment la SNCF peut gagner de l'argent avec le réseau existant de 32 000 kilomètres ».

Les différents acteurs de ce débat national attendent malheureusement que le gouvernement prenne position. Bernard Pons, ministre des transports, et Anne-Marie Idrac, son secrétaire d'Etat, ouvriront le feu mardi prochain devant les députés.

### Faible mobilisation à la RATP et à La Poste

Les salariés de la RATP n'ont répondu que très modérément, jeudi 6 juin, à l'appel à la mobilisation lancé par la CGT, qui conteste un texte signé entre la direction et les autres syndicats sur le droit syndical et l'exercice du droit de grève (Le Monde du 7 juin). Malgré l'appel de l'Union syndicale CGT à débayer en fin de service, le trafic est resté quasiment normal sur les lignes de métro et de bus. Seuls 200 à 300 agents se sont rassemblés dans la matinée dans le hall de la RATP pour manifester leur opposition à ce protocole d'accord sur « le droit syndical et l'amélioration du dialogue social ».

Par ailleurs, à La Poste, où la CGT et Sud appelaient les agents à se mobiliser le 6 juin contre « la privatisation », 2 % seulement des postiers se sont mis en grève.

Christophe Jakubyszyn

Eric Fottorino

### ACTIONNAIRES

elf

## “Sur la bonne trajectoire”

Les résultats de l'exercice 1995 témoignent du redressement accompli depuis la privatisation du Groupe. Elf Aquitaine est sur des marchés à forte croissance. Le Groupe consacrera 130 milliards de francs en quatre ans à la préparation de l'avenir avec pour ambition, à horizon de 10 ans, de figurer parmi les 10 premiers mondiaux dans chacun de ses métiers : le pétrole, la chimie, la santé. Pour ses actionnaires comme pour ses salariés, Elf Aquitaine doit créer de la valeur, c'est-à-dire accroître ses résultats en déployant ses métiers sur les marchés les plus porteurs. Elf est aujourd'hui sur la bonne trajectoire.

### Compte rendu de l'Assemblée Générale du 5 juin 1996

Le Président Philippe Jaffré a commenté les résultats et les perspectives du Groupe.

#### ■ Respect des engagements pris lors de la privatisation.

- recentrage sur les métiers de base : Elf a procédé à 24 milliards de francs de cessions d'actifs non stratégiques et de participations financières,
- réduction des coûts : ceux-ci ont été réduits de 4,3 milliards de francs en 2 ans,
- désendettement : le ratio d'endettement a été ramené de 49 % à 38 %.

#### ■ Progression des résultats. Pour se placer sur un sentier de croissance durable parce que rentable, le Groupe doit grandir en continuant à associer rigueur de gestion et audace dans le développement.

En 1995, le résultat courant s'est amélioré pour la deuxième année consécutive et s'est élevé à 5,3 milliards de francs, en progression de 61 %. Le résultat net par action a progressé de 57 %.

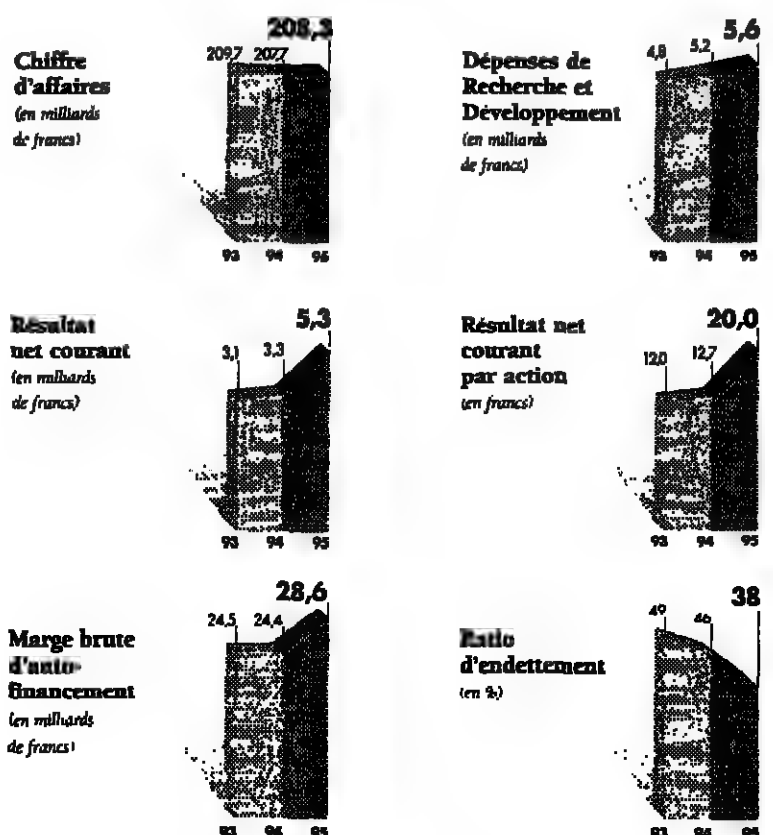
La marge brute d'autofinancement atteint 28,6 milliards de francs, en progression de 17 %. Ce sont des résultats encourageants, qui témoignent de la capacité du Groupe à atteindre son objectif d'une rentabilité des capitaux propres d'au moins 10 % à horizon 1998.

#### ■ Perspectives pour l'année en cours. Pour le premier semestre 1996, sur la base des éléments connus à ce jour, le résultat opérationnel et le résultat courant devraient progresser de 20 %. Sur l'ensemble de l'année, la dynamique du premier semestre devrait permettre à Elf Aquitaine d'augmenter son résultat net courant pour la troisième année consécutive.

L'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice 1995 et l'ensemble des résolutions présentées aux actionnaires.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net par action de 13 francs qui sera mis en paiement le 18 juin 1996.

### Chiffres clés



Service Relations avec les Actionnaires :

Jean-Louis Piquée - Tour Elf, cedex 45 - 92078 Paris La Défense - Tél : 16 1 47 44 59 86 - Service Minitel : 3616 Cliff



# RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 7 JUIN  
Liquidation : 21 juin  
Taux de report : 3,75  
Cours relevés à 12h36

CAO 40  
PARIS  
+0,27%

VALEURS	Cours	Différence	%	Nominal
précéd.				(1)
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000

ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000

ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000

ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000
ALP (T.P.)	890	-25	-0,33	1000

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h36  
VENDEDI 7 JUIN

OBLIGATIONS	%	%	%
du nom	du coupon	du coupon	du coupon
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48

ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48

ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48

ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48
ALP 5% 91-02	115,30	1,48	1,48

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h36  
VENDEDI 7 JUIN

VALEURS	Cours	Différence	%
précéd.			
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

# SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 6 juin

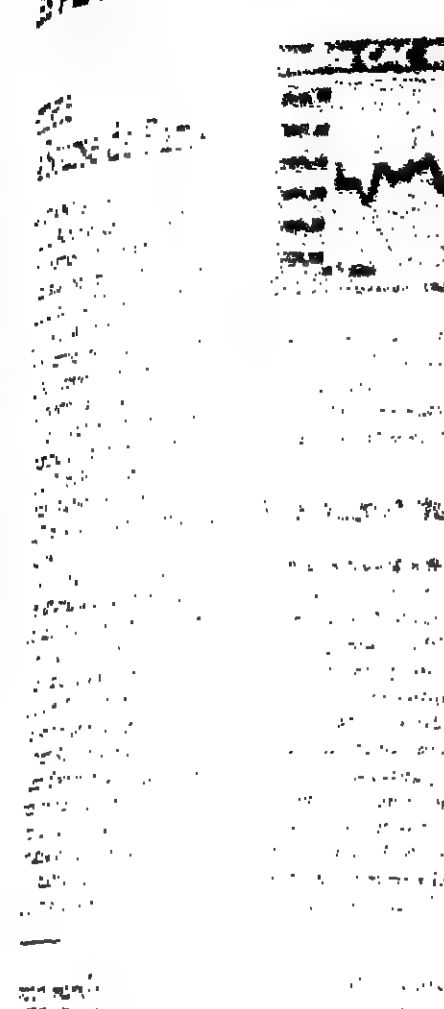
VALEURS	Emission	Rachat
Fr. net	Fr. net	Fr. net
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80

AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80

AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80

AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80
AGPI	122,21	116,80

# PLACES BORSIERES



# CE N'EST PAS UN DÉLIT D'INITIER

The Economist

# NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12h36  
VENDEDI 7 JUIN

VALEURS	Cours	Différence	%
précéd.			
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

# HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h36  
VENDEDI 7 JUIN

VALEURS	Cours	Différence	%
précéd.			
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93
ALP (Né)	53,50	-0,50	-0,93

# TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE



■ LA BANQUE DE FRANCE a diminué, jeudi 6 juin, pour la douzième fois depuis l'automne son taux d'appel d'offres, le ramenant à 3,60 % contre 3,70 % depuis le 11 avril.

■ LA BOURSE DE TOKYO a fini en baisse de 0,24 % le 7 juin. Le Nikkei a perdu en clôture 52,65 points à 21 751,81 points à la suite d'une forte baisse du marché obligataire.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en recul, vendredi, à Tokyo, juste après la publication de l'enquête trimestrielle de conjoncture de la Banque du Japon, à 108,52 yens, contre 108,76.

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hongkong à 386,10-386,40 dollars l'once, contre 386,40-386,70 dollars jeudi en clôture.

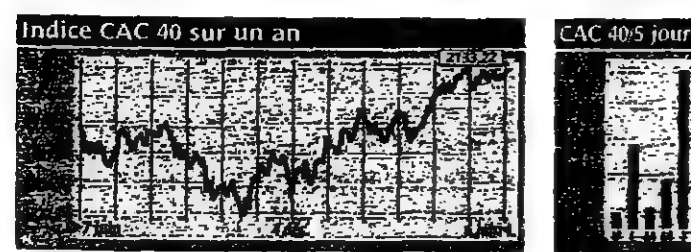
■ WALL STREET a viré de bord, jeudi, en fin de séance et a terminé en nette baisse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 0,53 % à 5 667,19 points.

## LES PLACES BOURSIÈRES

## Fermeté à la Bourse de Paris

HÉSITANTE en début de séance, la Bourse de Paris affichait à la mi-journée une note soutenue dans un marché relativement actif. En hausse de 0,07 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 qui affichait une heure et demie plus tard un gain de 0,22 %, s'appréciait de 0,26 % à 2 138,83 points aux alentours de 12 h 30. Le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 1,7 milliard de francs. Le Matif était stable, le contrat des bons du Trésor à 10 ans s'établissant à 123,54.

Jeudi soir Wall Street a cédé 0,53 % en attendant la publication vendredi des statistiques concernant l'évolution de l'emploi en mai. Les taux à long terme sont revenus à 6,90 % contre 6,95 % la veille. Le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin a estimé jeudi que les taux d'intérêt à long terme devraient rester à des niveaux compatibles avec la poursuite d'une expansion économique « solide ». « Ils fluctueront selon l'évolution de la croissance, augmentant



quand l'activité s'accroît et baissant quand l'activité se ralentit », a-t-il ajouté.

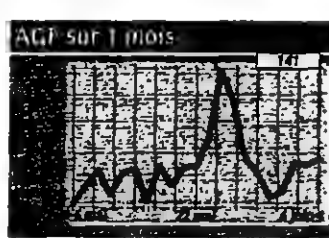
Du côté des valeurs, Métales, qui a renoué avec les bénéfices, ga-

gauché 7,4 %. Hausse de 4,3 % de Poulnt-Printemps-Redoute. Sita s'appréciait de 3,5 %, Biffage et Zodiac, de 2,6 %. Sat perdait 3,2 %, Cerus 2,7 % et Bis 2,5 %.

## AGF, valeur du jour

LES ASSURANCES générales de France ont peu varié, jeudi 7 juin, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 0,28 %, à 141 francs, avec 720 000 titres échangés. Les AGF, qui vont prendre le contrôle de la CAMAT (Compagnie d'assurance maritime, aviation et transport), ont annoncé, jeudi, qu'elles déposeraient dans les « plus brefs délais » un projet d'OPA sur les titres de la CAMAT détenus par les actionnaires minoritaires. Elle sera lancée au prix de 175 francs par ac-

tion. La CAMAT est détenue à 75 % par l'assureur italien INA et à 14 % par les AGF, environ 10 % de titres étant sur le marché.



## Nouveau repli à la Bourse de Tokyo

POUR la deuxième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a cédé du terrain, vendredi 7 juin. L'indice Nikkei a perdu 52,65 points à 21 751,81 points, soit un repli de 0,24 %.

La veille, à Wall Street, déprimé par un fort recul des valeurs de la haute technologie et une légère remontée des taux d'intérêt à long terme, l'indice Dow Jones a terminé en baisse. Au terme des transactions, ce dernier s'est inscrit en repli de 30,29 points à 5 667,19 points, soit un retard de 0,53 %. Sur le Nasdaq, le titre du groupe Perseus (qui prétend avoir mis au point une technologie d'impression révolutionnaire) a plongé de 31-1/2 à 77-1/2 dollars. La SEC, organisme de contrôle des marchés, a ouvert une enquête pour déterminer une possible manipulation de l'action. Le

président de Perseus et son fils ayant vendu récemment une grande partie de leurs avoirs dans la compagnie.

En Europe, alors que Francfort chahutait, la Bourse de Londres a modérément progressé réagissant avec circonspection à la baisse de taux décidée par le gouvernement. L'indice Footsie a gagné 6,9 points à 3 760,3 points, une avance de 0,2 %.

## INDICES MONDIAUX

Cours au 06/06	Cours au 07/06	Var. en %
Paris CAC 40	2138,83	+0,26
New-York NYSE	5667,19	-0,53
Tokyo Nikkei	21751,81	-0,24
Londres FT100	3760,3	+0,2
Francfort Dax 30	3760,3	+0,2
Bruxelles C20	2063,8	+0,2
Amsterdam AEX	1753,4	+0,2
Madrid IBEX 35	1007,1	+0,2
Stuttgart DAX	354,9	+0,2
Stockholm OMX	128,1	+0,2
Londres FTSE	2799,5	+0,2
Hong Kong Hang Seng	11225,8	+1,19
Singapore Strait	234,3	+0,2

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

06/06	07/06
Alcoa	57,75
American Express	46,42
Allied Signal	54,12
AT & T	62,25
BellSouth	12,50
BioGen	84,75
Citigroup Inc.	65,25
Chevron Corp.	38,75
Coca-Cola Co.	46,87
Disney Corp.	62,25
Du Pont Nemours & Co.	80,12
Eastman Kodak Co.	75,75
Exxon Corp.	65,25
Gen. Motors Corp.	58
Gen. Electric Co.	84,12
Goodyear T & Rubber	50,87
IBM	102
Intel Corp.	34,12
J.P. Morgan Co.	87
Mc Don Douglas	50,62
Merck & Co.	65,50
Minnesota Mining & Mfg.	69,62
Philip Morris	102,37
Procter & Gamble Co.	61,12
Starbucks & Co.	52,57
Tecoco	82,75
Union Carbide	48,62
United Tech.	111,25
Westinghouse Electric	19
Woodward	22,50

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h36	Cours au 06/06	Var. %	07/06
Metallgesellschaft	57,28	+4,64	+26,67
Pharm. Prntemps-Red.	189	+5,81	+73,97
Cap Gemini Societ	300	+4,31	+44,92
Unilever	78	+4,13	+20,46
Fluor-Life	280	+3,94	+37,60
Technique CIP	248,50	+2,85	+3,54
Société	209	+2,84	+41,59
Biffage	89	+2,69	+9,72
S.T.A.	1220	+2,46	+42,01
Danubio Electro	81	+2,34	+13,30

BAISSES, 12h36	Cours au 06/06	Var. %	07/06
Sat	1980	-3,30	-4,38
Deschamps-Audouin	201	-3,17	-119,74
Ernst	374	-3,10	+16,87
Spr Communication	364	-2,89	+25,61
Rooney Co	110	-2,22	+15,81
Vision	277,80	-2,09	+20,48
CS Sigmanet (CSE)	278,50	-1,99	+39,25
RS	665	-1,91	+15,19
Exploit Ind ADP	1010	-1,84	+47,66
Laposte	325	-1,82	+33,93

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h36	06/06	07/06
SEANCE, 12h36	06/06	07/06
Castorama DI (L)	4137,50	+877,52
Pharm. Prntemps-Red.	5710	+868,69
Alcatel	15604	+797,64
Société	248,50	+69,62
AGF-Gen-France	3007,00	+541,00
Carrefour	1796	+498,79
Danubio	4064	+372,04
Michelin	13518	+334,65
Total	8813	+399,56
Cap Gemini Societ	17076	+387,53

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h36	Cours au 06/06	Var. %	07/06
Metallgesellschaft	57,28	+4,64	+26,67
Pharm. Prntemps-Red.	189	+5,81	+73,97
Cap Gemini Societ	300	+4,31	+44,92
Unilever	78	+4,13	+20,46
Fluor-Life	280	+3,94	+37,60
Technique CIP	248,50	+2,85	+3,54
Société	209	+2,84	+41,59
Biffage	89	+2,69	+9,72
S.T.A.	1220	+2,46	+42,01
Danubio Electro	81	+2,34	+13,30

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

06/06	07/06	Var. %
Ind. SBF 120	1207,40	+0,66
Ind. SBF 250	1617,54	+0,55
Ind. Second Marché	315,35	+0,11
Ind. MidCAC	1772,49	+0,16
Ind. SBF 120	1207,40	+0,66
Ind. SBF 250	1617,54	+0,55
Ind. Second Marché	315,35	+0,11
Ind. MidCAC	1772,49	+0,16

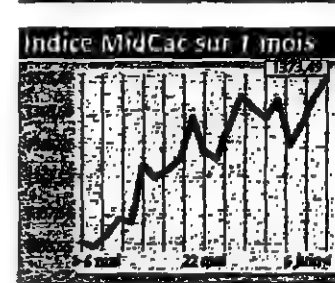
## Indice SBF 250 sur 3 mois



## Indice second marché sur 3 mois



## Indice MidCAC sur 1 mois



## LES TAUX

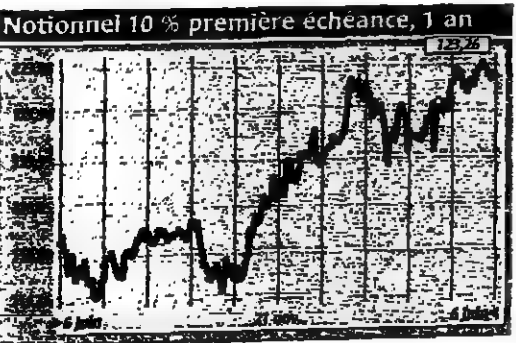
## Effritement du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère baisse vendredi 7 juin. L'échéance juin du contrat perdait 6 centimes, à 123,46, après quelques minutes de transactions.

La veille, le Matif avait bien accueilli la réduction surprise du principal taux directeur de la Banque de France, effectuant une reprise après avoir été affaibli

dans la matinée par le recul du franc face au deutschemark. Le contrat notionnel échéance juin avait terminé à 123,54, en hausse de 28 centimes.

Le contrat Pibor échéance juin avait, pour sa part, terminé à 96,09, en hausse de 0,07 point par rapport à la veille, alors qu'il avait baissé dans la matinée jusqu'à 95,93. La baisse du taux directeur français a déclenché une nette reprise du contrat Pibor.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 06/06	Taux au 06/06	Taux au 07/06	Indice des prix
France	3,75	3,60	7,32
Allemagne	3,25	3,40	7,24
Grande-Bretagne	5,94	6,05	8,24
Italie	9,28	9,38	9,90
Japon	0,47	0,51	4,75
Etats-Unis	5,38	5,48	6,95

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 06/06	Taux au 07/06	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,57	5,57	100,66
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,38	6,38	101,21
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,20	7,20	101,29
Obligations françaises	6,73	6,73	101,16
Fonds d'Etat à TME	1,80	1,80	101,29
Fonds d'Etat à TME	NC	NC	NC
Obligat. Franç. à TME	1,40	1,40	100,73
Obligat. Franç. à TME	NC	NC	NC

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)	Actuel	Antérieur	Actuel	Antérieur
Jour le jour	3,7500	3,7500	3,75	3,75
1 mois	3,7500	3,7500	3,75	3,75
3 mois	3,7500	3,7500	3,75	3,75
6 mois	3,7500	3,7500	3,75	3,75
1 an	3,7500	3,7500	3,75	3,75
Pibor France 1 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor France 3 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor France 6 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor France 9 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor France 12 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor ECU 1 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor ECU 3 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor ECU 6 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor ECU 9 mois	96,09	96,09	96,09	96,09
Pibor ECU 12 mois	96,09	96,09	96,09	96,09

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	Échéance 06/06	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %	14392	14392	123,46	123,46	123,46	123,46
Jun 96	2001	2001	123,46	123,46	123,46	123,46
Dec 96	269	269	123,46	123,46	123,46	123,46
Mars 97	15	15	123,46	123,46	123,46	123,46
Pibor 3 MOIS	2200	2200	96,09	96,09	96,09	96,09
Jun 96	4104	4104	96,09	96,09	96,09	96,09
Sept 96	1291	1291	96,09	96,09	96,09	96,09
Dec 96	3890	3890	96,09	96,09	96,09	96,09
ECU LONG TERME	701	701	91,20	91,20	91,20	91,20
Jun 96	137	137	91,20	91,20	91,20	91,20

## LES MONNAIES

## Léger recul du dollar

LE DEUTSCHEMARK était pratiquement inchangé, vendredi 7 juin, au cours des premiers échanges interbancaires, cotant 3,3887 francs. Le dollar reculait à 5,1795 francs et 1,5290 deutschemark, contre respectivement 5,1865 francs et 1,53 DM au cours des transactions interbancaires de jeudi soir.

La veille, l'annonce surprise d'une baisse du taux d'appel d'offres par la Banque de France avait légèrement

profité au franc français, alors que le dollar restait toujours erratique à la veille de la publication des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. Le franc, tombé au plus bas, à 3,3922 francs pour un deutschemark dans la matinée, avait progressivement regagné du terrain après l'annonce d'une baisse de 0,10 %, à 3,60 %, du taux d'appel d'offres de la Banque de France. En fin de journée, la devise française revenait même sous les 3,39 francs, à 3,3891 francs.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 06/06	07/06	Actuel	Antérieur
Allemagne (100 dm)	339,1200	+0,12	337	331
Ecu	6,4105	-0,05	6,41	6,41
Etats-Unis (1 usd)	5,1795	-0,01	4,9000	5,5000
Belgique (100 F)	16,4890	+0,01	15,9000	12,12
Brésil (100 R)	305,0100	+0,05	3,1000	3,1000
Italie (1000 Lit)	3,5480	+0,02	3,1000	3,1000
Danemark (100 kr)	87,8500	+0,13	83	98
Irlande (1 Irp)	6,1910	+0,16	7,8500	8,6000
Gde-Bretagne (1 L)	7,9990	+0,38	7,6000	8,5000
Grèce (100 drach)	21,480	+0,02	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	76,9100	+0,17	72	162
Suisse (100 F)	412,8500	+0,07	399	425
Norvège (100 Nkr)	79,2900	+0,05	75	84
Autriche (100 Sch)	48,1980	+0,12	46,7000	49,8000
Espagne (100 pes)	4,0075	+0,12	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc)	1,8550	+0,02	3,9500	3,9500
Canada (1 dollar ca)	3,7990	+0,02	3,5200	4,4200
Japon (100 yens)	4,2469	+0,08	4,5900	4,9000
Finlande (mark)	110,8100	+0,31	105	116

## L'OR

Or fin (fr. bars)	Cours 06/06	07/06
Or fin (fr. bars)	64500	64000
Or fin (en lingot)	64750	64400
Once d'Or Londres	387,65	384,85
Pièce française (200)	371	368
Pièce suisse (200)	371	368
Pièce US (100)	373	370
Pièce 20 dollars us	2500	2525
Pièce 10 dollars us	1330	1330
Pièce 50 pesos mex.	2390	2395

## LE PÉTROLE

En dollars	Cours 06/06	07/06
Brent (Londres)	6135	6140
WTI (New York)	7805	7845
Cruiser Oil (New York)	7920	7960

FAVITES DU DOLLAR	06/06	07/06	Var. %
FRANCOF : USD/DM	1,5322	1,5310	+0,08
TOKYO : USD/YEN	109,2500	109,0800	+0,20

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

		METALUX (New-York)		Bourse	
06/06	05/06	Argent à terme	5,51	5,51	
210,87	210,87	Platine à terme			
362,65	363,38	Palladium	129,50	129,50	
247,55	247,45	GRAINES, DENREES (Chicago)			
		Blé (Chicago)	6,68	6,68	
		Mie (Chicago)	5,54	5,54	
		Grain, soia (Chicago)	5,54	5,54	
		Tour, soia (Chicago)	2,37	2,37	
		GRAINES, DENREES (Londres)			
		P. de terre (Londres)			
		Orge (Londres)	110	110	
		SORTS			
		Cacao (New-York)			
		Café (Londres)	1885	1885	
		Sucre blanc (Paris)			
		IO BAGNINE, ACANTHINE			
		Coton (New-York)			
		Oil d'orange (New-York)			



# AUJOURD'HUI

SPORTS

**CHAMPIONNAT D'EUROPE**  
La phase finale du championnat d'Europe des nations, qui aura lieu jusqu'au 30 juin en Angleterre, s'ouvrira, samedi 8 juin à Wembley, par

la rencontre entre l'Angleterre et la Suisse. Le nombre d'équipes participant à la phase finale du championnat d'Europe des nations est passé de huit en 1992 à seize cette année.

● L'UEFA, en particulier son président, le Suédois Lennart Johansson, compte sur cette épreuve aux allures de mini-Coupe du monde pour affirmer sa prééminence sur le

football mondial. ● L'ANGLETERRE figure parmi les favoris au titre, mais devra prouver par son style de jeu que la richesse de son championnat national n'est pas seulement fi-

nançière. ● LA POLICE anglaise multiplie les initiatives pour prévenir les risques de hooliganisme, dont la presse brandit la menace depuis plusieurs semaines.

## L'Euro 96 sera un test de santé pour le football européen

Le président de l'UEFA, Lennart Johansson, a voulu faire du tournoi, organisé en Angleterre du 8 au 30 juin, une démonstration de force à l'usage des autres continents de la Fédération internationale

LE 26 OCTOBRE 1863, atablés à la Freemasons Tavern de Londres, un quartenon de gentlemen fonda le Football Association. Ces dignes jeunes gens en profitèrent pour apporter quelques retouches aux règles élaborées sur le pré, quinze années auparavant, par les étudiants de Trinity College, à Cambridge. Ils couchèrent noir sur blanc dix-sept règles fondamentales, pratiquement inchangées depuis. Un sport était officiellement né, dont allait se toquer la terre entière.

Un siècle un tiers plus tard, le football vient se ressourcer au pays, alors que la mode du ballon rond ne s'est pas éteinte. Bien au contraire. Les compétitions nationales et internationales s'étoffent, se multiplient, sans que jamais n'apparaisse le moindre signe de lassitude. La profusion paraît

même entretenir la passion. L'Euro 96, qui débute samedi 8 juin, devrait en être une nouvelle démonstration. Le nombre d'équipes qui participeront à la phase finale du championnat d'Europe des nations est passé de huit en 1992 à seize cette année. La compétition régionale prend donc l'embonpoint d'une Coupe du monde. Trente et un matches seront disputés dans huit stades. Le budget dépassera le milliard de francs. Les organisateurs rêvent déjà que les bénéfices serviront la même courbe multiplicatrice.

Les responsables de l'Union européenne de football (UEFA) pourront arguer qu'ils ne font là que suivre le vent de l'Histoire. La géopolitique européenne, avec l'éclatement de l'ex-URSS, puis de l'ex-Yougoslavie, n'a pas épargné le sport le plus populaire. De

l'Atlantique à l'Oural se recensent désormais quarante-neuf fédérations nationales. A peine autoproclamées, les nouvelles pays, souvent impécunieuses, se sont empressées de lancer, comme un des premiers actes fondateurs de la nation, leur championnat et leur équipe nationale. La présence en Angleterre de la Croatie sera le signe tangible du bouleversement des cartes. La première qualification de la Turquie peut également être considérée comme le signe de son arriération sportive à un continent qui hésite à l'accueillir politiquement.

Déjà, d'un côté, regroupement de l'autre. Neuf des seize participants à l'Euro 96 appartiennent à l'Union européenne. Depuis l'arrêt Bosman, en décembre 1995, Bruxelles a fait une entrée fracassante dans les af-

fares du ballon rond. En imposant la libre circulation des joueurs communautaires, les juges de la Cour de justice des Communautés européennes ont ouvert un peu plus la voie vers un super-championnat des clubs riches.

### CAMPAGNE ÉLECTORALE

Lennart Johansson, le président de l'UEFA, a dû faire face à tous ces bouleversements. Son empire a ressemblé à un colosse au pied d'argile. En l'an 2000, quand aura lieu le prochain Euro, le Suédois espère pourtant bien avoir pris du grade, candidat qu'il est à la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA). Le Brésilien Joao Havelange, actuel détenteur du poste, essaie de s'y opposer en favorisant l'émergence de nouveaux pays, notamment en Asie, où aura lieu la Coupe du

monde en 2002 (Japon et Corée du Sud). En portant à trente-deux le nombre de participants à la prochaine Coupe du monde, en France en 1998, la FIFA avait voulu répondre aussi à la course au gigantisme, tout en essayant de diluer l'influence de l'Europe.

L'Euro 96 fera donc office de campagne électorale, voire de Camp du Drap d'or. Il s'agira d'affirmer aux autres potentats mondiaux du football que l'Europe est toujours à la proue de ce sport, machine de guerre sportive et financière. La présence de toutes les grandes nations de cette région du monde (Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne, Pays-Bas) confère au rassemblement anglais une aura sans égale. Le choix du pays d'accueil est, lui aussi, judicieux. Le football insulaire est une corne d'abondance, sans doute le plus

riche du monde. Quel meilleur endroit pour affirmer son droit d'ainesse que le berceau du ballon rond ? Lennart Johansson se pose ainsi en héritier direct des preux de la Freemasons Tavern.

Deux inconnues planent pourtant sur la démonstration de force de l'UEFA : les spectateurs et les joueurs. Le retour du hooliganisme jetterait évidemment un voile noir sur la compétition. Mais un football insipide, timoré, tel qu'il fut pratiqué en Suède il y a quatre ans, pourrait également ternir la fête annoncée. Le tournoi devra tenir la comparaison avec le Mondial américain de 1994, sur le terrain et dans les gradins. L'Europe aura alors prouvé, dans son sanctuaire, qu'elle n'est pas encore disposée à la décadence.

Benoît Hopquin

Les 24 rencontres du premier tour

GROUPE B		GROUPE D	
9 : ESPAGNE-BULGARIE	TFI, 15h 30	9 : DANEMARK-PORTUGAL	F 3, 20h 30
10 : FRANCE-ROUMANIE	TFI, 20h 30	11 : TURQUIE-CROATIE	F 3, 20h 30
13 : BULGARIE-ROUMANIE	F 2, 17h 30	14 : PORTUGAL-TURQUIE	F 2, 17h 30
15 : FRANCE-ESPAGNE	F 2, 19h 00	16 : CROATIE-DANEMARK	F 2, 19h 00
17 : ROUMANIE-ESPAGNE	TFI, RESUME	19 : CROATIE-PORTUGAL	F 2, 17h 30
18 : FRANCE-BULGARIE	TFI, 17h 30	19 : TURQUIE-DANEMARK	F 2, RESUME

GROUPE C		GROUPE A	
9 : ALLEMAGNE-REP. TCHÈQUE	TFI, 18h 00	8 : ANGLETERRE-SUISSE	TFI, 16h 00
11 : ITALIE-RUSSE	TFI, 17h 30	10 : PAYS-BAS-ECOSSE	F 2, 17h 30
14 : REP. TCHÈQUE-ITALIE	F 2, 20h 30	13 : SUISSE-PAYS-BAS	TFI, 20h 30
16 : RUSSIE-ALLEMAGNE	F 2, 16h 00	15 : ANGLETERRE-ECOSSE	F 3, 16h 00
17 : ITALIE-ALLEMAGNE	F 3, 20h 30	18 : ANGLETERRE-PAYS-BAS	TFI, 20h 30
19 : RUSSIE-REP. TCHÈQUE	F 2, RESUME	18 : ECOSSE-SUISSE	TFI, RESUME

Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les quarts de finale qui auront lieu à Londres et Liverpool, samedi 22 juin, puis à Manchester et à Birmingham, dimanche 23. Les demi-finales se joueront à Londres et à Manchester, mercredi 26. La finale aura lieu à Londres, le dimanche 30 juin.

## Mobilisation générale de la police anglaise

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Tandis que la police anglaise met la dernière main à ses préparatifs pour assurer la bonne marche de l'Euro 96, certaines failles du système chargé de prévenir la violence dans les stades paraissent déjà béantes. Ainsi, au dépit de tous les contrôles, y compris informatiques, sur la vente des billets, le verrouillage de la billetterie n'a pas donné les résultats escomptés. Selon le *Financial Times*, des milliers de tickets sont ainsi en vente dans des agences non homologuées ou à la sauvette. Il s'agit en général d'individus remis illégalement sur le marché par des fédérations ou des agences peu scrupuleuses. Le risque de voir ainsi côte à côte des supporters d'équipes rivales inquiète la police, surtout dans un pays connu pour la violence endémique de ses hooligans.

Pourtant, la police s'est donnée les moyens de contrer ce fléau. Tout d'abord sur le terrain, en contrôlant l'entrée des stades, en interdisant la vente d'alcool avant les rencontres, en séparant physiquement les supporters des deux camps et en mettant l'accent sur la sécurité de matches à haut risque comme Angleterre-Ecosse ou Angleterre-Pays-Bas à Wembley. Mais, surtout, par une mobilisation de toutes les forces de l'ordre, qui n'est pas sans rappeler l'ampleur de celle entreprise contre les attentats

de l'IRA. Ces derniers jours, de nombreux raids ont été opérés dans le milieu des hooligans à travers le pays. La police a procédé à des arrestations retransmises à la télévision et saisi des armes de poing, des billets et de l'argent. Pour identifier les fauteurs de troubles potentiels, elle a utilisé l'arme suprême, de plus en plus répandue de ce côté du Channel : des caméras de surveillance. Des photos prises pendant des incidents, comme récemment à Newcastle, ont été publiées, et les personnes identifiées priées de se présenter à la police.

En plus de ces loubards anglais, nourris d'une culture de violence - parfois liée à des mouvements extrémistes comme les néo-nazis de Combat 18 - et d'alcool, la police craint l'arrivée de hooligans du

continent, en particulier allemands et néerlandais. On assiste donc à une coopération policière européenne, d'autant plus impressionnante qu'elle intervient à un moment où le ministre britannique de l'Intérieur, John Howard, vient de mettre son veto à l'adoption d'une loi de la vache folle : oblige. Les policiers étrangers ont envoyé des listes de suspects, établis des bureaux de liaison, envoyé sur place des physionomistes.

### APPEL À LA DÉLATION

La police du royaume sera en état d'alerte pendant toute la durée de la compétition. Le Service national de renseignements criminels (NCIS) s'est adjoint la Football Unit (FU), créée en 1989. Cette cellule de six policiers coordonne les informations obtenues par quatre-vingt-

treize Football Intelligence officers, détachés des forces locales de police et en contacts permanents avec les clubs. Avec le Centre national de coordination, installé à Scotland Yard, elle sera le cerveau d'une opération qui a pour but de défaire définitivement l'Angleterre de son image de violence footballistique et de « planifier un Euro 96 sûr, amical et couronné de succès ». Un numéro vert a été mis en place pour dénoncer, anonymement si nécessaire, les hooligans.

L'équipe nationale anglaise n'a guère donné l'exemple à ses fans de la bonne conduite à tenir. Elle vient d'être pénalisée financièrement pour avoir vandalisé un avion qui la ramenait d'un match amical à Hongkong. L'équipe, qui avait montré un désintérêt profond pour une rencontre dont le seul enjeu était financier, avait largement arrosé, avant le décollage et dans l'avion, l'anniversaire du joueur Paul Gascoigne. Il en était résulté une plainte de la compagnie Cathay Pacific pour 5 000 livres (environ 40 000 francs) de dégâts, mais surtout une volée de critiques contre le comportement de joueurs, que la Football Union n'a pas eu le courage de sanctionner autrement que par une amende. Une bavure qui ne peut que nuire aux efforts des organisateurs pour assurer la bonne marche de l'Euro 96.

Patrice de Beer

### COMMENTAIRE

#### TROIS ÉLÉMENTS D'INQUIÉTUDE

D'une compétition de football à l'autre, chacun y va de ses prédictions plus ou moins alarmistes sur les violences entre supporters. Avant la Coupe du monde 1990 en Italie, certains journaux londoniens promettaient ainsi la « troisième guerre mondiale ». Les policiers britanniques affichaient au contraire leur confiance : « Nous avons dressé une liste noire » : les casseurs ne pourront pas se rendre en Italie. Résultat : tout le monde se trompait. Il n'y eut certes pas de « guerre », mais, « liste noire » ou pas, les casseurs étaient du voyage. Six ans plus tard, la situation est identique : la police rassure, la presse dramatise. Trois éléments incitent en fait à l'inquiétude.

D'abord, une évidence : contrairement à une idée reçue, le phénomène hooligan n'est pas mort en Angleterre. En perte de vitesse dans les clubs, il demeure préoccupant dans le sillage de l'équipe nationale. La sélection attire en effet des « fans » nationalistes. Les noyaux durs des différents clubs - deux à trois mille jeunes - acceptent une sorte d'« union sacrée ». Ils sévissent par bandes

restreintes mais mobiles, à l'extérieur des stades. Deuxième élément : le match proposé à l'Angleterre dès le premier tour, contre l'Ecosse. Les Anglais, qui nourrissent à l'encontre des Ecossais - considérés comme pacifiques - une haine ancestrale, attendent ce jour depuis 1989, année de la dernière confrontation entre les deux équipes. A l'époque, des émeutes avaient éclaté à Glasgow.

Troisième point : la présence de l'Allemagne, pays qui a vu se développer, depuis une dizaine d'années, une forme particulière de violence. Les deux milia « hools » allemands, comme ils se surnomment eux-mêmes, sont d'authentiques spécialistes. Même s'ils sont connus de la police, ils voudront ravir la vedette aux Anglais. Dans l'excitation ambiante, le risque existe de tomber dans les excès observés en Italie, où les hooligans étaient parfois plus nombreux que les hooligans. Toutes caméras dehors, ils guettaient les incidents, ce qui avait accentué la tension. A deux ans du Mondial 1998, les autorités françaises auront au moins un aperçu des problèmes que pose une telle compétition, quand il devient difficile de faire la part du vrai et du faux, des véritables menaces et des craintes injustifiées.

Philippe Broussard

Le tournoi féminin entre St

Jean-Philippe Ruggia fe de pi



# Le tournoi féminin se conclut sur un classique duel entre Steffi Graf et Arantxa Sanchez

Les deux joueuses se sont déjà retrouvées en finale de Roland-Garros en 1989 et en 1995

Comme en 1995, la finale dames des Internationaux de France de Roland-Garros opposera, samedi 8 juin, Steffi Graf, tête de

série n° 1, à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 4). La première a balayé, jeudi, en demi-finale, l'Espagnole Conchita Mar-

tinez (n° 3). La deuxième a battu la Tchèque Jana Novotna (n° 10) qui a été trahie par ses nerfs alors qu'elle servait

pour le deuxième set, et pouvait revenir dans le match. Steffi Graf, tenante du titre, apparaît comme favorite.

**À LA VEILLE** des Internationaux de France, Monica Seles avait annoncé qu'elle ne serait pas sûre d'honorer de sa présence la finale du simple dames. La triple championne des lieux n'a pu convenablement fêter son grand retour à Paris après trois ans d'absence.

Elle s'est absentée des quarts de finale, et a été banalement remplacée par Steffi Graf et Arantxa Sanchez-Vicario. A vingt-six ans, la première, qui jouait jeudi sa dixième demi-finale consécutive à Paris, accède à une huitième finale. A vingt-quatre ans, la deuxième joue sa cinquième finale depuis sa victoire en 1989. En habituées des lieux, elles ont promis de servir une belle finale.

Jeudi, les deux femmes ont expédié, en deux matches rapides, les dernières joueuses qui auraient pu s'immiscer en invitées surprises. Las, Conchita Martinez et Jana Novotna ne se sont pas montrées à la hauteur de leurs espérances. Elles voulaient parvenir pour la première fois de leur carrière en finale de Roland-Garros; elles ont toutes deux été battues en deux sets, trop vite intimidées par les épreuves.

Sans le « piment » Seles, la finale rappelle les souvenirs de 1995. Monica n'était pas encore revenue. Alors, sur le circuit, Steffi Graf et Arantxa Sanchez-Vicario assuraient le spectacle, quasiment seules, portant à bout de bras un tennis féminin qui leur doit beaucoup. Pendant l'interim, elles s'étaient rencontrées quatre fois

en finale d'un tournoi du grand chelem et s'étaient partagées les victoires. 1995 fut leur plus belle empoignée. A Paris et à Wimbledon, elles enthousiasmaient le public en offrant deux finales serrées et belles, toutes deux remportées par Steffi Graf.

Pour Arantxa Sanchez-Vicario, cette nouvelle finale est un juste retour des choses. Mise à l'écart de la scène dès le retour de Monica Seles aux Internationaux des Etats-Unis, rétrogradée à la place de troisième joueuse mondiale, l'Espagnole en a pris ombrage. A New York, elle fut battue en huitième de finale, avant de s'incliner en quarts de finale en Australie. Troisième joueuse mondiale et tête de série n° 4 à Paris, Arantxa Sanchez-Vicario retrouve un rang qu'elle estime dû. « C'est une forme de reconnaissance, à l'intention de tous ceux qui n'ont plus cru en moi pendant tous ces mois », dit-elle.

A Paris, malgré l'absence de Monica Seles, elle n'est toujours pas favorite. Arantxa s'est montrée en-

core un brin fragile, cédant des sets et déviant des balles dans son jeu volontaire et accrocheur. Son bras semble moins précis et sa lucidité du jeu plus floue. Devant elle, en finale : Steffi Graf. L'Allemande est arrivée à Paris plus que joueuse. Absente des Internationaux d'Australie pour se faire opérer un os du pied, elle est revenue en pleine forme. Depuis deux mois, Steffi est, en effet, libérée des fortes douleurs que son dos endure depuis deux ans. Steffi Graf a pu s'entraîner sans compter : « Je vais bien, je joue mieux que l'an dernier, j'ai de bonnes sensations sur le court et dans la frappe de la balle », a-t-elle expliqué. Arantxa Sanchez-Vicario a avoué un peu de nervosité à la perspective de rencontrer l'Allemande qu'elle n'a plus battue depuis plus d'un an et demi.

Au-delà de l'enjeu, l'affiche de cette finale sonne comme une défaite pour le tennis féminin. Parce que Monica Seles n'est pas là, en convalescence, blessée ou en manque de forme, Steffi Graf et

Arantxa Sanchez-Vicario n'en finissent plus de se rencontrer. Elles ont, toutes deux, célébré leur trente-cinquième retrouvaille dans un sourire : « Cela devient une longue histoire », a soupiré Steffi.

**Au-delà de l'enjeu, l'affiche de cette finale sonne comme une défaite pour le tennis féminin. Parce que celui-ci manque de vedettes consistantes.**

La question que l'on pensait un peu réglée par le retour de Monica Seles, se pose une nouvelle fois. Le tennis féminin manque de cham-

pionnes consistantes. Vainqueur de Monica Seles, Jana Novotna n'a pu tenir la distance devant Sanchez-Vicario, joueuse qu'elle connaît par cœur puisqu'elle est sa partenaire de double. Pis, la déconvenue de Conchita Martinez. Tête de série n° 3 du tournoi, spécialiste de terre battue et jouée pour ses talents, l'Espagnole n'a pris que quatre jeux à Steffi Graf et reste, pour la troisième année consécutive, aux portes de la finale.

Comme dans les années 80 où il fallait se languir de la lutte finale entre Martina Navratilova et Chris Evert, le tennis féminin cherche de plus solides championnes. Mais le circuit est désert. Sixième joueuse mondiale, la Croate Iva Majoli a gagné quatre jeux contre Graf en quarts de finale. Dixième joueuse mondiale, l'Américaine Lindsay Davenport n'avait pas tenu une heure contre Conchita Martinez qui, à son tour, jeudi, n'a tenu qu'un peu plus d'une heure contre Steffi Graf.

Finaliste à Paris en 1994 et vainqueur des Internationaux d'Australie 1995, Mary Pierce s'est perdue dans les doutes d'une carrière trop rapide, éliminée dès le troisième tour. L'Américaine Jennifer Capriati, elle aussi de retour, est sortie au premier tour. Après deux semaines de matches souvent mornes, d'héroïnes à plat, en attendant le vrai retour de Monica Seles sur terre battue, il faut compter sur la finale pour retrouver le tennis féminin. En quelque sorte, reprendre de vieilles habitudes.

Bénédicte Mathieu

## La trente-cinquième rencontre

Depuis leur premier match - un seizième de finale au tournoi de Jersey, en 1988, gagné par l'Allemande -, Steffi Graf et Arantxa Sanchez-Vicario se sont rencontrées trente-quatre fois, dont vingt-trois en finale d'un tournoi, et une fois en finale de la Coupe de la Fédération. Depuis mars 1993, les deux femmes ne se sont plus retrouvées qu'en finale. Steffi Graf mène par 26 victoires à 8. Et par 7 à 3 sur les dix dernières rencontres :

- San Diego 1993 (dur) : Graf bat Sanchez 6-4, 4-6, 6-1
- Masters 1993 (synthétique) : Graf bat Sanchez 6-1, 6-4, 3-6, 6-1 (les Masters se jouent à la meilleure des trois manches).
- Internationaux d'Australie 1994 (dur) : Graf bat Sanchez 6-0, 6-2
- Delray 94 (dur) : Graf bat Sanchez 6-3, 7-5
- Hambourg 1994 (terre battue) : Sanchez bat Graf, 4-6, 7-6 (7-3), 7-6 (8-6).
- San Diego 1994 (dur) : Graf bat Sanchez 6-2, 6-1
- Open du Canada 1994 (dur) : Sanchez bat Graf 7-5, 1-6, 7-6 (7-4)
- Internationaux des Etats-Unis 1994 (dur) : Sanchez bat Graf, 1-6, 7-6 (7-3), 6-4
- Roland-Garros 1995 (terre battue) : Graf bat Sanchez 7-5, 4-6, 6-0
- Wimbledon 1995 (gazon) : Graf bat Sanchez 4-6, 6-1, 7-5

## Le scénario panique de Jana Novotna

**POUR LA ENIÈME** fois, Jana Novotna fait vérifier par l'arbitre la marque laissée par sa première balle de service sur la terre battue du central. La joueuse tchèque refuse d'admettre sa faute. Le visage fermé, elle secoue nerveusement sa crinière blanche par le soleil en pestant. De l'autre côté du filet, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario attend patiemment. Encore un point, et elle sera qualifiée pour la finale. Jana Novotna servait quelques instants plus tôt pour s'adjuger ce deuxième set, elle se débat maintenant pour ne pas perdre la partie. Ce triste scénario est devenu classique.

Célèbre sur le circuit pour l'élégant jeu de service-volée qui fait d'elle une des rares joueuses performantes sur toutes les surfaces, Jana Novotna est également connue pour la fragilité de ses nerfs. L'approche de chaque victoire, qu'elle vit

comme un supplice, lui a coûté, notamment, le titre à Wimbledon en 1993. Menant par quatre jeux à un et bénéficiant d'une balle de 3-1 dans la troisième et dernière manche face à Steffi Graf - qui avait ensuite avoir cru la défaite inévitable -, Jana s'était complètement effondrée.

### HONNEUR ET SANTÉ

Cette fâcheuse tendance à la panique s'est accentuée depuis. L'an passé, à Roland-Garros, elle menait cinq jeux à zéro et 0-40 dans le dernier set face à l'Américaine Chanda Rubin. Avant de concéder neuf balles de match et, finalement, son billet pour les huitièmes de finale. Jeudi 6 juin, Arantxa Sanchez-Vicario n'a pas eu à forcer son talent. Jana lui a servi la victoire sur un plateau. Alors qu'elle bénéficiait de deux occasions de lui ravir son ser-

vice, elle a, par exemple, commis une ahurissante série de quatorze erreurs non provoquées. Elle a, en outre, multiplié les doubles fautes aux moments cruciaux.

Elle semblait pourtant libérée de ses vieux démons. Sa victoire en deux manches (7-6, 6-3) sur Monica Seles en quarts de finale l'avait revigorée. Mais, contre Arantxa Sanchez-Vicario, le cauchemar a recommencé. « Pas moyen de lui faire admettre qu'elle a peur de gagner, désespère un chroniqueur tchèque. Elle a toujours une bonne excuse et Jana Novotna [vainqueur de quatre tournois du Grand Chelem dont Roland-Garros en 1981], qui l'entraîne depuis 1990, refuse également d'aborder ce sujet. Elle ne s'en sortira jamais. »

Visiblement déconcertée et excédée par ce nouvel échec, Jana ne devait pas pour

autant de son éternelle théorie à l'heure des justifications. « Arantxa ne fait pas vraiment grand-chose d'autre que d'attendre la faute de l'adversaire, a-t-elle déclaré d'un ton sec, sans même attendre la fin de la question. Elle frappe des balles très hautes, qui m'empêchent d'attaquer et de finir les points comme je l'aurais voulu. De toutes façons, je sais tout faire, service-volée ou jeu de fond de court. J'ai les capacités pour battre les plus grandes joueuses... Et puis, il y a autre chose dans la vie que le tennis. » Oui, mais quoi ? Lorsque, à blentôt vingt-huit ans, et après dix ans de carrière, en dépit d'un immense talent, on court toujours après son premier titre du Grand Chelem ? « Le bonheur et la santé », affirme Jana Novotna sans plaisanter.

Patricia Jolly

## Jean-Philippe Ruggia fête au Grand Prix de France sa dixième saison de pilote de vitesse motocycliste

**LES FANS-CLUBS** ne sont pas vraiment son genre : Jean-Philippe Ruggia est un garçon réservé. « Si on veut me rencontrer, je suis toujours disponible. Mais j'ai besoin de calme et j'aurai toujours un peu de mal avec les admirateurs trop démonstratifs. » Sous le cheveu

sombre, le regard est doux et le sourire discret. Dans la vie, Jean-Philippe Ruggia est un trentenaire paisible. Mais, sur une moto, le Toulonnais se déchaine. Sa photo a fait le tour du monde en 1988. Il était le premier pilote à toucher la piste avec son coude. L'angle qu'il donnait à sa machine, couchée dans un virage jusqu'à l'extrême limite de l'effet gyroscopique, donnait des frissons aux spécialistes. Cette audace a fait sa réputation de pilote.

Depuis dix ans, Jean-Philippe Ruggia a presque toujours été dans les dix premiers du championnat du monde de vitesse. Meilleur français depuis plusieurs saisons, il a terminé à la 5<sup>e</sup> place des 250 cm<sup>3</sup> en 1993. Dimanche 9 juin, sur le circuit Paul-Ricard, au Castellet (Var), il sera une nouvelle fois un

des pilotes les plus en vue du Grand Prix de France. Même si ses performances sont un peu éclipées depuis le début de l'année par celles d'Olivier Jacque, 3<sup>e</sup> du classement mondial après cinq grands prix, Jean-Philippe Ruggia ne prend pas ombrage des résultats de son camarade de l'écurie Tech 3. « J'ai apprécié de pouvoir aider Olivier depuis qu'il est arrivé avec nous, dit-il. Entre nous deux, l'agressivité sportive restera toujours dans les limites de l'intérêt de l'écurie. »

### À L'INSTINCT

Toutes ces années de grands prix ont fait de Jean-Philippe Ruggia un témoin attentif de l'évolution de la moto de vitesse. « J'ai fait ma première course sur circuit le jour de mes dix-huit ans. C'était la Coupe Yamaha, et je me souviendrai toujours des points à plus de 200 km/h sur une RD-350. » Son père, qui tient un magasin de moto à Hyères, fait alors courir plusieurs pilotes connus. Il lui offre une machine de compétition en 1986. Jean-Philippe fait le championnat de France, et devient vice-champion d'Europe.

Avec une machine prêtée par Yamaha, il s'aligne dans son premier championnat du monde 250 cm<sup>3</sup> en 1987. La camionnette et la cara-

vane de son père l'accompagnent sur la plupart des quinze épreuves de la saison. Sa place de premier pilote privé lui permet d'intégrer l'équipe Sonauto-Yamaha l'année suivante. « C'était la grande époque de Wayne Gardner en 500 et de Sito Pons en 250. Il y avait beaucoup d'argent sur le circuit. Mais il fallait régler les motos à l'instinct parce que l'informaticien n'intervenait pas encore. » Jean-Philippe dispose d'une moto d'usine en 1989. Il multiplie les podiums. A quatre courses de la fin de la saison, il est deuxième au championnat du monde. Mais il se blesse dans une chute au Grand Prix de Tchecoslovaquie.

Depuis ses débuts, Jean-Philippe Ruggia se garde de se laisser étourdir par les sollicitations de toutes sortes. « Un jeune pilote a toujours tendance à vouloir profiter de ses premiers succès, prévient-il. Il doit au contraire gérer sa vie de Japon très stricte. Faire attention à son alimentation, à sa préparation physique. On ne peut pas être performant si on fait la fête. » De ses années d'apprentissage, Jean-Philippe Ruggia a conservé un véritable goût pour la diététique : il préfère se priver de plateaux-repas dans les longs voyages en avion. Pour dévorer les mauvaises

graisses qu'il est le seul à deviner sur ses muscles secs, il a trouvé une recette miracle avec les jus d'ananas frais.

En 1990 et 1991, Jean-Philippe Ruggia court dans la catégorie reine des 500 cm<sup>3</sup> avec l'écurie officielle Yamaha, qui vient d'obtenir un titre de champion du monde avec Christian Sarron.

### DEUX VICTOIRES EN 1993

C'est l'époque des grands changements pour le championnat du monde de vitesse. Bernie Ecclestone, l'habile patron des constructeurs de formule 1, met en place à la demande des patrons d'écurie, en guerre avec les pouvoirs sportifs, une organisation calquée sur celle des grands prix automobiles. « Les amateurs ont alors perdu toutes chances de bien figurer dans les courses. L'ambiance est devenue de plus en plus dure dans les paddocks, raconte Jean-Philippe Ruggia. Il faut maintenant des moyens considérables pour gagner quelques fractions de seconde au tour. La télé-métrie est entrée en jeu pour les réglages. Une séance de qualification et une course se gagnent sur des choix de pneus. Les motos sont des plus en plus brutales à piloter. »

Revenu en 250 cm<sup>3</sup> avec Gilera, puis Aprilia, deux marques ita-

liennes, Jean-Philippe Ruggia remporte ses premières victoires aux Grands Prix d'Angleterre et d'Italie, en 1993. La saison suivante chez Aprilia est difficile, malgré une victoire en Espagne. Massimiliano Biaggi, le futur champion du monde, n'est pas un coéquipier très conciliant.

Depuis deux ans, Jean-Philippe Ruggia court sur une Honda d'usine de l'écurie d'Hervé Pochoir. Mais la marque japonaise a pris du retard sur les Italiens. Biaggi et Aprilia dominent outrageusement le championnat du monde depuis deux saisons. Pour tenter de décrocher une bonne place en qualifications au Grand Prix d'Espagne, Jean-Philippe Ruggia a pris tous les risques.

Trop cette fois : une chute plus violente que les autres lui a coûté quatre fractures au pied et deux côtes fêlées. Il sera à peine remis au Grand Prix de France. Pourtant, le circuit du Castellet fait partie de ceux qu'il affectionne particulièrement : « J'aimerais réussir mon 130<sup>e</sup> Grand Prix sur les lieux où j'ai appris à piloter. » De ses résultats de fin de saison dépendent aussi ses chances de retourner en 500 cm<sup>3</sup> pour finir sa carrière.

Christophe de Chenay

## Richard Virenque et Laurent Jalabert en tête du Critérium du Dauphiné

**TROIS FRANÇAIS** ont pris les premières places de la quatrième étape du Critérium du Dauphiné, jeudi 6 juin, au sommet du mont Ventoux. Richard Virenque s'est imposé devant son compagnon d'échappée, Laurent Jalabert, tandis que Laurent Brochard se classait troisième. Laurent Jalabert a aussi conquis le maillot jaune de leader, avec dix secondes d'avance sur Richard Virenque. A trois semaines du départ du Tour de France, le coureur de Mazamet a surtout à nouveau marqué des points par rapport au favori de l'épreuve, Miguel Indurain.

L'Espagnol n'a pu prendre que la quatrième place au sommet du Ventoux. Durant l'ascension, il n'a cessé de perdre du temps sur le duo d'échappés, Virenque-Jalabert, partis dès les premiers contreforts. A l'arrivée, Miguel Indurain, déjà dominé par Jalabert dans le dernier col de la Classique des Alpes, samedi 1<sup>er</sup> juin, avait perdu plus d'une minute. Vendredi 7 juin, une étape contre la montre de 42 km entre Gignodas et Beaumes-de-Venise devait lui offrir l'occasion de se rassurer. L'an dernier, l'avantage pris par l'Espagnol dans cet exercice lui avait permis de s'imposer au classement final.

**ATHLÉTISME** : la Fédération et le Comité olympique danois ont « déploré », jeudi 6 juin, le refus du Kenya de laisser le champion du monde du 800 mètres, le Kenyan Wilson Kipketer, courir sous les couleurs du Danemark aux Jeux olympiques d'Atlanta. Agé de 23 ans, celui-ci habite au Danemark depuis cinq ans et doit attendre encore dix-huit mois avant d'obtenir la nationalité danoise, conformément à la loi en vigueur dans le pays. Il représentait le Danemark lors des championnats du monde à Göteborg, après avoir obtenu une dispense de la Fédération internationale d'athlétisme. Kipketer, qui ne veut pas s'aligner sous les couleurs du Kenya, devra patienter jusqu'aux Jeux de Sydney pour disputer un 800 mètres olympique. - (AFP)

**OLYMPISME** : Jacques Donnay, président du conseil général du Nord et député européen (RPR), s'est déclaré « inquiet des méthodes de travail » du conseil de candidature de Lille à l'organisation des Jeux de 2004. Il lui a reproché d'agir « sans concertation avec ses partenaires » et de manquer de précision dans les chiffres. M. Donnay avait émis des réserves dès le lancement du projet sur les capacités de financement de la candidature lilloise.

**Environ 170 000 billets** pour des épreuves des Jeux d'Atlanta (handball et escrime notamment) portent un horaire erroné, parce que le programme a été modifié après leur impression. Le comité d'organisation a spécifié, jeudi 6 juin, que ces billets ne seront ni échangés ni remboursés. Chaque acheteur de billets recevra un guide qui précisera les changements d'horaires. - (Reuters)

## RÉSULTATS

### CYCLISME

#### CRITÉRIUM DU DAUPHINÉ

4<sup>e</sup> étape  
Toulon-Hermance - Mont-Ventoux  
1 R. Virenque (Fra, Festina), les 173 km en 5 h 0 min 39 s ; 2 L. Jalabert (Fra, m. i.), 3 L. Brochard (Fra), 4 M. Indurain (Esp), 5 S. Heulot (Fra), 6 M. Zanardi (Fra), 7 S. Heulot (Fra), 8 M. Zanardi (Fra), 9 S. Heulot (Fra), 10 M. Zanardi (Fra).

### HOCKEY SUR GLACE

#### COUPE STANLEY NHL

Finale  
Colorado Avalanche - Florida Panthers  
Colorado mène 2-0

### TENNIS

#### INTERNATIONAUX DE FRANCE

##### DAMES

S. Graf (All, n° 1) b. C. Martinez (Esp, n° 3) 6-3, 6-1 ; A. Sanchez (Esp, n° 4) b. J. Novotna (Tch, n° 10) 6-3, 7-5.

##### DOUBLE MESSIEURS

G. Forget (F) et I. Hazeq (Fra, 5<sup>e</sup>), m. S. B. T. Woodbridge (M, Woodlodge (Aus, n° 1) 6-3, 4-6, 6-4 ; E. Kafelnikov (Rus, 2<sup>e</sup>) b. J. Palmer (J, Stark (E-U) 6-4, 7-6 (7-4).



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

### MOTS CROISÉS

N° 919

#### HORIZONTALEMENT

1. Celui de Madame Arthur ne faisait pas fortune. - 2. Remet d'aplomb tant bien que mal. Il n'a rien qu'on puisse dire pour lui. - 3. En souffrance. Ville du Midi. - 4. En Afrique. Monture à moteur. - 5. On ne connaît rien à la durée de la note. Il vous trompe. - 6. Mener son affaire. Resta grand ouvert. Manœuvre. - 7. Pour qu'on puisse se regarder dans la glace. Il a quelques handicaps. - 8. Sont stressants ou débilitants. Ne brûle pas par l'intelligence. - 9. Passable.

#### VERTICALEMENT

1. Chacun s'engage en vain à les débusquer. - 2. Se souvient. Pour mini-vocabulaire. - 3. Mal traitèrent. - 4. Pour la mise en terre.

Pour la mise en terre. - 5. Disparue. Dans le cou. - 6. Met dehors. Trois points. Sont le plus souvent français. - 7. Écossais. Pour le petit enfant qui pour le roulier. - 8. Pronom. Protège la devanure. Note. - 9. Quand ils font dans la finance, gare aux dégâts. - 10. Ne paye pas de retour. Compagnon de marin. - 11. Agit sans ménagements. Câble. - 12. Poussent à se surpasser.

#### SOLUTION DU N° 918

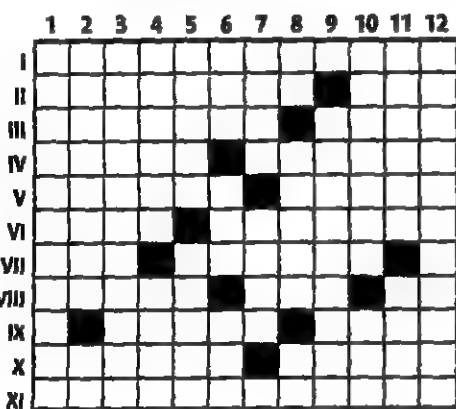
##### Horizontalement

1. Trésor public. - 2. Révisé. Tréma. - 3. Obit. Tais. - 4. Mané. FN. - 5. Pré. Échelle. - 6. Eder. - 7. La. Lule. - 8. Bils. - 9. Vil. Otarie. - 10. Élat. - 11. Élat. - 12. Élat. - 13. Élat. - 14. Élat. - 15. Élat. - 16. Élat. - 17. Élat. - 18. Élat. - 19. Élat. - 20. Élat.

##### Verticalement

1. Trompe-l'œil. - 2. Rébarbative. - 3. Évite. Aloi. - 4. Site. Rira. - 5. Os. Reluit. - 6. Réduite. Mm. - 7. Aérée. CEA. - 8. Utiles. Cann. - 9. Brest. Iodai. - 10. Les. Embargo. - 11. Im. Fruites. - 12. Carnassière.

François Dorlet



### SCRABBLE (R)

N° 499

#### TOUT LE MONDE IL A GENTILÉ

Malgré notre titre, GENTILÉ n'est que substantif. Selon l'ONS 2, c'est le nom d'un habitant d'un lieu. Bien que datant de 1752 (il est dans l'Encyclopédie de Diderot), ce mot n'est entré en usage que dans les années 80, à la suite de la recommandation de l'Office de la langue française du Québec.

Il eût été tentant de regrouper les gentils géographiquement, sauf que les scrabbleurs ignorent les distances : pour eux, le PARISIEN est beaucoup plus proche du PANAMÉNIEN que du RÉMOIS. Nous vous proposons donc de retrouver quelques gentils en -EEN ou -IEN, non pas par leur localisation géographique mais par le truchement de leur anagramme. Exemple : le — est accro à l'ASPIRINE. Solution : PARISIEN.

1. Ce maso d'— est branché sur les LANIÈRES. - 2. Le vieillard — est INGRAMME. - 3. Hier, ils HÏÈRENT (enfonçaient) les pi-

lots du —. - 4. Tandis que leurs femmes HIAIENT l'épau du —. - 5. L'ENLAÇAI mon loulou. - 6. L'ENROULAI la yourte de l'—. - 7. La LITANIE de l'— me scie. - 8. La SUINTINE s'éd au —. - 9. Le — MENUÏSE son meuble. - 10. Mon — et mon — sont de l'histoire ANCIENNE. - 11. SOUDAIN fut la fortune du —. - 12. Pour le skin, tout — a une tête de GALÉRIEN. - 13. BE-NOÏTE aime un —. - 14. Dans tous les ENFEUX de l'église gisa, ô surprise, un —. - 15. L'EMPAN-NAI le remorqueur du —. - 16. L'ENTOLAI le —. - 17. Le ga-bleur — a rempli sa SAUNIÈRE. - 18. L'INGÈNE sourit au —. - 19. La braise de l'— a besoin d'être TISSONNÉE. - 20. Le spécialiste du NIELAGE de la vaisselle est —.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : 1. AR-LESIEN. - 2. GAMBIE. - 3. RHÉTIEN (Alpes centrales). - 4. HATTIEN. - 5. AL-SACIEN. - 6. OURALIEN. - 7. ITALIEN. - 8. TUNISIEN. - 9. MEUSIEN. - 10. ANNECIEN. - 11. SAOUDIEN. - 12. ALGÉRIEN. - 13. BÉOTIEN (Grèce centrale). - 14. FUKÉEN (Fouta). - 15. PANAMÉNIEN. - 16. LAOTIEN. - 17. EURASIEN. - 18. GUINÉEN. - 19. ESTONIEN. - 20. GALLIEN.

LTSM, 66, avenue des Minimes, Saint-Mandé, 30 avril 1996. Tournois le mardi à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	TNRQVU	OUVERT	H2	70
2	MEOLRYO	MOYER	J2	84
3	LOAPREIC	RUPICOLE (a)	3C	82
4	IFMLROT	RÉTIF	N2	32
5	LMOONIB	COLOMBIN (b)	K3	76
6	UEZNLIS	USINEZ	11G	38
7	LNNREIUE	LUZERNE	L9	38
8	IHERAPL	SPHEX	H11	66
9	ILR-7UOV	L'ARMOYER	1A	51
10	DIUV-TRE	KID	J2	36
11	EITUV-SU	VISU	O1	42
12	ETU-CASS	ASTUCES	O6	35
13	AETHITA	HATAIENT	7B	64
14	EMASELE	ÉGALAMES	1A	30
15	BEQDNIA	BANDE	E5	28
16	INO-FAFD	QUAHS	12A	38
17	DFNATYD	DÉFIANTE	14A	78
18	ANESAJQ	JAS	8A	37
19	AEOS-UEW	WON	N9	33
20	AEEU-G	ETE	G13	21
21	AGU	MI	13A	17
				1134

(a) L'anagramme PICOLEUR perd 4 points ; PROCLIVE, 4 B, 80. (b) Relatif au pion ; étron.

1<sup>re</sup> Clotilde Paillet, 1 040 ; 2<sup>e</sup> Françoise Lumbruso, 943 ; 3<sup>e</sup> Joëlle Gohard, 932.

### ANACROISÉS (R)

N° 920

#### HORIZONTALEMENT

1. AAEQRTU. - 2. ABEELOR. - 3. EGINNORU. - 4. AEEINSS (+1). - 5. CEGHRSU. - 6. AAAHNT. - 7. AACCELM (+1). - 8. BEELRUZ. - 9. EESTITZ. - 10. EINNRTU (+2). - 11. AAEFFNR. - 12. AAEHLPL. - 13. DEEMSU. - 14. DEEELOTT. - 15. EELRTU. - 16. AEEERSS (+3). - 17. EIRSVZ (+5). - 18. DEOSSU. - 19. AEGINNSU (+1). - 20. AACRSST (+2).

#### VERTICALEMENT

21. AEOQTU. - 22. ADHRSU. - 23. ACEEFNN. - 24. AAGINTT (+1). - 25. ACEEIPRU (+2). - 26. ACEEORS. - 27. EFNOST. - 28. EEEILLN. - 29. AAEISS. - 30. ADEERSU. - 31. EELRLS. - 32. CEHRSV. - 33. AEIRTV (+2). - 34. EEEINRSU. - 35. EENRTU. - 36. AEEINRSU (+1). - 37. DEEGRT. - 38. EGINNT. - 39. BEOTUZ. - 40. EIMNUZ. - 41. AEEISSTU (+1). - 42. ELOOPRS.

#### SOLUTION DU N° 919

1. PAQUEBOT. - 2. OCCUPE. - 3. EMULSIVE. - 4. ZANZIBAR. - 5. LOULOUTE. - 6. INTACTES. - 7. OCTOBRE. - 8. SMASHEUR (RHUMASSE). - 9. GATTAS, mangues. - 10. EMETTE. - 11. REDORER. - 12. NOURRIE. - 13. AMENDERA.

### ÉCHECS

N° 1692

#### TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES (Séville, 1996)

Blancs : G. Kasparov. Noirs : V. Kramnik. Gambit-D. Variante de Méran.

1. d4. 2. d5. 3. c3. 4. c4. 5. f4. 6. f5. 7. f6. 8. f7. 9. f8. 10. f9. 11. f10. 12. f11. 13. f12. 14. f13. 15. f14. 16. f15. 17. f16. 18. f17. 19. f18. 20. f19. 21. f20. 22. f21. 23. f22. 24. f23. 25. f24. 26. f25. 27. f26. 28. f27. 29. f28. 30. f29. 31. f30. 32. f31. 33. f32. 34. f33. 35. f34. 36. f35. 37. f36. 38. f37. 39. f38. 40. f39. 41. f40. 42. f41. 43. f42. 44. f43. 45. f44. 46. f45. 47. f46. 48. f47. 49. f48. 50. f49. 51. f50. 52. f51. 53. f52. 54. f53. 55. f54. 56. f55. 57. f56. 58. f57. 59. f58. 60. f59. 61. f60. 62. f61. 63. f62. 64. f63. 65. f64. 66. f65. 67. f66. 68. f67. 69. f68. 70. f69. 71. f70. 72. f71. 73. f72. 74. f73. 75. f74. 76. f75. 77. f76. 78. f77. 79. f78. 80. f79. 81. f80. 82. f81. 83. f82. 84. f83. 85. f84. 86. f85. 87. f86. 88. f87. 89. f88. 90. f89. 91. f90. 92. f91. 93. f92. 94. f93. 95. f94. 96. f95. 97. f96. 98. f97. 99. f98. 100. f99. 101. f100. 102. f101. 103. f102. 104. f103. 105. f104. 106. f105. 107. f106. 108. f107. 109. f108. 110. f109. 111. f110. 112. f111. 113. f112. 114. f113. 115. f114. 116. f115. 117. f116. 118. f117. 119. f118. 120. f119. 121. f120. 122. f121. 123. f122. 124. f123. 125. f124. 126. f125. 127. f126. 128. f127. 129. f128. 130. f129. 131. f130. 132. f131. 133. f132. 134. f133. 135. f134. 136. f135. 137. f136. 138. f137. 139. f138. 140. f139. 141. f140. 142. f141. 143. f142. 144. f143. 145. f144. 146. f145. 147. f146. 148. f147. 149. f148. 150. f149. 151. f150. 152. f151. 153. f152. 154. f153. 155. f154. 156. f155. 157. f156. 158. f157. 159. f158. 160. f159. 161. f160. 162. f161. 163. f162. 164. f163. 165. f164. 166. f165. 167. f166. 168. f167. 169. f168. 170. f169. 171. f170. 172. f171. 173. f172. 174. f173. 175. f174. 176. f175. 177. f176. 178. f177. 179. f178. 180. f179. 181. f180. 182. f181. 183. f182. 184. f183. 185. f184. 186. f185. 187. f186. 188. f187. 189. f188. 190. f189. 191. f190. 192. f191. 193. f192. 194. f193. 195. f194. 196. f195. 197. f196. 198. f197. 199. f198. 200. f199. 201. f200. 202. f201. 203. f202. 204. f203. 205. f204. 206. f205. 207. f206. 208. f207. 209. f208. 210. f209. 211. f210. 212. f211. 213. f212. 214. f213. 215. f214. 216. f215. 217. f216. 218. f217. 219. f218. 220. f219. 221. f220. 222. f221. 223. f222. 224. f223. 225. f224. 226. f225. 227. f226. 228. f227. 229. f228. 230. f229. 231. f230. 232. f231. 233. f232. 234. f233. 235. f234. 236. f235. 237. f236. 238. f237. 239. f238. 240. f239. 241. f240. 242. f241. 243. f242. 244. f243. 245. f244. 246. f245. 247. f246. 248. f247. 249. f248. 250. f249. 251. f250. 252. f251. 253. f252. 254. f253. 255. f254. 256. f255. 257. f256. 258. f257. 259. f258. 260. f259. 261. f260. 262. f261. 263. f262. 264. f263. 265. f264. 266. f265. 267. f266. 268. f267. 269. f268. 270. f269. 271. f270. 272. f271. 273. f272. 274. f273. 275. f274. 276. f275. 277. f276. 278. f277. 279. f278. 280. f279. 281. f280. 282. f281. 283. f282. 284. f283. 285. f284. 286. f285. 287. f286. 288. f287. 289. f288. 290. f289. 291. f290. 292. f291. 293. f292. 294. f293. 295. f294. 296. f295. 297. f296. 298. f297. 299. f298. 300. f299. 301. f300. 302. f301. 303. f302. 304. f303. 305. f304. 306. f305. 307. f306. 308. f307. 309. f308. 310. f309. 311. f310. 312. f311. 313. f312. 314. f313. 315. f314. 316. f315. 317. f316. 318. f317. 319. f318. 320. f319. 321. f320. 322. f321. 323. f322. 324. f323. 325. f324. 326. f325. 327. f326. 328. f327. 329. f328. 330. f329. 331. f330. 332. f331. 333. f332. 334. f333. 335. f334. 336. f335. 337. f336. 338. f337. 339. f338. 340. f339. 341. f340. 342. f341. 343. f342. 344. f343. 345. f344. 346. f345. 347. f346. 348. f347. 349. f348. 350. f349. 351. f350. 352. f351. 353. f352. 354. f353. 355. f354. 356. f355. 357. f356. 358. f357. 359. f358. 360. f359. 361. f360. 362. f361. 363. f362. 364. f363. 365. f364. 366. f365. 367. f366. 368. f367. 369. f368. 370. f369. 371. f370. 372. f371. 373. f372. 374. f373. 375. f374. 376. f375. 377. f376. 378. f377. 379. f378. 380. f379. 381. f380. 382. f381. 383. f382. 384. f383. 385. f384. 386. f385. 387. f386. 388. f387. 389. f388. 390. f389. 391. f390. 392. f391. 393. f392. 394. f393. 395. f394. 396. f395. 397. f396. 398. f397. 399. f398. 400. f399. 401. f400. 402. f401. 403. f402. 404. f403. 405. f404. 406. f405. 407. f406. 408. f407. 409. f408. 410. f409. 411. f410. 412. f411. 413. f412. 414. f413. 415. f414. 416. f415. 417. f416. 418. f417. 419. f418. 420. f419. 421. f420. 422. f421. 423. f422. 424. f423. 425. f424. 426. f425. 427. f426. 428. f427. 429. f428. 430. f429. 431. f430. 432. f431. 433. f432. 434. f433. 435. f434. 436. f435. 437. f436. 438. f437. 439. f438. 440. f439. 441. f440. 442. f441. 443. f442. 444. f443. 445. f444. 446. f445. 447. f446. 448. f447. 449. f448. 450. f449. 451. f450. 452. f451. 453. f452. 454. f453. 455. f454. 456. f455. 457. f456. 458. f457. 459. f458. 460. f459. 461. f460. 462. f461. 463. f462. 464. f463. 465. f464. 466. f465. 467. f466. 468. f467. 469. f468. 470. f469. 471. f470. 472. f471. 473. f472. 474. f473. 475. f474. 476. f475. 477. f476. 478. f477. 479. f478. 480. f479. 481. f480. 482. f481. 483. f482. 484. f483. 485. f484. 486. f485. 487. f486. 488. f487. 489. f488. 490. f489. 491. f490. 492. f491. 493. f492. 494. f493. 495. f494. 496. f495. 497. f496. 498. f497. 499. f498. 500. f499. 501. f500. 502. f501. 503. f502. 504. f503. 505. f504. 506. f505. 507. f506. 508. f507. 509. f508. 510. f509. 511. f510. 512. f511. 513. f512. 514. f513. 515. f514. 516. f515. 517. f516. 518. f517. 519. f518. 520. f519. 521. f520. 522. f521. 523. f522. 524. f523. 525. f524. 526. f525. 527. f526. 528. f527. 529. f528. 530. f529. 531. f530. 532. f531. 533. f532. 534. f533. 535. f534. 536. f535. 537. f536. 538. f537. 539. f538. 540. f539. 541. f540. 542. f541. 543. f542. 544. f543. 545. f544. 546. f545. 547. f546. 548. f547. 549. f548. 550. f549. 551. f550. 552. f551. 553. f552. 554. f553. 555. f554. 556. f555. 557. f556. 558. f557. 559. f558. 560. f559. 561. f560. 562. f561. 563. f562. 564. f563. 565. f564. 566. f565. 567. f566. 568. f567. 569. f568. 570. f569. 571. f570. 572. f571. 573. f572. 574. f573. 575. f574. 576. f575. 577. f576. 578. f577. 579. f578. 580. f579. 581. f580. 582. f581. 583. f582. 584. f583. 585. f584. 586. f585. 587. f586. 588. f587. 589. f588. 590. f589. 591. f590. 592. f591. 593. f592. 594. f593. 595. f594. 596. f595. 597. f596. 598. f597. 599. f598. 600. f599. 601. f600. 602. f601. 603. f602. 604. f603. 605. f604. 606. f605. 607. f606. 608. f607. 609. f608. 610. f609. 611. f610. 612. f611. 613. f612. 614. f613. 615. f614. 616. f615. 617. f616. 618. f617. 619. f618. 620. f619. 621. f620. 622. f621. 623. f622. 624. f623. 625. f624. 626. f625. 627. f626. 628. f627. 629. f628. 630. f629. 631. f630. 632. f631. 633. f632. 634. f633. 635. f634. 636. f635. 637. f636. 638. f637. 639. f638. 640. f639. 641. f640. 642. f641. 643. f642. 644. f643. 645. f644. 646. f645. 647. f646. 648. f647. 649. f648. 650. f649. 651. f650. 652. f651. 653. f652. 654. f653. 655. f654. 656. f655. 657. f656. 658. f657. 659. f658. 660. f659. 661. f660. 662. f661. 663. f662. 664. f663. 665. f664. 666. f665. 667. f666. 668. f667. 669. f668. 670. f669. 671. f670. 672. f671. 673. f672. 674. f673. 675. f674. 676. f675. 677. f676. 678. f677. 679. f678. 680. f679. 681. f680. 682. f681. 683. f682. 684. f683. 685. f684. 686. f685. 687. f686. 688. f687. 689. f688. 690. f689. 691. f690. 692. f691. 693. f692. 694. f693. 695. f694. 696. f695. 697. f696. 698. f697. 699. f698. 700. f699. 701. f700. 702. f701. 703. f702. 704. f703. 705. f704. 706. f705. 707. f706. 708. f707. 709. f708. 710. f709. 711. f710. 712. f711. 713. f712. 714. f713. 715. f714. 716. f715. 717. f716. 718. f717. 719. f718. 720. f719. 721. f720. 722. f721. 723. f722. 724. f723. 725. f724. 726. f725. 727. f726. 728. f727. 729. f728. 730. f729. 731. f730. 732. f731. 733. f732. 734. f733. 735. f734. 736. f735. 737. f736. 738. f737. 739. f738. 740. f739. 741. f740. 742. f741. 743. f742. 744. f743. 745. f744. 746. f745. 747. f746. 748. f747. 749. f748.







## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 8 JUIN 1995

**TECHNO** Le Palais omnisports de Bercy sera, samedi 8 juin, transformé en une gigantesque discothèque. Des milliers de jeunes assisteront à cette rave et communieront

avec une vingtaine de stars de la dance music. La dance, qu'il ne faut pas confondre avec la techno, connaît un succès énorme avec nombre de titres vendus à

300 000 exemplaires et même 550 000 pour « Children », de Robert Miles. Ce filon est exploité par d'ingénieux producteurs indépendants. © OPHELIE WINTER, diva de la tech-

no populaire, tente une reconversion dans le rhythm'n'blues avec l'album *No Soucy*. © LES RAVES, immenses soirées de musique techno, sont souvent interdites à cause des

problèmes de drogue. Ce qui ne les empêche pas d'exister clandestinement. Les maisons de disques, quant à elles, cherchent à négocier avec le ministère de la culture.

# La dance music à la recherche permanente du succès commercial

Née dans les années 80 des progrès de la technologie, cette musique fait jeu égal avec celle des plus grandes stars du rock et de la chanson. Elle précipite des milliers de personnes dans les soirées « raves » et les « dance machines ». Quelques producteurs ingénieux savent exploiter le filon

LA DIFFÉRENCE qui sépare la techno de la dance music ressemble à celle qui distinguait le rock de la musique pop. D'un côté - pour le rock et la techno -, le purisme d'une avant-garde en réaction au goût des masses. De l'autre - pour la pop et la dance -, l'aspiration au succès populaire, la volonté de faire siffler ou danser, en un mot, consommer par tous les moyens. Le public de la dance préfère les supermarchés aux disquaires spécialisés, les gros réseaux FM aux radios locales, les discothèques de province à l'élitisme des nuits parisiennes où l'on danse jusqu'à l'aube - les raves. Mais ces frontières peuvent vite s'effacer, car il n'y a souvent qu'un pas entre la réussite underground et le tube.

Dance et techno ont la même origine : l'explosion, au milieu des années 80, de la house music. A l'époque, dans les discothèques de Chicago, des disc-jockeys, eux-

mêmes héritiers de la vague disco des années 70, ont mélangé des rythmes américains et des sonorités synthétiques des musiques européennes pour faire triompher à nouveau les plaisirs de la danse. Très vite, le genre se répandit à travers le monde. Il changera dix fois de nom - new beat, acid house, garage, trance, ambient... -, avant d'être désigné par deux termes génériques : la techno, dépendant des progrès technologiques (séquenceurs, échantillonneurs, diffusion on line) et la dance music, plus commerciale.

Le phénomène n'épargne pas la France. Le palmarès des meilleures ventes de disques consacre souvent, depuis quatre ou cinq ans, les producteurs de cette techno agulcheuse, habiles à doser mélodie facile, texte-slogan minimal, racolage sensuel, rythmes aséptés. A de rares exceptions (Ace of Base, Masterboy, 2 Unlimited, Scatman), les albums des vedettes de la dance s'écoulent moins bien que leurs singles. En 1995, seulement trois disques de dance figuraient au classement des cinquante meilleures ventes d'albums (hors compilations) de l'année, alors que quatorze singles apparaissent au top 50 des formats courts.

## Marier la jungle et l'art contemporain

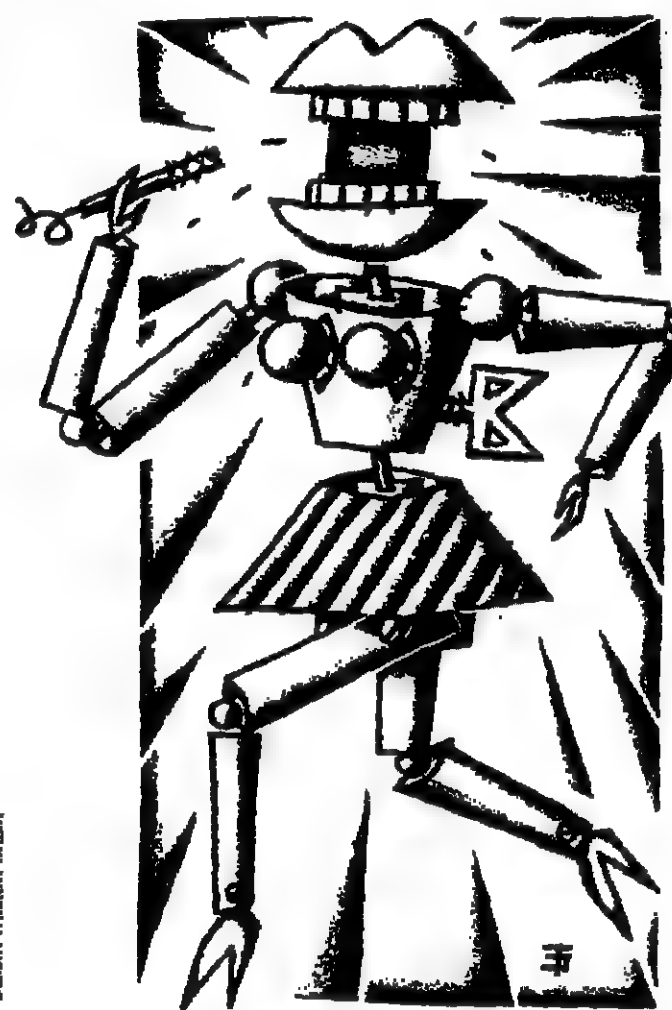
Des amateurs de raves danseront, le 20 juin, au rythme des DJ, tout en assistant à des interventions d'artistes. Ce métissage musique-art est dû à Radio Mentale et à la revue d'art contemporain *Biocnotes* qui s'emploie à bousculer les conventions de l'art, « tout comme la techno bouscule les conventions de la musique », explique Frank Perrin, directeur de *Biocnotes*. Ce dernier défend l'« ambient et la jungle, qui permettent de danser et parler en même temps ». La « composition en direct » de la techno, qui « plonge l'assistance dans le même fluide sonore », peut se rapprocher des performances d'artistes. Il y a surtout dans cette musique des préoccupations sociales que défend la revue à travers les thèmes du corps, de la sexualité, de la consommation de masse, de l'identité, la résistance aux pouvoirs... Le prochain numéro de *Biocnotes* sortira fin juin avec pour thème « la fête ». La techno n'est pas loin.

★ Soirée Aérosphère, jeudi 20 juin de 22 heures à 3 heures du matin. La Flèche d'or, 102 bis, rue de Bagnolet, 75020 Paris.

## CONSUMER DANS L'INSTANT

La vente de ces « simples » est en revanche prolongée par les compilations rassemblant une vingtaine de titres, dont les scores sont impressionnants : près de 300 000 exemplaires pour « la plus grande discothèque du monde » (Scorpio). Autre symbole de cet engouement, les soirées Dance Machine organisées à Bercy par M 6 et Fun-Radio rassemblent près de 17 000 personnes. Samedi 8 juin, pour la neuvième fois, un public très jeune - entre quinze et vingt ans - communiçait avec une vingtaine de stars du genre (E-Type, N'Trance, Corona, Ice MC), transformant (le plus souvent en play-back) le Palais omnisports de Bercy en une gigantesque discothèque. On percevait, là mieux qu'ailleurs, l'efficacité du produit, l'aspect impalpable de ces « chanteurs » et danseurs, la fugacité des multiples courants de la dance, musique à consommer dans l'instant.

Deuxième tendance en vogue, la dream music. Son initiateur, Robert Miles, est un DJ italien. Ro-



DESSIN THIERRY DALRY

berto Concha de son vrai nom. Effrayé par le nombre d'accidents de la route à la sortie des boîtes de nuit, il aurait composé *Children*, un « instrumental » destiné à calmer les danseurs en fin de soirée. Après un détour dans des studios suédois et allemands (on ne parle pas pour rien d'« eurodance »), le titre est devenu ce tube international, mélange de nappes de piano rêveur et de beat techno - imaginez Richard Clayderman sous les lasers - qui trône depuis deux semaines au sommet de notre hit-parade. Comme toujours en pareil cas, ce succès a immédiatement engendré des copies.

Happy Music a toutes les raisons d'être heureuse. Cette maison de disques indépendante a fait signer à temps Robert Miles pour la France et touché le jackpot. Presque une habitude pour Pierre Forgacs, un ancien DJ, qui, depuis

onze ans à la tête de son label, a prouvé que ses oreilles valaient de l'or. Benny B, Real 2 Real, Techno, Robin S et 740 Boys sont quelques-unes des signatures qui ont permis à Happy Music de s'imposer, avec Scorpio et Alrplay, comme l'un des trois gros labels indépendants de dance en France.

« Nous achetons généralement nos morceaux à des producteurs étrangers », explique Delphine Gosset, secrétaire générale de Happy Music. Des pays comme l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique ou les Pays-Bas ont une culture dance plus importante qu'en France. Dans ce milieu, il faut constamment être à l'affût des nouveaux sons. Un bon titre de dance est celui qui surprend, car les danseurs se lassent très vite. Il n'est en général pas question de carrière d'artiste. Il serait trop risqué de miser sur un nom alors que tout va si

vite. En fait, nous achetons titre par titre. Nous avons mis du temps à établir nos réseaux, mais nous avons fait nos preuves. Maintenant les gens nous envoient leur produit en priorité. »

## CONCURRENCE

« Quand d'autres labels savent que nous nous intéressons à quelqu'un, les enchères montent vite. Il est très difficile de trouver quelque chose à moins de 2 000 dollars (10 000 francs). Ça peut s'élever jusqu'à 30 000 dollars. Le contrat est complété par un pourcentage cédé sur les ventes. » Happy Music a acheté le titre de Robert Miles 5 000 dollars environ (25 000 francs). A ce prix, un disque est amorti aux alentours de 10 000 exemplaires. Or il s'est vendu à ce jour plus de 550 000 exemplaires... L'affaire est juteuse, concède Delphine Gosset, mais notre situation n'est jamais confortable. Travailler dans la dance c'est jouer sans arrêt à la roulette. »

Dans un marché du disque en stagnation, les professionnels de la dance observent cette année un léger tassement de leurs activités, dû en particulier à une apparente saturation de la compilation. Longtemps à la traîne, les multinationales ont créé des entités spécialisées (les dance pool). La concurrence est donc plus rude pour les indépendants.

Mais la perspective d'un « coup » lucratif allèche encore nombre de petits nouveaux. Bruno Keynard travaille dans la presse de charme depuis dix ans sous le nom d'Athos Keyne. L'envie lui a pris d'élargir ses activités à la techno. Avec la complicité d'un producteur, Valmont Texier, et armé d'un concept qui a pour nom MAD (Massive Attack Dance), il espère séduire les foules. Extraît du dossier de presse : « La MAD traite de sujets tabous (l'homosexualité, religion, prostitution, bisexualité...) sur de la très bonne dance music, avec envoies de charmes et sons magiques. Finis les textes bateau de la dance music, maintenant, c'est du concret ! »

Propriétaire d'un studio d'enregistrement et déjà producteur de quelques hits (*Nouveau départ*, de Rodd ou *Fuck You Fuck Me*, signé T. Bull), Valmont Texier aborde sans détours ses activités : « La dance permet de bouffer. C'est un produit Kleenex qui dépend de la demande. Des importateurs de sons,

auxquels nous achetons des banques de données sonores, nous permettent de connaître les tendances de chaque pays. Les nouvelles technologies permettent de réaliser les chansons rapidement. On travaille les rythmiques et les boucles mélodiques sur séquenceurs. On engage une chanteuse payée au forfait, qui n'apparaît pas forcément sur la pochette ou dans le clip. Il est parfois préférable de trouver une personne au physique adapté. Si le disque marche, on peut engager des danseurs qui tourneront dans les discothèques pour promouvoir le titre. Il n'est pas rare que plusieurs groupes soient sur la route en même temps pour promouvoir le même morceau. Mon but est de gagner suffisamment d'argent pour investir enfin dans la promotion d'artistes. Notre démarche peut paraître cynique, mais nous nous amusons beaucoup. »

Stéphane Davet

## La reconversion d'Ophélie Winter au rhythm'n'blues

LA DANCE mène à tout à condition d'en sortir. C'est le pari que tente Ophélie Winter, hier diva platinée de la techno populaire, demeurée, peut-être, chanteuse soul. Sorti ces jours-ci, *No Soucy*, son premier album, semble lui donner raison. « Il y a quelques années, j'ai enregistré deux singles avec des producteurs qui m'avaient fait signer un contrat de six ans. Ils voulaient faire de moi une vedette de la dance. Je n'aimais pas ce qu'ils me faisaient chanter. J'ai voulu casser le contrat, mais pendant un an et demi, le temps du procès, on m'a interdit de chanter. J'ai fait alors de la télévision sur M 6. J'ai présenté, entre autres, les cinq premiers Dance Machine. »

## L'AMBIANCE

Libérée par le tribunal de ses obligations contractuelles, Ophélie reprend sa carrière de vocaliste des musiques noires américaines. « J'adore la soul, le groove. Je suis une inconditionnelle de Prince, qui est devenu un ami. J'ai chanté avec lui. J'espère qu'un jour il me proposera des chansons. » En attendant, sa maison de disques, East West (filiale du groupe Warner), lui a donné des moyens. Accompagnée d'une équipe musclée, Ophélie a traversé de nombreuses fois l'Atlantique pour parfaire un disque scintillant de toutes les trouvailles du nouveau rhythm'n'blues américain. « Il n'y a rien sur ce disque que je n'aime pas », dit-elle. Le but était aussi de casser cette image de poupée sexy et superficielle. De m'imposer comme chanteuse sur une vraie scène. Ce qui est impossible dans la dance. »

Ce disque est entré numéro 3 dans le classement des meilleures ventes d'albums en France, et une version anglophone sortira en janvier aux États-Unis. Ophélie Winter déborde d'ambition. « Les stars américaines sont capables de gérer plusieurs activités. Je fais de la télé (l'émission *Ophélie Street* sur M 6, des défilés, du dessin, du cinéma : *Hommes, femmes, mode d'emploi*, le dernier *Leïon*) et de la musique. » Ophélie n'en a pourtant pas tout à fait fini avec la dance music. Elle devrait en effet prochainement être la vedette d'une comédie musicale produite par M 6. Elle jouera le rôle d'une provinciale montée à Paris pour assister à Dance Machine... J'espère ensuite ne plus rien avoir à faire avec la dance. »

S. D.

★ « No Soucy », 1 CD East West 0630-15105-2. Distribué par WEA.

Catherine Bédarida

## Les raves, un cauchemar pour les organisateurs et la police

Devant la répression accrue, les professionnels veulent négocier avec le ministère de la culture

UN AUTOCOLLANT « censuré » barre la pochette du disque et accuse : « De plus en plus de raves sont victimes de l'arbitraire. » À l'intérieur, la tribu Sir-Cus, qui publie cette compilation *Techno Travel*, joue sur les mots en français : « Interdire les raves, c'est le début du cauchemar. » Deux soirées techno prévues par Sir-Cus, un groupe invité au dernier Printemps de Bourges et distribué par Polygram, ont été interdites, au Zénith de Paris, le 1<sup>er</sup> juin, et dans les arènes de Nîmes, le 20 juillet.

Le cauchemar, pour le ministère de l'Intérieur, est tout autre. À l'Assemblée nationale le 29 mai, Jean-Louis Debré déclarait, à propos de « l'extasy et [des] soirées rave, des instructions très précises ont été données aux services de police pour que le système répressif se mette en marche, sans complaisance à l'égard de ceux qui organisent de telles soirées, parce qu'il y a danger pour un grand nombre de nos enfants ». Il ajoute avoir donné des instructions aux préfets pour, « si nécessaire », traduire les organisateurs devant la justice. Le ministre répondait à une question orale du député RPR Ernest Chénier, cet ancien principal du collège de Creil (Oise) qui avait fait de l'affaire du

foulard islamique un tremplin pour sa carrière politique. M. Chénier s'insurge contre « la caravane de cette redoutable marginalité » qui cumule « atteinte à l'ordre public, commerce illicite, trafic et usage de produits prohibés ».

Même les organisateurs professionnels sont contraints d'annuler des soirées. La Tribu des pingouins avait obtenu les arènes de Nîmes l'été dernier pour une nuit « Boréal » ; il n'y aura pas de « Boréal » en août ni de soirée « Polar » à Lyon à la Halle Tony Garnier. « Un kilo et demi de diverses drogues a été saisi par le service d'ordre de Boréal (en dernier, explique Jocelyne Pezet-Romieux, adjointe au maire de Nîmes, chargée des festivités. Une publicité énorme avait été faite. Quatre mille personnes n'ont pu entrer dans les arènes et ont enfoncé les portes. Au matin, il y a eu une after [poursuite de la fête dans d'autres lieux] compliquée, qui a débordé les organisateurs. »

Appliquant aussitôt les consignes de Jean-Louis Debré, les gendarmes ont interpellé sur place, dimanche 2 juin au matin, l'organisateur d'une fête en forêt près de Saint-Amoult-en-Yvelines. Aucune drogue n'a été saisie, mais

le juge d'instruction du tribunal de Versailles a mis en examen le jeune homme pour « dégradations volontaires » et « outrage et rébellion à agents de la force publique ». Quant à la municipalité d'Avignon, elle a carrément interdit les raves (Le Monde du 18 mai).

## CLANDESTINITÉ PRODIGE

Si la répression s'accroît, c'est aussi que les organisateurs se professionnalisent et sont plus faciles à poursuivre. Ils cherchent eux-mêmes à contrôler la situation, font appel à des services d'ordre imposants et prévoient des « after » officiels. Sur le 3615 Rave, Basses fréquences annonce par exemple une soirée « dans un lieu paradisiaque près de Paris » avec DJ's vedettes et toutes les tendances musicales de la techno. Et précise : « Totally clean. Strict selection. Firm security. Absolutely no drugs. Maximum comfort. No violence or bad spirit. »

Ces professionnels ont besoin que la techno perde en partie son parfum de scandale. A présent, l'illégalité des raves favorise toutes les escroqueries. Pour déjouer la police (et pimenter la soirée), les rendez-vous sont souvent donnés dans la rue, par exemple à Paris,

place de la Nation, porte Maillot... Or la fête ne ressemble pas toujours à ce qui avait été annoncé au moment où le prix du billet a été encaissé. Si le service d'ordre est rémunéré, bien des DJ's attendent encore les cachets promis. La clandestinité est propice à la vente des drogues les plus coupées de produits dangereux.

Après les déclarations du ministre de l'Intérieur, le Syndicat national des producteurs de spectacle a protesté. Comme les majors qui possèdent des labels techno ou le magazine spécialisé *Coda*, ils tentent de convaincre le ministre de la culture de desserrer le joug et de faire, pour la techno, ce que Jack Lang avait fait pour le rap. Le milieu déplore que les décisions et l'opinion ignorent ce mouvement musical. « Le problème existe chaque fois que de nouvelles tendances musicales émergent, que les autorités ne comprennent pas. Mais la techno marchera : les répressions ne sont jamais venues à bout de la musique », critique Jean Karacos, directeur du label Distance (Sony).

Les interdictions ont leurs avantages, estiment les « puristes », qui pressent eux-mêmes leurs vinyles à cinq cents exemplaires, citant

Deleuze, Debord et Artaud et voient dans Internet et l'informatique musicale une culture de la résistance. Aux Borealis ou aux fêtes de *Coda*, ils préfèrent les raves en forêt, ou - plus audacieuses - dans les chasses présidentielles de Rambouillet, comme à l'automne 1995.

« Il y a beaucoup d'opportunités dans la techno, beaucoup de primitifs », estime le DJ Sekens Murdock, créateur du « technozine » (fanzine) *TNT* et collaborateur de la revue d'art contemporain *Biocnotes*. Les fêtes légales allemandes ou suisses le font frémir. Ces « grosses machines » à but commercial, où circulent les drogues, ce sont « quinze mille personnes dans un hangar, le crâne rasé, toutes habillées pareil, qui ne s'adressent pas la parole ». Thierry Benoit, de Sir-Cus, estime que « beaucoup d'organisations sont très loin de l'esprit sympa et libertaire du début ». Il reste à inventer des fêtes légales, à échelle humaine, « différentes de Dance Machine », pense Sekens Murdock. En attendant, espère-t-il, « si le gouvernement continue à criminaliser la techno, tous ceux qui veulent résister vont se mettre à l'écouter ».

## Les patron



## La plongée de Nick Waplington dans l'Angleterre des sans-travail

Le photographe expose les images passionnantes d'une famille pauvre au nord du pays

**THE WEDDING**, FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006, Paris. Jusqu'au 29 juin. Livre, éd. Aperture (distrib. Interart), 80 p., 73 photos, 312 F.  
**LIVING ROOM**, FNAC Forum, Forum des Halles, 1-7, rue Pierre-Lescot, 75001, Paris. Livre, éd. Aperture (distrib. Interart), 72 p., 50 photos, 273 F.

C'est un quartier pauvre, quel que soit le nord de l'Angleterre, où Nick Waplington habitait avec son grand-père quand il était adolescent. A Nottingham, tout le monde connaissait le grand-père, ce qui a permis à son petit-fils, fou de skate-board, de se faire accepter, et, sans l'air d'y toucher, de sortir un appareil photo pour tirer le portrait des gens, et accumuler des images qui forment une chronique des mariages, naissances, fêtes, de l'under class, celle qui vit de allocations, de petits boulots et de débrouille.

Nick Waplington a publié un premier livre, en 1991, qui a fait grand bruit. *Living Room* est une chronique familiale qui a laissé Richard Avedon baba, quand il a découvert les images : « Waplington montre la violence dans l'affection, la sexualité dans l'innocence, le frisson dans le foyer électrique, tout cela avec un nouveau vocabulaire, sans enjoliver, tout cela dans la même pièce en même temps ».

Trois mois par an, Nick Waplington quitte son atelier londonien pour retrouver ses amis de Nottingham. Et pour les photographier. Il publie aujourd'hui, et expose, *The Wedding* (le mariage). On découvre Janet, la mariée, déjà présente dans *Living Room*. Clive, le marié, les quatre filles que Janet a eues de mariages précédents,

puls les sœurs, frères, beaux-frères, et bien d'autres. Nous sommes également conviés à la vie de garçon, à des parties, dîners familiaux, aux préparatifs du mariage, à la coiffure d'une fillette, aux beuveries. Autant de portraits et d'instantanés qui font penser à *Snapper*, le film de Stephen Frears.

Comme Frears, Waplington montre que la famille, quand tout va mal, reste le dernier rempart contre le chaos. Tous se serrent les coudes, ne se plaignent pas, tiennent, croquent le quotidien sans se poser de questions. Il n'y a rien de larmoyant dans ces images, simplement une pauvreté qui transpire des couleurs agressives, des corps empâtés par la bière et les sucreries, des espaces étouffants, des vêtements minables, de la moquette trouée de mégots, des attitudes et gestes vulgaires.

### ÉCUEILS DÉJOUÉS

Qu'est-ce qui a changé depuis le premier livre ? « La situation s'est dégradée, répond Nick Waplington, les aides sociales se sont encore réduites, la drogue et les armes à feu ont fait leur entrée dans la famille, les enfants fument et boivent de la bière, les biberons coulent les mégots ». Mais Nick Waplington ne voulait réaliser une œuvre sociale : « Ces gens ne représentent qu'eux-mêmes, ils sont mes amis. C'est tout. Le sujet n'est pas la pauvreté, mais les relations à l'intérieur de la famille ». Il n'empêche, les autorités de Nottingham ont été choquées par ce travail, qui donnerait une image dégradante de leur ville. Après avoir tenté d'interdire son exposition, elles ont commandé à un photographe une étude « plus positive » de la cité...



Deux reproches sont faits à Nick Waplington : violer l'intimité d'amis transformés en archétype des laissés-pour-compte du Thatcherisme ; faire de l'art avec un quotidien sordide dont les traits seraient exagérés. Deux écueils que le photographe déjoue avec conviction. D'abord parce qu'il n'observe pas, mais vit avec cette famille. La plupart des images sont prises dans la maison et non dans la rue, ce qui différencie Waplington de la plupart des photographes « sociaux ». Affirmant « ne pas connaître de riche et ne pas vouloir en connaître », il s'est occupé, la nuit du mariage, des enfants comme baby-sitter. « Quand les mariés sont rentrés du pub à 2 heures du matin, je suis allé danser dans une boîte de jungle ». Et, le matin, il était là pour surprendre les mariés au réveil.

Waplington refuse également de publier dans la presse des images qu'il ne considère pas comme du reportage. Mais d'ajouter : « Il est déterminant pour l'art d'être en prise avec la réalité ». Où donc le classer ? Ce travail de l'intime renouvelle le style documentaire, et fait de Waplington un des meilleurs représentants d'une école britannique pour le moins décapante, mêlant férocité et tendresse. Mais, au-delà de la multitude de détails qui constituent autant d'informations, Waplington offre une vision surréaliste des relations humaines. Le premier plan est flou ; le cadre est sans cesse bousculé par des visages, corps, objets, matières impalpables qui deviennent autant de blocs abstraits. Nick Waplington crée des formes avec la couleur, dont les nuances laissent parfois. Ce ne sont plus, alors, des Anglais anonymes qui sont montrés en spectacle, mais un théâtre tragique et burlesque.

Michel Guérin

## Le préfet du Var « choqué » par la venue de NTM à Châteauevallon

Il réclame la déprogrammation du groupe

LES ATTAQUES contre le Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauevallon, et de son directeur Gérard Paquet, se poursuivent. Après Jean-Marie Le Chevallier, maire FN de Toulon, qui réclame la tête de Gérard Paquet (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> et 2 juin 1996), c'est Jean-Charles Marchiani, préfet du Var — et proche de Charles Piquet —, qui demande la déprogrammation du groupe de rap NTM (Nique Ta Mère), invité à Châteauevallon le 26 juillet 1996, dans le cadre de la manifestation « Connexions hip-hop ». Si le TNDI n'obéissait pas à cette requête, l'Etat s'opposerait au versement de la subvention permettant d'accueillir cette manifestation hip-hop. Cette décision a été notifiée, dans une lettre datée du 3 juin 1996, à Jean-Jacques Bonnaud, président du conseil d'administration du TNDI. (*Le Monde* du 7 juin).

Dans sa lettre, le préfet justifie sa position « pour raison de morale républicaine ». Estimant que, dans les paroles de ses chansons, le groupe de rap dénigre l'image de la femme et des forces de police, il se déclare « choqué », en tant « que représentant de l'Etat, chrétien et homme » par sa présence à Châteauevallon et affirme ne pas pouvoir « laisser porter atteinte à la dignité de la femme et de la mère de famille », au moment où l'Etat « entame une réflexion sur la place de la famille dans la société ». M. Marchiani rappelle aussi que NTM fait l'objet d'une information judiciaire au tribunal de Toulon et d'une mise en examen pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique. Au cas où la présence du groupe serait maintenue, le préfet ajoute qu'il donnerait un avis défavorable au financement par l'Etat de cette partie de la manifestation.

Un communiqué du TNDI, envoyé à la presse le 6 juin, en fin de

matinée, indique que « Gérard Paquet ne fera aucun commentaire en l'absence de toute notification officielle », joint au téléphone. Il a néanmoins remarqué que « l'Etat, depuis l'arrivée du FN à Toulon, avait augmenté sa subvention de près de 2 millions de francs », l'admettant ainsi à rééquilibrer son budget après qu'il eut refusé toute subvention de la ville de Toulon.

### BIAS DE FER

Ces attaques répétées contre Châteauevallon semblent montrer une volonté de déstabiliser Gérard Paquet et son équipe. François Léotard, président de l'UDF, ardent défenseur de Châteauevallon depuis la victoire du FN à la mairie de Toulon, dans une conférence de presse qu'il tenait le 1<sup>er</sup> juin à la mairie de Fréjus, avec à son côté Jean-Pierre Giran, maire RPR de Saint-Cyr, avait apporté un soutien inconditionnel à Gérard Paquet dans le bras de fer qui l'oppose à Jean-Marie Le Chevallier : « Il est hors de question que nous laissions le Front national remettre en cause la liberté de création dans la plus importante institution culturelle du département ».

Comment François Léotard et les différents élus de la majorité vont-ils aujourd'hui réagir à cette nouvelle offensive, venant de leurs amis politiques, après avoir défendu sans relâche la liberté d'expression pour Châteauevallon ? Et qu'en pense le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy ? Ces deux personnalités politiques sont attendues, les 15 et 16 juin, à Châteauevallon pour participer à deux journées de réflexion dont les thèmes sont les suivants : « Faire de la politique face aux élus FN », et « La grande peur française de la mondialisation, ou le refuge nationaliste ».

Dominique Frérot

## Les grands maîtres du Baloutchistan à Paris

**TERRE ARIDE** et dénuée brûlée par un soleil féroce, le Baloutchistan s'étend de part et d'autre de la frontière qui sépare l'Iran du Pakistan. Une région hostile et ingrate dans laquelle rien n'a jamais poussé, si ce n'est un art musical d'une exaltante et passionnante richesse. Une tradition perpétuée au fil des siècles par des artistes professionnels, tels ceux invités jeudi 6 juin par le Théâtre de la Ville, des musiciens qui ne s'étaient jusqu'alors jamais rencontrés. Hormis Abdorrahman Surizchi, époustouflant joueur de *benji* (cithare allongée à clavier rappelant l'épave ou le dulcimer), installé en Norvège depuis huit ans, ils se déplacent sans arrêt, quittant leur village pour aller à une fête, un mariage, participer à un rituel de guérison. S'ils ne semblent pas très à l'aise devant le public parisien, dont ils ignorent tout, ils n'en jouent pas moins avec une extrême conviction et une envante virtuosité.

Se produisant tour à tour en duo, en trio ou en quatuor, ils interprètent une musique d'une fraîcheur extrême, traversée d'ornementations serpentine. Notamment Rasoule Bakhs, grand maître de la viole *sonud*, un magnifique objet richement orné, instrument emblématique de la musique baloutche.

Une musique évoquant parfois certaines des traditions rencontrées en Inde ou au Moyen-Orient et qu'on avait jusqu'à présent approchée seulement sur disques (*Baloutchistan : Musiques d'attente et de guérison*, sur Ocora ; *Baloutchistan : Bardes du Makran*, chez Buda Records).

Patrick Labesse

## Une œuvre de jeunesse de Gluck au Théâtre des Champs-Élysées

**LA CLÉMENTINE DE TITUS**, de Gluck, livret de Pietro Metastasio, avec Adrian Thompson (Titus), Elzbieta Szmytka (Vitellia), Sandrine Plau (Servilia), Audrey Michael (Sextus), Laura Polverelli (Annius), Roberto Scabridi (Publius), Orchestre de Picardie, Louis Langrée (direction), Patrice Caullier et Moshe Leiser (mise en scène), Christian Fenoillet (décors), Agostino Cavalca (costumes). Théâtre des Champs-Élysées. Prochaines représentations : les 8, 10, 12, 14 juin à 19 h 30, le 16 juin à 17 heures. Tél : 49-52-50-50. Prix des places : de 60 F à 670 F.

L'anathème clogant de Debussy (« Vive Rome, à bas Gluck ! ») et le culte grandissant de Mozart, incomparablement plus riche musicalement, semblaient avoir porté un coup fatal à Gluck. Ce n'était ni le premier ni le dernier car, depuis une quinzaine d'années, Gluck fait un retour sur les grandes scènes et, grâce aux baroqueux, sur les petites également.

C'est ainsi que Jean-Claude Malgoire et l'Atelier lyrique de Tourcoing (*Le Monde* du 30 janvier 1987) s'étaient avisés d'exhumer un

opéra de jeunesse, *La Clémence de Titus*, écrit par Gluck en 1752 sur un livret de Metastasio, qui inspira une quarantaine de compositeurs dont Mozart, en 1791. La belle production de Martin Schlumpf tourne en France et en Suisse. L'aventure aurait pu en rester là, une fois assuée la curiosité musicologique, dans cet opéra *seria* assez conventionnel, de la version primitive d'un des airs les plus émouvants, les plus originaux d'*Iphigénie en Tauride* (1779), *O malheureuse Iphigénie*, placé ici dans la bouche de Sextus faisant ses adieux à Vitellia. Mais voici qu'après avoir signé un cycle Gluck (*Iphigénie en Tauride*, *Orphée et Eurydice*, *Alceste*) avec Louis Langrée, Patrice Caullier et Moshe Leiser se sont laissés tenter par cette partition.

De prime abord, le résultat n'est guère convaincant dans la mesure où les costumes modernes et les jeux de scène qu'ils impliquent n'ont rien à voir avec le rythme et les conventions musicales de l'*opera seria*, du moins dans les airs, où il n'y a rien à jouer. Mais le tact des metteurs en scène, l'ingéniosité des pans de murs coulissants, la beauté des costumes féminins et surtout la qualité musicale du spectacle,

font que l'ensemble trouve rythme et cohérence.

Quoi qu'il en soit, la partition n'interdit pas de s'attendre à l'acte de l'opéra se noue avec deux airs dramatiques de Vitellia, notamment, et les récitatifs accompagnés, où Gluck montre ses dons de dramaturge. Pour Servilia, la *seconda donna*, il a écrit également des pages touchantes, ainsi que pour Annius, son fidèle amant. Le rôle de Titus est plus ingrat car sa clémence ressemble décidément à une faiblesse pathologique. Adrian Thompson a fort à faire pour le rendre crédible. Elzbieta Szmytka, voix sonore et flexible, fait preuve d'un double talent, musical et dramatique. Sandrine Plau est parfaite aussi, dans un autre registre. Les ressources vocales d'Adrian Thompson semblent plus limitées d'abord, mais elle en use à merveille dans son grand air. Les musiciens de l'orchestre de Picardie, enfin, jouent sur instruments modernes, mais avec un style si approprié qu'on s'y trompe, d'autant que Louis Langrée, au pupitre, fait des prodiges.

Gérard Condamine

## Les patrons des grands circuits défendent les multiplexes

LES REPRÉSENTANTS des exploitants de salles de cinéma sont inquiets, et surpris. Inquiets d'être pris en tenaille entre deux attaques simultanées contre ce que Pierre Verdel, président de la chambre syndicale des théâtres cinématographiques, appelle « les cinémas de l'an 2000 » et qu'on a pris l'habitude d'appeler multiplexes. D'un côté, une part importante de la profession (exploitants indépendants, producteurs et distributeurs) dénonce, dans ces installations, la source d'un futur déséquilibre en faveur des gros films, des grands circuits et des productions américaines, et reprochent le soutien du ministre de la culture. De l'autre, les députés ont adopté un texte qui, pour éviter la désertification des centres-villes si ces multiplexes allaient s'installer systématiquement en banlieue, soumet la construction de tout

complexe de plus de 1 500 places à une approbation des comités départementaux pour l'équipement et le commerce (CDEC). Ils sont inquiets, mais aussi surpris : ces multiplexes tant décriés sont, selon leurs exploitants, la meilleure chance d'avenir offerte au cinéma en général, et au cinéma français en particulier. Aussi, aux côtés de M. Verdel et de Jean Labé, président de la Fédération nationale des cinémas de France, ce sont les trois « poids lourds » qui montent au créneau : Nicolas Seydoux, président de Gaumont, Guy Verrecchia, président d'UGC, et Jean-Pierre Decrette, directeur général de Pathé. Ces dirigeants stigmatisent le mauvais procès fait au multiplexe. Nicolas Seydoux parle d'« ignorance et de mensonge », tandis que Pierre Verdel évoquera à propos du vote de l'Assemblée « un climat de démagogie déli-

rant ». Et d'aligner chiffres et prévisions. Jean Labé explique ainsi que les multiplexes représentent une chance inespérée de voir la fréquentation remonter de son étage actuel (environ 130 millions d'entrées annuelles) à « 150, voire 160 millions de spectateurs ». Et rappelle que les fluctuations coutent ou bénéficient presque uniquement au cinéma français, la fréquentation des films américains restant à peu près stable.

### HAUSSE CONSIDÉRABLE

Chaque patron de circuit donne ensuite les résultats de ses propres multiplexes : tous ont entraîné une hausse considérable (« de 50 à 300 % ») des entrées dans leur zone de chalandise. Et, selon eux, les films français sont les premiers bénéficiaires de cette évolution, aussi bien en présence dans des lieux dont ils étaient auparavant

exclus, faute d'écrans, qu'en fréquentation. Ils rappellent également que, sur les douze multiplexes actuellement en activité, six sont en centre-ville (dont trois à Paris).

Dans un premier temps, les exploitants espèrent obtenir un assouplissement du texte législatif lors de son passage au Sénat le 18 juin, en faisant relever le seuil d'intervention du CDEC à 2 000, voire 2 500 ou 3 000 fauteuils. Au-delà, reconnaissant que jusqu'alors ils s'étaient « insuffisamment expliqués », les exploitants espèrent convaincre les pouvoirs publics et l'ensemble des professionnels qu'un obstacle au développement des multiplexes serait « un désastre », dit Nicolas Seydoux, « une catastrophe », dit Guy Verrecchia, « pour le cinéma français ».

Jean-Michel Frodon

### DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : le multiplexe UGC de Nantes devait entrer en service mercredi 5 juin. La préfecture de Loire-Atlantique a refusé en *extremis* l'ouverture de ce « Ciné Cité » pour des raisons de sécurité. Selon la commission préfectorale, cet ensemble de douze salles (2 400 places), en étage au-dessus d'un magasin de sport, présenterait des défaillances dans les dispositifs d'alerte incendie et de détection des fumées.

■ **Un concours** organisé depuis vingt et un ans par le syndicat de la critique italienne récompense des thèses consacrées au cinéma. Une partie de ce prix Filippo Sacchi est réservé aux étudiants des universités françaises : deux récompenses, d'un montant de 3 millions de lires (environ 10 000 francs) pour la meilleure thèse de maîtrise et de 5 millions de lires (environ 15 000 francs) pour la meilleure thèse de doctorat, sont attribuées chaque année. Les étudiants ayant achevé leurs travaux au cours des deux dernières années académiques peuvent envoyer, impérativement avant le 30 juin, une demande de participation accompagnée d'un curriculum vitae, et de leur thèse, au SNGCI, viale Parioli n° 12-00198 Roma.

■ **LITTÉRATURE** : le prix Richelieu-Senghor 1996 a été décerné à Betoutte Fekkar-Lambiotte, sociologue algérienne et spécialiste de l'éducation. Il sera remis à la laureate le 12 juin, à la mairie de Paris, en présence du maire, Jean Tiberi, d'Anne Magnan, déléguée générale à la langue française et de François Cloutier, président du cercle Richelieu-Senghor, sous le haut patronage de la princesse de Kent et du président Léopold Sédar Senghor, ancien chef de l'Etat sénégalais. Créé en 1987, ce prix est attribué à une personne dont l'action a contribué de façon exceptionnelle au rayonnement international de la langue et de la culture françaises. M<sup>me</sup> Fekkar-Lambiotte a vécu jusqu'en 1963 en Algérie. Elle a été professeure de lettres modernes, puis directrice de l'école normale d'institutrices d'Oran.





## MUSIQUE DU MONDE

GAMBIE

L'Art de la kora :

Jali Nyama Suso

Avant que Mory Kanté ne la popularise au milieu des années 80, la kora n'était guère connue du public occidental. Aujourd'hui, grâce à Toumani Diabaté (*Djelika*, sur Hannibal Records) ou à Djeli Moussa Diawara (*Sobindo*, chez Mélodie), cette harpe à vingt et une cordes, montée sur une calebasse, est devenue familière à tous les amateurs, timides ou passionnés, des musiques du monde. Instrument-clé de la tradition mandingue, compagne inséparable du griot (ou jali) chanteur et conteur d'épopées et de louanges, la kora a ses têtes couronnées, ses figures de légende. Notamment en Gambie, bande de terre enclavée au sud du Sénégal, pépinière de koraistes.

Ainsi, Jali Nyama Suso, aujourd'hui décédé, virtuose et pionnier lorsque, en 1971, il part pour les États-Unis enseigner l'art délicat de son instrument. Réédition d'un disque paru en 1972, ce compact propose des pièces enregistrées au cours de ses séjours, complètes par quelques prises recueillies en Gambie. Parfois accompagné au chant, à la guitare dobro ou au kontingo (luth), Jali Nyama Suso joue une musique authentique, épurée. De sa kora il fait jaillir une pluie de notes douces et cristallines aux vertus apaisantes.

Patrick Labrosse  
★ 1 CD Ocora CS 580027. Distribué par Harmonia Mundi.

## INOLVIDABLES

DUOS LATINOS

Quelle fête ! De ces duos de charme, lancés en cuivres volutés par Graciela et Machito (*Me miraste y te mire*) et clos par les roulements mesurés (par le mambo) de Benny Moré et Olga Guillot (*Oye una canción para ti*), il faudra retenir que la solitude n'est pas dans la nature cubaine, et que, chantée en groupe et d'une même voix, la souffrance individuelle n'en apparaît pas moins à la communauté des romantiques transis.

De sa voix de goéland en vol, Liberdade Lamarque (avec Pedro Vargas) met du déchirement violonx au paradis des maracas (*Quiere mucho*). Miguelito Valdés, M. Babalú, fait des ronds de jambe à Olga Guillot, qui, elle-même, etc.

★ 1 CD Caney CCD902. Distribué par Night and Day.

## ROCK

### ELVIS COSTELLO

All This Useless Beauty

Auteur prolifique, le plus brillant sans doute de sa génération, Elvis Costello ne s'est pas contenté de constituer une imposante discographie personnelle. Trop passionné par l'histoire des musiques populaires pour ne pas avoir envie d'y laisser sa trace de songwriter, ce Liverpoolien a aussi placé nombre de chansons dans le répertoire de ses idoles. Paul McCartney, Roy Orbison, Johnny Cash, Roger McGuinn, June Tabor... On parle de plusieurs

# A la découverte de quelques pianistes russes

Trois femmes dominent un panorama assez exceptionnel proposé par Melodyia

L'ÉCOLE DE PIANO Russe existe-t-elle ?

Si l'on considère la volonté des Soviétiques d'utiliser la culture comme « force de frappe » dans les concours internationaux. Sans aucun doute. De pauvres jeunes, rivaux à leur piano, ont perdu une partie de leur jeunesse à monter et descendre des gammes sur leurs claviers. Cela a-t-il donné beaucoup d'artistes ? On peut apprendre à jouer d'un instrument, pas à devenir artiste. La part d'impondérable échappe à la rationalisation. D'ailleurs peu de pianistes russes auront dominé en Occident de façon déterminante dans la génération éduquée après la Révolution. Sviatoslav Richter, Emil Gilels, Tatiana Nikolaeva, Vladimir Ashkenazy, Youri Egorov (et encore celui-là s'est-il échappé pour pouvoir vivre son homosexualité au grand jour). Quelques autres encore, sans doute, qui n'égaleront jamais en nombre les tapers, pour ne pas dire les cognards qui n'ont réussi à s'imposer ni à l'Ouest ni à l'Est. Avant et après la chute du mur.

Il y avait cependant en Union soviétique, de grands artistes qui n'eurent guère la possibilité de jouer en dehors des pays de l'Est, généralement des gens nés au siècle dernier ou dans les premières années du nôtre. Des Cortot, Backhaus, Haskil, Cziffra. Nouveaux totallement inconnus en dehors de leur pays. Certains étaient connus par des disques ramené de Moscou que quelques « cinglés du classique » diffusèrent sur France Musique, il y a

quelques années. Des pianistes à la forte individualité technique et artistique, niant de fait toute idée d'école pianistique russe. Comme le disait Nise Obino, grand professeur brésilien - élève d'une élève, d'un élève de Liszt - comme la majorité des grands et « petits » pianistes russes : « Il y a la bonne façon de jouer du piano et toutes les mauvaises ».

FORTE EN THÈME ET VIRTUEUX

C'est ces pianistes quasi-inconnus pour la plupart que Melodyia nous invite à découvrir aujourd'hui. Dix pianistes, dont aucun ne laissera indifférent. Dix pianistes pourtant très différents les uns des autres. Si l'on n'est pas rebuté par les transcriptions (et pourquoi le serait-on), il faudra se jeter sur celle de Pierre et le loup de Prokofiev, aussi délicate que vicieuse sur le plan contrapuntique, réalisée par Tatiana Nikolaeva. Quelle science du clavier, quels phrasés malicieux, quel poids aussi cette artiste inclassable pouvait-elle développer dans une musique où on ne l'imagine généralement pas. Cette forte en thème réputée pour son Bach était aussi une sacrée virtuose : son interprétation de la Huitième Sonate du compositeur russe sort de la même forge. De l'acier de Dames, souple, brillant, invincible.

Mais la vraie surprise de ce coffret superbe tient en deux chiffres. Le premier est joué par Maria Grinberg (1908-1978). D'où tenait-elle cette façon incroyablement alerte de jouer Scarlatti, Seixas et Soler ? Ou avait-elle appris

à jouer Mozart avec une patte si légère, un jeu si sérieux et pourtant si bondissant ? Dans les textes, sans aucun doute. Car le style d'une œuvre de ce type est tout entier dans les notes. Voilà une pianiste tout aussi captivante que Clara Haskil ou que Marcelle Meyer.

Le second est joué par une dame au nom imprononçable : Elena Bekman-Chitcherina (1882-1951). Championne de la musique de son temps, cette artiste n'était pas snob pour un sou - elle n'avait pas besoin de ne jouer que les œuvres les plus sérieuses pour s'imposer. C'est donc dans un répertoire de petites pièces de salon qu'on découvre un jeu d'une fluidité, d'un charme ensorcelants. Sa sonorité, malgré l'âge de prises de son quasi-quinquagénaires, est d'un moelleux, d'une subtilité inouïe.

Des minutes volées au temps et à une culture qui n'est sans doute plus du nôtre. Voilà ce que le disque peut nous apprendre quand il échappe aux lois du marketing le plus à courte vue.

Alain Lompech

★ L'École russe de piano : Edvard Sjomine, Grigory Ginzburg, Lav Oborina, Vladimir Ashkenazy, Maria Grinberg, Eliso Virsaladze, Ekaterina Novitskaia, Elena Bekman-Chitcherina, Tatiana Nikolaeva et Igor Joukov : un coffret de dix CD Melodyia-BMG 74321-33230. Disques disponibles séparément.

## CLASSIQUE

AARON COPLAND

Organ Symphony, Dance Symphony, Short Symphony, Orchestral Variations

Orchestre symphonique de Saint Louis, Leonard Slatkin (direction)

On ne peut comprendre les musiques de Leonard Bernstein ou de Steve Reich sans connaître celle d'Aaron Copland (1900). Partagé entre un sens rythmique dont la jubilation n'est comparable qu'à celle de Messiaen et une mélancolie élégante, la musique de Copland mériterait meilleure audience en France.

Il est de bon ton d'admirer ses Variations pour piano (1930), car jamais Copland ne s'est plus rapproché de Schoenberg qu'ici. Le premier atout de ce disque est d'en faire entendre l'orchestration (1957). Son second atout est de proposer les versions originales d'œuvres plus connues sous une autre physionomie : ainsi de la Première symphonie, restituée dans sa version concertante avec orgue (1924), du Sextuor avec piano et clarinette, qui était une Short Symphony (1932).

Quant à la Dance Symphony (1929), elle est largement inspirée d'un ballet oublié, *Grigol* (1922), au demeurant récemment enregistré par Olivier Knussen (1 CD Argo 443 203-2). Cette musique, qui fit peur à la plupart de ses créateurs (difficultés de rythme et de mise en place), trouve un excellent second souffle grâce à la baguette vive de Leonard Slatkin, qui construit pas à pas, chez RCA, une remarquable anthologie d'ouvrages peu connus du répertoire américain (Barber, Piston, Ives, William Schuman, Corigliano).

★ 1 CD RCA Victor Red Seal 09026 68252-2.

## JAZZ

AIRES DANS LA NUIT

Mémoires suédoises

Anne Sofie von Otter (mezzo-soprano), Bengt Forsberg (piano), Sigurd von Koch (1879-1919), Ture Rangström (1884-1947), Wilhelm Peterson-Berger (1867-1942), Emil Sjögren (1853-1918), sont des noms qu'il vaut mieux ne pas faire apparaître sur une pochette de disques, à moins de faire fuir l'auditeur de bonne volonté - car on ne sait rien de ces auteurs.

C'est bien à tort. Wilhelm Stenhammar (1871-1927) et Hugo Alfvén (1872-1960) sont certainement les plus connus de cette anthologie : le premier écrit dans un style très schumannien, le second, si l'on en juge aux deux mélodies de l'opus 28 enregistrées ici, hésite entre la douce rêverie faurénienne et les chromatismes d'un Scriabine...

Mais il y a des pages souvent très personnelles et d'une grande beauté : mélodies élégantes (pages 5, 16, 25), grincantes (une valse presque « Piaf », page 26), ou d'inspiration populaire (pages 14, 15, 23). Il faut connaître ces petits chefs-d'œuvre que Björling et quelques autres célèbres gosses suédois aimaient à chanter sur l'ancien et le nouveau continent. Anne Sofie von Otter y fait preuve d'une musicalité sans faille (malgré quelques aigus un peu saturés), ainsi que son partenaire au clavier.

★ 1 CD Deutsche Grammophon 449 189-2.

## JIMMY SMITH

EDDIE HARRIS

All the Way Live

Disque-type à éviter. Jimmy Smith est un organiste fabuleux. Jimmy Smith serait le seul capable de faire swinguer Barbara Hendricks, Eddie Harris (saxophones) et tuteurs électroniques à quelque chose de bouleversant dans sa polyvalence, cette ligne de crête où il se tient en équilibre à peine trop stable entre l'aveuglisme et la banalité. Parfois, des phrases, comme échappées, sont surprenantes. L'homme est d'une délicatesse extrême. Au passage, on découvre un batteur de club, Kenny Dixon, nettement au-dessus de la moyenne. La pochette, avec son enseigne rouge du Keystone Korner et le bleu du ciel de San Francisco, est belle.

Alors ? Alors, c'est un enregistrement d'un soir d'août 1981. Au Keystone Korner, ce fut sans doute une belle soirée. En disque, on n'entend que les défauts, le son aléatoire, le manque de présence, le négatif nécessaire des solos, la nuit qui passe. En période de surproduction, et avec de tels artistes, ça ne s'impose pas. Voilà.

★ 1 CD Milestones 9251-2.

## COLLECTIF

Idonne 1 238

Ce disque est très fort, très vite, mur du son collectif (1 238 kilomètres/heure) pour s'arrêter, en fusée fin, cinquante-neuf minutes plus tard, après être passé par toutes formes de détente, de ralentis, puis retour à la tension, à des accélérations. On trouve ici des

combinaisons bien établies par les musiques improvisées, et on pourrait presque y voir comme une anthropologie allant de l'Art Ensemble of Chicago (la relation percussions-batterie entre Lâ Quan Ninh et Daniel Koskowitz, les tous de force convulsifs de Fabrice Charles au trombone et Michel Doneda au saxophone) aux plus récentes expérimentations sur l'altérité dans les musiques assistées par ordinateur. Ce qui semblerait, pour les uns, d'un grand sérieux rebutant et, pour d'autres, d'un franc n'importe-quoi si l'esprit qui anime cet ensemble tout d'un bloc n'était en permanence à une fête excessive, traversée de bruits furieux (Jacques Debout aux disques et cassettes, Jean Pallandre aux magnétophones et synthétiseurs) et de cette urgence exprimée notamment par le traitement ultra-rock de la guitare (Dominique Repecaud) et de la basse (Olivier Paquette). On en ressort nettoyé.

★ 1 CD 33 REPERMI 9506. Distribué par Sémantic.

## CHANSON

HÉLÈNE COULON

Chansons d'amour excessives

Accompagnée au piano par Jean-Yves Frot, Hélène Coulon a fouillé dans le répertoire français pour y retrouver des pièces maîtresses de « l'amour excessif », un mal qui pousse l' amoureux à « se piquer à l'eau de Javel » (*Le Tundo stupéfiant*, de Carcel et Cor) ou l' amoureuse à zigouiller son amant (*J'aurais la peau Léon*, de Bassiak et Delarue), quand l'objet des désirs les plus fous n'est pas d'un ordre plus liquide (*Mon Anisette*, d'Évrard et Meridian, chantée à la « saoularde »). Classique dans son interprétation, Hélène Coulon laisse tout loisir de savourer des textes très personnels, où se mêlent la passion (*Le roi a fait battre tambour*, traditionnel du XVIII<sup>e</sup> siècle), l'humour-carapace (*J'ai fantaisie*, de Bobby Lapointe, *Vampirisme* et *Le Bouclier un peu de femme*, deux chansons inédites de Barde et Legay), la tendresse déchirée (*Mademoiselle Philis*, de Gilles Vigier), la haine (*Le Chêne*, de Dandier et Kohn), interprétée à l'ancienne, un peu hésitante, en roulant les r).

★ 1 CD Arkhais HCA95, 8, rue des Veneilles, 86340 La Villehuc-du-Clair.

## GILBERT LAFAILLE

Tout m'étonne

Un petit subterfuge pour faire croire à la nouveauté : un album de reprises des meilleures chansons de Gilbert Lafaille, pimenté de trois inédits, un balancement d'inédits et de Peau d'âne, une classique *Bouillade de Jim Douglas* et un voyageur *Triangle des Bermudes*. Enregistré au début de cette année à Paris, le florilège présenté par Chorus, (bonne) revue consacrée à la chanson française, est l'occasion de remettre à l'ordre du jour *Neuilly Blues* ou *Le Président à l'Éléphant* (arrangements de Michel Maumont).

★ 1 CD Chorus/Délic Communication 8415-322.

29 JUIN-HYDE PARK-LONDRES

THE WHO-ERIC CLAPTON  
BOB DYLAN-ALANIS MORISSETTE

UN  
CONCERT DE  
LEGENDE!

RTL VOUS L'OFFRE

(Voyage Paris-Londres-Paris • Entrée au concert)

DU 10 AU 14 JUIN  
8H30-10H30  
12H30-16H30-21H30

RTL

les grands  
entretiens  
du  
Monde

TOME 3

Numéro spécial  
de Dossiers  
et Documents  
du Monde

JUIN 96

EN VENTE À PARTIR DU 6 JUIN 1996 - 40 F

• penser le malaise social :

Martine Aubry, Jean-Marie Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Gandois, Dominique Strauss-Khan et Alain Touraine, Madeleine Robéroux, Pierre Rosauvallon, Alain Dubamel et Pierre Rosauvallon, Jean Duvignaud, Paul Virilio.

• penser la ville :

Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Liou.

• penser l'économie mondiale :

Michel Béand, François Rachline, Jean-Paul Froussi, Edmund S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.







## Assemblée du personnel à « Libération »

DES DÉMISSIONS à la rédaction et à l'administration de *Libération*, sont annoncées, alors qu'une nouvelle assemblée générale devrait se réunir, vendredi 7 juin, convoquée à l'initiative de Serge July, PDG du quotidien et directeur de la rédaction. Après avoir rencontré Jérôme Seydoux, jeudi dans la soirée, Serge July devait répondre aux salariés qui mettent en cause le cumul de ses fonctions, ainsi que celui par Jeanne Villeneuve des fonctions de directrice générale et de directeur délégué de la rédaction (*Le Monde* du 7 juin).

Ce cumul est l'une des raisons qui ont incité Pierre Briancou, rédacteur en chef de *Libération*, à confirmer son départ, jeudi : « Le cumul des fonctions est malsain, affirme-t-il. (...) La situation était déjà compliquée avec Serge July (...) à la fois PDG d'une filiale et directeur de la rédaction. Cette situation a été aggravée avec Jeanne Villeneuve. » D'autres journalistes, dont certains sont pressentis à la rédaction en chef, ont aussi annoncé leur démission. Des membres de la direction, proches de Pierre-Jean Bozo, directeur général de *Libération* qui vient d'être nommé chez Charpentier-Pathey (*Le Monde* du 7 juin), pourraient également partir.

La direction a communiqué au conseil de surveillance de *Libération*, jeudi 6 juin, les chiffres du journal à fin avril : alors qu'il prévoyait un déficit de l'ordre de 10 millions de francs, le journal est bénéficiaire de 205 000 francs et la publicité a augmenté de 10,5 % au premier semestre.

## Prisma Presse lance le nouveau « VSD »

Depuis son rachat par le groupe d'Axel Ganz, l'hebdomadaire cherche à séduire en priorité un lectorat masculin

NOUVELLE MAQUETTE, nouveaux locaux, nouveau prix : depuis jeudi 6 juin, l'hebdomadaire *VSD* estampillé Prisma Presse est en kiosque. En trois mois, l'équipe dirigée par Rémy Dessarts, également à la barre de *Capital* et de *L'Essentiel du management*, a remodelé le concept et la maquette du journal créé par Maurice Siéglé voilà presque vingt ans.

Imprimé désormais sur un luxueux papier couché, le nouveau *VSD* se divise en quatre séquences (« actualités », « reportages », « loisirs » et « news ») où sport, politique et faits divers se partagent la page. Les pages télévision ont été abandonnées, car pour Axel Ganz l'hebdomadaire n'a pas vocation à être un journal de programmes.

La moitié de la surface est occupée par des articles, l'autre par des photos, secteur dans lequel *VSD* veut imposer sa marque grâce à ses propres photographes et à une myriade d'indépendants. Contrairement à d'autres titres du groupe, cette nouvelle formule n'a pas été testée auprès de lecteurs mais a été préparée avec des études sur l'évolution des goûts des lecteurs.

« Nous avions une idée de ce que nous voulions », affirme Axel Ganz, qui assure « ne pas être un maniaque des tests comme on le dit souvent ». « Le cocktail que nous avons composé n'existe pas sur le marché français », résume Rémy Dessarts. Mélange de *L'Express* ou du *Point* (pour la politique, l'étranger), de *Paris-Match* (pour les grands reportages photo et la vie

des stars), de la presse de voyages et masculine (pour la consommation et le charme), la nouvelle formule en synthétise le goût dans le slogan : « Le plaisir de l'information. »

**CIBLE MASculINE**

*VSD* offre désormais une centaine de pages, rédigées par soixante et onze journalistes permanents, ce qui fait de *VSD*, selon Rémy Dessarts, « la plus importante rédaction du groupe ». Le magazine racheté fin février par Prisma Presse (filiale de Gruner und Jahr, division presse du géant allemand Bertelsmann) vise une diffusion moyenne de plus de 300 000 exemplaires fin 1996 - au lieu de 180 000 en moyenne aujourd'hui et de 242 400 au début de l'année 1995. Ce chiffre de 300 000 exemplaires au second semestre est garanti aux annonceurs et s'accompagne d'offres de tarifs mettant la page de *VSD* à un coût équivalent à celui d'une page de *Paris-Match* et légèrement supérieur au prix de *L'Equipe Magazine*. *VSD* espère engranger 900 pages de publicité par an d'ici à 1997.

Pour Axel Ganz, l'hebdomadaire doit devenir « un titre de grande diffusion avec une connotation masculine ». Il lui reste à séduire de nouveaux lecteurs et à rattraper ceux qui l'avaient lâché depuis son départ de bilan. Cette cible masculine, âgée de vingt-cinq à quarante ans, plutôt représentée par des cadres, forme déjà 56 % du lectorat de *VSD*. La couverture du premier numéro de ce *VSD* nouvelle

manière avoue d'ailleurs son ambition de toucher cette cible, en affichant un portrait de l'actrice Sharon Stone (comme *Paris-Match* de cette semaine, mais avec plus d'audace) et un poster de l'équipe de France de football.

Axel Ganz se défend de vouloir prendre des lecteurs à qui que ce soit, y compris à *Paris-Match* : « Nous ne travaillons pas contre quelqu'un, mais pour nous. » « Notre stratégie impose que nous achetions *VSD*, car nous avons toujours eu envie d'entrer sur le marché de l'actualité », poursuit le patron de Prisma Presse, qui juge le prix qu'il a payé - 140 millions de francs - « un peu trop élevé ». Pour réussir cette relance, le prix de vente est passé à 10 francs (au lieu de 15) jusqu'à la fin de l'année, et une campagne de promotion de 25 millions de francs d'investissements est lancée dans les magazines du groupe, à la radio (onze stations) et par affiche.

**TESTS À L'ÉTRANGER**

Le chantier de *VSD* n'a pas empêché Prisma Presse de s'intéresser aux autres marchés européens où il est déjà implanté. En Grande-Bretagne, il teste depuis lundi 3 juin une version de *VSD* baptisée *Here*, tirée à 1,3 million d'exemplaires et vendue au prix de 35 pence (2,60 francs), et, en Espagne, un nouveau féminin : *Vera*.

Une façon pour Axel Ganz de concrétiser sa foi en l'avenir de la presse écrite, face à la télévision « qui se banalise ».

Yves-Marie Labé

## La fusion entre la CLT et le groupe Bertelsmann devrait être finalisée rapidement

LA FINALISATION de l'accord de fusion des activités de télévision entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et l'UFA, filiale audiovisuelle du groupe allemand Bertelsmann, devrait intervenir avant la fin du mois, a annoncé, jeudi 6 juin, Jean-Pierre de Launoy, président d'Audiofin, la holding de contrôle de la CLT, à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires.

Pour répondre au souhait de Bertelsmann, la fusion pourrait même être conclue le 15 juin et « juristes et fiscalistes des deux parties y travaillent jour et nuit ». « La nouvelle structure CLT-Bertelsmann fonctionnera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 », a déclaré Michel Delloye, administrateur délégué de la CLT. Selon lui, les deux partenaires ont déjà « anticipé les effets de la combinaison future ». « Plus rien ne peut remettre en cause l'économie de cet accord », a précisé Didier Belles, administrateur d'Audiofin.

Toutefois, cet accord devra intervenir dans « le respect des contrats signés par chacun des deux groupes », a-t-il remarqué en évoquant la SECA, société commune de Bertelsmann et Canal Plus chargée de développer, en Allemagne, le système de contrôle d'accès du décodeur numérique Mediabox. Selon l'administrateur, « cette société commune ne sera pas transférée à la CLT-UFA si Canal Plus n'est pas d'accord ».

Réagissant à l'éventualité du retrait de Rupert Murdoch de l'alliance avec Havas-Canal Plus et

Bertelsmann, Jean-Pierre Launoy a estimé que ce départ allait « probablement simplifier les choses » (*Le Monde* du 7 juin). Le groupe Bertelsmann a précisé « qu'avec ou sans Murdoch il est prêt à aller de l'avant dans son alliance ». Selon Nikolaus Formanek, porte-parole d'UFA, Bertelsmann « aurait reçu des signaux en provenance de l'Union européenne indiquant qu'une entente sans Rupert Murdoch aurait plus de chances d'être approuvée ».

**PLATE-FORME NUMÉRIQUE**

Le porte-parole de BSkyB, bouquet satellitaire britannique dirigé par le magnat australo-américain, a refusé, jeudi 6 juin, de confirmer ou démentir le retrait de son groupe des négociations en cours.

La direction de la chaîne cryptée française a affirmé qu'elle « continue de travailler activement au lancement d'une plate-forme commune numérique en Allemagne, sur la base des accords signés ». Selon ses responsables, l'alliance Bertelsmann-Canal Plus-Havas et Murdoch dans le domaine de la télévision numérique par satellite « n'est pas encore morte ».

Les discussions se poursuivent donc entre les différents opérateurs européens pour construire le paysage télévisuel de demain. Toutefois, contrairement à ce que nous écrivions dans *Le Monde* du 7 juin, Canal Plus ne mène pas actuellement de négociations avec le groupe Kirch.

G. D.

VENDREDI 7 JUIN

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Série. 14.30 Dallas. La revanche de maman. Fénelon. 15.25 Haven, police d'Etat. Le paradis perdu. Série. 16.35 Une famille en oc. Jeu. 17.10 Rick Hunter. inspecteur Cba... Un témoin. 18.05 Sydney Police. L'enlèvement. Série. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal	12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal, Point route. 13.50 Derrick. Série. 14.00 Tennis. International. France en direct de Roland-Garros (195 min). 18.25 et 18.45 Les Bons Gènes. Jeu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.20 et 19.30 Studio Gabriel. Invités : Jean-Pierre Darnas, Georges Descrières. 19.59 Journal, Journal des courses, Météo, Point route.	13.15 L'été. International de France (105 min). 2255598 14.55 Femmes. Série. 15.45 Les deux font la loi. 16.10 Le passe à la télé. 16.45 Les Minikent. 17.50 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Enregistrement à Dublin. 19.00 Les Clés de la vie. 19.55 Le 19-20 de l'information. 19.58 Journal régional. 20.05 Fa si la chanson. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.58 Tennis. Côté court. 20.45 Consomag.	13.00 Déjeuners de France. 13.25 Attention santé. 13.30 Défi. Qui a bu le... 14.00 Bordo. 15.00 Les Grandes Batailles du passé. Austerlitz. 16.00 A l'aube des temps. Des dinosaures dans les airs (7/13). 16.30 Le Réseau des métiers. 17.00 AIF. 17.30 Des religions et des hommes. Architecture orientale. 17.45 Les Clés de la nature. Magique aspirine. 18.00 Plans de vol. Volez léger (7/13). 18.30 Le Monde des animaux.	13.25 Un terrible secret. Téfilm de John Llewellyn Mowat. (90 min). 140404 Apprenti le suicide de sa femme, un homme enquête sur la disparition de son bébé alors que la police a conclu à un infanticide. 15.05 Les Drôles de dames. 16.30 Hit Machine. Variétés. 17.00 Indaba. Série. 17.30 Studio Sud. Série. 18.00 Agence Acapulco. Série. 19.00 Le Magicien. La tribu. Série. 19.54 54 minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 et 23.25 Capital 6.	► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 Philadelphia III Film de Jonathan Demme (1995, 121 min). 582288 15.45 Les Aventures d'Hubert et Bertie Film de S. Sorokin (1993, 104 min). 6811367 17.30 Le Journal du cinéma. 17.55 L'Histoire sans fin. Dessin animé. ► En clair jusqu'à 20.35 18.32 La Coccielle de Gollub. 18.35 Nulle part ailleurs. Invitée : Christina Sanchez. 20.30 Le Journal du cinéma.	<b>France-Culture</b> 20.00 Le Rythme et la Raison. 1904-1996, l'autre Chronos (50'). 20.30 Radio archives. Fernand Léger (50'). 21.32 Black and Blues. La naissance du Be Bop. Avec Alain Tardieu. 22.40 Nuits magiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Collin pour Les Chansons poétiques, de Jules Supervielle. 0.50 Code. Nuits poétiques (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (jeudi).
20.30	20.55	20.55	20.45	20.45	20.35	
<b>LA VIE AVANT TOUT</b> Téfilm de Michel Courtois, avec C. Carrière, R. Berry (105 min). 772649 Pour tenter de sauver la vie de leur fils, un couple, séparé depuis de longues années, est contraint de faire un second enfant...	<b>NESTOR BURMA</b> Série. Un homme mort nommé Nestor, avec Guy Marchand, Nadia Lindinger (100 min). 2531686 Incapable de contrôler les fréquentations douteuses de sa fille, un banquier appelle Burma à la rescousse... 22.25 Expression directe. PS.	<b>THALASSA</b> Présenté par Jean-Pierre Pernaut. Escalier en Irlande. Une saison en enfer, de Yannick Charles et Denis Bascoumpère : Le pêcheur polaire, de Yannick Charles et Georges Pinol : L'île aux coques noires, C.T. Pellerin et L.P. Edman... (185 min). 4382303	<b>APRÈS NOUS LE DÉLUGE</b> Téfilm de Sigl Rodebrand, avec Leslie Malton, Peter von Schwanberg (90 min). 209113 Un gigantesque iceberg se détache de la banquise et provoque un raz-de-marée en Europe du Nord. L'incroyable catastrophe déclenche une panique générale. Décor naturels et images de synthèse.	<b>MEURTRE EN EXCLUSIVITÉ</b> Téfilm de Alan Mager, avec Suzanne Somers, Michael Nouri (88 min). 3793133 L'enquête d'une journaliste sur la tôle sur une fusillade ayant fait sept victimes l'emmène à suspecter son mari.	<b>LE CRÉPUSCULE DES TIGRES</b> Documentaire d'Elizabeth Green et James McQuillan (35 min). 7030804 La vie du plus grand des félins est en danger. En Asie, il ne reste plus que 7000 tigres en liberté.	<b>LES FRÈRES ZENITH</b> Place de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Maleeff. (104 min). 8610598 22.35 Ca cartoon. 22.55 Flash d'information. 23.00 Les Trois Mousquetaires Film de Stephen Herek (1993, 102 min). 1659946 0.45 Un homme se penche sur son passé Film de Willy Rozier (1957, 93 min). 785281 2.15 Les Allumés... (26 min). 284852 2.45 Basket américain. En direct. Deuxième match Chicago-Seattle. 6.00 Boze.
22.35	22.35	22.20	22.10	22.35	21.10	
<b>ECHOS DE STARS</b> Divertissement présenté par Philippe Lavil, Stéphane Bern, Henry-Jean Servat, Isabelle Heurtau. Reportages sur Brigitte Fossey au Touquet ; Frédéric Dard dans sa maison en Suisse ; Une séance de photo avec Jean-François Jonville ; La princesse Lily de Schleswig-Holstein dans son château de Büdelsburg ; Chico, le fondateur des Gipsy Kings, en famille à Arles et au rassemblement gitan des Saintes-Maries... (100 min). 6292216 0.15 Le Médicament de famille. Le ciel est bleu. Série. 1.10 Journal, Météo. 1.20 et 5.05 Historiques naturelles. 2.15 et 2.50, 3.35 TF 1 nuit. 3.00 Kar-dinsky. 4.45 Musique.	<b>BOUILLON DE CULTURE</b> Québec : le rêve américain contre le mythe français ? (65 min). 2358581 À l'hôtel de ville de Québec, qui fête son centenaire, les invités de Bernard Pivrot débattent de leur pays et de leur langue. 23.45 Géopolis. Irlande : de l'imaginaire à la réalité (49 min). 465129 0.35 Journal, Bourse, Côté court, Météo. 1.50 Tennis. Résumé du jour. 2.05 Le Temps des usines. (1 et 2). 4.35 54 heures d'infos. 4.50 Téléjournal pour un homme seul. 5.23 L'agenda du monde (10/10). 5.50 Dessin animé.	<b>FAUT PAS RÉVER</b> Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Édouard Molinaro. L'histoire du cinéma des années 1930. Claude Lelouch : l'homme et l'œuvre. Dominique d'Amboise et Daniel Broton : Québec : le temps des succès, de Régis Michel et Dominique Verot (60 min). 1822283 23.30 Journal, Météo. 23.45 Nubias. Nubias film ses deux ans. 0.40 Capitaine Cast. Avec Thomas Fersen, Zazie, Océane Saint-Prix, Jacques Charles. 1.30 Les Incorruptibles. La débauche. Série. 2.15/2.15/2.15 Graffiti (10 min).	<b>GRAND FORMAT : LES ENFANTS DU LEBENSBOHN</b> Documentaire de Christine Ehrhard (100 min). 2884571 Enfants, leurs cheveux blonds ou leurs yeux bleus attestent, pour l'Allemagne nazie, d'une origine aryenne. Retirés des orphelinats tchèques, polonais, yougoslaves, élevés à leurs familles, ils furent confiés à des parents adoptifs chargés d'en faire de parfaits citoyens du Reich. Un demi-siècle plus tard, ils témoignent... 23.30 Entretien. Magazine. L'immigration, l'identité (55 min). 569856 0.46 Music Planet. Magazine. World Collection (4/27). Chris Martin, le maître d'Eric Sandomini (rediff.). 1.45/1.45/1.45/1.45. Canadian Blues : Home Movies, de Hiv Fichman. (rediff.). 2.50/2.50 Le Temps d'un piano. Court métrage de Stephen Morselovici (rediff.).	<b>MISSION IMPOSSIBLE. VINGT ANS APRÈS</b> Série. Le commandant à mort (150 min). 4327378 Un ancien membre de l'équipe de Jim Phelps, Barney Collier, est condamné injustement à mort pour le meurtre d'un milliardaire anglais. 23.35 Secrets de femmes. 0.10 Les professionnels. Des gens sans importance. 1.05 Best of Groove. 2.30 Jazz 6. Magazine. 3.25 Razzmatazz. 3.50 Fêtequater. Magazine (93 min).	<b>LES SOIRÉES</b> de Radio-Classique. Un Schubertiste. Chœurs de Schubert. Quatuor n° 15. Un mouvement, par le Quatuor Alban Berg : 4. Lieder. Olf Bär, baryton, Geoffrey Parsons, alto. Willem Dams-Lindorff D. 734, par l'ensemble Wien ; 5. Chœurs, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, dir. Gerd Albrecht ; 6. Nuits de Radio-Classique.	

## Les soirées sur le câble et le satellite

<b>TV 5</b>	<b>23.15</b> Mon ami Fred.
<b>20.00</b> Fort Boyard.	<b>23.40</b> Louise Weiss. l'Européenne (60 min.)
<b>21.30</b> Itinéraire d'un gourmet.	<b>Paris Première</b>
<b>21.55</b> Météo des cinq continents.	<b>20.00</b> 20 h Paris Première.
<b>22.00</b> Journal (France 3).	<b>21.00</b> Ella Fitzgerald. d'André Naimi.
<b>22.30</b> Taratata. Invités : Lio ; autres invités : Enfants du Vémé, Princess Billa (France 2 du 24/96).	<b>21.50</b> Musiques en scènes. Invité : José Carreras.
<b>23.50</b> Sortie libre. 0.30 Soir 3 (France 3).	<b>22.20</b> Concert : José Carreras. Enregistré sur la Place Roq, à Moscou, en 1992 (60 min). 9179115
<b>Planète</b>	<b>23.20</b> Aux arts et caetera.
<b>20.35</b> 500 nations. (88) La culture en péril.	<b>23.50</b> Concert : Des Rec. Enregistré en 1994 (30 min). 1258800
<b>21.25</b> Dans de beaux draps.	<b>France</b>
<b>22.05</b> A mots couverts.	<b>Supervision</b>
<b>22.20</b> Port Saint-Louis du Rhin.	<b>20.30</b> Taratata.

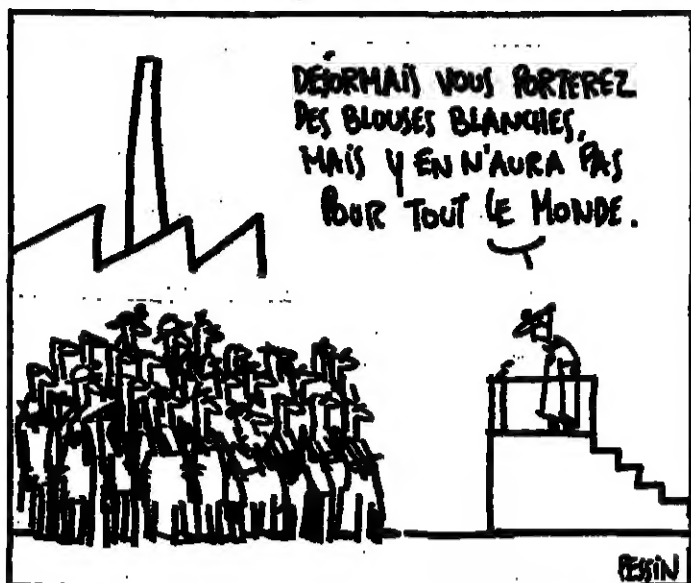


# Les temps forts du mouvement ouvrier

Nourrie d'images d'archives, « La Vie en bleu » pose un regard nostalgique sur les luttes sociales passées, en focalisant sur les plus importantes d'entre elles

QU'ILS ÉTAIENT BELLES les grèves de nos anciens ! Intitulé *La Vie en bleu*, du Front populaire à nos jours... un demi-siècle de luttes ouvrières, le film de Patrick Rotman et Jérôme Kagan est une plongée nostalgique dans le passé proche d'une France ouvrière, qui disparaît peu à peu sous le coup des mutations technologiques. Très didactique, ce numéro du magazine « Les brûlures de l'histoire » mettra aux lycéens, en révisant leur programme d'histoire contemporaine pour le baccalauréat, d'avoir les idées claires. Le choix de trois temps forts obligés - mai-juin 1936, la Libération et mai 1968 - est destiné à ponctuer l'histoire du mouvement ouvrier et des conquêtes sociales, les congrès payés, les comités d'entreprise, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

Puis dans les films d'époque et faisant appel aux manchettes des journaux - *L'Humanité* le plus souvent -, les images en noir et blanc sont nimbées d'une allégresse teintée de nostalgie. Léon Blum, moustaches tombantes et sourire en coin, plaisante avec les photographes et se fait de se plaindre qu'ils ne soient pas en grève. Dans un film réalisé par la CGT, Benoît Frachon, secrétaire général de la centrale ouvrière, rejoue son propre rôle lors des accords de Matignon, en juin 1936. C'est un morceau d'anthologie pour classe ouvrière opprimée : on y voit un Frachon debout, dictant ses conditions à un patron assis qui ne pipe mot. En 1945, Maurice Thorez, alors tout-puissant secrétaire gé-



ral du Parti communiste, harangue les mineurs du Nord et leur demande de « produire plus », pour reconstruire la France.

*La Vie en bleu* est aussi un film sur la classe ouvrière vue des usines Renault de Boulogne-Billancourt, de 1936 à 1992, date de la fermeture définitive du site. On y voit tout à tour Renault forteresse ouvrière et vitrine sociale, mais la transformation de la Régie en entreprise comme les autres, elle, n'est pas évoquée. Un film amateur montre le bonheur des ouvriers occupant leurs ateliers en 1996.

Sur fond d'images d'archives, on apprend ensuite que la nationalisa-

tion en 1945 n'a pas été accueillie dans la joie, mais plutôt avec circonspection, par les ouvriers. En devenant salariés de l'Etat, ils craignaient d'être aussi mal payés que les fonctionnaires.

Enfin, détail longtemps occulté par la CGT, *La Vie en bleu* révèle que les grèves aux usines Renault en avril 1947 - grèves qui ont fait tâche d'huile et ont conduit à la démission des ministres communistes du gouvernement Ramadier - ne sont pas parties d'ouvriers syndiqués à la CGT, mais que le mouvement s'est même déclenché contre la CGT et pour de meilleures conditions de vie. Les documents

d'époque ont été délibérément préférés aux témoignages d'acteurs encore vivants. Rare exception à cette règle. Aimé Halbeher, secrétaire général de la CGT de Renault au moment des événements de mai 1968, qui raconte l'organisation de l'usine occupée. On le voit aussi sur les films d'actualités, notamment lorsqu'il cède la parole au secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, qui vient rendre compte des accords de Grenelle aux ouvriers de Renault : ceux-ci refusent alors de reprendre le boulot.

Des commentaires, brefs et précis, de l'historien Yves Santamaría viennent éclairer en contrepoint les images de ce documentaire d'une facture classique. Seule erreur d'orthographe : un entrefilet sur « M. Descamps », secrétaire général de la CFDT au moment des événements de mai 1968, ensuite appelé « Marcel » Descamps alors que son prénom est Eugène.

Concentré sur la classe ouvrière proprement dite, *La Vie en bleu* ne donne peut-être pas la part assez belle aux conquêtes sociales pendant la période rétrograde, notamment pour les dates intermédiaires. Ainsi, en 1956, la troisième semaine de congés payés aux usines Renault, puis sa généralisation progressive ; et, en 1981, la cinquième semaine et les 39 heures hebdomadaires.

Alain Beuve-Méry

★ « Les brûlures de l'histoire » : *La Vie en bleu*, France 3, samedi 8 juin à 22 h 35.

## Gâchis

par Agathe Logeart

« IL EST TARD, dit Michel Field, mais on continue quand même. » En fallait-il de l'énergie, pour continuer encore à cette heure-là, après tout ce que l'on avait déjà entendu... La salle du Zénith, depuis minuit déjà, s'était peu à peu vidée. Et combien de téléspectateurs avaient jeté l'éponge, harassés par ce marathon télévisé auquel toutes les chaînes se sont conviées en une unanime démarche, présentée comme un salutaire front commun contre l'indifférence ?

Le temps, les mots avaient glissé sur le Sidaction. La nuit trop chaude avait épuisé les plus tenaces. Dans le téléviseur, ils s'agitaient encore pourtant, en tout petit comité. Les animateurs et les journalistes les moins amouls, les plus directs, Michel Field, donc, et Christophe Dechavanne et Claude Sérillon. Et des jeunes, dont les mots simples, crus parfois, n'écroulaient pas la bouche. Il n'y avait pas de larmes, ni de poésie. Pas de dérobade, enfin. Ils disaient l'oubli de l'Afrique, les trous béants de la prévention, la roulette russe de ces premiers rapports sexuels non protégés, faute de constance dans l'information, de dialogue avec les parents, les enseignants. Ils disaient l'urgence. Ils disaient que le sida n'est pas une fatalité, et qu'il faut faire le ménage dans les têtes pour éviter que les corps ne s'abîment dans la maladie comme par inadvertance. Ils disaient l'évidence, la contamination des jeunes, des femmes. Ils disaient que la maladie n'est pas le sinistre apanage des populations dites à

risques, homosexuels, toxicomanes, et qu'elle peut taper à toutes les portes, si l'on n'y prend garde. Mais qui écoutait encore, parmi ceux à qui précisément entendre un tel langage aurait pu rendre quelques services ? Quel gâchis, quel dommage !

La télévision avait sorti son plus beau linge, et Jean-Marie Cavada, avec son étrange tenue de clergyman, présidait la grand-messe. On joua des gammes habituelles à ce genre de cérémonie : la déresse montrée jusqu'à la nausée, le paternalisme, la mise en scène des beaux sentiments, la valorisation des expériences méritantes, du dévouement des chercheurs, de l'appel à la générosité comme antidote aux lâchetés collectives. Il y eut des acclamations, tellement prévisibles qu'ils paraissent arrangés d'avance, entre les militants d'Act Up et Philippe Douste-Blazy, qui ne brilla pas par son courage. Et de l'émotion, bien sûr, découpée comme autant de tranches de marché : on trouva ce que l'on voulait au rayon des enfants, des homos, des toxicos, des couples hétéros. Il ne manquait pas non plus d'artistes, venus pousser leur goulant. Ni même, aussi convaincant que Lady Di au chevet des déshérités de la planète, Gérard Depardieu en exploration dans un hôpital parisien. Les applaudissements étaient orchestrés à la baguette, comme dans une émission de Morandini. Les neuds rouges fleurissaient boutonnières et décolletés. On les avait seulement sortis, pour un soir, de leur naphthaline.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
12.55 Journal. Météo.  
13.25 Reportages.  
Défense d'adolescents, de Lucie Soboul et Jean-Michel Chappes.  
14.15 Dingo de toi.  
Paul est mort. Série.  
14.25 Football.  
En direct de Wembley.  
Cérémonie d'ouverture de la 10<sup>e</sup> édition du Championnat d'Europe des nations à Londres.  
14.40 Anglaise-Suisse (Groupe A) (210 min).  
17.55 Trente millions d'amis.  
18.25 Album la télé. Jeu.  
19.05 Beverly Hills.  
Justice pour tous. Série.  
20.00 Journal.  
Télé, Météo.

20.45  
**LES GROSSES TÊTES**  
Diversément présenté par Philippe Bourard. Avec Francis Perrin, Jacques Fradet, Philippe Castelli, Béatrice Lacroix, Slim, Pierre Bellemare, Carlos, Guy Montag, Amanda Lear, Vincent Perrot...  
(70 min). 460408

22.45  
**HOLLYWOOD NIGHT**  
Téléfilm. Désir de femme, de Robert Ginty, avec Jeff Fahey, Bo Derek (105 min).  
Le volier, à bord duquel un ambassadeur et sa maîtresse étaient en croisière, s'échoue sur une île. La femme accuse le capitaine du meurtre du diplomate et prétend avoir été volée...  
0.30 Les Rendez-vous de l'entreprise. (rediff.)  
0.50 Journal.  
1.00 L'éternelle jeunesse.  
Téléfilm de Vittorio De Sisti (180 min). 20273088  
4.00 et 4.30 TF 1 nuit. 4.30 Mémoires. Série. 5.00 Musique.

### Les soirées sur le câble et le satellite

#### TV 5

19.30 Journal (RTBF).  
20.00 La Grande Dune.  
21.30 Télécinéma.  
21.55 Météo.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Perdu de vue (TFI du 3/6/96).  
0.30 Soir 3 (France 3).

#### Planète

19.40 L'Apocalypse des animaux.  
(46) Traquer le chasseur.  
20.35 De Suez à la guerre du Golfe.  
(22) La paix américaine 1956-1957.

### France 2

12.59 Journal.  
13.35 INC. Magazine.  
13.45 Les Grandes Enigmes de la science.  
La France mystérieuse.  
14.35 L'ABC des plantes.  
14.40 Le Fantôme des Rochepasses.  
15.40 Samedi sport.  
(15.45, 16.00, en direct d'Éry.)  
16.00 Christine Cromwell.  
Téléfilm. Amies d'enfance, de Leo Perrin, avec Jaclyn Smith, Colleen Holmes (95 min). 6794682  
17.35 Samedi sport.  
Cyclisme : le Dauphiné libéré (90 min). 9983175  
18.55 Ca balance.  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal. A cheval, Météo.

20.50  
**N'OUBLIEZ PAS VOTRE BROSSA A DENTS**  
Diversément présenté par Nagui.  
(75 min). 66921692

23.45  
**CÉLINE DION : D'EUX**  
Un portrait inédit, d'Éric Briand, André Saint-Pierre et Pierre Seguin (75 min).  
Révisité au Canada lors de la sortie de son dernier album, D'eux (avril 1995), cette émission alterne interviews, confidences et des extraits de concerts.  
1.00 Journal.  
Côté court, Météo.  
1.15 Euro 96. Magazine.  
2.05 Tennis. Roland-Garros. Finale dames, résumé (90 min). 8189448  
3.35 Vive la France. L'étoile (5/5). 5.00 Bouillabaisse de culture (rediff.).

### France 3

11.50 et 13.01  
Télévision régionale.  
12.35 Journal.  
13.00 Keno.  
13.55 Tennis.  
Internationaux de France en direct de Roland-Garros.  
Finale dames (225 min). 78981446  
17.40 Montage.  
18.10 Expression directe. PS.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
Le Livre des oncles, de John Banville.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.05 Journal régional.  
20.05 Pa si la chanson. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.38 Tennis. Côté court.

20.55  
**UN AMOUR IMPOSSIBLE**  
Téléfilm de Patrick Volton (122) (100 min). 8969808  
Deux candidats adverses à la mairie d'un petit port du Midi tombent amoureux l'un de l'autre. Un joli sujet mal traité.

22.35  
**LES BRÛLURES DE L'HISTOIRE**  
Magazine. La vie en bleu : du Front populaire à nos jours, un demi-siècle de luttes ouvrières.  
(95 min). 4222276  
Les grands moments de l'histoire de la classe ouvrière et du mouvement syndical : 1936, 1945-1947, 1968, et la crise actuelle, symbolisée par la fermeture de l'usine Renault de Flins. Séguin en 1992.  
Lire ci-dessus.  
23.30 Journal. Météo.  
0.00 Musique et compagnie. Les visions onté une ligne 1.35 Les Inconnus. 1.00 Musique. 1.30 Les Inconnus. 2.00 Musique. 2.30 Les Inconnus. 3.00 Musique. 3.30 Les Inconnus. 4.00 Les Inconnus. 4.30 Les Inconnus. 5.00 Les Inconnus.

### France Supersérie

19.25 IX<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven.  
Ballet de Maurice Béjart, en direct de l'Opéra-Bastille.  
20.45 Neuf étoiles pour un ballet.  
21.15 Le temps d'un ballet.  
22.45 (et 23.05) Cyclisme.  
23.30 Capitain Cat.  
Invités : Dorian et les chaises, Pascal Mathieu, Les Yeux noirs, Gramoun Lido.  
0.25 Tennis (120 min).

### Ciné Cinéfil

19.50 Actualités Pathé n° 2.  
20.45 Le Club.  
Invité : François Périer.  
22.00 Hollywood Forever.  
23.00 Mémoires III.  
Film d'Edmond Gréville (1958-59, N, 80 min) 1087514

### La Cinquième

8.30 Sidaction 1996 (1/2).  
Remémorations en deux parties de la soirée Sidaction du 6 juin. Traduction en langage des signes pour les sourds et les malentendants.  
11.00 Les Condors. 12.00 Fête des bêtes ! 12.30 Les Lumières du music-hall. Dania. 13.00 Mag 5.  
13.30 Va savoir. 14.00 A tous vents. 15.00 Business burlesque est. Les 3 sœurs. 16.00 Les Grands Maîtres du cinéma. Sidney Pollack.  
17.00 L'Aventure des sciences. La Terre dans tous ses états. 18.00 Arrêt sur images.  
**Arte**  
19.00 ► Le sixième cercueil.  
Feuilleton (21/2) (25 min). 57197  
19.25 Histoire parallèle.  
Semaine du 8 juin 1946 : accords Blum-Byrnes, le cinéma français sacrifié à l'invité : Jean-Pierre Bérth-Maghit (50 min). 6141676  
20.15 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. (1/2) L'Espèce sidaction.  
20.30 8 1/2 Journal.

20.45  
**L'AVOCAT**  
Série (1/6). Le candidat, de Heinz Schir, avec Manfred Krug (40 min). 7982040  
Une série policière allemande un peu loufoque.  
21.25 Métropolis. Les Phobos ; Aloy ; François Nourissier ; la revue de presse photographique ; l'abbé de Gilles Deleuze ; M comme malade (2) ; l'agenda culturel (40 min). 9504885

22.25  
**MUSIC PLANET**  
Magazine (5/12). World Collection. Jimmy Cliff, Moving on, de François Bergeron et Hélène Lee (60 min). 1717985  
Autour du chanteur jamaïcain Jimmy Cliff, un voyage aux sources du reggae.  
21.25 2 bis, rue de la Combinaison.  
Célébration d'Éric Rohmer (95 min). 4230882  
Dans un quartier défavorisé, plusieurs familles se le point d'être expulsées se lancent dans le travail de l'art.  
1.00 ► 178 aux trois cerceaux. Feuilleton (1/2) (rediff.). 1.30 Cartoon Factory. Destinée animée. (rediff.). 2.00 Court-circuit. Charlotte et son sésame. Court métrage français d'Éric Rohmer avec les voix de Jean-Luc Godard, Anna Karina, Stéphane Audran (1971, N, 12 min). Vibration et son genre. Court métrage français d'Éric Rohmer (1958, 20 min). Nadia à Paris. Court métrage français d'Éric Rohmer avec Nadia Tenech (1964, 13 min) (rediff.). 3.14-427

### Ciné Cinémas

19.35 Le Bazar de Ciné Cinémas.  
20.30 Film de l'étoile du matin.  
Téléfilm américain de Mike Robe (202) (1991) (90 min). 3698048  
22.00 Ciné Cinécinéma.  
Invité : Christophe Rousillon, producteur de La Boîte, de Matthieu Kassovitz.  
23.10 Maman III.  
Film de Romain Goupil (1989, 85 min). 36404243

### Série Club

19.55 Agence Acapulco. Imagination féminine.  
20.45 Miami Vice. Deux flics à Miami.  
22.15 Les Têtes brûlées. Les orphelins.  
23.00 La Loi selon Mac Clain. Les anges des barreaux.  
23.50 Cogne et gagne.

### M 6

13.45 Robocop.  
Le superhéros. Série.  
14.40 Surfer détective. Série.  
15.25 Cosmos 1999. A la dérive. Série.  
16.25 Télé séries.  
17.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Brouillard. Série.  
17.55 Le Saint.  
La pièce d'or. Série.  
18.55 Motocyclisme. En direct. Grand Prix de France : Préparatifs.  
19.10 Turbo. Magazine.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 et 4.10 Hot Forme. Spécial confiance en soi.  
20.35 Coming Next. Magazine.

20.45  
**AU-DELA DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE**  
Au royaume des sables (1 et 2) (20 min). 750408  
La nouvelle génération (50 min). 4301330

23.35  
**DANCE MACHINE**  
En direct de Bercy.  
Avec N. Trancé, Sarah, Corina, Boyzone, B-On, Boris, E-Type, Custa, Fan Factory, Vexis, J.K... (130 min). 1132576  
Le Palais omnisports de Paris-Bercy est dédié ce soir aux inconditionnels de la Dance Music, un courant musical qu'on annonçait comme éphémère et qui continue à faire fureur dans les discothèques de l'Hexagone. 3.500 mètres carrés de pistes et 70.000 watts, pour une fête à laquelle 17.000 jeunes sont attendus.  
1.45 Best of Dance. 3.15 Jazz & 4.35 E = M & 5.00 Boulevard des clips.

### Les films sur les chaînes européennes

#### Canal Jimmy

21.00 Earth Two.  
Sacrifice et rédemption.  
21.50 Friends.  
C'est qui l'italienne.  
22.10 Chronique californienne.  
22.15 Le Guide du parfait petit amoureux. Sur tous ne pas se laisser faire.  
22.25 T'as pas une idée ?  
23.25 La Conquête du ciel.  
0.25 Motor Trend.

#### Eurosport

14.00 Tennis. En direct. Internationaux de France à Roland-Garros : finale dames et finale double messieurs (240 min). 10678972  
19.00 Motocyclisme.  
20.00 (et 0.00) Football. En direct : Angleterre-Suisse.  
22.00 Tennis.  
23.00 Basket-ball (60 min).

### Canal +

► En clair jusqu'à 14.00.  
12.25 Flash d'information.  
12.30 L'Hebdo.  
de Michel Field.  
14.00 Boxe. Résumé.  
15.00 Basket américain.  
16.00 et 4.45 Surprises.  
16.10 Au-delà de l'amour.  
Téléfilm de Michael Dinner (90 min). 1378750  
► En clair jusqu'à 20.30.  
17.45 Les Étoiles.  
de la forêt maya.  
Documentaire de Paz Bibao (50 min). 19451896  
18.35 Les Simpson.  
19.00 Flash d'information.  
19.05 et 19.15 C Net.  
19.10 C'est pas la 20 heures.  
19.30 L'œil du cyclone.  
20.20 Pas si vite !

20.30  
**AMOUR, SEXE ET SANG-FROID**  
Téléfilm de H. S. Longstreet (83 min). 7388088  
A sa sortie de prison, avec l'aide d'une call-girl, un homme va poursuivre un banquier qui a pris la fuite avec son butin...  
21.55 Il était une fois. Série.

22.00  
**LE GAZ MORTEL DU LAC NYOS**  
Documentaire d'Antoine de Masi (55 min). 35694  
22.50 Flash d'information.  
23.00 Les Démons du mal. Les Moissons de l'enfer.  
Film de David F. Price (1992, 90 min). 38886  
0.30 Carrington III.  
Film de C. Hampton (1995, v.o., 118 min). 1167408  
2.30 Le Journal du hard.  
2.35 Pornovista.  
Film de R. Hanefflin.  
Deleury (1995, 77 min). 1582243

### Radio

#### France-Culture

20.00 Le Temps de la danse.  
Opéra, génération 96.  
20.30 Photo-portrait.  
Benoît Moreau, écrivain et ambassadeur d'Albanie.  
20.45 Fiction : Comédie-Française.  
L'imaginaire infamé.  
Pernette, de Séverin Perrot.  
22.35 Musique : Opus.  
James Levine. Un chef d'orchestre américain à la barre !  
0.05 Fiction : Tard dans la nuit.  
L'imaginaire infamé. Nouvelles de Sigismondo Cliford. La Fille aux cheveux rouges. Le Vaisseau et l'Arrière. 0.30 Caricatures du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Berlin, une ville sans qualité (N) 1.34. Les paris de Bombay ou les derniers croqueurs. 2.34. Le Gol Saveri. Catherine Weinberger. 4.06. Barbey d'Aurevilly. 5.37. Gilbert Dragon (Esquisses et poèmes).

19.05 A l'opéra.  
20.00 Opéra.  
Donné le 19 juillet 1995, au Royal Opera House, à Londres, par le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House de Londres, dir. Carlo Rizzi : Œuvres de Verdi.  
23.05 Le Bel Aujourd'hui.  
Les années 60. Concert donné le 3 juin, à la Cité de la musique, par l'ensemble Inter-Contemporain, dir. Pascal Rogbi : Œuvres de Nurnes.

#### Radio-Classique

20.40 La Tempête de Shakespeare.  
La Tempête, extrait, de Purcell, par le Chœur et l'Orchestre Monteverdi, dir. Gardiner : La Tempête, extrait, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Edo de Waart : La Tempête, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Claudio Abbado : An Shih O 891, de Schubert, Proye, bayern, Karl Engel, piano : La Tempête, extraits, de Chausson, par l'Orchestre symphonique de la RTB, dir. Josée Serrebrier : Trois Shakespeare Songs, de Vaughan Williams, par le Chœur de la Cathédrale de Christ Church, dir. Darrington : Prière pour la Tempête, de Hovaggar, par l'Orchestre philharmonique Tchaïkovski, dir. Baudouin : Œuvres de Martin.  
23.35 Des Capes. Quintette op. 4, de Brahms, par le Quatuor de Budapest, Curzan, piano : Symphonie n° 4, de Tchaïkovski, par l'Orchestre du Conservatoire de Paris, dir. Erich Kleiber. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

► Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



